

# CRITIQUE COMMUNISTE

Les municipales



FORCADELL

## SOMMAIRE

	Pages
Jean-Yves Touvais Maurice Arnold : Municipalités Municipalisme et contrôle ouvrier .....	1
Le manifeste unitaire signé par la Ligue Communiste Révolutionnaire Lutte Ouvrière et l'Organisation Communiste des Travailleurs, pour les municipales de mars 1977 .....	33
Denis Berger : la révolution est-elle possible en France ? .....	41
Jean-Marie Vincent : le PSU et l'action des révolutionnaires .....	111
Livio Maitan : Crise du système et stratégie ouvrière en Italie .....	129

## ERRATA

**Une erreur de mise en page a provoqué une inversion des textes. Le texte situé à la fin la Plate-forme unitaire; sous les signatures, p.42 à 44, doit être lu à la fin du texte «le PSU et l'action révolutionnaire», c'est à dire p. 125**

CRITIQUE COMMUNISTE - 10, impasse Guéménée  
75004 Paris (pour toute correspondance)

Abonnement 10 NUMEROS : 80 F.

JEAN-YVES TOUVAIS  
MAURICE ARNOLD

---

## Municipalités, municipalisme et contrôle ouvrier

Les élections de ce mois de mars sont attendues avec grand intérêt. Elles seront, après les cantonales de l'an dernier, une nouvelle occasion de tester le rapport de forces électoral entre la coalition gouvernementale et l'Union de la gauche. Les réformistes y voient un tremplin décisif pour la probable victoire en 1978. Ils temporisent les luttes sociales, refusent d'organiser une riposte centrale au plan d'austérité car, affirment-ils, le temps travaille pour eux. C'est oublier bien vite le chômage, la vie chère et la répression patronale que chaque jour la masse des travailleurs doit supporter.

On aura rarement vu un tel paradoxe. D'un côté un régime qui pourrait sur pied, avec ses scandales, ses crises de majorité, ses rodomontades. Un régime qui organise la plus grande attaque contre la classe ouvrière depuis des années. Tout y passe. Les chômeurs sont maintenant un million et demi. Les prix, « bloqués » pendant trois mois, augmentent de 2,5 %. Le patronat discute ouvertement de liquider la Sécurité sociale. Le ministre de l'Intérieur affine l'arsenal répressif, multiplie les opérations « coup de poing », traque « l'insécurité » sous l'habit du gauchiste, de l'immigré ou tout simplement du jeune. Le ministre de la Justice appelle au meurtre, prend parti dans les procès. Un Premier ministre démissionne et en deux mois se met à la tête d'un parti de la majorité pour attaquer de front « l'adversaire », l'Union de la gauche en bloc ! Un autre Premier ministre arrive, mijote avec des airs entendus un plan de sauvetage de l'économie.

Celui-ci rendu public, est tout autre chose. Il cherche à bloquer les salaires pour développer la croissance des profits patronaux. Bref, un régime qui n'en finit pas de frapper fort alors qu'il ne tient qu'à un fil.

En face, le mouvement ouvrier reste coi. Non qu'il soit surpris par ce remue-ménage. Ses dirigeants ne cessent d'écrire que le régime en place fait la politique des profiteurs. Non que la classe ouvrière refuse de se battre. Les grèves du 7 octobre ont démontré, s'il le fallait, que les travailleurs étaient prêts. Mais il faut des objectifs unificateurs, un plan de bataille prolongé. Or les grands partis ouvriers, le PC et le PS, refusent d'engager cette bataille. Ils ne veulent surtout pas qu'un affrontement central, appuyé sur une mobilisation extra-parlementaire des masses, les porte au pouvoir. Ils attendent, suivent le rythme pesant du calendrier électoral, démobilisent, au risque même de perdre les élections de 1978.

Les élections municipales auront donc un sens politique bien particulier. Rien à voir avec celles de 1971 qui passèrent presque inaperçues. Elles seront un test politique.

C'est pourquoi, sans se faire d'illusions sur l'importance « stratégique » de ce scrutin, les révolutionnaires présenteront des candidats. Pour la première fois depuis Mai 1968, ils le feront à partir d'un accord national unitaire entre Lutte ouvrière, l'Organisation communiste des travailleurs et la Ligue communiste révolutionnaire. Par leur campagne, ils insisteront sur la nécessité d'une riposte unitaire des organisations ouvrières au plan Barre, ils critiqueront l'impasse que constitue le Programme commun de la gauche. En votant pour les candidats ouvriers au deuxième tour, ils traduiront leur volonté de victoire contre la droite et de mobilisation unitaire de l'ensemble du mouvement ouvrier, sans exclusive.

Mais en plus de leur signification nationale, ces élections seront vécues par les travailleurs comme un moyen d'améliorer leur cadre de vie. Il ne leur est pas indifférent qu'une municipalité soit gérée par la droite ou par les organisations en lesquelles ils ont confiance. Bien sûr, cette conviction comporte une bonne part d'illusion. S'il est vrai que souvent les municipalités ouvrières améliorent de façon substantielle les conditions de vie des travailleurs, elles le font aussi au prix d'une collaboration de classes qui en dit long sur le projet politique global de leurs élus. Les révolutionnaires se doivent donc de concrétiser leur programme en tenant compte de ces illusions et des exigences qu'elles traduisent. Ils participeront donc à ces élections sur la base d'un programme de lutte qui intègre une critique du municipalisme réformiste.

Tentons ici d'exposer les fondements de cette critique.

## I. La crise de l'institution communale

De la commune du Moyen Age, organisation spatiale, économique et politique de la bourgeoisie naissante, à la commune actuelle, profondément ramifiée à l'Etat fort, l'histoire de l'institution communale reflète, à sa manière, celle de la montée de la bourgeoisie, de la consolidation de son pouvoir sur les autres classes de la société, de sa crise politique.

L'unité territoriale, politique et institutionnelle de l'Etat national se constitue au lendemain de la révolution bourgeoise. Les départements, les arrondissements, les cantons, les communes et surtout l'administration préfectorale sont mis en place sous l'Empire. L'Etat bourgeois moderne se centralise alors. L'histoire des municipalités recouvrera ensuite celle des alliances de classe contractées entre la grande bourgeoisie et les classes moyennes. La commune est le lieu où s'affirment ces couches, où elles prennent des responsabilités et accèdent aux prébendes de l'Etat. Les notables de la troisième République, qu'ils soient au Parti radical ou ailleurs, concrétisent cette alliance, par le biais des municipalités.

Depuis la révolution de 1789, l'histoire des rapports de la commune à l'Etat affirme deux tendances qui visent au même but, centraliser et unifier. D'une part, on dégage cette couche de notables locaux afin de donner localement un semblant de cohésion sociale. D'autre part, le cadre centralisateur et autoritaire de l'Etat national ne laisse que peu d'autonomie à la bourgeoisie locale.

Après le coup de force gaulliste de 1958, la forme de domination politique du bonaparte et le renforcement de l'Etat vont fortement accentuer la deuxième tendance. Le boom économique de l'après-guerre, l'industrialisation et l'urbanisation accélérées, la mobilité des populations vont profondément modifier la vie locale et en conséquence le rôle des notables locaux et des partis bourgeois traditionnels. La part de plus en plus grande de l'Etat dans le financement et la programmation des grands équipements nécessaires à l'essor économique bouleverse le jeu municipal traditionnel. Ce qui ébranle les rapports de l'Etat aux communes. Le pouvoir gaulliste s'efforce alors de mettre sur pied une juridiction qui accroît le contrôle et l'encadrement central des grandes administrations.

C'est cette nouvelle situation qui permet de définir la municipalité comme une ramification locale très contrôlée de l'appareil d'Etat, mais aussi comme une institution en crise.

## a) Institution communale et appareil d'Etat

Pour la masse des travailleurs, la municipalité, contrairement au Parlement, est vécue comme une institution dans laquelle il est possible de faire quelque chose. Ce sentiment, certes largement accrédité par le réformisme municipal des partis ouvriers, a des racines plus profondes. Autant le Parlement est ressenti comme une coquille vide où rien ne se décide et dont les élus ne font qu'enregistrer des décisions prises ailleurs, autant la municipalité semble être le lieu possible d'une gestion sociale des différents services locaux. Si l'on en fait le choix politique, on doit pouvoir y promouvoir des équipements sociaux, culturels et sportifs. Une gestion ouvrière et démocratique semble possible.

Qu'en est-il dans la réalité ? Un conseil municipal est élu pour six ans. Quels sont ses pouvoirs réels ? Qui décide ?

Il suffit de compulsier les lois qui, depuis 1884, régissent les collectivités locales, pour saisir où sont les pouvoirs. Le conseil municipal, qui n'est obligé de se réunir qu'une fois par trimestre, voit son ordre du jour fixé par le maire. Il vote le budget et les principales décisions qui concernent la commune, mais celles-ci doivent, la plupart du temps, être ratifiées par le préfet. Le conseil municipal élit le maire, mais ne peut le révoquer.

En fait, c'est le maire qui, dans la commune, a le plus de pouvoir. Il a une double qualité : il est à la fois agent de l'Etat et agent d'exécution du conseil municipal. Dans sa première fonction, il est chargé de faire appliquer pour certains domaines les règles édictées par le pouvoir central. Il doit notamment, sous la surveillance du préfet, exercer des pouvoirs de police, « *assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique.* » Comme agent du conseil municipal, il est responsable des biens communaux, prépare le budget et gère les revenus. Il dirige les travaux communaux et le personnel de la commune. C'est lui qui recrute, note et sanctionne les employés municipaux.

Mais tout ceci se fait sous le contrôle méticuleux du préfet. Le maire peut être suspendu par ce dernier et révoqué par le gouvernement en cas de faute jugée grave. Par ailleurs, l'autorité préfectorale peut annuler des décisions du maire, se substituer à lui quand celui-ci refuse ou néglige de faire des actes qui lui sont prescrits par la loi. Elle peut même refuser d'approuver les actes importants du maire agissant comme exécutif de la commune.

De manière plus générale, la municipalité est soumise, dans ses décisions, à trois sortes de tutelles exercées principalement par l'autorité préfectorale. *La tutelle administrative* : le préfet ratifie les décisions du conseil municipal. Il arrive, par exemple, que des subventions soient de la sorte annulées. *La tutelle financière* : si le

budget est en déséquilibre, le préfet le rééquilibre d'office. L'ensemble des recettes et dépenses de la mairie sont exécutées par un agent relevant du ministère des Finances, le receveur municipal, qui est lui-même contrôlé par le trésorier-payeur général du département. Ajoutons aussi la perception, antenne locale des Contributions, qui établit l'assiette de l'impôt local sous contrôle du ministère des Finances. *La tutelle technique* qui, elle, est plus subtile. Elle passe par divers organismes départementaux rattachés aux ministères parisiens et coordonnés par le préfet. Elle s'impose par le biais de normes techniques prescrites par l'Etat sur toute réalisation d'ouvrage et dont le respect conditionne l'octroi d'aides financières. Ces organismes sont multiples, ce sont les directions départementales de l'Équipement, de l'Agriculture, de l'Action sanitaire et sociale, du Travail et de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, etc. Cette tutelle prend souvent l'allure d'un long et lent labyrinthe de procédures, chaque fois qu'une commune veut réaliser un investissement important. Ainsi faut-il deux ans et vingt-quatre procédures administratives pour construire un CES, huit ans et une centaine de procédures pour un CHU !

Mais cet arsenal juridique ne tiendrait pas en place s'il ne correspondait pas à une consolidation de l'appareil d'Etat dans son ensemble. Avec la V<sup>e</sup> République et l'introduction d'une politique de « régionalisation », le gaullisme a réussi un double mouvement. D'une part, la gestion des équipements et de la vie locale revient de plus en plus aux collectivités locales et, d'autre part, les grandes décisions, les choix politiques principaux sont l'œuvre du pouvoir central. Le conseil régional, sous la houlette toute-puissante du « préfet de région » est le lieu administratif où, dans la plupart des cas, sont répartis les crédits et les subventions décidées par le plan. On y décide les grandes réalisations sans tenir évidemment compte de l'avis des communes concernées (voir en particulier toutes les maquettes autour des autoroutes). Mais sur le plan politique, cette structure permet aussi de faire porter le chapeau aux élus locaux.

Cette situation contradictoire, très fragile dans le contexte actuel de crise du régime, accélère celle de l'institution communale. Celle-ci devient la crise des rapports qui unissent les municipalités à l'appareil central de l'Etat, aux administrations de tutelle. La publication en 1975 du *Livre blanc des finances locales* par l'Association des maires des grandes villes de France a porté sur la place publique cette crise. Les maires ont même, à plusieurs occasions, choisi de descendre dans la rue pour appuyer leur livre blanc.

Plus profondément, ce mécontentement renvoie aux contradictions structurelles du système capitaliste, à l'inadéquation des anciens relais locaux de l'appareil d'Etat pour la solution des problèmes liés à la restructuration du capitalisme français sous le gaullisme et à sa crise actuelle.

## b) La grogne des élus locaux

La situation contradictoire des communes que nous venons d'analyser se répercute sur le plan des finances par un dégagement progressif de l'Etat au profit de l'augmentation de la participation locale. En 1965, l'Etat finançait 27 % des investissements sur le territoire de la commune ; en 1974, cette part descend à 25 %. Inversement, la contribution des collectivités locales passe de 55 à 60 %. On assiste à une rentabilisation capitaliste de la gestion communale. On reporte sur les élus locaux la gestion de tout ce qui n'est pas directement productif.

Les collectivités locales sont alors devant un dilemme : ou elles augmentent les impôts ou elles s'endettent en sollicitant des emprunts auprès d'organismes publics ou privés. Le cas de la TVA que doit rembourser la commune à l'Etat aboutit souvent à l'absurde. Les subventions sont à leur trois quarts (si l'on se réfère aux chiffres du ministère de l'Intérieur) utilisées à ce remboursement : en 1971, les collectivités locales ont payé 2,5 milliards de TVA et reçu 3,8 milliards de subventions ; en 1975, elles payent 4,8 milliards et en reçoivent 5,8.

De 1970 à 1975, la fiscalité directe des communes a augmenté de 15,7 %. Les emprunts ont progressé de 18 % de 1969 à 1973. Le système même de calcul de ces impôts se reporte essentiellement contre les travailleurs. On ne calcule pas le montant en fonction du revenu, mais en fonction de la surface habitée, du confort, etc. De façon générale, la taxe d'habitation croît plus vite que la taxe professionnelle ; elle est scandaleusement très élevée dans les communes-dortoirs du fait du peu de ressources de la commune.

A cet étouffement financier, il faut ajouter l'ampleur du centralisme directif qui caractérise l'administration. Le rapport Guichard reconnaît que l'Etat « régleme avec excès » : *« Qu'un édifice brûle, que le temps soit trop sec ou trop pluvieux, que le vin, l'artichaut soient trop abondants, et l'invocation à l'Etat se fait entendre. » « La centralisation est vécue comme un fait trop ancien et trop massif, trop incorporé à la réalité nationale pour qu'on puisse y rien changer. »* Méfiant à l'égard des vieux notables, le pouvoir gaulliste a renforcé tout l'appareil d'encadrement de l'Etat, passant, pour les grandes décisions, au-dessus de la tête des élus locaux afin d'accélérer un « aménagement du territoire » à la mesure de la restructuration économique nécessaire. Cette politique commence avec la mise en place d'organismes adéquats. *« La Datar est chargée de préparer la mise en œuvre du plan (1), et comme elle dépend, à l'origine, directement du Premier ministre (2), c'est-à-dire qu'elle traduit directement les grandes options gouvernementales, elle s'appuie notamment sur le Groupe central de planification (GPU) qui étudie le*

développement à long terme des agglomérations urbaines, et sur la Commission nationale d'aménagement du territoire. Dès sa création, le 15 février 1963, le mot d'ordre de la politique générale de la DATAR était de faire en sorte que Paris ne soit plus le centre unique de la France. Pour cela, elle propose la création de huit métropoles d'équilibre (3) dont le rôle était « d'entraîner les régions dont elles sont le centre, de contrebalancer la croissance de la région parisienne et, dans certains cas, l'attraction excessive des villes étrangères ».

« L'étude de ces métropoles est entreprise par les OREAM (Organisations d'étude et d'aménagement) créées en 1966. En fait, le souci du gouvernement est surtout de développer un espace central, Paris, qui permettra de concentrer les activités participants à la gestion du capital (4) et à cet espace central dominateur, s'opposent naturellement des espaces dominés qui, eux, peuvent recevoir des unités de production. Tout ce que le gouvernement appelle politique de régionalisation ne favorise en fait qu'une déconcentration, et encore dans certaines limites, des fonctions de production, tout en maintenant la concentration des fonctions de direction à Paris. La justification des métropoles d'équilibre vient alors de la nécessité de promouvoir des centres-relais de direction, et non pas des contrepoids à l'espace parisien.

« La régionalisation fait partie d'un ensemble de thèmes qui permettent d'écartier les problèmes économiques et sociaux. On comprend pourquoi, par exemple, M. Olivier Guichard oppose aux grandes métropoles ou à la capitale, les « villes moyennes » : non pas parce qu'elles sont « à l'échelle humaine » ou parce qu'on y vit mieux, mais parce qu'elles sont sous-équipées et qu'on peut y déconcentrer à moindres frais des unités de production de taille limitée. Le thème des villes moyennes, ou mêle la campagne pour la maison individuelle lancée par Chalandon en 1969, n'est en fait que la récupération des revendications des travailleurs contre la dégradation de leur condition de vie, par un mécanisme simple : on encourage le citoyen à projeter sur la ville moyenne, et plus encore

(1) Rappelons que le rôle du plan est avant tout un rôle de planification de la production des équipements collectifs (et non pas de gestion du secteur privé) renforçant ainsi la contrainte étatique sur les collectivités locales, notamment par les mécanismes d'octroi de subventions.

(2) Directement rattaché au Premier ministre pendant trois ans (mars 1963 à janvier 1967), la DATAR a été successivement rattachée au ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, au ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et du Logement et, dernièrement, au ministre de l'Intérieur, M. Poniatowski.

(3) Toulouse, Strasbourg, Lyon, Saint-Etienne, Marseille, Aix, Fos, Nantes, Saint-Nazaires, Lille, Dunkerque, Nancy, Metz, Thionville.

(4) Giscard d'Estaing en 1972, lorsqu'il n'était encore que ministre des Finances, voulait faire de Paris la « première des places financières européennes ».

sur la campagne, les valeurs opposées à celles jugées négatives de la grande ville (6). »

Cette hypertrophie de l'appareil administratif entre en contradiction avec les habitudes de gestion patrimoniale des notables. Mais, dans le même temps, l'augmentation des tâches de gestion et de prise en charge directe des équipements locaux par les communes permet à l'Etat, sous couvert de « décentralisation », de répercuter les luttes et les revendications sur les collectivités locales. Situation contradictoire donc pour les élus locaux, coincés entre l'administration centrale et la nécessité de rentabiliser leur gestion sans se couper de leurs électeurs.

Elle se transcrit en terme politique par un effritement progressif du crédit des hommes de la majorité. Les alliances entre la moyenne et petite bourgeoisie locale et la grande bourgeoisie en prennent un coup. La base sociale du régime en souffre. Les nouvelles couches petites-bourgeoises et la partie la plus qualifiée de la classe ouvrière, jadis tentés par la gestion des communes avec les partis bourgeois, se tournent de plus en plus vers les partis réformistes, en particulier le PS.

En fin de compte, la crise de l'institution communale est une crise structurelle qui renvoie à celle, générale, de l'Etat bourgeois. Elle se traduit par une perte de contrôle du pouvoir central à travers les municipalités, sur des couches de la population rurale qu'il sacrifie. Dans les grosses concentrations urbaines, les partis de gauche et les syndicats sont les principaux bénéficiaires de cette situation. Au total, les communes ne constituent plus aux yeux de la bourgeoisie l'outil privilégié de l'encadrement politico-administratif des populations. C'est dans cet esprit que le rapport Guichard prévoit la création de communautés urbaines et la réduction au strict minimum des prérogatives des communes.

(6) Extraits de *la Mérule* n° 4, spécial ville-campagne, p. 20, Nancy, 1976.

(5) Cf. les contrats de localisation que peuvent passer les organismes publics ou les entreprises privées avec la DATAR, sur la localisation de leurs extensions futures, comme ceux qu'ont passés la Régie Renault, la Compagnie générale électrique, BSN ou le Crédit lyonnais et l'Union des assurances de Paris. Un « groupe opérationnel des villes moyennes », composé d'un petit nombre de fonctionnaires de l'Équipement et de la DATAR, prend contact avec les municipalités candidates. Il examine les dossiers et les faits approuvés par un comité interministériel d'aménagement du territoire. Un contrat de trois ans est alors conclu entre l'Etat et la municipalité, l'Etat s'engage à financer certaines opérations, la municipalité à les réaliser. Sept villes ont déjà passé un tel contrat : Angoulême, Autun, Auxerre, Chambéry, Rochefort, Rodez et Saint-Omer.

### c) Le rapport Guichard

Présenté au mois d'octobre 1976, le rapport de la « commission de développement des responsabilités locales » synthétise les hypothèses de travail de la bourgeoisie pour résoudre la crise des communes.

L'ensemble des mesures seraient destinées à faciliter l'exercice de la démocratie à la base. On reconnaît-là un thème cher aux partis de gauche qui font tous, dans leurs manifestes municipaux, de la décentralisation des pouvoirs l'axe principal. Mais évidemment, derrière cette démagogie, le projet Guichard vise au contraire à renforcer le contrôle de l'Etat sur la vie locale. S'il donne plus d'autonomie aux municipalités, c'est pour leur retirer tout pouvoir sur les grands choix. Ces pouvoirs seraient transférés au niveau des « communautés ». Deux sortes de communautés sont prévues : les communautés urbaines, qui réuniraient obligatoirement les communes qui comptent plus de 200 000 habitants, les communautés ordinaires, qui comprendraient celles qui ont moins de 30 000 habitants. Seraient ainsi constituées 750 communautés urbaines et 3 600 communautés ordinaires. Un syndic élu pour six ans présidera le conseil de la communauté des communes, la commission départementale verra son rôle renforcé, une *conférence nationale des institutions locales constituera l'organe permanent des relations entre l'Etat et les collectivités, notamment pour les questions financières.*

*Or, les pouvoirs de la commune sont déjà limités du fait de la tutelle qu'exerce sur toutes les grandes décisions le préfet. Le rapport Guichard, sans remettre en cause cette tutelle, limite les compétences réservées aux communes. L'urbanisme, les plans d'occupation des sols, la voirie, l'action foncière, les transports collectifs seront du ressort de la communauté. De même pour l'implantation des zones industrielles, des réseaux d'eau, de collecte des ordures. Ce qui fait dire au commentateur de l'Humanité : « C'est à la communauté que reviendraient tous les pouvoirs réels, tandis que dans les communes, les maires et les conseillers pourraient inaugurer les chrysanthèmes et réciter l'article 12 dans les mariages. »*

Ainsi, aussi réduit qu'il soit à l'heure actuelle, le pouvoir des communes inquiète la bourgeoisie. Il ouvre en effet une légère marge de manœuvre aux réformistes. Ceux-ci, s'engouffrant dans la gestion communale, peuvent souder dezs liens nouveaux avec une base sociale plus large. C'est cela qui préoccupe, dans une période de montée de la radicalisation ouvrière, la classe dominante.

## II. Le réformisme municipal

Le Programme commun apporte lui aussi une réponse à la crise de l'institution municipale. Elle est exactement inverse à celle du rapport de la commission Guichard. Mais elle ne sort pas pour autant du cadre établi des institutions bourgeoises.

Quand le rapport Guichard systématise la formation de communautés urbaines telles qu'elles existent déjà à Lyon ou Lille, le Programme commun propose des mesures qui doivent, selon ses signataires, accroître l'autonomie des communes. Il supprimera le contrôle *à priori* du préfet, mais maintient le contrôle *à postériori* sur la « légalité des décisions ». Des moyens financiers supplémentaires seront alloués aux communes, la fiscalité locale sera réformée de manière « démocratique », les « citoyens » seront consultés régulièrement par le biais des associations jugées représentatives. Ainsi, quand le rapport Guichard dépossède les communes de la majorité de ses tâches de gestion, le Programme commun se fixe comme objectif une plus grande autonomie de ces tâches. Cela dit, les mesures concrètes inscrites dans le programme du PC, du PS et du MRG restent très floues.

Il faut consulter les manifestes municipaux de ces partis pour en savoir plus long. Et excepté le remboursement de la TVA et l'augmentation à 30 % de la part des impôts locaux qui reviennent aux communes, il n'y a pas grand-chose. Tout au plus quelques généralités comme : « Contre le transfert de charges aux communes, pour obtenir les crédits indispensables, pour accroître les pouvoirs municipaux, pour une véritable autonomie communale placée sous votre contrôle (7). »

Ces limites traduisent une volonté d'aménager le fonctionnement de l'Etat bourgeois, sans remettre fondamentalement en cause son existence. En cela elles expriment, sur le plan des communes, le projet général du Programme commun. Mais elles renvoient aussi à une conception théorique de la commune, comme cellule de base de la démocratie et du socialisme, qui elle-même justifie une pratique de collaboration de classes, le réformisme municipal.

### La commune, cellule de base de la démocratie

*« La commune, écrit le Parti socialiste, est la cellule élémentaire d'un corps vivant dont l'Etat, au niveau national, est à la fois l'expression et l'organisateur. La réforme communale et la démocratie*

(7) Le nouveau contrat communal, *l'Humanité* du 17 juin 1976.

*municipale doivent trouver leur place dans une refonte des institutions et dans une transformation profonde de la pratique politique.* » Il n'y a donc pas de remise en cause du caractère de classe de l'Etat. On parle de « refonte » ; dans le manifeste du PS, il est même écrit que *« l'Etat doit changer de rôle. »* A aucun titre, le cadre institutionnel de la Constitution de 1958, et plus généralement celui affiné après la révolution bourgeoise de 1789, n'est contesté. Au contraire, on cherche simplement à retourner en arrière, séduit par la nostalgie d'une troisième République où le PS aurait la place du Parti radical. Sur ce point d'ailleurs, le PC s'accorde avec son partenaire.

Dans une longue étude sur les collectivités locales dans un Etat démocratique, Jacques Scheibling étudie de façon détaillée la « planification territoriale démocratique » proposée par son parti (8). Le XX<sup>e</sup> Congrès aurait défini les « principes d'un Etat démocratique de type nouveau » qui permet de mieux situer la place de la commune dans le passage au socialisme. Elle est, avec le Parlement, un rouage essentiel pour la « démocratisation de l'appareil d'Etat ».

*« La question liminaire est celle des rapports entre les quatre niveaux existants : Etat central ; Région ; Département ; Commune.*

*« Il serait possible de concevoir le système comme une simple pyramide où chaque échelon aurait son niveau de compétence, ses ressources et ses moyens propres. Cette simplicité apparente masquerait une complexité réelle et des complications inépuisables. Ces quatre niveaux ne sont pas homothétiques. Ils n'ont pas la même pesanteur historique, la même consistance politique et il serait absurde de les « niveler ». D'ailleurs, le fonctionnement d'ensemble de l'appareil d'Etat démocratique doit permettre à un double mouvement de décentralisation et de centralisation de s'établir. La production et la gestion dans les entreprises, l'expression et la satisfaction des besoins concrets de la vie quotidienne, la vie démocratique au niveau local correspondent à un niveau et à une nécessité de décentralisation démocratique. La coordination des besoins, l'orientation de la politique économique nationale, la définition des moyens de la planification correspondent à un niveau et à une nécessité de centralisation démocratique. C'est l'ensemble de ces deux mouvements dans leurs liens et articulations qui permet la démocratie à tous les échelons. Sans une centralisation réellement démocratique, il n'est point de démocratie locale possible ; sans démocratie locale, il n'est point de fonctionnement démocratique possible de l'Etat central.*

*« C'est pourquoi, de ce point de vue, deux niveaux sont appelés à jouer un rôle fondamental :*

(8) In *Economie et Politique*, juillet-août 1976, p. 65 et suivantes.

— un niveau de base où s'expriment les besoins et où s'effectue la gestion concrète de la vie courante ;

— un niveau de centralisation qui coordonne les différentes actions, impulse les orientations, répartit les moyens.

« Les échelons fondamentaux sont imposés par l'histoire, c'est l'Etat central et la commune.

« Les échelons annexes peuvent être conçus en fonction de leur échelon principal, ce qui n'enlève rien à leur importance : Région — Etat ; Département - Commune. » (Nous soulignons.)

Ces principes débouchent alors sur l'appréciation du rôle des municipalités conquises dans le processus de « transition au socialisme ».

Le petit livre de présentation des projets municipaux du PS explique : « *Tout se tient : la conquête du pouvoir politique national, la mise sur pied d'une nouvelle organisation économique et le développement d'un mouvement qui, dans la commune comme dans l'entreprise, transforme profondément les structures et les relations sociales. On peut toutefois avancer tout de suite dans l'élargissement de la démocratie, ce qui montrera le chemin dans lequel les socialistes veulent engager la France.* » Marchais insistait dans une intervention en novembre sur les élections municipales : « *Notre démarche n'est pas bornée à l'horizon 77 ou 78. Nous voulons aller plus loin, beaucoup plus loin.* » Et Charles Hernu, qui se reconvertit dans le municipal, lançait aux élus socialistes et « républicains » : « *1978 est déjà dans 1977 !* »

La conquête des municipalités dépasse donc le simple souci d'affirmer un rapport de forces électoral avant la consultation législative « décisive ». Elle joue le rôle de la conquête des premières marches du long escalier qui mènerait au pouvoir. Ce qui en dit long sur le projet politique fondamental du Programme commun. Surtout lorsqu'on confronte ces intentions politiques à la pratique quotidienne des élus communistes et socialistes dans les conseils municipaux. Ils gèrent dans le respect le plus sage de la légalité bourgeoise.

La défense des principes de la démocratie bourgeoise y devient l'expression de la défense des « acquis » municipaux. Les municipalités prennent une place stratégique dans la transition au socialisme. Elles sont les premiers points d'appui pour la conquête du pouvoir. Les réformistes décalquent ainsi le schéma de la révolution bourgeoise sur celui du passage au socialisme. Ils « oublient » tout simplement que la classe ouvrière et ses alliés doivent, avant d'imposer une position dominante sur le plan économique et culturel, détruire la machine d'Etat forgée par la bourgeoisie. En cela, la révolution prolétarienne est radicalement différente des révolutions démocratiques bourgeoises.

Cette « erreur théorique » n'est pourtant pas le fruit d'une mauvaise lecture des classiques ou d'une analyse scientifique

inachevée. Elle est la justification à *posteriori* d'une pratique de collaboration de classes, fortement enracinée dans l'histoire du mouvement ouvrier.

## Le « municipalisme »

C'est à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que le mouvement ouvrier se pose pour la première fois le problème de la gestion municipale. Dix ans après la Commune de Paris, le premier maire socialiste est élu à Commeny. Cette participation fait d'ailleurs l'objet de sérieux clivages dans le mouvement socialiste. Les guesdistes s'y opposent et créeront le Parti ouvrier français, en partie à cause de ces divergences. En 1892 pourtant, ils retournent leur position et le premier maire socialiste de Roubaix, Carette, est une ami intime de Jules Guesde.

Dans quel esprit participent-ils à ces premières élections municipales ? Brousse, l'adversaire de Guesde en 1881, avance un programme municipal fondé sur la nationalisation, élément fondamental pour la réalisation du socialisme.

Il réclame :

1) « *La transformation en services publics, communaux ou départementaux, des monopoles des grandes compagnies (omnibus, tramways, eau, gaz), tous ces services devant fonctionner désormais sinon gratuitement, au moins à prix de revient.* »

2) « *L'établissement d'industries municipales par la commune pour qu'en vertu de leur droit à l'existence, les travailleurs mis à pied par les crises, les grèves et les transformations de l'outillage, reçoivent du travail, et que la commune s'achemine ainsi du régime de la propriété privée au régime de la propriété publique.* »

3) « *La création de greniers, minoteries, boulangeries, boucheries, bazars et construction de maisons salubres.* »

Les guesdistes font des municipalités une première conquête vers la prise du pouvoir.

« *Nous avons donc, dans le morceau de gouvernement que nous a attribué le suffrage universel, le levier avec lequel nous pourrions soulever tout un monde, le monde du travail arraché pour toujours à la domination bourgeoise.* » Les tâches immédiates qu'il assigne aux municipalités ne sont pas sensiblement différentes de celles qu'il raillait dans les programmes possibilistes. « *Nous allons commencer par les cantines scolaires... Ensuite nous créerons une Bourse du travail, nous supprimerons les textes d'octroi sur les denrées alimentaires... Nous ferons des établissements de bains et des lavoirs publics gratuits. Nous allons installer des maternités, des asiles pour les vieillards et les infirmes, des refuges de nuit (9).* »

*Ainsi, la tradition municipaliste s'accroche sur la théorisation proudhonnienne de la Commune de 1871 et sur « l'existence de larges fractions de la petite bourgeoisie qui tirent leur existence sociale de la gestion de l'appareil d'Etat et qui constituent pour les partis de gauche une clientèle non négligeable (10). »*

*Mais cette pratique, il ne faut pas l'oublier, se situe dans un environnement hostile, alors que la classe ouvrière connaît encore des conditions de vie rudimentaires. Certes, les batailles syndicales permettent de premières améliorations dans les entreprises, mais le cadre de vie, la santé, les logements et les transports se réduisent dans les quartiers ouvriers à leur plus simple expression.*

*Aussi, quand la SFIO affirme, en 1911, que « les socialistes peuvent accroître les garanties de bien-être et de liberté et ajouter à la puissance combative du prolétariat », ils rendent compte d'une pratique municipale perçue comme telle par les travailleurs.*

Jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les municipalités ouvrières ne sont que quelques dizaines. La grande majorité des élus locaux sont du côté de la bourgeoisie, trempés jusqu'au cou dans une gestion au service de la classe dominante.

Ce n'est qu'après la guerre que le PC et le PS opèrent une réelle percée sur le plan municipal. Aujourd'hui, le PS peut se vanter d'être « le premier parti de France » en ce qui concerne le nombre d'élus.

Le PCF participe pour la première fois à des élections municipales en 1924 avec des listes pour « un bloc ouvrier et paysan ». Il tente alors d'éviter les dangers municipalistes et d'appliquer les thèses du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste sur le parlementarisme. Son programme met en avant des objectifs de lutte et la dénonciation de la démocratie bourgeoise.

— *« dépasser systématiquement les limites de la légalité bourgeoise en s'appuyant sur les luttes populaires et sur l'action des organes militants du parti ;*

— *« dénoncer l'expression caricaturale de la démocratie bourgeoise au niveau local ;*

— *« créer partout où c'est possible des « soviets locaux » susceptibles de mobiliser les habitants contre le pouvoir central de la bourgeoisie ;*

— *« mettre la compétence des sympathisants (et notamment de ceux que regroupe l'Union syndicale des techniciens) au service des municipalités conquises tout en donnant la prééminence à la*

(9) Ces citations comme les données historiques de ce passage sont extraits de « Matériaux pour l'histoire politique de l'institution communale », in *Critique socialiste*, n° 26/27.

(10) Idem, p. 25.

*« compétence de classe du prolétariat » sur la compétence technique des gestionnaires municipaux »*

*Mais déjà, le PC se pose en gestionnaire. Sa pratique municipale sera même critiquée comme « droitière » par l'IC. A l'inverse, le cours gauchiste du début des années trente donnera lieu à des batailles spectaculaires entre les élus communistes et le pouvoir central : élections annulées, révocations par le préfet, arrestations, etc.*

*La politique « classe contre classe » les pousse souvent dans l'illégalité. Pendant cette période, le PC n'a que huit municipalités autour de Paris. Avec la constitution du Front populaire, il entre dans une vingtaine d'autres. Mais déjà, le cours réformiste, imposé par l'Internationale stalinienne, enfonce de plus en plus ses élus dans les tâches gestionnaires.*

*La place politique du PC dans le mouvement ouvrier, ses liens avec l'URSS vont, malgré toutes ses professions de foi, cantonner ses municipalités dans des soies de ghettos. Cela est encore très sensible lors de la guerre froide, d'autant plus que le PS passe le plus souvent ses alliances avec la droite.*

## **Deux traditions**

Pour la première fois en mars 1977, le PC et le PS se retrouveront dans la plupart des villes de plus de 30 000 habitants, sur des listes communes. Les polémiques autour de la répartition des sièges, les quelques exceptions comme Marseille, Aix et Laval, montrent s'il le faut, que les traditions municipalistes des deux principaux partis ouvriers demeurent déterminantes dans leur choix sur ces questions. Et par-delà les conflits d'intérêts matériels, ce sont deux héritages assez divergents qui s'opposent.

Le PS, qui a longtemps pratiqué l'alliance avec les principaux partis bourgeois (radicaux, UDR, centristes) au plan local, assume une tradition de collusion avec le grand patronat, dont la municipalité de Marseille demeure l'exemple. Defferre, qui se présente en mars avec un petit patron (Genoyer) sur sa liste, est un expert en clientélisme et en courbettes devant la grande bourgeoisie. Comment aurait-il pu, sinon, « décrocher » l'installation d'un complexe sidérurgique à Fos-sur-Mer ? Le CERES classe en trois catégories les élus du PS : ceux qui choisissent le terrain de la droite, c'est-à-dire « la compétence apolitique », ceux qui gèrent en fonction d'impératifs sociaux, et les partisans d'une stratégie de « contre-pouvoir ».

Dans le premier cas, il cite un maire des Hauts-de-Seine qui dit *« ne pas confondre les orientations du programme municipal et la gestion locale. Les orientations sont un choix politique, au sens*

*général du terme. La gestion municipale est neutre.* » Ces notables socialistes n'ont pas d'autre souci que d'équilibrer leur budget pour conserver leur électorat. Ils interviennent le moins possible dans la vie économique et sociale de la commune, ne prennent pas parti dans la lutte des classes. Ou, lorsqu'ils le font — on l'a vu à Marseille et à Besançon —, ils agissent souvent *contre* les luttes ouvrières. Telle est la sanction pratique d'une politique d'alliance « tous azimuts » qui s'oriente plutôt à droite.

Les maires « sociaux » gèrent aussi, mais choisissent explicitement de défendre *d'abord* les travailleurs. Le prototype en est, selon le CERES, Henri Sellier, ministre du Front populaire, maire de Suresnes de 1919 à 1941. *« Son œuvre a été remarquable, quantitativement et qualitativement. Il comprit immédiatement tout le parti qui pouvait être tiré de la loi créant les offices d'habitations à bon marché, si l'on construisait selon un plan et non de façon anarchique, comme c'était généralement le cas de la banlieue parisienne ; il constitua à cet effet des réserves foncières à Suresnes, Stains, Châtenay, Plessis (au total près de 400 ha), permettant de bâtir des ensembles urbains cohérents. Il dota ces logements d'équipements scolaires et sanitaires d'avant-garde (maternelles et jardins d'enfants, solarium et salles de jeu, cabinets médicaux, bains-douches et même piscine). Toute cette œuvre fut couronnée en 1935 par l'Ecole de plein air. Il fit également appliquer des méthodes nouvelles d'enseignement, telles la lecture globale dès 1924, l'audio-visuel, les classes d'orientation. Une œuvre aussi importante fut accomplie en matière de santé (11). »*

*Les partisans des contre-pouvoirs, adhérents du GAM, cultivent, toujours selon le CERES, beaucoup d'illusions. Ils affirment dans leur manifeste que « peu à peu les choses changent, les objectifs s'étendent à des revendications de contrôle, de pouvoir... En changeant les rapports de forces, ces moyens d'action dessinent déjà une nouvelle légalité, fondée sur l'intérêt du plus grand nombre. »*

Cette classification, si elle donne une bonne photographie des différentes sortes d'élus socialistes, esquive le problème de fond. Elle décrit plus l'évolution de l'image de marque qu'ils se sont donnée, que la réalité de la politique municipale du PS. L'auteur de l'article cité note d'ailleurs en bas de page l'exemple de Marseille, *« passée d'une première phase apolitique à une seconde phase sociale et ... peut-être bientôt à une politique globale socialiste. »*

Le PS a hérité de cette histoire une bureaucratie de notables plus liés à l'appareil d'Etat bourgeois qu'aux travailleurs. Ils constituent un élément décisif du parti. Leur politique municipale, leur rapport avec

(11) *Repères*, janvier 1976.



l'électorat sont plus fondés sur le clientélisme que sur la lutte commune contre le pouvoir. Guidoni décrit la situation dans la vieille SFIO avant les élections de 1971 : « *Dans de nombreux cas (Alduy à Perpignan est sans doute le plus typique), c'est à la position personnelle d'un maire qui se trouve être socialiste, que tient l'existence du parti. Trahit-il, comme Gagnain à Villeurbanne, le parti disparaît totalement ... Les mairies, c'est pour le PS l'essentiel des moyens, des hommes, des influences. C'est la réalité de la politique dans toutes les villes de France. C'est, « à la limite, la seule affaire sérieuse. »* (12). Cette réalité se sanctionne par des alliances. En 1965, sur 159 villes de plus de 30 000 habitants, le PS est absent dans 9 d'entre elles. Dans 14, il gagne sur des listes homogènes. Dans 82, il s'allie avec le PCF, le PSU ou les radicaux, et dans 54, il se retrouve avec la droite (centristes et parfois UDR), soit avec un maire socialiste (Marseille, Lille, Toulouse), soit derrière un maire de droite (Nantes, Rouen, Nancy).

Dans le cas des municipalités les plus modernes, comme Grenoble par exemple, ces notables s'appuient sur des comités ou unions de quartiers, qui permettent de démultiplier les responsabilités et d'amortir les conflits. Ils réussissent ainsi à dégager une base sociale plus large (nouvelle petite bourgeoisie radicalisée, etc.

Le PC assume une tradition différente, non qu'il n'ait jamais collaboré avec des « personnalités progressistes » représentant la bourgeoisie locale, mais son relatif isolement (du fait des alliances du PS) et ses liens avec la classe ouvrière l'ont contraint à d'autres attitudes.

Traditionnellement, les élus communistes se sont efforcés de gérer dans le sens social la pénurie imposée par les tutelles. Sur le plan du logement, de la culture, ils ont favorisé des équipements et des réalisations profitant d'abord aux travailleurs. Ils construisent par exemple des HLM plutôt que des villas individuelles. Mais ces choix se sont aussi conformés à la politique générale du parti, défenseur de la culture « au-dessus des classes », du sport neutre, etc.

De plus, ses choix stratégiques quant aux alliances de classe, la politique du XXII<sup>e</sup> Congrès pour « l'union du peuple de France » l'amènent depuis des années à une politique de la main tendue en direction des classes moyennes. On construit de plus en plus de cités pavillonnaires dans les municipalités communistes. Historiquement, ces municipalités diffèrent de celles dirigées par le PS, en raison des liens organisationnels entretenus par le parti avec la classe ouvrière. Est-ce à dire que, comme l'écrit le maire communiste de Choisy-le-Roi, qu'il « *associe effectivement les intéressés à l'élaboration des décisions* », « *au contrôle de leur application* » (13) ? C'est aller bien vite. Les liens des élus communistes avec les travailleurs passent essentiellement par le biais des associations, des syndicats, de comités de défense d'intérêts particuliers, qui sont en général

dominés et manipulés bureaucratiquement par la fraction communiste. Ce qui réduit le plus souvent le contrôle à des mots, et les mobilisations à des pétitions. Le maire de Choisy reconnaît lui-même les difficultés de mobilisation des habitants : « *Je constate seulement que nous n'avons pas réussi pleinement à faire du bulletin municipal un organe suscitant la participation de la population à notre gestion, un organe de dialogue vivant entre la municipalité et la population (p. 69).* » Et quand des comités de quartier existaient avant la victoire de la gauche, le PC, une fois à la mairie, a bien du mal à s'y investir. Il se méfie. Harris et Sédouy relatent le cas de Nîmes. « *Il y a 34 comités de quartier créés depuis des dizaines d'années et nés de très anciens comités des fêtes. Ces comités ont été la bête noire de toutes les municipalités, parce qu'ils constituaient une sorte de forum permanent où toutes la gestion de la ville était passée au crible. Ce sont eux qui, pour une bonne part, ont fait perdre la mairie à la droite. Une fois au pouvoir, les communistes, qui en étaient pratiquement absents, ont décidé de travailler avec ces comités. Ils ont dû « sortir de leur coquille », mais cette inscription dans le monde extérieur n'est pas à la portée de tous les militants.* » (14) Les relations bureaucratiques entre les élus communistes et les organisations de masse des travailleurs autonomisent les élus dans leur gestion. Les travailleurs ne peuvent les contrôler. Ce qui est d'ailleurs théorisé depuis longtemps par le PC, qui *respecte* le cadre légal et les *fonctions* qu'il crée. Un maire est un maire. C'est lui qui décide. Il écoute son électorat, mais il est le seul juge. « *La décision finale, écrit F. Dupuy, reste toujours du ressort des élus locaux eux-mêmes* » (p. 61). Ce qui donne un tout autre sens à la bataille pour « l'autonomie des collectivités locales » et renforce l'opportunisme municipal du parti. Ceci est particulièrement sensible dans la politique de logement depuis la Deuxième Guerre mondiale. La revue *Place*, qui étudie cet exemple (15), en tire des conclusions ultra-gauches, mais elle décrit bien l'alignement du PC sur les grands choix de la bourgeoisie en ce domaine :

« *Le grand Parti des travailleurs* » va, dans ce domaine comme au plan général, participer activement à la politique de reconstruction nationale et de modernisation de la France bourgeoise. Or, ceci ne sera pas sans effet sur sa base de classe. En effet, produire et gérer des cités HLM c'est :

(12) P. Guidoni : *Histoire du nouveau Parti socialiste*.

(13) *Etre maire et communiste*, F. Dupuy, Calman-Lévy.

(14) *Voyage à l'intérieur du PC*, p. 324, Editions du Seuil.

(15) Numéro 2, automne 1975.

1. Constituer des offices publics, des services d'études municipaux, donc se doter d'un énorme appareil de contrôle et de conception de la production de logements et de l'urbanisme où travaillent des cadres moyens ou supérieurs rétribués comme tels.

2. Entrer dans le jeu défini par le pouvoir en la matière, c'est-à-dire produire du logement social suivant les normes fixées par la bourgeoisie, au prix et en nombre fixés par elle. On sait que 30 % des Français ne peuvent accéder au loyer HLM trop élevé pour eux. Le logement social est donc réservé aux couches d'ouvriers qualifiés (français !) et aux employés. Pour tous les autres, vieux, travailleurs, immigrés, OS, il y a le foyer, caserne, la cité de transit ou d'urgence (quand ceux-ci ne sont pas détruits pour rentabiliser le sol par le fameux logement dit social).

« Ces deux mouvements : une clientèle de cadres employés par les municipalités directement ou indirectement, une population appartenant à des couches sociales et à des classes d'âge précises, amènent, de 1950 à aujourd'hui, le Parti communiste à devenir le meilleur spécialiste de la gestion de la force de travail en dehors de l'usine. »

L'opportunisme municipal du PC, s'il prend d'autres voies que celui des socialistes, débouche également sur une pratique de collaboration de classes. Que ce soit pour attirer des industriels qui ont tendance à fuir les communes dominées par le PC, ou que ce soit pour gagner des voix dans les couches sociales « anti-monopolistes », les élus communistes vont, avec une armada de technocrates, en bons gestionnaires, utiliser toutes les astuces pour équilibrer leur gestion.

Ceci est particulièrement sensible dans les communes gagnées ces dernières années, et se concrétise par des alliances locales douteuses. Le PC a lui aussi ses « personnalités » sur ses listes municipales.

Reste que dans ses proclamations de foi, il insiste beaucoup sur la lutte. Dans un récent numéro de *France nouvelle*, le maire de Nanterre explique : « Ne pas gérer la crise, cela signifie donner un contenu social maximum à la gestion municipale et cela surtout en période de crise : c'est faire de la municipalité un point d'appui pour la lutte des travailleurs contre la crise. Cette position n'est pas négative, elle signifie gérer, mais dans un sens social bien précis. » (16) Le maire de Choisy-le-Roi déjà cité, précise : « La population peut être associée à l'action de la municipalité et peut venir appuyer cette dernière. (p. 71) »

Les communistes font de cette question un leitmotiv.

Qu'en est-il exactement ? Sans entrer dans le détail des situations, il est vrai que le PC présente ses municipalités comme une

(16) 10 janvier 1977, p. 10.



sorte de « syndicat de défense des populations » et qu'il agit en conséquence. Il faut cependant en préciser les limites, liées à l'opportunisme municipal étudié plus haut. Du fait des liens bureaucratiques qu'il entretient avec les diverses associations représentant la population de la commune, le PC s'efforce de contrôler ces luttes, les contient dans un cadre légal, les dirige toujours vers l'appui aux élus. Ce sont ces derniers qui, en dernière analyse, du fait de leur place dans l'institution, peuvent le mieux agir. Donc, chaque fois qu'une lutte dépasse ce cadre, il tente de la récupérer pour la canaliser. S'il échoue, il fait tout pour la briser. Cela aboutit quelquefois à des réactions scandaleuses (licenciements d'employés communaux, retraits de crédits, etc.), et toujours à un respect scrupuleux de la légalité. On ne va pas trop loin.

La stratégie d'« Union du peuple de France » débouche ici sur la défense du « citoyen ». La municipalité représente les travailleurs certes, mais aussi toute la population. Elle passe donc de multiples compromis avec la moyenne bourgeoisie, les petits commerçants, etc. Elle lutte contre les tutelles, fait des démonstrations politiques sur telle ou telle contrainte imposée par le pouvoir central, mais vote de plus en plus souvent le budget. D'ailleurs, un des points de l'accord du 26 juin 1976 entre le PC et le PS stipule que, dorénavant, les communistes assumeront la solidarité de gestion.

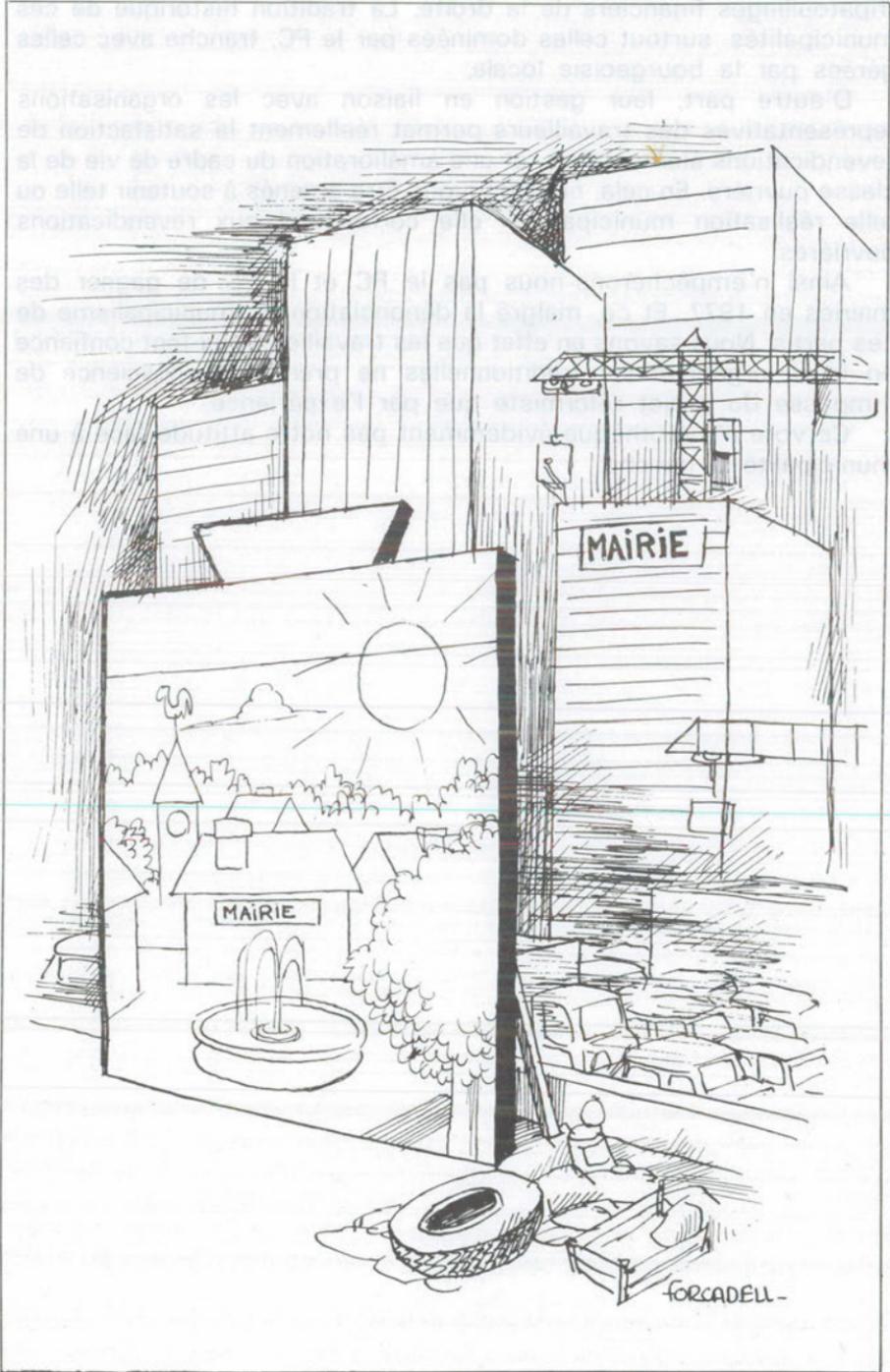
En conclusion donc, quand le PC s'engage sur le terrain des luttes urbaines avec ses élus, il le fait en conservant minutieusement les limites légales de ces actions.

Mais son implantation ouvrière sur les lieux de travail ou d'habitation, l'engagement de ses militants dans la défense quotidienne des revendications — que ce soit par l'intermédiaire de la CGT ou de la CNL — restent déterminants. Ils expliquent ce lien particulier entretenu par ses élus avec leur électorat, lien différent de celui tissé par le PS. Et ce, même si depuis plusieurs années, sa gestion communale ressemble de plus en plus à celle des socialistes.

## **Un acquis de la classe ouvrière**

Caractériser le réformisme municipal comme une politique active de collaboration de classes doit-il nous amener à situer sur le même plan les municipalités de droite et celles dirigées par le PC et le PS ? Nous ne le croyons pas. Et c'est pour cela entre autres, que les révolutionnaires voteront au deuxième tour pour les listes PC-PS. Cela tient à deux raisons essentielles, qui découlent de ce que nous venons d'écrire.

D'une part, les municipalités ouvrières sont effectivement vécues par la masse des travailleurs comme des « acquis » contre les



tripatouillages financiers de la droite. La tradition historique de ces municipalités, surtout celles dominées par le PC, tranche avec celles gérées par la bourgeoisie locale.

D'autre part, leur gestion en liaison avec les organisations représentatives des travailleurs permet réellement la satisfaction de revendications élémentaires, et une amélioration du cadre de vie de la classe ouvrière. En cela, nous pouvons être amenés à soutenir telle ou telle réalisation municipale si elle correspond aux revendications ouvrières.

Ainsi n'empêcherons-nous pas le PC et le PS de gagner des mairies en 1977. Et ce, malgré la dénonciation du municipalisme de ces partis. Nous savons en effet que les travailleurs qui font confiance en leurs organisations traditionnelles ne prendront conscience de l'impasse du projet réformiste que par l'expérience.

Ce vote n'hypothèque évidemment pas notre attitude face à une municipalité d gauche.



### III. Municipales et contrôle ouvrier

Qui veut lancer un maire aux prochaines élections comme d'autres lancent une marque de lessive sait, s'il consulte les instituts de marketing politique, qu'un des meilleurs slogans est le « pouvoir local ». Giscard lui-même en parle. Il n'y a plus une formation politique qui ne veuille associer les « citoyens » à la gestion de leur cadre de vie.

Certaines municipalités de droite sont même allées plus loin que les discours électoraux. Elles ont suscité des commissions ou comités de quartiers ouverts à la population.

Ainsi Stasi, à Epernay, invite des représentants des comités de quartiers dans des commissions extra-municipales. On les consulte sur les projets d'équipement du quartier. Mais ces comités ressemblent plus à des rassemblements de coteries qu'à des organes populaires. Stasi y puise ses candidats, les apprentis notables y font leurs premières armes. De plus, précise le maire d'Epernay, « *s'il est souhaitable d'associer ces divers comités à tous les niveaux, il est entendu que ce sont les élus qui décident* » (17).

De même, les six comités de quartier impulsés par Baumel (UDR) à Rueil-Malmaison sont des peaux de chagrin bourrées d'arrivistes, rien de plus. Ils ne sont d'ailleurs habilités qu'à discuter de la largeur des trottoirs, des ampoules à remplacer dans les feux rouges, etc.

Quand la droite se met à pratiquer le « pouvoir local », elle cherche à intégrer ses électeurs, à les associer aux responsabilités pour les neutraliser. Cela va des invitations des « leaders » des associations aux manifestations officielles et aux vins d'honneur jusqu'à ces comités sans aucun pouvoir.

De telles initiatives sont désertées par les travailleurs. Forme moderne du clientélisme, elles cherchent à récupérer une première prise de conscience sur les problèmes urbains. Le succès électoral du slogan sur le pouvoir local traduit cependant l'ampleur des mécontentements qui traversent aujourd'hui la société sur les questions du cadre de vie. La division travail/habitat, l'enfer des cités-dortoirs, les transports, la déportation des travailleurs dans les banlieues pour cause de rénovation, le manque d'équipements collectifs (écoles, crèches, santé, notamment) ont pris ces dernières années une telle acuité que des luttes commencent à mobiliser les travailleurs sur ces questions. Encore diffus, ce mécontentement est devenu une exigence omniprésente.

La bourgeoisie y répond, comme nous l'avons souligné, par la centralisation du pouvoir et des tentatives d'intégration. A l'évidence,

(17) Cités dans *Autrement*, n° 6/7, contre-pouvoir dans la ville, p. 127.

elle échoue. Et ce sont les réformistes qui, par leur pratique municipale, ont le mieux réussi à intégrer cette prise de conscience.

Dans une situation de montée révolutionnaire, alors que la classe ouvrière commence à disputer le pouvoir central à la classe dominante, les exemples du Chili, du Portugal, de l'Italie ou de l'Espagne ont montré, à des degrés divers, que les masses ouvrières s'investissent aussi sur ce terrain. C'est peut-être une originalité des situations pré-révolutionnaires des années 70 que la naissance de formes d'auto-organisation sur le lieu d'habitat, avant même souvent, le lieu de travail. Les modifications structurelles de la société capitaliste au troisième âge y sont évidemment pour quelque chose (division habitat/travail, nouveaux besoins, élévation global du niveau culturel des masses, nouvelles techniques, etc. Mais il faut y voir aussi un terrain privilégié pour contourner l'obstacle que constitue, pour l'avant-garde large, la domination des réformistes dans les entreprises. Ces remarques, ajoutées à la pratique des réformistes dans les municipalités, posent aux révolutionnaires un problème nouveau : comment intégrer les luttes urbaines à celles de la classe ouvrière contre le système capitaliste ? Quelles revendications de contrôle ouvrier peuvent unifier les luttes dans l'entreprise et sur le lieu de résidence ? Comment articuler la présence dans les luttes sur ces terrains et une participation éventuelle aux institutions communales ?

A partir du moment où l'on considère que les mobilisations sur le cadre de vie peuvent et doivent participer du combat révolutionnaire, il faut discuter ces questions. Un gros retard existe en France sur cette réflexion. Sans prétendre le combler, nous ferons quelques remarques pour amorcer le débat.

## **L'illusion du contre-pouvoir local**

D'abord créé par des militants du PSU, les GAM (Groupes d'action municipale), dont les dirigeants ont rejoint le PS lors des Assises pour le socialisme, se sont faits les champions du « contrôle par les travailleurs des municipalités ». Ils définissent ainsi leurs objectifs : *« Le pouvoir n'est jamais un but en soi, mais un moyen de diffuser une information sans restriction, de donner un point d'appui aux luttes et de démontrer qu'une autre façon de vivre la démocratie est possible. »* Ainsi *« l'occupation de ces institutions ne vaut la peine que dans le cadre d'un bon rapport de forces extérieur. Même si des élus ayant adopté leur démarche sont présents dans les mairies, les GAM doivent demeurer des groupes d'animation et de contestation. Ils doivent veiller à ce que la majeure partie des militants du groupe, et notamment les animateurs, demeurent extérieurs à l'équipe municipale, et continuent à jouer leur rôle de « contre-*

JE VIENS  
DE POSER  
LA PREMIÈRE PIERRE  
DE VOTRE  
FUTURE  
CRÈCHE...



FORCADELL.

*pouvoir » avec toutes les organisations démocratiques d'usagers de la ville. Cette conception de « soutien critique » à laquelle tiennent beaucoup les GAM est d'autant plus importante à leurs yeux qu'elle devrait s'appliquer à un autre niveau, si la gauche prend le pouvoir d'Etat » (18) !*

Confrontées à la pratique, ces affirmations deviennent souvent des formules creuses. Mais elles renvoient aussi à une conception du contrôle des institutions, caractéristique du réformisme de gauche. Pour l'analyse d'une pratique à long terme des théories du GAM, il suffit de se pencher sur l'exemple de Grenoble. Devenue le meilleur exemple de gestion socialiste pour la campagne 1977, « l'expérience de Grenoble » a été impulsée et théorisée par Hubert Dubedout, aujourd'hui député socialiste, fondateur des GAM de l'Isère. En douze ans de gestion, les GAM ont voulu y « institutionnaliser le dialogue » en s'appuyant sur les unions de quartiers. « *Les élus ne se contentent pas d'assister aux assemblées générales des unions de quartiers pour enregistrer les doléances et défendre les choix de la municipalité. Ils participent de plus en plus à des réunions de travail où sont préparés, en commun, les projets d'équipement de quartier.* » (19) Un comité de liaison des unions de quartiers s'est constitué en association fédérative. Il discute sur les problèmes d'ensemble de la ville. Certains équipements collectifs sont « autogérés » par les habitants du quartier. Le budget de la ville est présenté publiquement.

Cette pratique a permis à l'équipe Dubedout d'acquérir une assise de masse dans les quartiers, surtout lors des premières années de sa gestion. Il profite aussi du boom économique de la fin des années soixante-début soixante-dix, qui modifia profondément la structure industrielle de la région grenobloise. Le tableau ci-dessous montre sur quelle base sociale vivent les unions de quartiers de Grenoble.

#### **Répartition des adhérents aux unions de quartiers par catégories socio-professionnelles**

Catégories socio-professionnelles	Adhérents aux unions de quartiers	Population grenobloise
1. Industriels, gros commerçants, prof. libérales, cadres supérieurs.	45 %	11 %
2. Artisans, petits commerçants.	12 %	8 %
3. Cadres moyens, employés.	40 %	33 %
4. Contremaîtres, ouvriers, personnel de service.	3 %	48 %

La classe ouvrière proprement dite en est donc exclue. Ces dernières années, plusieurs responsables de la mairie se sont également plaints de la faible participation à la vie de ces réunions. Plus généralement, l'organisation multiclassiste par « unité de voisinage », dans le cadre des institutions bourgeoises, aboutit à transformer ce qui devrait être des structures de « contre-pouvoir » en « structures tampon ». La municipalité grenobloise a embauché dans les quartiers une multitude de « travailleurs sociaux » dont la tâche d'animation se réduit, en fin de compte, à désamorcer les mécontentements. Réceptacle des problèmes, les structures de voisinage doivent les résoudre dans le cadre de la pénurie imposée par les tutelles. En dernière analyse, c'est toujours la mairie, avec son chapelet de technocrates, urbanistes et autres, qui décide. A chaque fois qu'un mouvement de masse s'est développé hors de ce jeu institutionnel — ce fut le cas pour les femmes et les émigrés —, on les a déclarés non représentatifs. Et en fin de compte, les réformistes se sont adossés à la mairie pour les briser.

L'expérience de Grenoble, comme d'autres tentées dans un environnement moins favorable pour les GAM, dissipe les illusions du contre-pouvoir local. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le PS essaie de reconvertir tous ses notables à partir de cet exemple. Il espère ainsi élargir sa base sociale et capter la radicalisation de la moyenne et petite bourgeoisie sur les questions urbaines.

## Le contrôle ouvrier

L'erreur fondamentale des GAM consiste d'abord dans l'idée d'un contrôle des travailleurs sur les institutions bourgeoises. C'est ne pas comprendre leur rôle dans l'appareil d'État. Nous avons caractérisé, dans la première partie de cet article, la municipalité comme ramification de l'appareil d'État. Il faut y ajouter que comme toutes les institutions, elle s'enracine dans la division du travail. Elle joue alors un rôle mystificateur fondé sur la division entre le public et le privé, le politique et l'économique. Ce rôle est accentué dans la France contemporaine par la division spatiale entre le lieu de production et celui d'habitation.

L'institution communale n'est donc pas un instrument neutre soumis au bon vouloir de la classe dominante qu'il suffirait de

(18) R. de Caumont, in *Autrement*, opus cité, p. 156 et suivantes.

(19) *L'Expérience de Grenoble*, Editions ouvrières, 1971, p. 147.

(20) *L'Expérience de Grenoble*, opus cité, p. 144.

contrebalancer par une mobilisation suffisante des classes dominées. Elle est, comme l'ensemble de l'Etat, « *la forme par laquelle les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs et dans laquelle se résume toute la société civile d'une époque ; il s'ensuit que toutes institutions communes passent par l'intermédiaire de l'Etat et reçoivent une forme politique* » (Marx dans *l'Idéologie allemande*). C'est pourquoi les réformistes sont contraints à la cogestion lorsqu'ils participent aux municipalités. Celle-ci serait concevable si elle passait *après* les impératifs de la mobilisation et de l'auto-organisation des travailleurs. Mais, au contraire, le PC et le PS ont subordonné ces mobilisations à la gestion des communes.

En constituant des « contre-pouvoirs » et en voulant les institutionnaliser, les GAM ont subi les mêmes contradictions et aboutissent au même résultat. Institutionnaliser le contrôle des travailleurs, c'est, dans la société capitaliste, le vider de son contenu subversif et anti-capitaliste. C'est, qu'on le veuille ou non, le transformer en cogestion.

Dans l'entreprise comme sur le lieu d'habitation, à partir du moment où la classe ouvrière s'organise et se mobilise pour mettre son nez dans les affaires qui décident de son sort, elle introduit un déséquilibre fondamental. Ce contrôle ne peut fonctionner selon les règles de la démocratie bourgeoise et du suffrage universel. Il est fondé sur la mobilisation de masse, la démocratie ouvrière et le rapport de forces. Il met à nu et conteste la contradiction fondamentale du système. On ne peut institutionnaliser durablement un tel déséquilibre. Il faut que l'une ou l'autre des parties cède.

Ainsi, pas plus qu'on ne peut envisager un contrôle sur les institutions bourgeoises, l'idée de la « démocratisation » de ces mêmes institutions est une mystification. Elle occulte, une fois encore, leur caractère de classe et leur enracinement dans le mode de production capitaliste. L'activité de contrôle du prolétariat et de ses alliés dans la société capitaliste n'a pas pour but d'injecter un peu plus de démocratie dans l'appareil d'Etat bourgeois. Quand le prolétariat défend des libertés démocratiques, quand il se mobilise pour pouvoir en imposer d'autres à la bourgeoisie, il le fait dans le but d'accroître ses possibilités d'action. On ne doit jamais confondre ces libertés avec les institutions bourgeoises qui sont censées les représenter. Le but du contrôle ouvrier est, en unifiant la classe ouvrière sur des objectifs clairs, d'accroître ses niveaux d'organisation, *indépendamment de l'Etat bourgeois*. Ainsi, ne s'agit-il pas de contrôler l'Etat bourgeois, mais de se donner les moyens pour construire *un autre pouvoir*, concurrent, qui ne se stabilisera qu'après la destruction du premier. La question de la « démocratie locale » prend donc un tout autre sens. Il s'agit pour la classe ouvrière de se donner les moyens de prendre en mains ses propres affaires, et partant, de mettre son nez dans tout ce qui est habituellement du domaine des institutions bourgeoises. Il

s'agit de dresser au niveau local, *comme à l'échelle nationale*, les bases d'un autre Etat.

Les luttes urbaines ne peuvent s'intégrer dans cette bataille que si elles sont liées organiquement à celles menées par la classe ouvrière sur le lieu de production.

On peut donc s'étonner lorsque le PSU juge « déterminant » le rôle des collectivités locales dans la « transition au socialisme » (Charte communale, page 17). Ne cède-t-il pas aux illusions municipalistes lorsqu'il écrit : *« C'est notamment à partir des communes, lieu de regroupement des travailleurs et des citoyens, que la coordination des comités ou conseils de travailleurs pourra s'effectuer. Il est donc important que, dès maintenant, les municipalités soient conquises par le mouvement ouvrier : la présence d'élus révolutionnaires se justifie dans cette perspective. »* (Résolution du conseil national, septembre 1976.)

Il maintient au moins une grosse ambiguïté sur les possibilités d'action dans les institutions bourgeoises. Il sous-estime l'affrontement nécessaire. Il est plutôt probable que dans une situation révolutionnaire, alors que se posera centralement la question du pouvoir pour la classe ouvrière, les institutions démocratiques bourgeoises deviendront le repère de la réaction. Les réformistes, qui dans de telles circonstances se font toujours les meilleurs défenseurs de l'ordre bourgeois, en feront le point d'appui, non des luttes ouvrières, mais du conservatisme social. C'est du moins ce qu'il ressort de l'ensemble des expériences révolutionnaires de ces cinquante dernières années. Après l'Allemagne des années 20, où le SPD s'installa dans l'Etat bourgeois, son armée et ses institutions, contre les conseils ouvriers, après la révolution espagnole où les staliniens démantelèrent les conseils de milice pour mettre à leur place des municipalités, après le Chili et le Portugal, il n'y a pas de doute à se faire. La manière dont le gouvernement Soares s'est opposé aux commissions de moradores, à partir des municipalités, est suffisamment en mémoire pour lever toute illusion sur ce point.

Ces questions clarifiées, reste à définir comment, dans la situation politique actuelle, il est possible en France d'engager des luttes sur le cadre de vie, qui unifient la classe ouvrière et ses alliés et favorisent leur auto-organisation. C'est à quoi s'attacheront les révolutionnaires dans leur campagne municipale et, plus généralement, dans leur pratique sur ces terrains. Ils distinguent des objectifs de lutte sur le logement, la santé, les transports, l'écologie, etc. qui, s'ils permettent la mobilisation des couches sociales plus larges que la classe ouvrière, doivent partir des intérêts de cette dernière. Pour cela, une double action est nécessaire : dans les organisations syndicales ouvrières, pour qu'elles intègrent ces problèmes ; dans les organisations qui luttent sur ce terrain pour qu'elles lient leur combat à celui des syndicats dans les entreprises.

Les formes d'auto-organisation, les organes de mobilisation et de contrôle qu'ils impulsent sur le lieu de travail ou d'habitation ont pour but, en soudant l'unité de la classe ouvrière et de ses alliés, de préfigurer un autre pouvoir, alternatif à celui de la bourgeoisie. Ils ne s'articulent pas aux institutions bourgeoises. Ils ne les complètent pas. Ils doivent, sur la base d'une mobilisation de l'ensemble des travailleurs, devenir des points d'appui pour la centralisation d'un nouvel Etat, pour la destruction de celui de la classe dominante. Par ses actions de contrôle sur la production, sur les transports, les conditions de vie et de santé, le prolétariat se retourne contre les institutions bourgeoises. Il pose les premières pierres d'une autre société, fondée sur la démocratie ouvrière

Le 26 janvier 1977

Jean-Yves Touvais

Maurice Arnold

**Le manifeste unitaire signé par la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière et l'Organisation communiste des travailleurs, pour les municipales de mars 77.**  
**« Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».**

La crise économique qui dure maintenant depuis deux ans, loin de se résoudre, va, au contraire, en s'approfondissant. L'inflation n'a guère ralenti malgré la prétention du plan Barre de geler les prix pendant trois mois. Le chômage s'étend. Des milliers de licenciements sont encore annoncés... dans la sidérurgie par exemple.

Le patronat réclame ouvertement et cyniquement le droit de licencier comme bon lui semble. Il se pourrait que dans les mois qui viennent, ce ne soit plus un million de chômeurs — chiffre qui apparaissait énorme il y a deux ou trois ans, mais qui est devenu réalité depuis un an et demi maintenant — mais deux millions que compte le pays. Avec le plan Barre, le gouvernement actuel met tout son poids dans la balance pour que la crise soit payée par les travailleurs. Il a donné ouvertement son agrément aux patrons qui demandaient la possibilité de licencier. Il a décrété un blocage des salaires pour l'année qui vient. Et, donnant l'exemple, il a annulé les soi-disant « contrats de progrès » qui, dans les secteurs public et nationalisé, garantis-  
saient plus ou moins que les salaires suivent... avec beaucoup de retard... la hausse des prix.

Pourtant, le gouvernement et le président de la République lui-même sont de plus en plus contestés sinon discrédités. Et il le sont dans leur propre majorité. La démission peu protocolaire de l'ex-Premier ministre, J. Chirac, en a été une bonne illustration. Les différentes formations de la majorité multiplient chausse-trapes et crocs-en-jambe les unes contre les autres. Avec la création du RPR, une partie de la droite cherche le moyen de se dédouaner de la crise économique, de la politique du gouvernement ; elle prépare une carte de rechange.

Il y a en permanence possibilité de crise politique pouvant déboucher à tout moment sur une crise du Parlement et des élections législatives anticipées, même si ni Giscard, ni les principaux politiciens de droite, ni même Chirac ne le souhaitent.

Face à une pareille offensive anti-ouvrière, la défense des intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière et des masses populaires exige une riposte unitaire de l'ensemble des travailleurs opposant leurs revendications aux prétentions patronales et gouvernementales du plan d'austérité. Toutes les organisations et tous les militants soucieux de la défense des intérêts des travailleurs devraient être partie prenante d'une telle riposte :

- **Face au développement du chômage**, nous disons non aux licenciements. Nous exigeons du travail pour tous par la réduction massive du temps du travail (la semaine de 35 h) et l'augmentation des effectifs.

- **Contre les fermetures d'entreprise**, exigeons pas un seul licenciement, pas de démantèlement, maintien de l'emploi sur place. Quand les patrons privés s'avèrent incapables d'assurer l'emploi des travailleurs, exigeons la nationalisation de l'entreprise par l'Etat, sans indemnité ni rachat pour les capitalistes, aux conditions imposées et contrôlées par les travailleurs.

- **Nous refusons le blocage et l'annulation des revenus salariaux :**

- maintien du pouvoir d'achat, non pas sur l'indice INSEE mais sur les indices élaborés par les travailleurs et les organisations syndicales ;

- augmentation substantielle et uniforme des salaires : (300 F mini) ;

- pas de salaires en dessous de 2 300 F.

- **Nous refusons la remise en cause des garanties sociales acquises :** suppression du ticket modérateur, extension de la Sécurité sociale, santé gratuite !

● **Nous refusons de laisser casser nos luttes et réprimer nos organisations par les polices officielles ou parallèles et la justice du pouvoir et des patrons : autodéfense ouvrière !**

Au lieu de rassembler dans l'action, sur une telle plate-forme, les travailleurs et leurs alliés contre les conséquences de la crise et le gouvernement en place, craignant d'être portés au gouvernement sur la base de cette mobilisation pour satisfaire leurs revendications, le PC et le PS, soutenus par les directions des confédérations syndicales, s'efforcent de limiter, d'encadrer la riposte ouvrière. Ils s'attachent essentiellement à se préparer une majorité parlementaire dans le cadre du calendrier électoral défini par Giscard, si possible hors de toute mobilisation populaire. Les directions de la CGT et de la CFDT organisent des journées d'action mais empêchent toute réelle coordination, toute unification des luttes ; elles reculent devant toute épreuve de force avec le pouvoir.

Le PC et le PS s'allient avec les radicaux de gauche ; ils tendent la main aux gaullistes de gauche.

Et surtout, ils se préparent à gouverner avec Giscard dans le respect de la Constitution de 1958. Ils s'engagent à gérer l'économie de profit, ils sont donc prêts, une fois au gouvernement, à imposer à la classe ouvrière et aux autres couches laborieuses la politique d'austérité que la droite a du mal à leur imposer aujourd'hui.

Les travailleurs ne doivent donc pas s'y tromper, le Programme commun ne permet pas de sortir de la crise parce qu'il ne permet pas de sortir du système qui en est la cause. Une majorité de l'Union de la gauche, ce n'est ni le pouvoir aux travailleurs, ni la « voie pour le socialisme ».

## **L'enjeu des municipales.**

Les prochaines élections municipales, quelles que soient les affirmations pour en faire un événement à signification surtout locale, apparaissent comme un test national et il sera considéré ainsi non seulement par les politiciens mais aussi par les travailleurs et couches populaires qui mettent leurs espoirs dans un changement de gouvernement.

Il s'agit en n'abandonnant pas le terrain des luttes pour la trêve électorale de défendre pendant ces élections les solutions ouvrières à la crise. Nous le ferons contre les nuances de la

droite toutes responsables de la politique anti-ouvrière du gouvernement actuel ou de son prédécesseur, mais aussi face aux partis de l'Union de la gauche qui refusent toute politique qui permettrait que cette crise soit payée non par les travailleurs et les couches populaires mais par les capitalistes.

Nous ne voulons pas empêcher, contre la droite, le PC et le PS de conserver ou de conquérir des municipalités : nous affirmons dès à présent que c'est ce qui déterminera notre consigne de vote au deuxième tour.

La présentation des listes « **Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs** » doit permettre à tous les travailleurs, à tous les électeurs populaires :

— de dire qu'ils en ont assez de la droite et des politiciens au service des patrons et de leur Etat ;

— de dire qu'ils sont bien décidés à ne pas faire les frais de la crise et prêts à se battre pour cela sans attendre 1978... quels que soient les résultats électoraux ;

— mais aussi de dire qu'ils n'ont pas confiance dans la politique de compromission des partis de gauche... et que ceux-ci arrivant au gouvernement, ils sont bien décidés à ne pas admettre qu'ils fassent la politique de la droite, comme ils l'ont fait si souvent dans le passé.

---

## **Défendre dans les municipalités les intérêts des travailleurs.**

Nous ne prétendons pas, dans le cadre de la commune, changer la vie ou la société. Les droits politiques et les possibilités matérielles des communes sont étroitement limités par l'Etat bourgeois, dont la municipalité constitue un rouage, et qui l'entoure d'un véritable carcan. Les communes ne possèdent pour ainsi dire aucune autonomie. Même pour l'administration des affaires communales, l'appareil de l'Etat soumet les municipalités à un contrôle financier multiforme, sur le budget, sur les dépenses, sur les possibilités d'emprunt ; ainsi le budget communal est constitué des miettes que l'Etat veut bien laisser aux communes. Le combat pour la démocratie communale passe par le combat contre l'appareil d'Etat bourgeois et ne pourra déboucher qu'avec le remplacement de l'Etat bourgeois par l'Etat des travailleurs.

En plus, depuis l'arrivée du gaullisme au pouvoir, **la tutelle de l'Etat central s'est renforcée sur l'institution communale**. L'étranglement budgétaire de la plupart des communes en porte témoignage. Seules les communes « bien pensantes » bénéficient des subventions importantes du pouvoir. La faible autonomie politique dont pouvaient disposer les communes tend donc à disparaître purement et simplement.

Notre participation aux municipales ne vise donc pas à entretenir l'illusion qu'on peut transformer une commune en « îlot de socialisme » dans un Etat qui reste fondamentalement bourgeois.

Même avec des révolutionnaires à leur tête, les municipalités dans le cadre de la société et des institutions actuelles n'auraient pas davantage de moyens pour changer en profondeur la situation des travailleurs.

Aussi nous refusons de nous inscrire dans une logique gestionnaire même dite « démocratique », qui n'a pour seul objectif que l'aménagement de l'institution communale, partie prenante d'un Etat bourgeois soi-disant « démocratisé ».

Ceci dit nous proposons, dans notre programme, l'accroissement des moyens budgétaires de la commune dans le cadre de notre lutte générale pour :

- la suppression de la TVA ;
- une fiscalité imposant essentiellement les capitalistes et détenteurs de gros revenus.

Nous serons partie prenante de toutes les mobilisations pour que l'Etat subventionne toutes les réalisations urgentes que, faute de moyens, la commune ne peut pas prendre en charge.

De même, nous sommes pour l'extension du domaine du compétence des conseils municipaux, contre la tutelle du préfet et de l'administration centrale et contre la double fonction du maire, agent de l'Etat et de la commune à ceux d'un simple exécutant du conseil municipal.

Mais nous savons que de tels changements ne peuvent s'obtenir que dans une lutte d'ensemble de toute la population laborieuse contre l'Etat bourgeois. D'ailleurs, c'est même vrai de la revendication limitée du remboursement de la TVA aux communes, cheval de bataille des partis de l'Union de la gauche.

Pourtant c'est dans le cadre de la commune que la population laborieuse se trouve confrontée aux mille et un problèmes découlant de l'organisation sociale capitaliste. C'est donc dans

le cadre de la commune que les révolutionnaires peuvent démontrer, appliquer et relier ensemble les multiples aspects de l'incapacité de la société capitaliste à assurer une vie digne d'hommes et de femmes à tous ceux qui créent les richesses sociales.

**Nous nous proposons de mener la campagne des municipales autour des axes suivants :**

### **1) Développer les possibilités de contrôle des travailleurs.**

La démocratie est aujourd'hui une fiction : une véritable démocratie communale exigerait que les représentants élus des travailleurs soient sous le contrôle constant de leurs mandants. Elle impliquerait une participation permanente de la population laborieuse à toutes les affaires et décisions de la commune... ce qui suppose temps et information.

Les élus devraient être révocables à tout moment.

Au lieu de cela, les élus locaux sont actuellement irrévocables par leurs électeurs. Le maire lui-même, une fois désigné pour six ans, peut être destitué par le ministre de l'Intérieur mais pas par le conseil municipal ; et ce dernier peut être censuré par le préfet s'il juge telle ou telle décision « illégale » !

Les travailleurs ne pourront bouleverser radicalement cette situation sans un changement politique central. Mais il serait possible dès maintenant à une municipalité qui représenterait réellement les intérêts des travailleurs de mettre le conseil municipal et toutes les décisions communales importantes sous le contrôle direct des travailleurs et des couches laborieuses de la commune. Pour cela, elle aiderait au développement d'organes de lutte et de contrôle regroupant électeurs et non électeurs, ouverts à tous et à toutes les organisations représentatives de la population laborieuse (syndicats, associations de locataires, d'usagers, etc.).

Ces organes, pouvant prendre des formes diverses (commissions de quartier ou de localité, comités de lutte sur tels ou tels problèmes...) posséderaient, pourvu qu'ils soient démocratiques ou de masse, un droit de proposition et de contrôle, un

pouvoir de fait sur les questions de leur ressort. Les révolutionnaires s'engageraient au conseil municipal à respecter les décisions de ces organes et à se soumettre à leur contrôle.

## 2) Soutien aux luttes des travailleurs et de la population laborieuse.

Aucune municipalité ne peut remplacer la lutte des intéressés eux-mêmes, mais une municipalité représentant réellement les intérêts de la population laborieuse apporterait tout son soutien à la lutte des travailleurs et de toutes les couches de la population exploitées ou opprimées, en particulier les femmes, les jeunes et les immigrés.

Cela implique un appui moral et aussi matériel à toutes les organisations que ces travailleurs ou ces couches de la population en lutte se sont données démocratiquement : syndicats, comités, associations diverses. Cela implique, outre un éventuel appui financier dans la mesure des possibilités de la commune, la mise à la disposition de ces organisations de locaux de la municipalité comme des moyens de celle-ci.

● **La municipalité apportera son soutien aux travailleurs en grève** (gratuité des services pour les grévistes et leurs familles : cantines...) en respectant les décisions prises démocratiquement par les travailleurs en lutte.

● **La municipalité apportera toute son aide aux femmes qui luttent et s'organisent** contre leur oppression et leur double exploitation en appuyant et en s'efforçant de satisfaire leurs revendications essentielles : la possibilité d'une information sur la sexualité et la contraception pour femmes et hommes dans des centres de consultation au plus près des lieux de travail et d'habitation ;

— les mêmes droits et possibilités d'emploi, de formation et de salaires que les hommes ;

— libération totale de l'avortement par le développement dans chaque hôpital des services suffisants avec un personnel compétent ;

— remboursement intégral par la Sécurité sociale, développement des crèches et de maisons d'enfants avec un personnel mixte et formé en nombre, avec des capacités d'accueil suffisantes ;

— la libre disposition des lieux de rencontre, et de discussion (maison des femmes...).

● **La municipalité apportera toute son aide aux chômeurs, pour qu'ils puissent se regrouper et lutter.** Elle appuiera et s'efforcera de satisfaire leurs revendications (gratuité des transports, allocations de chômage pour tous les chômeurs...); elle facilitera la liaison entre travailleurs actifs et chômeurs pour la diminution du temps de travail et l'embauche des chômeurs.

Elle s'efforcera d'imposer dans les locaux de l'Agence nationale pour l'emploi la tenue des permanences permettant aux chômeurs de s'organiser et de rencontrer les travailleurs et les syndicats des entreprises de la région.

● **La municipalité s'efforcera de favoriser la solidarité de classe des travailleurs français et immigrés** contre le racisme et interdira toute propagande raciste sur le territoire de la commune. Elle mettra à la disposition des travailleurs immigrés les moyens matériels qui leur permettent de sauvegarder leur culture propre.

● **La municipalité soutiendra matériellement et politiquement les travailleurs sous l'uniforme,** leurs revendications et leur lutte pour le droit à l'organisation. Elle exigera un droit de regard d'une commission municipale dans toutes les casernes du lieu.

### 3) Défense et extension des libertés.

Une municipalité même dirigée par des révolutionnaires ne pourrait empêcher que l'argent continue à conférer des privilèges même au plan de l'expression des idées. Mais en mettant réellement et totalement ses locaux et ses moyens matériels à la disposition de la population, une municipalité représentant les intérêts de la population laborieuse changerait considérablement la situation actuelle.

Toutes les organisations de travailleurs et des couches laborieuses, politiques et syndicales sans exclusive et sans la moindre contrepartie, auront la possibilité d'utiliser gratuitement les locaux et moyens d'expression dont dispose la municipalité. Ainsi, leur serait garanti un droit de réunion et d'expression réel et non pas théorique. Ouverte à toute la population, la mairie (à l'aide de panneaux permanents, de bulletins municipaux)

paux ouverts, etc.) deviendra une véritable permanence, un forum vivant où chacun pourrait exposer ses problèmes et essayer de les résoudre.

La municipalité sera aux côtés des travailleurs en lutte pour faire face aux interventions des polices officielles et parallèles des patrons et du pouvoir. Pour s'opposer efficacement aux occupations policières des usines et des foyers, aux expulsions et saisies des locataires, des travailleurs immigrés... elle favorisera le développement de l'autodéfense ouvrière.

Pour les tâches de maintien de l'ordre, aucune confiance ne serait faite à la police, même locale. Nous nous appuierons sur l'organisation collective des travailleurs. Et la municipalité mettra tout en œuvre pour :

- alerter la population contre les brimades policières dont sont particulièrement victimes les jeunes et les immigrés ;
- rendre le plus public possible l'activité des organes répressifs locaux (commissariats, postes de police).

#### **4) Changer les conditions de vie.**

Les problèmes qui touchent aux conditions de vie ne peuvent trouver une solution dans le cadre de la commune et dans les limites de ses moyens matériels actuels. Tout à la fois construire des logements, des crèches, des écoles, des hôpitaux, les pourvoir en personnel suffisant et qualifié, mettre sur pied un réseau de transports en commun confortables et efficaces, tout cela excède certainement les moyens matériels qui sont aujourd'hui laissés aux municipalités. De toute manière, le budget sera soumis au contrôle de toute la population laborieuse, c'est-à-dire en liaison avec elle et ses organisations.

Mais, indépendamment de ses possibilités financières qui conditionnent ses réalisations, la municipalité soutiendra politiquement et matériellement toutes les luttes pour l'amélioration des conditions de vie de la population, qui sont en fait des luttes contre l'Etat : lutte pour les transports gratuits, pour les crèches, pour des services publics convenables, contre la pollution, pour des centres de santé et des centres d'orthogénie, etc.

S'il n'est pas dans les possibilités de la municipalité de construire des logements décents pour tous, par contre elle peut aider à l'organisation de la population sur ce problème important entre tous. Pour mettre fin au scandale des logements

vides, alors qu'il y a tant de mal-logés ou de gens à la rue, la municipalité, aidée des comités de quartiers, fera les recensements de ces logements vides et des besoins de la population. Elle soutiendra toutes les occupations de logements inoccupés. De même, appuyée sur les comités de quartier et toutes les organisations des travailleurs ainsi que les associations des locataires, elle fera appel à toute la population pour défendre les travailleurs menacés d'expulsion ou de saisie, empêcher celles-ci qui avec la crise et le chômage vont en se multipliant.

Des municipalités aux mains des réels représentants des intérêts des travailleurs permettraient d'aider les luttes de ceux-ci et de toutes les couches opprimées de la population. Cela changerait de façon significative les conditions dans lesquelles ces luttes se déroulent.

### **Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière, Organisation communiste des travailleurs.**

On voit par là que la lutte contre le « centrisme » de ce parti multiforme ne peut se résumer dans un rappel aux principes et dans des condamnations globales de l'opportunisme. Sur ces seules bases, on a peu de chances de convaincre beaucoup de militants, la majorité d'entre eux étant persuadée que les erreurs de leur organisation sur le plan tactique peuvent toujours être redressées. En réalité, la confrontation doit être beaucoup plus dynamique et beaucoup plus profonde, elle doit en particulier porter sur la façon d'exprimer et de prolonger la radicalisation des travailleurs et des jeunes dans la période présente. Il s'agit, entre autres, de montrer aux militants et aux sympathisants du PSU qu'il ne suffit pas de donner la parole à ceux qui contestent et de se faire l'écho de leurs aspirations à un monde différent, mais qu'il est absolument nécessaire de récupérer une dimension politique refoulée depuis des décennies sous l'impact du stalinisme et de la « prospérité » capitaliste des années cinquante et soixante. Il s'agit, en quelque sorte, de redécouvrir que l'auto-organisation des travailleurs c'est-à-dire la reconstruction consciente du rapport social de production, ne peut s'opérer sans un travail systématique de désagrégation-destruction de la politique bourgeoise, sans la mise au point d'une pratique révolutionnaire qui transcende les manifestations les plus immédiates de malaise et de révolte. C'est dire qu'il faut dépasser l'indifférence aux problèmes de stratégie et la tendance fâcheuse à postuler la révolution socialiste sans chercher à déterminer les cheminements qui sont nécessaires aujourd'hui ou les for-

mes d'organisation indispensables pour concentrer et féconder les énergies. Il y a maintenant une couche relativement nombreuse de militants d'avant-garde (organisés ou non sur le plan politique), mais il faut bien constater que, faute d'un parti révolutionnaire implanté, ils oscillent entre la condamnation sectaire et le suivisme politique, à quoi s'ajoutent les démoralisations temporaires qui peuvent se produire dans leurs rangs, lorsque l'indifférence politique semble l'emporter dans les couches particulièrement combattives de la classe ouvrière. Dans la conjoncture actuelle, caractérisée à la fois par une usure rapide du régime Giscard et par une atonie apparente de la contestation politique, ces dangers sont particulièrement pressants. On peut donc s'attendre à une pression considérable de cette démoralisation relative sur le PSU. Mais la plus insuffisante réponse à donner à ces hésitations et interrogations du PSU et de sa sphère d'influence serait de se contenter de rappels constants aux principes.

Lorsqu'on veut lutter contre les tentations opportunistes, il faut effectivement affronter des problèmes dont les données ne se laissent pas ramener purement et simplement aux données connues et analysées, il y a trente ou quarante ans. C'est ainsi que l'hégémonie du réformisme sur le mouvement ouvrier ne peut plus être saisie comme une déviation temporaire par rapport à un cours rectiligne du processus révolutionnaire. Elle est trop liée à des formes d'organisation et à des idéologies qui ont encore aujourd'hui des racines profondes dans la classe ouvrière, pour avoir imprégné sa vie pendant des décennies. Elle ne peut donc être ébranlée seulement par des regroupements et des réalignements politiques dans les sommets ou les superstructures du mouvement ouvrier, mais bien par des processus de réorganisation en profondeur de la classe ouvrière. De ce point de vue, il est par conséquent capital de bien comprendre la nature de la crise sociale présente et surtout de bien mesurer quelles sont ses modalités d'expression au niveau de l'Etat (par exemple, difficultés de l'Etat-providence dans ses fonctions de gestion et de prévoyance sociales). Toute la perspective du double pouvoir dépend en effet des processus qui se passent plus ou moins souterrainement à ce niveau, et les rythmes de développement de la crise révolutionnaire à venir sont également liés à ces modes de décomposition des rapports bourgeois. Les désordres, les dysfonctionnements s'accroissent, mais la marche vers la crise révolutionnaire reste lente et sinueuse comme on le voit en Italie, le pays où les luttes sont les plus avancées en Europe. Il est bien sûr fort probable qu'on assistera au bout d'un certain temps à une accélération des affrontements de classe, mais ce qu'il faut maîtriser pour le moment, c'est une conjoncture où les instruments de la classe dominante s'émoussent de plus en plus, mais où les affirmations des travailleurs sont encore très largement inarticulées. La recomposition du mouvement ouvrier, par

suite, ne peut être que lente et difficile. Dans l'immédiat, elle ne peut passer par des ruptures éclatantes dans les organisations réformistes ou dans leurs zones d'influence, elle passe au contraire par le dur apprentissage de la politique pour l'extrême gauche révolutionnaire. Il s'agit de susciter peu à peu des différenciations dans les organisations réformistes et de faire apparaître toute la distance qui sépare leurs pratiques réelles des exigences de la situation. C'est cette bataille pour desserrer l'étreinte du conservatisme réformiste qu'il faut proposer au PSU, elle est plus exaltante qu'une activité parasitaire de flanc-gauche de l'Union de la gauche.

## Notes

1) On peut rappeler qu'avant de dénoncer l'évolution rétrograde des organisations centristes européennes, particulièrement à partir de 1935-36, Trotsky s'est efforcé de les gagner à la construction d'une nouvelle internationale. Il serait donc faux d'affirmer qu'il les a toujours considérées comme des obstacles majeurs à la construction du parti révolutionnaire. Bien au contraire, il discernait dans leurs orientations vers 1933 comme un écho de la radicalisation d'une partie de la classe ouvrière sous l'impact de la crise économique mondiale et de la victoire menaçante du nazisme. Voir à ce sujet *Writings of Leon Trotsky (1933-34)*, Pathfinder Press, New York, 1972.

2) Nommées d'après les lettres de l'alphabet. Les plus importantes sont :

— La tendance A, qui regroupe les anciens sociaux-démocrates venus de la SFIO, dont Michel Rocard.

— La tendance B, qui rassemble l'essentiel de l'ancien appareil de l'UGS et les sociaux-démocrates les plus ouverts comme E. Depreux.

— La tendance C qui se veut le défenseur de l'orthodoxie marxiste et de l'unité d'action du mouvement ouvrier.

— La tendance E, ou « socialiste-révolutionnaire », qui reprend une grande partie de l'héritage trotskiste.

3) La direction actuelle du PSU est composite. Elle regroupe des militants chevronnés venant du catholicisme de gauche comme M. Mousel, voire comme P. Régnier et les recrues de plus fraîche date comme V. Leduc et tout un groupe de militants issus du PCF. Sa caractéristique principale semble être un esprit de gestionnaire prudent et la crainte des orientations « aventurées » ou des dispositions programmatiques trop poussées.





## 1936-1976 la révolution est-elle possible en France ?

« La Révolution française a commencé. »

Nous sommes en juin 1936. Trotsky, en résidence surveillée près d'Oslo, salue l'immense mouvement de grève qui ébranle la société française. Il ne s'agit pas de sa part d'une quelconque envolée lyrique. Un mois plus tard, alors que les occupations d'usine ont pris fin, Trotsky demeure dans la même perspective. Il écrit un article intitulé : « Devant la seconde étape ». En fait, l'irruption des masses n'a fait que confirmer ce qu'il répétait depuis plus de deux ans : «... la situation « pacifique », « normale », « démocratique » a fait place à une situation agitée, critique, instable qui peut aussi bien se changer en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire » (1).

Pour nombre de militants de l'époque, cette appréciation ne comporte rien qui surprenne ou qui choque. Il semble bien en effet que l'ordre social tout entier peut être bouleversé, en France mais aussi dans toute l'Europe occidentale : les premiers pas de la Révolution espagnole montrent la possibilité d'une victoire sur le fascisme, les chances d'une offensive révolutionnaire générale. Octobre 1917 a été le produit de la Première Guerre mondiale ; le triomphe des ouvriers et des paysans peut, en 1936, empêcher l'éclatement du conflit auquel se préparent les puissances impérialistes (2).

(1) Voir page 108

(2) Voir page 108

Quarante ans plus tard, les choses ne se présentent plus aussi clairement. La grève générale ne s'est survécue que par les conquêtes sociales obtenues lors des accords Matignon. Le Front populaire s'est dissous sans gloire, laissant la place à la guerre, à l'occupation nazie, au régime de Vichy. Et, depuis lors, les plus grandes mobilisations ouvrières n'ont pu aboutir à une transformation globale de la société. Seules des réformes, d'une ampleur variable, ont été arrachées par le combat des masses. Pour être moins précaires que les augmentations de salaires, vite annulées par le jeu des mécanismes capitalistes, elles n'ont pourtant pas entamé notablement le pouvoir de la classe dominante. A l'heure des bilans, il faut bien se demander si cette suite d'inaccomplissements et d'échecs n'a pas une signification politique. Que la crise de l'Etat bourgeois soit une réalité quasi permanente, il est difficile de le nier. Que la nécessité d'une société nouvelle en découle, chacun en convient. Mais il n'est pas établi que la révolution socialiste et la dictature du prolétariat soient possibles pour autant. La classe ouvrière, encadrée par des organisations ouvertement réformistes, est-elle capable d'acquérir la force subjective nécessaire pour renverser et détruire l'Etat existant ? A cette question, on ne peut apporter une réponse purement théorique ; il faut encore faire le bilan des expériences historiques. Juin 36 demeure le plus vaste mouvement de masses qu'ait connu la France depuis 1871. Ouvrait-il des possibilités révolutionnaires ? Ou bien les militants comme Trotsky ont-ils projeté sur lui leur propre désir de révolution ?

Les réponses officielles ne laissent aucun doute : à l'époque du Front populaire, la situation n'était pas révolutionnaire. Du côté du Parti communiste français, la doctrine est établie de longue date — en fait, du jour où Maurice Thorez, au plus fort de la grève, déclara : « Il faut savoir terminer une grève ». Tous ceux qui prennent la plume au nom du Parti ont pour souci de justifier ce passage de *Fils du peuple* : « Le Front populaire n'était pas la révolution ; ce n'était pas non plus une vulgaire opération électorale ; il offrait la possibilité d'une politique progressive dans le cadre des institutions républicaines. En réalistes, nous demandions seulement ce qui était possible dans les conditions du moment » (3). Cette volonté apologétique ne doit pas étonner. Certes, aujourd'hui, le P.C.F. est prêt à bien des critiques du passé stalinien, à condition toutefois que l'on parle surtout de l'Union soviétique. Il n'est pas question de passer au crible les actes des communistes français : on risquerait, en les examinant trop systématiquement, de faire surgir des interrogations très actuelles. La remarque vaut particulièrement pour la période du Front populaire, tant il y a de ressemblances entre la politique défendue alors par Maurice Thorez et la stratégie pacifique et parlementaire, telle que l'a définie le XII<sup>e</sup> congrès. On refusera donc toute potentialité révolutionnaire à 1936 pour mieux préserver les postulats de la ligne de 1976.

(3) Maurice Thorez, *Fils du peuple* (Ed. Sociales, 1949), p. 115.

Mettre en doute l'objectivité des publicistes du P.C.F. ne permet pas, cependant, d'écarter à la légère la thèse qu'ils défendent. D'autant qu'ils ne sont pas les seuls à mener ce combat. Des chercheurs sérieux, d'origines très diverses, sont arrivés eux aussi à la conclusion qu'en 36 la situation n'était pas révolutionnaire. Un seul exemple : lorsqu'en 1965 un colloque réunit, autour du thème « Léon Blum, chef de gouvernement » une pléiade d'hommes politiques et d'historiens, l'accord se fait autour des conclusions de Jean Touchard et Louis Bodin, auteurs d'un rapport sur « L'Etat et l'opinion au début de l'année 1936 » et d'Antoine Prost qui présente un essai d'interprétation des grèves de juin 1936 : «... les grèves sont aux antipodes de la révolution : *la révolution est un effort* pour réaliser dans le concret un idéal conscient. *Les grèves sont expression*, sur un plan quasi magique, celui de la fête collective, de cet idéal lui-même » (4).

Les grévistes n'ont pas de revendications précises à proposer dans la plupart des cas. La volonté de changement, très présente dans la masse de la population, ne se concrétise dans aucun projet sérieux.

La majorité des travailleurs ne semble décidée à attaquer ni la propriété privée, ni le pouvoir d'Etat. Une partie importante du peuple redoute les bouleversements ; c'est le cas notamment des paysans et des classes moyennes. Et les partis de gauche sont fermement décidés à demeurer dans le cadre de la légalité. Ainsi peut-on résumer rapidement les principaux arguments de ceux pour lesquels le Front populaire n'a pas été une révolution manquée. Et il faut dire à nouveau que ces arguments, les révolutionnaires, s'ils prétendent au sérieux, n'ont pas le droit de les écarter par un discours de principe sur la lutte des classes et la marche de l'histoire. Des faits peuvent être cités à l'appui de toutes les remarques limitatives des historiens officiels de la période. Chacun d'entre eux renvoie à une partie de la réalité politique et sociale d'il y a quarante ans.

Aussi bien, le problème posé par Trotsky et les militants les plus conséquents n'est-il pas celui de la prise du pouvoir *immédiate* par les travailleurs. La lecture d'*Où va la France ?* révèle en Trotsky un observateur attentif qui, bien au fait des structures de la société française, cherche à apprécier les variations les plus imperceptibles du rapport de forces entre les classes. Cet analyste connaît les obstacles qui gênent la prise de conscience révolutionnaire des masses ; il ne donne pas cher des diverses équipes qui dirigent le mouvement ouvrier ; il sait aussi que la majorité des salariés n'est pas, malgré sa combativité, exempte de confusion (5). Ce qu'il croit *possible*, parce que facilité par la crise

(4) Léon Blum, *chef de gouvernement, 1936-1937* (Actes du colloque, Armand Colin, 1967), p. 81.

(5) On aura l'occasion de revenir plus en détail sur ces questions. Deux exemples suffiront, pour le moment, à éclairer les nuances de la pensée de Trotsky : « Malgré une situation de plus en plus tendue dans le pays, il règne

La lutte pour l'auto-organisation des travailleurs contre l'appareil d'Etat ne peut être menée que consciemment par les révolutionnaires. C'est pourquoi la tâche privilégiée de ceux-ci est de chercher, *en permanence*, à énoncer concrètement des mots d'ordre et des thèmes d'action qui aident à la constitution de comités de masses, embryons d'une dualité de pouvoir. L'insistance que met Trotsky, dans tous ses écrits de l'époque, sur l'alliance ouvrière, le contrôle ouvrier, les comités, ne laisse aucun doute sur l'orientation de sa pensée.

Toutes les propositions de Trotsky révèlent chez lui une confiance dans les potentialités du mouvement propre des masses, dans la possibilité de dégagement d'une avant-garde ouvrière qui puisse rejoindre les révolutionnaires. On retrouve ainsi la problématique du débordement évoquée au début de cet article. C'est elle qu'il faut confronter aux faits.

### Par où commencent les révolutions...

Le 19 juin 1936, alors que la reprise du travail se généralise, la *Lutte ouvrière*, organe du Parti Ouvrier Internationaliste, écrit dans un appel « Aux travailleurs de France » (8) : « Au cours des grèves, les travailleurs ont créé des comités qui ont assuré la direction de la bataille. La grève terminée, ces comités doivent subsister et devenir des comités d'usine permanents, qui non seulement assureront le contrôle ouvrier, mais prépareront un plan de gestion, entreprise par entreprise. Des comités doivent également être créés en chaque point où la lutte s'engagera ou se poursuivra : localement, pour lutter contre la vie chère, contre le chômage ; par caserne ; par village... Il faut que ces comités soient reliés entre eux. Des congrès de comités par région, par industrie et pour tout le pays, tel est le moyen d'unifier, de coordonner, de développer toutes les luttes des masses travailleuses pour les porter jusqu'à la prise du pouvoir par les comités d'ouvriers, de paysans et de soldats et par l'instauration du gouvernement des ouvriers et des paysans. »

Sans faire l'inutile exégèse de ce texte, dont le vocabulaire ne manque pas de raideur, on peut souligner cependant qu'il apporte des précisions aux prises de position antérieures. Les occupations d'usine, cette formidable violation collective du droit de propriété, avaient représenté un énorme progrès des méthodes d'action du mouvement ouvrier. Elles étaient à la fois défensives et offensives. Défensives, parce qu'elles constituaient un moyen d'empêcher les patrons de lock-outer les grévistes et de tenter d'embaucher des jaunes. Offensives, parce qu'elles étaient

(8) Ce texte n'est pas de la plume de Trotsky qui se trouvait alors en Norvège. Mais, rédigé par des militants qui étaient en contacts étroits avec lui, il reflète néanmoins son appréciation de la situation et des tâches qu'elle impliquait.

un déni combatif à la possession des moyens de production par la bourgeoisie. Mais la dynamique révolutionnaire des occupations demeurait encore à un niveau potentiel ; elle ne pouvait se concrétiser qu'en s'approfondissant. Il fallait faire des usines arrêtées *une base de départ*, descendre dans la rue pour manifester matériellement la cohésion du mouvement, établir des liens directs entre les entreprises et les branches pour échanger et coordonner les expériences, pour préparer l'avenir. Le Parti communiste français s'opposait à cette perspective qui, en renforçant les capacités d'initiative des travailleurs, rendait leur lutte incontrôlable à terme par quelque appareil que ce soit. La force du P.C.F. venait de ce que, par un système de délégation assez rigide, il pouvait, au niveau national, parler au nom des travailleurs (9). Se battre pour une coordination directe, pour « des congrès par région, par industrie et pour tout le pays », c'était lutter contre la stratégie préconisée par Thorez. De même, tenter de donner une existence permanente aux comités de grève, c'était, dans l'attente d'une nouvelle montée, faire en sorte que l'explosion gréviste laisse une trace organisationnelle dans les masses et ne se limite pas au renforcement des partis et des syndicats existants.

La ligne générale de Trotsky et des trotskystes français apparaît donc comme correcte dans ses objectifs, cohérente avec la critique politique qu'ils faisaient de l'orientation du stalinisme dans le monde comme en France. Mais leurs objectifs n'étaient-ils pas trop éloignés de la réalité quotidienne ? Étaient-ils possibles à atteindre même s'ils étaient souhaitables ? Existait-il un courant de masse susceptible de les faire siens ? Pour répondre à ces questions, il faut revenir aux caractéristiques générales du mouvement gréviste. Historiens et mémorialistes nous parlent de l'atmosphère exaltante des occupations et insistent sur le fait que, dans bien des cas, les travailleurs n'avaient pas de revendications précises, se mettaient en grève simplement pour suivre le mouvement. De là à conclure que les grévistes, ne sachant pas exactement ce qu'ils voulaient, étaient prêts à tout sauf à une transformation révolutionnaire, il n'y a qu'un pas. La réalité est évidemment plus complexe.

Les grèves de 1936 ont atteint l'industrie privée, c'est-à-dire un ensemble de secteur où, du fait notamment de la répression patronale, les syndicats étaient faibles, voire squelettiques comme dans la métallurgie (moins de 4 % de syndiqués). Le mouvement a donc revêtu un caractère exceptionnel qui le différencie de *toutes* les luttes qui ont été

(9) Il est vrai, tous les faits le prouvent, que le Parti communiste était alors représentatif de larges couches ouvrières. Mais ses prises de position se sont trouvées à de nombreuses reprises, contraires à celles des travailleurs (cf. *infra*). Il a pu surmonter les difficultés de cette situation entre autres raisons parce que le système de représentation en lutte laissait chaque grève isolée, au niveau politique au moins. Tout était possible, y compris de faire pression sur les plus résolus à continuer le combat en leur affirmant faussement que les autres usines avaient déjà repris le travail. Les moyens d'information manquaient suffisamment aux travailleurs, malgré certains liens qui s'étaient créés au hasard de la lutte, pour que cette tromperie ne contribue pas à faire prévaloir la ligne du P.C.F.

menées depuis, en France, sous le contrôle des confédérations. Mais il y avait pourtant des revendications clairement formulées dans tous les secteurs industriels de pointe, dans les grandes villes où existaient, comme à Paris, Lyon ou Lille, une tradition de lutte à tous les niveaux (activités électorales, action des syndicats, existence de municipalités ouvrières, etc.). L'assemblée tenue le 9 juin 1936 (donc, après la signature de l'accord Matignon), permettra d'éclairer le problème. Il s'agit d'une réunion de 587 délégués, représentant 234 usines en grève. La majorité n'est pas satisfaite des accords signés par la C.G.T. et le manifeste par l'adoption d'une résolution qui précise « qu'ils ne peuvent accepter l'application du dit accord, sans un réajustement préalable sérieux des salaires ; pensent que leur effort pour mettre fin au conflit n'est pas partagé par les patrons... décident de limiter à 48 heures le délai pour le dit accord... Si ce délai n'est pas respecté, ils demandent : 1) La nationalisation des usines de guerre et de celles travaillant pour l'Etat, leur fonctionnement étant assuré par le personnel technique et ouvrier, sous contrôle des ministères intéressés ; 2) Que tous les moyens légaux soient utilisés pour mettre les autres entreprises dans l'obligation de signer le contrat collectif » (10). Voilà des gens qui, s'ils se situent dans le cadre de l'Etat existant, savent ce qu'ils veulent et savent manier le langage de la force face aux patrons. Et cet exemple n'est pas isolé (11).

Il est vrai, par contre, en province, que dans des secteurs comme les conserveries, l'alimentation, la confection, les grands magasins, les revendications ne sont pas toujours clairement formulées. On se met en grève parce que, depuis longtemps, les salaires sont bas et le patron un despote et parce que, depuis quelques jours, il est apparu, grâce à l'exemple des premiers grévistes, que l'on pouvait changer tout cela. Solidarité avec les travailleurs en lutte et volonté générale d'en finir avec les excès de l'exploitation sont les moteurs de ces luttes. Il est normal que, menées par des travailleurs sans grande expérience du combat de classes, elles soient marquées de confusion dans l'expression des objectifs. Tous les grands mouvements sociaux qui mettent en marche les plus larges masses commencent nécessairement ainsi. Il n'en a pas été autrement dans les débuts de la Révolution russe ou au cours de la phase ascendante de la Révolution portugaise. La prise de conscience politique, la précision des méthodes et des buts viennent de la poursuite de la lutte, dans la mesure où un débat démocratique de masses permet aux travailleurs d'acquérir une vision plus large et de

(10) La revue *Que faire ?* donne un compte rendu de cette réunion dans son numéro de juillet 1936. La résolution est citée dans *Juin 36*, de J. Danos et M. Gibelin (Maspero), la meilleure histoire des grèves.

(11) On ne fait pas ici la chronique du mouvement gréviste. Mais il est nécessaire de signaler que cette assemblée avait été précédée d'une réunion des représentants des 33 principales usines métallurgiques de la région parisienne, convoquée par les grévistes de Hotchkiss. Là déjà, l'accord Matignon avait été critiqué et la revendication d'un « salaire minimum de garantie » avancée.

confronter les propositions des organisations politiques. A cet égard, juin 36 ne dépare pas le tableau. La volonté d'aller jusqu'au bout du combat se manifeste par les réticences à reprendre le travail, alors que « toutes les revendications n'ont pas été acceptées ». Ce serait reconstruire furieusement l'histoire dans l'optique du fait accompli que d'affirmer que le mouvement ne pouvait aller plus loin parce qu'il n'était pas, au départ, clairement orienté politiquement. La portée historique de tout mouvement de masses provient de ce que l'entrée en lutte de milliers d'exploités ouvre des possibilités quasi illimitées. Que, pour des raisons précises, toutes ces potentialités ne soient pas exploitées ne les prive pas pour autant de l'existence ni ne condamne ceux qui tentent de leur donner chair.

On peut se persuader de la volonté, parfois diffuse, parfois concrète, des travailleurs d'aller plus loin que les limites fixées par les directions nationales, en observant le comportement des responsables du P.C.F. Leur position politique est sans ambiguïté. Thorez la rappelle le 11 juin : « Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement ». Et lorsqu'il poursuit, lors de la même réunion, en lançant son fameux : « Il faut savoir terminer une grève », il répond à un danger réel, contre lequel il jette dans la balance tout le poids d'autorité dont disposent les communistes. Nombreux, en effet, sont les travailleurs qui veulent continuer la lutte. La reprise s'effilochera d'ailleurs pendant plus de dix jours après les accords Matignon. A l'autre bout de l'échiquier politico-syndical, René Belin confirme les risques de débordement qui se sont manifestés pendant toute la durée de la grève. A l'époque dirigeant de l'aile réformiste de la C.G.T., avant de devenir pour un temps ministre du maréchal Duconno, Belin avait été appelé d'urgence, au plus fort du mouvement gréviste, au ministère des Finances : les fonctionnaires voulaient se mettre en grève. Il raconte, non sans gloire, quels trésors de persuasion il a dû dépenser pour les convaincre de n'en rien faire. Et il conclut en substance : « Le moment était décisif car s'ils ne m'avaient pas écouté, toute la fonction publique risquait de suivre. A ce moment-là, c'est toutes les bases de l'Etat qui s'effondraient (12) ». Si l'on rajoute que des scènes du même ordre se sont déroulées dans de nombreuses entreprises, on peut conclure sans excès qu'il y avait un écart considérable entre la volonté de combat d'un grand nombre de grévistes et la pratique des dirigeants du mouvement ouvrier (13). Il était réaliste de

(12) Interview accordée à la radio belge pour le 30<sup>e</sup> anniversaire du Front populaire.

(13) Dans la « citadelle ouvrière » de Renault, les tensions furent grandes. L'usine avait été occupée, le 28 mai, puis un accord extrêmement modéré, signé par la C.G.T. Le mécontentement des ouvriers avait été considérable et, dès le 30 mai, jour de la reprise, trois ateliers débrayaient, obligeant Alfred Costes, secrétaire des métaux, à intervenir. Le 4 juin, lors d'une réunion des délégués de la métallurgie, ce fut Frachon qui dut intervenir personnellement pour convaincre les Renault d'accepter le communiqué final de la réunion. Voir à ce propos l'article de Bertrand Badie, *Les grèves du Front populaire aux usines Renault (Le Mouvement social, n° 81, oct.-déc. 1972)*.

tenter de mettre à profit cette divergence pour promouvoir une orientation révolutionnaire.

A ce niveau intervient bien évidemment la capacité de freinage des appareils. Trotsky est sans illusion sur le comportement des Blum, Jouhaux et Thorez et il sait qu'ils peuvent stopper le premier élan des masses. Mais il pense aussi que la combativité et la radicalisation des travailleurs sont suffisantes pour amener le resurgissement de situations de tension. Il fait l'hypothèse d'un processus étendu sur plusieurs années, comme ce fut le cas en Espagne où, avant d'aboutir à la guerre civile de 1936, les contradictions entre les classes maintinrent le pays en état de crise permanente pendant près de cinq ans. Dans un tel contexte, des défaites temporaires sont possibles, inévitables même. Mais elles peuvent ne marquer qu'une pause dans la marche en avant. Les échecs peuvent même être sources de progrès, s'ils sont l'occasion pour de larges couches ouvrières d'affiner leur projet politique en tirant les leçons de l'expérience.

### Beaucoup d'illusions

Laissons parler les textes. Dans la principale résolution de la Première Conférence Internationale pour la Quatrième internationale, tenue du 29 au 31 juillet 1936, on peut lire : (14) «... Le résultat direct et immédiat de la grande grève de juin a été la croissance exceptionnellement rapide des vieilles organisations. Du point de vue de l'histoire, ce fait est entièrement compréhensible. C'est ainsi que les mencheviks et les socialistes révolutionnaires ont connu une croissance fébrile, après la Révolution de février 1917 qu'en tant que sociaux-patriotes, ils n'avaient pas voulu pendant la guerre ; la social-démocratie allemande s'est gonflée rapidement après la Révolution de novembre 1918 qui est survenue contre sa volonté. Avant de révéler leur faillite à l'ensemble de la classe, les partis opportunistes deviennent, *pour un bref moment*, le refuge des plus larges masses. La croissance rapide, en France, des partis socialiste et surtout « communiste » est un sûr symptôme de la crise révolutionnaire du pays ; *elle prépare en même temps la crise mortelle des partis de la Seconde et de la Troisième internationales* (15). » Voici explicitées sans ambiguïté les raisons pour lesquelles Trotsky incitait les révolutionnaires à se préparer, dès la fin de la grève générale, à la « seconde étape ». La première réaction de beaucoup de lecteurs à ce texte, assez étonnant avec le recul, sera de taxer l'auteur de

(14) *La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la Quatrième internationale*. Ce document a été rédigé par Trotsky. Cf. *Documents of the Fourth International, the Formative years (1933-1940)*, New York, Pathfinder press, 1973.

(15) Souligné par l'auteur.

« sociologisme » et d'« objectivisme » : Trotsky semble ne retenir dans son analyse que la mécanique générale des affrontements de classes, sans tenir un compte suffisant des facteurs subjectifs qui relèvent du niveau politique, de la prise de conscience, des traditions et des expériences organisationnelles du prolétariat. En quelque sorte, il tomberait sous le coup du reproche que Lukacs adresse à Rosa Luxembourg — avoir du processus révolutionnaire une conception organique qui le réduit à un enchaînement quasi naturel de phénomènes, déterminés par le mouvement global de la société.

En fait, la vision de Trotsky est bien plus précise. Il ne s'arrête pas à la constatation de la montée de la combativité ouvrière ; il en analyse les composantes internes. C'est parce que l'aiguïsement des contradictions de classes amène les éléments les plus résolus et les plus lucides de la classe ouvrière à prendre leurs distances d'avec les dirigeants opportunistes qu'il devient possible de constituer une organisation liée aux masses et, par conséquent, d'envisager la fin des partis socialiste et communiste. « La principale conquête de la première vague est dans le fait que sont apparus des chefs dans les ateliers et les usines. Ont été créés les éléments d'états-majors locaux et de quartier. La masse les connaît. Ils se connaissent l'un l'autre. Les véritables révolutionnaires chercheront liaison avec eux. Ainsi la première auto-mobilisation de la masse a marqué et en partie désigné les premiers éléments d'une direction révolutionnaire » (16). « Tout cela signifie que le prolétariat entrera dans le prochain conflit *sans* la direction de ses organisations traditionnelles, comme en juin, mais aussi *contre* elles. Cependant, il n'y a pas encore de nouvelle direction reconnue de tous. Dans de telles conditions, il est difficile de compter sur une victoire immédiate. La tentative d'aller de l'avant conduira bientôt à l'alternative : journées de juin 1848 ou journées de juillet 1917. Autrement dit, écrasement pour de longues années, avec l'inévitable triomphe de la réaction fasciste, ou bien seulement sévère leçon de stratégie, en résultat de quoi, la classe ouvrière sera incomparablement plus mûrie, renouvellera sa direction et préparera les conditions de la victoire future. Le prolétariat français n'est pas un novice... Une grande tradition vit dans les os et aide à choisir le chemin. Déjà en juin, les chefs anonymes de la classe en éveil, avec un magnifique tact révolutionnaire, ont trouvé les méthodes et les formes de lutte. Le travail moléculaire de la conscience de la masse, actuellement, ne s'arrête pas une heure. Tout permet de compter que non seulement la nouvelle couche de chefs restera fidèle à la masse aux jours de l'inévitable et, vraisemblablement assez proche, nouveau conflit, mais aussi saura retirer du combat, sans écrasement, l'armée insuffisamment préparée » (17).

L'existence de cette *nouvelle avant-garde* justifie donc, aux yeux de Trotsky, l'optimisme quant à l'avenir des révolutionnaires et donc de la

(16) *La Révolution française a commencé*, in *Où va la France ?* p. 111-112.

(17) *Devant la seconde étape*, in *Où va la France ?* p. 118.

révolution, optimisme dont témoignent les lignes suivantes, elles aussi surprenantes pour le lecteur d'aujourd'hui : « Même aujourd'hui, les masses en lutte se tiennent beaucoup plus près de nous que de leurs dirigeants officiels. Sous l'impact des événements à venir dans le mouvement ouvrier, s'opérera un regroupement plus rapide et de plus grande portée que jamais. En France, le Parti socialiste sera expulsé des rangs du prolétariat. Dans le Parti communiste, on peut s'attendre à coup sûr à une série de scissions. Dans les syndicats se créera un puissant mouvement de gauche sensible aux mots d'ordre du bolchévisme... L'organisation de l'avant-garde révolutionnaire cessera d'être isolée. Les mots d'ordre du bolchévisme deviendront les mots d'ordre des masses. L'époque qui vient sera l'époque de la Quatrième internationale » (18).

Cette perspective de fusion des militants révolutionnaires avec les cadres ouvriers nés de la lutte, Trotsky la maintiendra jusqu'au bout. Lorsqu'il fait le bilan de la grève du 30 novembre 1938 qui marque la fin de la grande vague ouvrière, il reconnaît que son pronostic sur le commencement de la Révolution française mérite d'être nuancé. « Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute... Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915 : « Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe ouvrière révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masses suffisamment puissantes pour briser... l'ancien gouvernement... » (19). Ce facteur a manqué en France où les masses, trompées par les partis traditionnels, n'ont pas été en mesure de s'attaquer au pouvoir d'Etat devant lequel paraissait le gouvernement Blum. Il en est résulté une démoralisation réelle des travailleurs qu'atteste la faible participation à la grève « des cheminots, des ouvriers de l'industrie de guerre, des métallurgistes et autres couches avancées du prolétariat ». Pourtant : « Le dernier mot de la crise *actuelle* n'est pas encore dit... La déception apportée par le Front populaire a pu, assurément, apporter une démoralisation temporaire dans certaines couches ; en revanche, elle a dû exacerber la révolte et l'impatience des autres couches. En même temps, les mouvements de 1936 comme de 1938 ont dû enrichir tout le prolétariat d'une inappréciable expérience et faire surgir des milliers de chefs locaux, indépendants de la bureaucratie officielle. Il faut savoir trouver accès à ces chefs, les lier entre eux, les armer d'un programme révolutionnaire » (20). En d'autres termes, malgré les reculs, la mise en cause de l'hégémonie des réformistes et des staliniens est encore possible.

(18) *La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la Quatrième internationale* (op. cit., p. 91).

(19) *L'heure de la décision approche... Sur la situation en France* (18 décembre 1938), in Pierre Broué, *Le Mouvement communiste en France*, p. 602-611.

(20) *Ibid*, p. 608 et 610.

## La nouvelle avant-garde ouvrière

Il devient possible de cerner, à partir de ces citations, la problématique de Trotsky. Pour lui, l'emprise du Parti socialiste et du Parti communiste sur la classe ouvrière ne peut résister aux coups que lui portera un puissant mouvement de masses. Le poids des liens d'organisation tissés dans le passé entre le Parti socialiste et les travailleurs compte moins pour le maintien de l'influence réformiste que l'ampleur de la trahison de Blum et consorts. Quant au Parti communiste, il n'était à la veille du mouvement qu'une faible organisation dont les liens avec la classe étaient distendus. Le passage du côté de l'ordre bourgeois qu'il a opéré dans l'orbite de Staline le mettra de plus en plus en contradiction avec la volonté profonde des masses. Il se trouvera donc dépassé avant d'avoir pu constituer une implantation sérieuse. Toutes ses appréciations ont été malmenées par les faits. Et, ce qui est sans doute plus grave, elles révèlent une assez grande sous-estimation de ce que l'histoire a révélé être un trait majeur de l'évolution du mouvement ouvrier : *la capacité de durée et d'adaptation des organisations, même bureaucratiques qui, à un moment de leur existence, ont été reconnues comme leurs par les travailleurs, parce qu'elles remplissaient une fonction indispensable dans la lutte contre la bourgeoisie.*

Reste encore à déterminer pourquoi et comment Trotsky a été amené à commettre cette erreur d'appréciation. Et c'est là qu'il faut prendre en considération ce qu'il affirme sur le dégagement d'une avant-garde de dirigeants de base du mouvement ouvrier, plus radicaux dans leurs visées que les leaders officiels, plus proches des aspirations de la base dont ils font partie, plus susceptibles, en conséquence, d'accueillir favorablement la propagande révolutionnaire. Cette avant-garde a-t-elle existé de 1954 à 1958 ? Ou bien Trotsky en a-t-il déduit l'existence de son pronostic général sur la crise révolutionnaire ? Dans la mesure où son existence est confirmée par l'étude des luttes de l'époque, avait-elle une importance numérique et une cohésion potentielle suffisante pour servir de base à une politique de débordement des organisations traditionnelles ? Et pourquoi, dans ce cas, n'a-t-elle pas donné naissance à un regroupement politique d'envergure, capable de limiter au moins la croissance tumultueuse du Parti communiste stalinien ? A toutes ces questions, il est difficile d'apporter une réponse rigoureuse car, s'il existe de bonnes histoires d'ensemble de la période, la chronique des occupations et des grèves ultérieures n'a jamais été établie entreprise par entreprise. Toutefois, on dispose d'un nombre important de témoignages de militants et d'observateurs de toutes tendances, suffisant en tout état de cause pour formuler des hypothèses fondées.

Rappelons d'abord qu'une avant-garde de lutte est, par définition, composite. Elle ne se compose pas seulement de militants expérimentés mais aussi de novices de l'action, portés par le mouvement dont ils expriment au mieux toute la grandeur et toutes les limites. La condition

de formation d'un cadre de dirigeants d'entreprises à la hauteur des événements doit donc être recherchée dans l'ampleur même du mouvement, dans sa combativité. Les nécessités de la lutte sélectionnent très logiquement des responsables quand la volonté collective d'aller de l'avant est exprimée sans ambages. On a vu précédemment que la tonalité générale des grèves était plus radicale que les accords passés entre le patronat et les dirigeants de la C.G.T. Inutile d'y revenir sauf pour souligner qu'une des caractéristiques les plus importantes de juin 36, celle que répètent à l'envi tous ceux pour qui une perspective révolutionnaire était impensable, est le surgissement à l'avant-scène du combat de milliers de jeunes et d'inorganisés. Leur absence de formation est un handicap que compense, dans une large mesure, leur audace, leur volonté d'aboutir que n'ont pas nécessairement au même point les travailleurs qui, par expérience syndicale et politique, connaissent les aléas de la lutte, les retours de bâton et les compromis sous la contrainte ; ceux-là sont souvent plus pondérés dans le déroulement du combat auquel ils apportent l'efficacité de la méthode éprouvée par les faits. Les plus grands mouvements de masses résultent de la jonction dans l'action de ces deux catégories de travailleurs combattifs. Juin 36, beaucoup plus que mai 68, est à cet égard exemplaire qui voit participer à la même lutte les ouvriers des grandes concentrations industrielles et les travailleurs du commerce, ceux de Renault ou Citroën comme les employés des grands magasins et les salariés de petites entreprises provinciales. *A coup sûr, les conditions favorables* au dégagement d'une avant-garde de lutte existaient largement.

Mais que faut-il entendre exactement par ce terme d'avant-garde de lutte ? Le noyau des militants qui, dans une entreprise ou une localité, prend en charge l'ensemble des tâches qu'impose un combat d'envergure contre le patronat. Ceux qui sont présents à tous les moments, qui forment les propositions d'action. Ceux qui font face à toutes les tâches même les moins exaltantes, qui sont au premier rang de tous les affrontements. Ceux dans lesquels les travailleurs ont confiance parce qu'ils ont à la fois le souci de préserver avec l'unité les particularités du mouvement dans l'entreprise et la volonté de le faire déboucher sur une lutte plus large. En temps normal, les militants syndicaux assurent, le plus souvent, ce travail quotidien. En période de montée, les meilleurs d'entre eux sont rejoints par des éléments nouveaux, d'origines très diverses, que la bataille révèle. La longue histoire des Lip a ainsi montré comment, autour de la section syndicale C.F.D.T., s'était créé un rassemblement de travailleurs combattifs qui ont véritablement *dirigé* les différentes phases de l'affrontement.

De tels noyaux ont existé il y a quarante ans et leur rôle a été décisif avant, pendant et après la grève générale. La discussion n'est pas close — le sera-t-elle jamais ? — sur le point de savoir qui a déclenché les occupations d'usine. Tenants de la spontanéité, adeptes du rôle d'avant-garde du P.C., fervents du « chef d'orchestre clandestin »

s'affrontent avec vigueur sur le sujet. Il semble pourtant qu'un peu de réflexion sur les faits peut permettre de se faire une conception qui ne relève pas trop de l'idéologie. La volonté des masses de se battre toutes ensemble, dans l'unité la plus complète, est née directement de la conjoncture créée par la crise économique et par la montée du fascisme. Elle a dû très peu aux consignes des organisations, contre lesquelles elle a souvent été obligée, au départ, de faire bloc pour s'imposer (que l'on se rappelle comment l'unification des cortèges socialiste et communiste s'est opérée lors de la manifestation du 12 février 1934). Par contre, il est indéniable que la propagande générale du P.S. et surtout du P.C. avaient popularisé l'idée d'une nécessaire mobilisation de masse. Lorsque les grèves ont éclaté, aucune des organisations en place ne s'y est opposé de front. Et surtout les militants de base, communistes dans leur majorité, se sont portés au premier rang, tandis que syndicats et partis popularisaient et coordonnaient le mouvement. Juin 36 est donc à la fois le produit d'une conjoncture et le résultat d'une intervention organisée. Mais la forme qu'a prise la grève (les occupations comme symbole de la brèche opérée dans la puissance patronale) ne doit rien aux initiatives centrales. Ce sont les militants de base qui ont pris les premières initiatives dans ce sens, au Havre puis à Toulouse (21). C'est à la base également qu'on a pesé les avantages de cette méthode de lutte, compte tenu du rapport des forces existant — et que l'on a décidé de l'employer dans toutes les usines. La solidarité de classe est devenue décision stratégique. L'aspect le plus marquant des grèves est dû à l'initiative des militants d'entreprise.

Ces militants, qui sont-ils ? En majorité, d'abord, des membres du Parti communiste. Dans ce nombre, plusieurs catégories peuvent être distinguées : tout d'abord ceux qui ont une expérience de plusieurs années. Ceux-là sont de véritables révolutionnaires professionnels, même quand ils ne sont pas devenus permanents syndicaux ou politiques, comme un Timbaud ou un Charles Michels ; ils ont vécu en effet la période la plus dure, celle où le sectarisme de la politique du P.C. se surajoutait à la répression patronale pour faire du militant d'entreprise un paria contraint à la clandestinité dans l'action, licencié de son travail dès qu'il était dépisté. Ces hommes ont un courage exceptionnel ; ils ont aussi une formation communiste, croient en la nécessité et la possibilité de la révolution. Mais ils ont aussi été éduqués dans l'atmosphère

(21) On peut se demander comment, dans ces entreprises, l'initiative de l'occupation a été prise. Lous Eudier, à l'époque, secrétaire des métaux C.G.T. du Havre, explique que l'occupation des usines Bréguet, en mai 1936, faite en riposte à des licenciements, a été inspirée en partie des occupations d'usines du textile polonais à Lodz, survenues quelques semaines auparavant. (Cf. *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*, n° 1, novembre-décembre 1972.) Peut-être dans d'autres secteurs, des émigrés antifascistes italiens avaient-ils fait état des grèves de 1920 dans l'Italie du Nord ? Mais le plus important est que toutes ces expériences qui n'avaient jamais fait l'objet d'une large propagande, ont été assimilées et réélaborées en termes de pratique par les militants eux-mêmes.

de caporalisme bureaucratique que, sous le nom de « bolchévisation », le stalinisme a imposé aux partis communistes. Ils sont révolutionnaires mais aussi respectueux du monolithisme. Ils joueront dans les grèves un rôle ambigu, entraîneurs et organisateurs irremplaçables en même temps que relais de la politique opportuniste de leurs dirigeants. Mais ils ont été rejoints, depuis le début de la montée populaire, par de nouveaux militants (le P.C.F. qui comptait moins de 30 000 membres en 1953 en dénombre 86 902 à la fin de 1955). Ces adhérents récents ont une moindre formation politique et ils reflètent bien les caractéristiques de la période que traverse le mouvement ouvrier : combativité et volonté de changement radical, imprécision quant aux objectifs à atteindre. Sans doute sont-ils moins liés à la tradition de la Révolution d'octobre, plus marqués par les aspects nationaux et républicains de la politique que leur parti a inaugurée depuis deux ans. Mais ils sont proches des réactions de la base.

Plus nombreux, les militants communistes ne sont pas les seuls à se trouver à la pointe des occupations. Tous les témoignages s'accordent sur le rôle extrêmement important qu'ont joué les jeunes. Citons un seul exemple. Dans les mines et la sidérurgie de l'Est, l'organisation syndicale était particulièrement faible. Ainsi, chez De Wendel, à Jeuf, le syndicat C.G.T., animé par un ouvrier licencié, ne rassemblait guère plus de 4 personnes. « Aussi, dans cette région sans cadres et sans militants, il y eut une promotion spontanée de jeunes. Je me souviens qu'à Moutiers, petite cité minière, le maître de l'usine était un jeune Italien de vingt ans qui, après 1956, ne milita même pas dans le syndicat » (22). Et des cas identiques se sont retrouvés par centaines, même dans des régions comme Paris où l'encadrement politique et syndical était supérieur.

Il ne faut pas oublier enfin le rôle joué par les militants de différentes tendances révolutionnaires. La faiblesse de leur influence à l'échelle nationale ne saurait masquer le rôle qu'ont joué, individuellement, ceux d'entre eux qui étaient présents dans les entreprises. Libertaires, syndicalistes révolutionnaires, opposants communistes (influencés un moment par Souvarine ou la revue *Que Faire ?*), socialistes de gauche, trotskystes : tous ces militants ont poussé à l'action, incité à l'occupation, combattu pour la démocratie prolétarienne. Leur rôle a été, selon toute probabilité, sans commune mesure avec leur nombre relativement restreint (23). Bref, au début de la grève, l'avant-garde qui impulse le mouvement

(22) Intervention de Philippe Serre au Colloque sur *Léon Blum, chef de gouvernement* (op. cit., p 105).

(23) La présence des révolutionnaires est attestée par les divers témoignages, en particulier par le récit de la grève chez Sautter-Harlé, une des premières usines occupées de la région parisienne. (Cf. Georges Lefranc, *Juin 56*, Julliard, coll. *Archives*, 1966.) On peut en trouver, paradoxalement, la trace dans des souvenirs de militants communistes qui parlent de « un ou deux groupes de la IV<sup>e</sup> internationale », chez Renault, alors qu'au début de la grève, il y avait, dans le meilleur des cas, quelques rares militants influencés par les trotskystes. (Cf. Robert Durand, *La lutte des travailleurs de chez Renault racontée par eux-mêmes*. Ed. sociales, 1971.)

et lui donne son caractère est composite, tant du point de vue politique qu'au regard de l'origine des militants. Elle ne suit directement aucune orientation d'organisation, pas même celle du P.C.F. qui soutient la lutte mais n'en a pas eu l'initiative (24). Elle n'est pas non plus coordonnée. Mais elle est, *sur le plan de l'action*, assez largement autonome.

Toutefois, cette autonomie naît surtout de ce que ni la C.G.T. ni les partis de gauche n'ont de stratégie de développement systématique des grèves, qu'ils se contentent de suivre et d'encadrer. Il n'y aurait aucune raison de penser que les meilleurs combattants des occupations puissent être gagnés à une politique révolutionnaire si des conflits n'étaient très rapidement apparus entre eux et les dirigeants, communistes en particulier. La grève générale se divise très nettement en trois grandes étapes. Au cours de la première, qui va du succès électoral du Rassemblement populaire (26 avril et 3 mai 1936) aux tous premiers jours de juin, il ne semble pas que de gros problèmes se soient posés. Il n'en va pas de même au cours de la seconde étape (du 1<sup>er</sup> au 12 juin, jours culminants de la grève qui n'est pas arrêtée, au contraire, par les accords Matignon, mais bien par l'intervention véhémement de Thorez, le 11 juin). La troisième étape est celle de la reprise, après le 12 juin les salariés ne reprennent pas le travail très volontiers dans un certain nombre d'usines ; de nouveaux conflits débutent même à ce moment. Mais dans l'ensemble, la rentrée se fait sans tensions excessives. En fait, la troisième étape se déroulera sur deux ans et demi, lorsqu'un nombre important d'ouvriers, amenés à constater que les résultats acquis ou espérés en 1936 sont rapidement annulés ou menacés par le retour en force de la droite, veulent reprendre l'offensive. A ce moment-là se produiront plusieurs conflits entre les dirigeants du mouvement ouvrier et les cadres ouvriers de plusieurs entreprises.

Le P.C.F. et ses représentants à l'intérieur de la C.G.T. ont appuyé le mouvement à ses débuts. Mais, très clairement, ils ne cherchent pas à lui faire gagner en ampleur : leurs perspectives se situent ailleurs, au sein de la nouvelle majorité parlementaire. Ils entendent que la grève demeure purement revendicative. C'est pourquoi, ils cherchent partout à conclure rapidement des accords, qui ne répondent pas toujours à toutes les exigences des grévistes. (On a vu que cela avait été le cas chez Renault.) Alfred Costes, entre autres, secrétaire du syndicat des métaux de la Seine et député de Boulogne, démontre comment il conçoit le rôle d'un dirigeant ouvrier en réglant, par exemple, contre l'avis des responsables locaux, le conflit de l'usine L.M.T. (matériel téléphonique). Le mécontentement grandit parmi les travailleurs. Il se concrétisera sous la forme d'une reprise de la grève, dans les usines où elle avait été arrêtée et surtout de son extension massive, dans tout le pays et dans

(24) *L'Humanité* n'a pas fait campagne pour les occupations. Le 30 mai encore, elle les qualifie, avec pour le moins beaucoup d'ambiguïté, d'« initiatives sensationnelles ».

toutes les professions. C'est alors que le mouvement, tout en restant axé sur plusieurs revendications clés, devient grève de masse dont la logique de développement est celle d'un affrontement avec le pouvoir, quand bien même les protagonistes le conçoivent mal ou pas du tout. *Le P.C.F. est alors débordé.* Non pas parce que les travailleurs s'opposent à sa politique mais parce que, en dehors de ses consignes, ils entreprennent une lutte qui, par ses potentialités révolutionnaires, met en pièce la stratégie du Front populaire. La gérance du pouvoir par Léon Blum risque d'être brève si les travailleurs persistent à paralyser la vie économique en occupant les usines. Que deviendraient alors le rapprochement de l'Union soviétique avec les démocraties occidentales ?

Thorez, Frachon et les responsables du Parti communiste ne peuvent se montrer totalement opposés au courant qui entraîne de l'avant la classe ouvrière. Ils mettraient en péril, par une hostilité affichée, les liens qui les unissent à de larges couches de travailleurs et perdraient du même coup l'efficacité que leur donne, dans les sommets de la haute politique d'Etat, la capacité qu'ils ont de parler au nom du monde ouvrier. Il ne brisent pas ouvertement la grève mais ils font tout pour qu'elle s'arrête au plus vite. D'où leur participation active à la conclusion des accords Matignon (7 et 10 juin). Mais la signature de l'accord et sa défense publique par les dirigeants de la C.G.T., réformistes et communistes, n'endiguent rien. Au contraire, c'est entre le 7 et le 12 juin qu'est atteint le sommet de la vague gréviste. *Une seconde fois, le P.C.F. est débordé.*

La masse des travailleurs a donc manifesté avec plus de clairvoyance que ne lui en prêtent certains, dans quel sens elle voulait aller. Mais, si l'on veut bien prendre en considération la façon dont le mouvement était organisé à la base, le rôle décisif qu'y jouaient « les chefs anonymes de la classe » on arrive à la conclusion que les débordements successifs du P.C.F. n'auraient pu acquérir une telle ampleur *si l'avant-garde de lutte elle-même n'avait pas estimé qu'il fallait poursuivre le combat.* Sans cette volonté des militants les plus avancés, l'écart n'aurait pas été si vaste entre la pratique centrale du P.C.F. et la réalité du mouvement à la base. Des bavures auraient pu se produire, des délais être apportés à la reprise du travail, mais pas dans ces proportions. Or, dans les noyaux qui avaient l'initiative dans les entreprises, le nombre de militants communistes était considérable. *C'est donc à l'intérieur et dans les abords immédiats du Parti communiste que s'est développée, non pas une opposition politique à la direction, mais du moins une volonté divergente sur les perspectives et la conduite des luttes.*

Il n'est guère possible d'appuyer cette affirmation d'exemples nombreux. La contradiction n'a duré que quelques jours et s'est cantonnée à l'affirmation de désaccords qui, parce qu'ils n'avaient aucune voie d'expression centrale, pouvaient passer pour des divergences secondaires. Quarante ans ont passé depuis, riches en événements et aussi en recons-

tructions successives du passé selon les politiques du moment. Les souvenirs des participants de juin 36 n'ont jamais fait l'objet d'une enquête systématique et ceux qui prennent la parole sont trop souvent encore membres du P.C.F., avec ce que cela implique du point de vue de la mémoire. Néanmoins, un certain nombre de faits peuvent être rassemblés. Jacques Chambaz, à une époque où il n'était pas encore membre du Bureau politique mais déjà historien très officiel du Parti, a écrit : « C'est à l'adresse des ouvriers influencés par ces éléments (les « gauchistes » de l'époque - D.B.) que le bureau politique précisera le 9 juin pourquoi la situation en France n'est pas une situation pré-révolutionnaire, encore moins une situation révolutionnaire » (25). Nous avons donc là le constat *a posteriori* d'une résistance ouvrière à la ligne du Parti communiste.

Il faut se demander qui exprimait les réticences à la reprise. A coup sûr, des militants très liés à la masse des travailleurs qui s'étaient installés dans la grève comme dans un nouveau monde en création continue. Mais qui étaient-ils précisément ? Des révolutionnaires, plus ou moins liés à un courant politique organisé ? A coup sûr, tous ceux que les staliniens appelaient à l'époque « trotskystes », non parce qu'ils étaient pour la Quatrième internationale mais parce qu'ils étaient à gauche du P.C.F., s'étant investis dans le mouvement au maximum de leurs capacités d'intervention. Mais leur nombre était restreint. S'agissait-il alors de nouveaux venus au combat de classes, plus combatifs que formés politiquement ? Sans nul doute. Mais on ne doit pas oublier que les critiques à l'encontre de la C.G.T. et du P.C.F. se sont exprimées, à Paris, jusque dans les assemblées de délégués d'usine. Or, il est reconnu de tout le monde que le Parti communiste avait fait un grand effort pour que ses militants occupent les postes de responsabilité dans les entreprises ; et il y était parvenu dans une bonne mesure. La probabilité est donc grande que l'incertitude à l'égard des accords Matignon, la volonté de poursuivre la lutte se soit répandue *jusque dans la base du P.C.F., parmi la masse des nouveaux adhérents qui affluaient alors* (26), *peut-être aussi dans les rangs des militants les plus anciens.*

Car en définitive à qui s'adresse Maurice Thorez, le 11 juin, pour faire arrêter la grève, lorsque les campagnes des dirigeants de la C.G.T., lorsque les déclarations du Bureau politique se sont avérées insuffisantes ? A l'assemblée des communistes de la région parisienne. La démarche est bien sûr normale puisque ce sont des militants qui, dans des conditions difficiles, vont être appelés à appliquer la ligne du Parti. Mais tous le ton du discours de Thorez dépasse le niveau de l'exposé classique, pour

(25) Cité par Pierre Broué, *Le mouvement communiste*, p. 407.

(26) Selon *L'Humanité* du 31 mai, le P.C.F. enregistre, en moyenne, 1 000 adhésions par jour depuis la victoire électorale. Le 25 mai, il compte 163 000 membres ; le 30 mai, 170 462 ; le 4 juin, 173 941 ; le 18 juin, 200 674. (Tous ces chiffres sont extraits des documents officiels du Parti.)

prendre le ton de la polémique violente qui vise tout à la fois à convaincre et à déterminer d'éventuels opposants. Visiblement, le danger est réel que des militants du Parti cèdent à la pression des « jusqu'aux-boutistes » et, croyant que tout est possible, pensent qu'après le gouvernement Blum pourrait venir rapidement le gouvernement des travailleurs. N'oublions pas que la stratégie du Front populaire a été présentée au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste comme une tactique conjoncturelle qui laisse subsister la nécessité de la révolution socialiste. En France, l'orientation vers le rassemblement des bons Français en est encore à ses balbutiements. Beaucoup de militants considèrent que l'unité avec les radicaux, la réhabilitation du drapeau tricolore sont des adaptations temporaires à l'urgence du danger nazi. Dans les premières manifestations du Front populaire, on a encore beaucoup crié « Les soviets partout » (27). Cela ne signifiait pas que le modèle des conseils ouvriers était vivant dans le prolétariat français mais que les éléments les plus politisés pensaient : « Vite, une révolution comme en Russie ». Cet état d'esprit, qui allait pérécliter par la suite, rendait, en juin 36, beaucoup de communistes français sensibles à des thèmes révolutionnaires.

Ces réactions de la base étaient évidemment ambiguës. C'est pourquoi, il ne faut pas exagérer l'ampleur de ce qui se passait alors au sein du P.C.F. Il n'existait pas de courant aux contours précis qui tendît vers une autre ligne que celle de la direction. Seulement un certain climat qui pouvait favoriser l'éclosion de tendances de gauche (28). L'avant-garde de lutte s'était dégagée dans le combat ; elle avait connu une première affirmation autonome, très embryonnaire, à propos du problème central, décisif, de la poursuite de la grève. Elle aurait pu passer de l'existence de fait à une délimitation politique, elle-même prélude à un regroupement organisationnel. *C'est l'hypothèse que formulait Trotsky. Elle n'a pas pris corps. C'est là le vrai problème dont il faut discuter.*

(27) A la fin de 1936, les bulletins d'adhésion qui circulaient aux usines Renault étaient titrés : « Promotion Alfred Costes. *Pour les Soviets en France* » (en majuscules dans l'original). (Cf. T. Ferlé, *Le communisme en France*, 1937.)

(28) En 1936, André Ferrat qui avait été depuis dix ans un des principaux dirigeants du P.C.F. fut exclu. En désaccord avec la politique du Parti depuis plusieurs années, il avait présenté au Comité central, dont il était encore membre, une critique de gauche de l'orientation officielle puis avait diffusé publiquement ses positions. Son départ provoqua très peu de remous. Mais, comme on a pu l'observer par la suite avec les « affaires » Marty, Tillon, Casanova, etc., l'élimination d'un cadre de direction révèle toujours, peu ou prou, la nature de certains des problèmes qui se posent au Parti. Ferrat a affirmé depuis que son opposition était en fait une opposition de droite et qu'il n'avait développé des positions de gauche que par ruse tactique, dans l'espoir d'attirer des militants autour de lui. Peut-être n'a-t-il fait cette déclaration que parce qu'entre temps il s'était rallié à un socialisme des plus mollétistes. Mais, même s'il a dit vrai, la manœuvre qu'il a accomplie témoigne de l'atmosphère qui pouvait régner dans certains secteurs du Parti communiste.

## La « troisième étape » de la grève générale

Le reflux du mouvement populaire a commencé dès la rentrée des congés payés. Il s'est accentué jusqu'à la défaite du 30 novembre 1938, prélude immédiat à la guerre et à l'effondrement de la Troisième République. Tout au long de cette période, la politique du P.C.F. se trouva contestée, en des moments de lutte, à la fois par les travailleurs de certaines entreprises et par certains militants communistes. Quelques étapes importantes : la fusillade de Clichy (18 mars 1937) où la police de Marx Dormoy, premier flic S.F.I.O. de France, tire sur des manifestants qui veulent interdire un meeting fasciste. Bilan : 6 morts et 200 blessés. Dès le lendemain, des grèves se produisent « un peu partout, spontanément, de façon anarchique. Elles se développaient et se généralisaient d'une façon qui pouvaient donner à toutes les provocations une base d'action » (29). Aussi la C.G.T. lance-t-elle un mot d'ordre de grève d'une demi-journée. Beaucoup de travailleurs jugeant que c'est trop peu s'interrogent sur l'avenir. Plus d'un an après, Maurice Honel, député communiste de Clichy-Levallois, se fait l'écho de ces préoccupations dans une lettre à Maurice Thorez que publie *l'Humanité* du 3 mai 1938 (30). Il y dit notamment : « J'ai constaté parmi les travailleurs une confiance absolue en notre Parti, en même temps qu'une inquiétude grandissante, une angoisse même quant à l'évolution de la situation en France et dans le monde. Je me suis entretenu notamment et à maintes reprises avec les ouvriers de l'usine Citroën de Clichy. Ils m'ont exprimé leurs craintes, leurs doutes. Je veux te les relater fidèlement, m'abstenant de tout commentaire... Les travailleurs de Clichy... se demandent si on tend à livrer les Français à la terreur des agents du fascisme international et si les ouvriers n'ont pas à marquer leur volonté de faire respecter la volonté de la majorité du peuple qui se confond avec la volonté de paix civile des 99 % de la nation ? *Et ce souci de vigueur s'exprime chez certains par*

(29) Déclaration d'Henri Raynaud, membre suppléant du Comité central du P.C.F., secrétaire de l'Union des Syndicats C.G.T. de la Région parisienne. (*Ce soir*, 18 mars 1937, cité par Danos et Gibelin, *Juin 36*, p. 258.)

(30) Cf. J.-P. Rioux, *Révolutionnaires du Front populaire*, p. 360-361 (la dernière phrase est soulignée par l'auteur), Maurice Honel, bien qu'agé seulement de 35 ans en 1938, avait été un des premiers membres des J.C., directeur de *L'Avant-garde*, il avait été aux premiers rangs de toutes les actions dures du P.C.F. : arrêté lors de la campagne contre l'occupation de la Ruhr, arrêté lors de la manifestation communiste du 9 février 1934, arrêté et tabassé par la police devant les usines Hotchkiss, le 12 février 1934, etc., il quittera le P.C.F. lors du pacte germano-soviétique avant d'être déporté. Ce destin contribue à montrer que ceux qui quittèrent le Parti en 1939 n'étaient pas tous des lâches ou des carriéristes pour qui le communisme avait été un moyen de briguer un mandat. Si les Gitton et les Clamanus passèrent sans mal de l'appareil stalinien au fascisme, il y eut en face d'eux des militants qui, découragés par la déception que leur avaient causée l'Union soviétique et le P.C.F., ne commirent aucun acte de compromission définitive. Certains, comme Pierre Gueguen, à Concarneau, ou Jules Fourier, député du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, rejoignirent le mouvement révolutionnaire.

le désir d'aller au-delà de la formation du Front populaire, par la constitution d'un « Front ouvrier » ou d'un « Front révolutionnaire ». Par la suite, à l'occasion de la grève Goodrich (15 décembre 1937 - 6 janvier 1938), puis de la grève de la métallurgie parisienne (24 mars - 19 avril 1938), il y eut une véritable opposition de masse entre des travailleurs en lutte qui veulent généraliser le combat pour, en quelque sorte, recommencer juin 36 et les dirigeants syndicaux, communistes en majorité, qui veulent arrêter les mouvements et acceptent les arbitrages et les compromis les moins admissibles (31). Du côté stalinien, on dénonce les trotskystes (la « bête trotskyste » même, à Boulogne-Billancourt) Ceux-ci ont effectivement renforcé leur implantation dans plusieurs usines de la région parisienne ; leur propagande passe mieux au moment où les ouvriers peuvent vérifier en pratique l'échec du Front populaire. Mais leurs forces sont minimes. En les dénonçant, les dirigeants du P.C.F. s'attaquent en fait à l'avant-garde ouvrière qui, sans qu'on puisse la rattacher à un courant politique déterminé, a transformé la victoire électorale de 1936 en un mouvement de masse sans précédents depuis la Commune de Paris.

Les exemples que l'on peut citer concernent les grandes entreprises et la région parisienne. La situation était sans doute moins tranchée en province et dans les petites boîtes ou dans les branches moins concentrées (32). Mais les structures de la production et de la classe ouvrière, de même que les traditions politiques françaises sont telles qu'à l'époque surtout, c'est nécessairement dans les grands centres, Paris en premier lieu, que peuvent se dérouler les luttes les plus importantes et s'accumuler les expériences les plus riches. Il est plus important de noter que ces conflits entre base et direction se sont produits dans une période de *reflux constant de la combativité des masses*. Cette constatation ne diminue en rien leur valeur significative. Mais elle montre leurs limites. Le mécontentement de nombreux militants n'aboutit que sporadiquement à des oppositions ouvertement manifestées ; le plus souvent, il engendre le désenchantement, voire le découragement. Les mouvements politiques qui, plus ou moins clairement, expriment le point de vue critique à l'égard des dirigeants du Front populaire, restent minoritaires, sans pouvoir lutter avec vraisemblance pour la direction du mouvement ouvrier. *L'Ecole émancipée*, *le Cercle syndicaliste Lutte de Classes* sont dans ce cas. Et aussi le P.S.O.P., scission trop tardive de la gauche révolutionnaire du P.S.

Tous ces courants reflètent ce qui se passe à la base. Ils témoignent à leur façon de ce que l'avant-garde de lutte, sur laquelle Trotsky fondait sa perspective, n'était pas une invention. Mais leur impuissance, face au *renforcement* et à la stalinisation accélérée du P.C.F., souligne

(31) Voir Danos et Gibelin, *op. cit.*, p. 258-273.

(32) Encore qu'une étude systématique de la province révélerait bien des surprises.

elle aussi la question fondamentale : pourquoi n'y a-t-il pas de ruptures significatives dans le bloc dirigé par le P.C.F. ? A quels facteurs attribuer l'absence de dégagement d'une avant-garde politique, liée aux masses, alors que les conditions générales pouvaient faciliter ce processus, alors qu'un certain nombre de pré-conditions de son déclenchement étaient réunies ?

## Des freins extérieurs

Nous retrouvons ici les difficultés soulevées par les pronostics et leur non-réalisation. Pour expliquer cette dernière, deux voies sont ouvertes : ou bien, affirmer que la prévision était correcte mais que l'enchaînement des événements a empêché sa réalisation ; ou bien, souligner que les structures économiques et sociales ne permettaient pas d'autre histoire que celle qui s'est déroulée. L'événement contre la structure : vieux débat métaphysique qu'il faut bien dépasser si l'on veut vraiment comprendre un tant soit peu la réalité. Le seul moyen d'y parvenir est de rechercher le lien dialectique entre ces deux niveaux. Le niveau de développement économique, l'importance respective des classes en présence, l'organisation de l'appareil d'Etat conditionnent les luttes de classes. Mais celles-ci demeurent déterminantes du processus historique ; elles peuvent lui donner une orientation qui diffère de la logique inhérente aux conditions objectives. Face à toute situation historique, il faut envisager la combinaison dynamique des facteurs structurels et des facteurs politiques qui traduisent au plus haut degré la nature de l'affrontement entre les classes. La connaissance que l'on acquiert ainsi de la forme de l'évolution d'une société est la seule approche sérieuse du contenu.

Il ne peut être question, dans cet article, que de rassembler quelques éléments d'un jugement, sans prétendre à l'exhaustivité. Les premiers de ces éléments relèveront de la conjoncture internationale. On ne peut que rappeler, en effet, que l'ensemble du monde dominé par le capitalisme connaît une crise globale qui se manifeste avec une acuité particulière dans l'ensemble de l'Europe. Le poids des affaires internationales sur les luttes à l'intérieur d'une nation est décuplé par rapport aux périodes dites normales. Et la réalité primordiale, aux yeux de la majorité de la population, est constituée par la menace de guerre qu'est venue concrétiser l'avènement du nazisme en Allemagne. Guerre et fascisme sont deux phénomènes distincts, bien qu'étroitement liés ; mais ils se conjuguent pour créer dans les masses une grande peur, qu'alimente la politique des partis ouvriers.

La haine de la guerre, telle que la développaient avant 1914 les propos enflammés de Jaurès, a toujours été vivace. Mais la compréhension de la nature de classes des conflits impérialistes n'était le fait que

d'un très petit nombre de militants conscients. Au niveau des masses populaires, la guerre apparaissait comme une calamité venue de l'extérieur, dont les mécanismes de développement étaient aussi incontrôlables qu'un raz-de-marée ou un typhon. On avait cru que 1918 marquait la fin de la « der des der » ; devant la montée des périls, pacifisme, fatalisme et scepticisme résigné se répandaient dans la partie de la population qui n'était pas contaminée par le chauvinisme borné des associations d'anciens combattants. Le mouvement ouvrier était atteint de ces endémies, surtout depuis que le Parti communiste, qui avait maintenu pendant des années, schématiquement mais effectivement, une tradition internationaliste, s'était rallié aux exigences de la Défense nationale, à la suite de la rencontre entre Laval et Staline, en 1934. Un tel climat représentait un frein sérieux à la combativité : la menace de cette guerre, qu'il fallait éviter à tout prix paralysait bien des initiatives que toute une propagande intéressée présentait comme susceptibles d'accélérer le processus fatal.

Le danger de guerre avait un visage, celui d'Hitler. Toutes les démonstrations de la gauche insistaient à juste titre sur l'unité du phénomène fasciste qui, par-delà les frontières génératrices d'aspects nationaux différents, faisait mouvoir les nationaux-socialistes allemands, les ligues françaises et les forces rassemblées derrière Franco. Mais l'analyse qui était répandue de cette réalité menaçante était mince et bien peu susceptible d'aider à une connaissance pratique. Du côté communiste, on répétait à l'envi la définition donnée par Dimitrov lors du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale (33). Elle liait le fascisme au capitalisme mais sans plus de rigueur que la fameuse métaphore de Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». La nature exacte du pouvoir fasciste, ses perspectives d'évolution, ses rapports avec les classes en présence étaient traitées comme des généralités journalistiques, même si par ailleurs on constatait que les classes moyennes étaient susceptibles de suivre en masse les démagogues d'extrême-droite. Le fascisme, c'était la bête ; il fallait l'écraser par des moyens aussi exceptionnels que sa monstruosité était extraordinaire.

Menée sur un tel mode, la propagande antifasciste pouvait susciter une vigilance anxieuse. Mais le manque de netteté de l'analyse sociale et politique du fascisme contribuait à désarmer les travailleurs en les privant de toute possibilité d'initiative large. Ni les hitlériens, ni les franquistes n'étaient présentés comme les produits nécessaires de la lutte des classes, qu'il fallait combattre par les moyens de la lutte des classes. Leur puissance matérielle et militaire devait être détruite par une puissance matérielle et militaire supérieure, c'est-à-dire par les moyens

(33) « Le fascisme au pouvoir est... la dictature terroriste déclarée des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier... Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même. C'est l'organisation de la répression terroriste contre la classe ouvrière et la partie révolutionnaire de la paysannerie et des intellectuels... »

classiques de la guerre et du militarisme. Leur capacité de séduction sur les classes moyennes devait être déjouée par des concessions unilatérales à ces couches sociales et à ceux qui, comme les radicaux en France, recevaient leurs suffrages pour gouverner dans l'intérêt de la bourgeoisie. Sur le plan intérieur, les agressions des bandes armées ne pouvaient être réglées que légalement, par l'intervention du pouvoir d'Etat que l'on sommait d'interdire les factieux (34). Dans tout cela, rien qui incite à l'action immédiate. Tout, au contraire, est conçu pour que les masses appuient, sans y participer de façon créative, un effort que seuls les gouvernements peuvent mener. Toute la philosophie profonde de l'antifascisme des fronts populaires est imprégnée d'une acceptation de l'Etat et de la classe dominante.

C'est dans ce contexte de peur et de passivité forcées que surviennent les défaites de la Révolution espagnole. La lutte armée ne prendra fin qu'en 1939. Mais, dès l'été 1937, les revers s'accumulent, tant sur le plan militaire que sur le plan politique. A l'intérieur du camp antifranquiste, l'offensive est menée contre la gauche du mouvement ouvrier, des journées anti-ouvrières de Barcelone (mai 1937) à la persécution du P.O.U.M. et à l'exclusion de la C.N.T. et de l'U.G.T. du gouvernement où le piètre Negrin remplace Largo Caballero. Ces événements sont mal connus, et plus mal compris encore, par la masse des travailleurs français ; ils contribuent pourtant à créer un climat de doute et d'anxiété. La solidarité avec l'Espagne avait constitué le débouché le plus politique à la combativité des ouvriers français ; il suffit pour s'en convaincre de rappeler le soutien très large dont avait bénéficié de la part des travailleurs le départ des volontaires pour les brigades internationales. La résistance victorieuse de Madrid garantissait des lendemains à juin 36. Sa chute ne pouvait que mettre fin aux perspectives de nouveaux succès. Et il est certain que cette très vive fraternité internationaliste a été exploitée par les dirigeants du P.C.F. comme un exutoire à toute volonté de transformation révolutionnaire en France même. « Les ouvriers et les paysans espagnols ont besoin d'avions et de canons. Il faut exiger du gouvernement qu'il leur en fournisse. » Tel était, en substance, le contenu de la propagande des communistes. Le gouvernement Blum était, à juste titre, la cible d'une campagne contre la non-intervention. Le P.C. qui l'animait renforçait ainsi son image de gauche, mais en se gardant bien d'expliquer que seul un autre gouvernement pourrait fournir une aide réelle à l'Espagne et que pour le mettre en place il fallait mobiliser les masses françaises dans une perspective de lutte contre leur propre Etat.

Une situation internationale qui ne facilite pas le développement de l'initiative des masses. Une défaite écrasante, à la portée incalculable,

(34) Par antithèse, on peut comprendre encore plus précisément les campagnes de Trotsky sur les milices ouvrières : l'écrasement du fascisme, forme extrême mais nécessaire du pouvoir de la bourgeoisie, doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; leur armement n'est que la forme supérieure de leur auto-organisation.

est survenue en Allemagne. Et, dans ce contexte que domine la menace de guerre, les chefs du mouvement ouvrier font obstacle à toute forme d'auto-organisation des travailleurs. A ceux-ci, ils inculquent qu'il faut *déléguer* leur pouvoir. Déléguer aux appareils syndicaux et politiques, déléguer aux députés qui le délègueront eux-mêmes à un bon gouvernement, déléguer à l'Etat existant qui est le seul à même d'intervenir sur l'arène mondiale, pour l'Espagne républicaine ou contre le fascisme international. Peut-on imaginer meilleur moyen de freiner la rupture de la classe ouvrière avec l'idéologie dominante et les institutions qui la répandent ? Cette conception *bourgeoise* des masses a encore une autre conséquence, au niveau des rapports qu'entretient le mouvement ouvrier avec l'Union soviétique. Cette dernière bénéficiait, auprès de couches importantes de travailleurs, du prestige de la Révolution d'octobre. Les premiers succès de la planification, que l'on pouvait opposer à la crise mondiale du capitalisme, élargissaient son aura. Mais, à partir de 1933, elle apparaissait avant tout comme l'antithèse du nazisme. Elle donnait une tonalité socialiste à la coalition contre l'hitlérisme ; elle apparaissait comme le rempart ultime contre la barbarie. La politique qu'elle suivait et qu'elle faisait appliquer par les divers partis communistes voyait, pour ces raisons, sa crédibilité renforcée aux yeux d'innombrables travailleurs qui ne pouvaient envisager d'action efficace sans l'Union soviétique. Et cette politique, grossièrement et cyniquement « réaliste », était celle de la contre-révolution stalinienne.

Les limitations que la situation apporte au développement de l'initiative et de la prise de conscience des masses ne peuvent que gêner la délimitation politique d'une avant-garde. Ce n'est pas dans un climat de tension sourde, où les menaces incitent le plus grand nombre à se serrer autour des appareils, qu'il est possible d'envisager avec les directions en place un affrontement qui risquerait d'avoir des conséquences graves — et d'être, de surcroît, mal compris de beaucoup.

## Première organisation des masses

Tous les facteurs qui viennent d'être invoqués permettent de comprendre comment a été *ralenti* le rythme de maturation politique de l'avant-garde ouvrière. On s'explique ainsi que les démarcations les plus nettes sont survenues trop tard, alors que la guerre apparaissait comme imminente et que les échecs, en France comme en Espagne, rendaient hypothétiques les espoirs à court terme. Mais un fait demeure, qui ne peut être éclairci par une simple référence à l'évolution de la conjoncture : le P.C.F. s'est renforcé au cours de cette période, englobant dans son système aussi bien des travailleurs « du rang » que des dirigeants du mouvement au niveau local. Et c'est là qu'il faut aborder les données

plus permanentes que constituent, dans leur évolution lente, les structures organisationnelles du mouvement ouvrier.

Juin 36, c'est d'abord la grève générale qui ébranle toute la vieille société française. Mais c'est, *en même temps, une nouvelle étape dans l'organisation ouvrière, la naissance d'un mouvement ouvrier de masse*, qui n'existait pas jusque-là dans l'hexagone. Il est de tradition lorsqu'on parle d'organisation de n'envisager que les partis et les syndicats, leur nombre d'adhérents, leur mode de fonctionnement. Partis et syndicats ne représentent cependant qu'une fraction, la plus décisive mais aussi la plus restreinte, d'un ensemble beaucoup plus vaste qui constitue le mouvement ouvrier. La puissance du prolétariat organisé ne se mesure pas seulement aux fluctuations des effectifs. Elle doit être évaluée en fonction du niveau de l'influence générale qu'exercent les diverses organisations permanentes. Les résultats électoraux sont précieux à cet égard, mais leur valeur est limitée par toutes les distorsions qu'implique le principe même du vote dans les démocraties bourgeoises, fussent-elles authentiquement libérales. De plus, le succès ou l'échec lors d'un scrutin reflète une réalité plus fondamentale, celle de l'encadrement que sont capables de donner aux travailleurs, à tous les moments de leur vie sociale, les partis et les syndicats (35). En d'autres termes, *la force d'organisation du mouvement ouvrier d'un pays est à la mesure de l'hégémonie qu'il exerce, grâce à une quantité de structures sociales et culturelles, de mouvements de masse à objectifs limités, sur les couches les plus importantes de la classe ouvrière et sur diverses catégories sociales non prolétariennes* (paysans, étudiants, etc.).

L'exemple, à juste titre le plus fréquemment cité, est celui de la social-démocratie allemande qui, dès la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, a su étendre énormément le réseau de ses multiples organismes. Ceux-ci ne se limitent pas aux sections du Parti et aux « syndicats libres » qu'il contrôle, ni même aux mouvements de femmes et de jeunes. Les maisons du Parti, avec leurs bibliothèques, leurs chorales, leurs tavernes social-démocrates sont des centres de rayonnement sans pareil. On peut naître, vivre et mourir dans un environnement social-démocrate auquel ne peuvent totalement échapper ceux-là même qui ne votent pas pour les candidats du Parti. Dans beaucoup d'autres pays, de la Belgique aux pays scandinaves en passant par la Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier a acquis très tôt cette présence massive dans les masses.

*Il n'en va pas de même en France avant 1936.* Certes, S.F.I.O. et P.C.F. recueillent de nombreux suffrages mais, même avec l'apport des radicaux, ils ne passent pas la barre des 50 %. Et, surtout, les organisations sont très faibles en adhérents. Depuis 1920, le rapport de forces s'est modifié entre communistes et socialistes, au profit de ces derniers.

(35) On ne saurait sous-estimer, à cet égard, le rôle des municipalités. Services sociaux, aide aux chômeurs ou aux vieux travailleurs, bibliothèques, fanfares, clubs de sports, etc., rallient autour du Parti qui gère la commune des centaines de personnes qui ne sont pas nécessairement en accord politique avec lui.

Mais, en 1934, les effectifs réunis des deux partis sont inférieurs à ceux de la S.F.I.O. à la veille de la scission de Tours (et déjà à l'époque, le pourcentage de militants par rapport à la population salariée était très inférieur en France à celui des autres pays développés de l'Europe) (36). Quant aux syndicats, ils ont toujours été très minoritaires en France, pour des raisons historiques diverses. Ils le sont encore plus à la veille du Front populaire : il y a environ 13 % de syndiqués. Encore ce chiffre est-il gonflé par l'apport de certaines fédérations de fonctionnaires ou de travailleurs à statut comme les cheminots. Dans la métallurgie, on l'a vu, le taux de syndicalisation atteint tout juste 4 %. Et la situation est pire dans des secteurs comme les produits chimiques ou le textile.

Le résultat premier de cet état de fait est que les ouvriers n'existent pas dans l'entreprise, si ce n'est comme producteurs soumis sans aucun droit à la hiérarchie d'exploitation. Les organisations, syndicats en premier lieu sont contraintes à la clandestinité dans les usines, y compris les plus importantes comme Renault ou Citroën. Y appartenir, c'est se vouer au renvoi, avec peu de possibilités de trouver du travail ailleurs du fait des listes noires patronales. Le mouvement ouvrier français repose sur une base restreinte, lacunaire. Et il va de soi que cette faiblesse ne permet pas le développement d'autres organisations sociales. La conquête des municipalités a toujours été un objectif prioritaire pour les organisations politiques ouvrières. Elle a permis d'instaurer quelques centres de rayonnement. Mais, effectuée dans le cadre corrupteur de la Troisième République, elle a aussi amené la naissance d'une imposante cohorte de notables ouvriers qui s'intéressent plus à la gestion financière et aux alliances de droite nécessaires à leur réélection qu'à la mise en place de véritables structures de masses. Quant au P.C.F., il n'a pas, avant 1935, les forces suffisantes pour expérimenter une gestion municipale d'un type nouveau. Les fiefs de Saint-Denis, avant la défection de Doriot, ou de Bobigny sont des exceptions (37). En bref, l'organisation d'ensemble de la classe ouvrière est sans commune mesure avec les traditions de lutte qui avaient mis le prolétariat français à la pointe du monde du travail au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dès le début de la montée ouvrière, les organisations politiques et syndicales se renforcent. Mais c'est pendant et après la grève générale qu'une *transformation qualitative* s'opère. Les chiffres de cette croissance sont assez connus pour qu'il soit seulement nécessaire de rappeler

(36) A cette règle existaient des exceptions, telle que la région Nord, où le Parti Ouvrier Français de Jules Guesde avait pu mettre en place un réseau organisationnel comparable, dans une certaine mesure, à celui de la social-démocratie allemande ou du Parti Ouvrier Belge (et ceci explique sans doute la persistance de l'influence socialiste dans cette zone, même à l'époque du déclin très rapide de la S.F.I.O. sous la houlette de Guy Mollet). Mais le tableau d'ensemble n'est pas modifié par ce cas d'espèce ni par les quelques autres que l'on pourrait citer.

(37) Avant 1935, le P.C. compte 1 conseiller municipal à Paris et contrôle 9 municipalités en banlieue parisienne, 150 dans l'ensemble de la France.

les plus significatifs. La C.G.T. passe de moins d'un million d'adhérents au moment de son unification (printemps 1936), à plus de 5 millions l'année suivante. Dans les secteurs industriels les plus importants, les fédérations syndicales voient leurs effectifs gonfler dans des proportions inouïes : 660 % pour le textile, 700 % pour le bâtiment et le bois, 1 450 % pour les métaux, 1 700 % pour l'habillement, 4 600 % pour la chimie. Avec des taux de croissance de 100 à 120 % les chemins de fer et l'éclairage font figure de parents pauvres. Pour la première fois, des sections syndicales naissent dans des milliers d'entreprises de toute taille. Sur le plan politique, les résultats sont remarquables aussi. La S.F.I.O. passe de 120 083 membres en 1935 à 280 000 en 1937 (x 2,33). Mais c'est le Parti communiste qui fait la percée la plus foudroyante. En 1935, rappelons-le, il compte 81 731 militants — ce qui constitue déjà une progression notable par rapport aux chiffres de sa traversée du désert. On a vu que pendant les grèves, il a connu un flux d'adhésions. En 1937, il aura 328 647 adhérents (x 4,02), sans compter les Jeunesses communistes qui en compteront près de 100 000. En deux ans, il est donc devenu le premier parti ouvrier de France, dépassant la S.F.I.O. Et ses conquêtes se sont effectuées en premier lieu dans les milieux ouvriers. En effet, en dépit d'un gain de voix plus rapide, le P.C.F. réunit moins de suffrages, lors des élections de 1936, que le Parti socialiste qui, en province surtout, s'appuie beaucoup sur les classes moyennes. Mais, à l'intérieur de la C.G.T., les communistes contrôlent des fédérations très importantes qui sont aussi en général celles dont le renforcement a été le plus spectaculaire : agriculture, bâtiment, bois, produits chimiques, métaux, cheminots, verre, textile, cuirs et peaux, papier. Ils ont la majorité dans 25 Unions départementales contre 7 seulement lors de la réunification (38).

Ce mouvement d'organisation s'effectue dans tous les domaines. Le P.C.F., après les élections de 1935, contrôle 27 municipalités de la banlieue parisienne, au lieu de 9 précédemment, 29 au lieu de 6 en Seine-et-Oise. Ces succès, qui précèdent la grève générale, sont dus souvent à l'attitude combative qu'ont adopté les communistes dans la lutte contre le chômage. Dans les positions nouvellement conquises, le Parti communiste va introduire un style de direction nouveau qui, même s'il ne correspond pas aux conceptions révolutionnaires de l'action municipale, tranche avec celui des autres partis et permet d'enserrer la population dans un entrelacement d'organismes diversifiés. Sur un plan plus global, on assiste alors à la naissance ou à la mutation de toute une série de mouvements qui s'occupent de problèmes spécifiques et pénètrent des milieux divers : Fédération de l'enfance, Secours populaire (qui succède en octobre 1936 au Secours Rouge et compte 91 852

(38) Les militants du P.C.F. ont la majorité de fait dans la C.G.T. après 1937. Mais, dans un souci d'unanimité qui correspond à la politique du Parti, à l'époque, ils ne cherchent pas à se compter et maintiennent, malgré les désaccords qui vont croissant, une unité de façade avec les partisans de Léon Jouhaux.

adhérents en 1937), Amis de l'Union soviétique, Association républicaine des Anciens combattants (40 000 membres au début de 1936), Fédération sportive et gymnique de travail (où sont aussi les socialistes, 80 000 membres en décembre 1936), Union des comités de chômeurs (qui aurait compté dans ses rangs 136 350 chômeurs en avril 1935), Maison de la culture (passée avec ses différentes branches, théâtre, musique, etc., de 4 000 membres en 1934 à 40 000 en juillet 1936), etc. (39). Il faut évoquer aussi le développement rapide de la presse et des éditions du P.C.F. : l'*Humanité* tire à 400 000 exemplaires en janvier 1937 ; il existe 31 hebdomadaires régionaux, un quotidien du soir (*Ce soir*, fondé en mars 37), de nombreux magazines.

Il faut retenir surtout qu'il n'existe aucune commune mesure entre l'importance de ces organisations avant 1935-1936 (quand elles existaient), et après les victoires du Front populaire et la grève générale. Ce qui n'était qu'un cadre virtuel a pris substance et s'est multiplié. *Le mouvement ouvrier français n'est plus le même, par le nombre de ses militants, par son implantation dans les entreprises et aussi par l'extension de ses organisations diverses.*

## Allons au devant de la vie

La masse des nouveaux militants qui rejoignent la C.G.T., un peu le Parti socialiste et surtout le P.C.F. a deux caractéristiques essentielles : une très grande combativité, puisqu'elle s'est formée sur le tas des luttes d'une exceptionnelle vigueur et une inexpérience politique énorme. Ces travailleurs s'engagent à fond dans les combats qu'ils déclanchent et ils rechignent souvent à reprendre le travail quand ils n'ont pas conscience d'avoir obtenu tout ce qui pouvait être arraché. Mais, pour eux, les notions d'organisation, de rôle de l'Etat, de stratégie sont autant de pages blanches. En fait, la seule conscience politique qu'ils possèdent doit beaucoup aux traditions républicaines, institutionnalisées par le radicalisme triomphant et reprises en compte par les socialistes depuis fort longtemps. L'objectif, c'était la République sociale mais, selon l'excellente formule de Madeleine Rebérioux, « le nom précède l'adjectif » (40). La fierté nationale, renforcée par les souvenirs de ces révolutions qui depuis 1789 ont fait la France, fait que la plupart des électeurs socialistes considèrent que les institutions parlementaires consti-

(39) La liste pourrait être complétée par la Confédération française et coloniale des pêcheurs à la ligne et l'Echiquier du travail qui publie un bulletin ouvrier des échecs.

(40) M. Rebérioux, *Le socialisme français de 1871 à 1914*, in *Histoire générale du socialisme* (sous la direction de J. Droz, P.U.F., 1974), p. 135.

tuent le cadre le meilleur pour une transformation sociale. Il suffit d'imposer un bon gouvernement qui, indépendant des seigneurs de la finance, mènera une bonne politique. La remise en cause de l'Etat est absente de cette vision, à plus forte raison la destruction de son appareil. Tout se réduit à une adaptation des structures existantes, grâce à une pression des masses dont la sanction ne peut être qu'électorale et parlementaire.

Pourquoi s'étonner de cette idéologie diffuse du mouvement ouvrier français ? Tous ses dirigeants ont déployé leurs ressources, et éventuellement leur talent, pour la répandre et la fortifier. Seul, avant 1914, le syndicalisme révolutionnaire posait le problème de la destruction de l'Etat, mais en des termes suffisamment confus et contradictoires pour qu'il n'influence qu'une minorité de travailleurs. Le P.C.F., depuis 1920, a défendu les thèses léninistes, non sans schématisme. Mais il a pu constituer seulement un noyau de résistance au pan-parlementarisme. Et, au moment où la montée ouvrière permet d'envisager une éducation politique de masses, il se mue en défenseur de première ligne de l'ordre républicain. Ce n'est pas diminuer l'immense potentialité des luttes de 1936 que d'affirmer qu'elles ne pouvaient pas spontanément, automatiquement, aboutir à une attaque consciente contre le pouvoir. Il en va de même de tous les grands mouvements de subversion sociale, qui prennent naissance à partir de revendications formulées dans le cadre de l'ordre ancien, tirent leurs possibilités révolutionnaires des formes nouvelles d'organisation des luttes mais ne peuvent connaître le succès qu'au prix de l'intervention politique d'une organisation, capable de dégager l'avenir de tous les héritages du passé. Les exemples abondent, positifs ou négatifs. Dans la France de 1936, le comportement du P.C.F. freine la prise de conscience, renforce l'influence de l'idéologie dominante. Il n'aboutit pas à un simple manque à gagner : dans la mesure où le mouvement ne pouvait se poursuivre qu'en s'étendant, dans la mesure où son extension exigeait qu'il adopte des objectifs supérieurs, les palinodies de Thorez et de son équipe sont une contribution directe à la défaite.

C'est donc tout « naturellement » que les travailleurs, auxquels on n'offre de perspective qu'immédiate, sont amenés à jager les résultats obtenus par la grève de juin. Cette estimation, ils la font *en fonction de ce qu'on peut attendre du régime en place*. De ce point de vue, les conquêtes de 36 sont remarquables. Conventions collectives, congés payés, 40 heures... Toute une littérature a été écrite sur ces réformes qui ont effectivement transformé la vie quotidienne de la classe ouvrière française. Et chacun a pu voir photographies ou films montrant les départs des premiers vacanciers prolétariens. Un souvenir de fête, nous répète-t-on. Mais de la fête, on ne retient que les décors et les chansons, sans trop rechercher les origines de la joie populaire dans les combats qui l'ont précédée. Juin 36 vu sous l'angle de la fête, c'est comme mai 68 accouchant du Big Bazar de Michel Fugain : une grosse bêtise mièvre.

Car enfin, tous les témoins sérieux le reconnaissent, la grève générale a débuté, le plus souvent, dans l'anxiété. Les travailleurs, excédés d'exploitation, étaient prêts à aller loin dans leur combat. Mais, dans les premières entreprises occupées, ils s'attendaient au pire de la part de leurs ennemis : opérations policières, agressions fascistes, sabotages ou provocations. La surprise est venue de la grande peur du patronat, prêt à toutes les concessions pour endiguer la révolte des esclaves (41). L'idée du « tout est possible » est née des premiers reculs de la bourgeoisie. Et c'est alors que la quasi-totalité des ouvriers s'est ruée dans la grève. Avec un enthousiasme sans pareil. Les kermesses dans les entreprises occupées n'en étaient pas la cause, mais la conséquence. L'exultation venait de la prise de conscience d'un incroyable bond en avant accompli par les travailleurs en lutte : *un nouveau rapport de forces était créé*. Dans l'entreprise comme au niveau national, la classe ouvrière, à laquelle jusqu'ici on ne reconnaissait pas le droit à une existence collective, s'affirmait comme une force devant laquelle on reculait, à laquelle on faisait des concessions. C'est ce nouveau rapport de forces qui fait la grandeur de juin 36. C'est lui que les patrons ont cherché et cherchent encore à abolir. Ils n'ont pu y parvenir que pendant les brèves années de la dictature vichyssoise. Les méthodes de luttes nouvelles, la reconnaissance de fait du syndicalisme dans les usines n'ont jamais pu être effacées. Devenues partie intégrante de la tradition, elles ont fait que la classe ouvrière est entrée dans *une nouvelle étape de son histoire*.

De tels moments se vivent dans la joie, surtout lorsqu'ils sont accompagnés de réformes qui battent en brèche la misère de la vie quotidienne. La majorité des travailleurs qui, très consciemment, venait de s'installer sur de nouvelles positions ne pouvait spontanément trouver la voie d'une poursuite de l'offensive, une fois terminée la grève. Le manque de compréhension des enjeux réels de la situation politique, renforcé par la propagande des partis de gauche qui les incitaient à faire confiance à « leur » gouvernement, devait forcément pousser à l'attentisme. Les résultats obtenus étaient déjà si considérables et la puissance collective si affirmée qu'on pensait que, tôt ou tard, une seconde étape parachèverait la victoire obtenue dans la première. Attendre donc, d'autant que les menaces s'accumulaient hors des frontières. « Allons au devant de la vie » chantait-on et les discours de Thorez, main tendue tous azimuts, n'exprimaient pas d'autre philosophie. Lorsque les coups commencèrent à pleuvoir, la démoralisation succéda à

(41) Les dirigeants socialistes qui ont organisé les rencontres de Matignon et les responsables de la C.G.T. qui ont négocié les accords ont su comprendre les réactions des milieux capitalistes. Benoît Frachon aimait à raconter la gêne des représentants du patronat qui allèrent jusqu'à proposer d'eux-mêmes l'instauration de délégués du personnel pour avoir des représentants avec qui discuter dans leurs entreprises. Il ne se demandait pas pour autant s'il n'était pas possible d'aller plus loin.

l'enthousiasme. Il en va ainsi quand les objectifs d'un mouvement de masses ne sont pas précisés, quand aucune stratégie ne lui est proposée, quand la confusion règne à propos des alliés possibles et des ennemis réels.

La débandade de 1939 devant la guerre impérialiste était inscrite dans les illusions du Front populaire. Mais les défaites sans combats sont rarement éducatives. Pour la majorité des travailleurs, l'expérience des années 30 apporta peu sur le plan politique ; elle contribua au discrédit de la social-démocratie sans dissiper pour autant les illusions parlementaristes. De cette expérience, il ne subsista que l'essentiel qui avait été écrit dans le langage des luttes de classes : l'entrée dans l'action syndicale et politique de milliers d'inorganisés, le nouveau rapport de forces historiques entre salariés et bourgeois. Et le Parti communiste français qui s'était trouvé au centre de ce mouvement d'organisation devint, au sens plein de ce terme, un parti de masses, *le premier qui ait existé en France*. Dans l'ensemble de la classe ouvrière, et tout particulièrement dans les secteurs les plus concentrés et les plus modernes, il fut la première organisation politique vers laquelle se tournèrent des milliers de travailleurs. Il s'identifia et fut identifié à la nouvelle étape abordée par le mouvement ouvrier. Une force politique qui incarne une mutation historique des masses acquiert une puissance et une capacité de durée exceptionnelles. On a pu le constater avec le péronisme, organisateur du nouveau prolétariat argentin : les pires trahisons et les pires défaites ont pu s'accumuler pendant des années avant que son hégémonie sur la classe ouvrière commence à être entamée. Toutes proportions gardées, il en va de même avec le Parti communiste français dont le secret de longévité a pour origine principale la place qu'il a occupé en juin 36.

On attribue souvent ce succès du P.C.F. à l'image de gauche qu'il a su donner de lui-même. Parti petit frère du parti bolchevik, héritier de quelques parcelles de la Révolution russe, allié de l'Union soviétique, il avait su ne pas participer au gouvernement : il restait un recours possible pour une lutte plus radicale. Tout cela est vrai et Jean Ellensstein a tort, du point de vue de l'intérêt de son Parti, de penser que ce fut une erreur pour les communistes français de ne pas accepter de Léon Blum quelques portefeuilles : les rapports auraient été beaucoup plus difficiles avec les grévistes pour des dirigeants investis de responsabilités ministérielles ; les risques de débordement auraient été beaucoup plus grands. Toutefois ces explications, qui renvoient au seul domaine politique, ne prennent pas en compte une réalité beaucoup plus fondamentale : *le P.C.F. était la seule organisation qui ait formé des militants politiques d'entreprise*. Dès 1924, le Parti s'était engagé dans une « bolchévisation » qui avait abouti à la pire des bureaucratisations internes. Mais il avait décidé en même temps de baser son action sur les cellules d'usine. Effort bien peu couronné de succès, tant était rude la répression patronale, tant aussi les lignes successives de l'Internationale communiste étaient marquées du sectarisme le plus délirant. Mais un

résultat au moins avait été obtenu : l'existence de centaines de cadres ouvriers de base, résolus, expérimentés, disciplinés, capables en un mot d'être au premier rang de tout mouvement d'ampleur.

Ce sont ces cadres qui, avec des adhérents plus récents, avec des inorganisées, ont constitué l'avant-garde de lutte qui s'est manifestée de 1936 à 1938. Ils ont contribué, de façon décisive, au succès du P.C.F., alors qu'ils auraient pu battre en brèche son orientation capitulative. Pourquoi ?

### Responsables de masses

La première explication qui vient à l'esprit est que les militants communistes n'ont pas encore, faute d'expériences suffisantes, pris conscience de la véritable nature de leur Parti. Il est vrai, en effet, qu'il leur est impossible d'imaginer la dégénérescence de l'Union soviétique. Le stalinisme est une réalité impensable pour eux qu'une information bien orientée prive de connaissances sérieuses, qu'une éducation politique déformatrice empêche de rechercher ailleurs, et surtout pas dans la « presse bourgeoise », des renseignements, qu'un internationalisme dévoyé pousse à faire dépendre leurs propres perspectives du destin de l'Union soviétique. Il est non moins vrai que tous les facteurs qui ralentissent l'initiative de la masse pèsent encore plus sur eux parce qu'ils sont militants et se sentent responsables de l'issue des luttes en cours. Pour eux plus que pour n'importe qui, les aspects choquants de la politique nationaliste du P.C.F. peuvent passer pour une tactique momentanée, par laquelle on jette du lest à droite pour mieux préparer le coup de Jarnac de la revanche. L'empirisme et le réalisme à court terme sont les images de marque de la grande politique telle qu'elle se fait quotidiennement, au grand jour des Etats bourgeois. Le mouvement ouvrier est naturellement contaminé de ces tares, surtout lorsqu'il est sous l'influence de bureaucraties, socialistes ou stalinienne.

Cependant, il y aurait quelque paternalisme à considérer les militants communistes de 1936 comme de grands enfants auxquels ne manquerait que quelques années supplémentaires de vache enragée pour accéder à la vérité révolutionnaire. Car ces hommes et ces femmes, peu formés politiquement, obscurcis dans leur jugement par le stalinisme sont *en même temps* les animateurs et les organisateurs d'un très vaste mouvement de masses qui ébranle la domination bourgeoise. Ils ont donc à leur disposition, pour juger des grandes orientations qu'on leur propose, des critères pratiques dont nul ne peut nier l'efficacité. Et l'on sait qu'en plusieurs circonstances, ils se sont trouvés en opposition avec certaines actions du P.C.F. Rappelons la lettre de Maurice Honel, citée précédemment. Peut-on croire que *l'Humanité*, qui avait perdu depuis

des années l'habitude d'organiser des tribunes dans ses colonnes, aurait fait état d'un document consacré à « l'anxiété » des travailleurs quant à l'avenir, si les idées dont le député de Clichy se faisait l'écho, n'avaient été répandues largement dans le Parti ?

On est donc amené à penser que les militants du P.C.F. ont fait en refusant toute démarche de rupture avec leurs dirigeants, *un choix politique*. Choix qui prend les formes d'une fidélité organisationnelle, entachée d'énormes confusions. Choix lourd de conséquences, à coup sûr, mais choix délibéré : il n'est pas question pour eux de s'isoler de la masse des travailleurs qui, quand bien même sa combativité la pousse à des solutions plus radicales que celles qu'on lui propose, se tourne vers le Parti communiste, lequel, en dépit de tout, apparaît comme l'axe organisationnel des nouveaux temps du mouvement ouvrier.

Leur décision est facile à comprendre. Lorsque survient la grève générale, riche en créativité mais profondément inorganisée au départ, comme tous les mouvements de portée révolutionnaire, les militants les plus conscients sont confrontés à un problème grave : comment donner forme efficace à cette irruption, largement spontanée, comment lui donner un maximum de cohésion ? C'est à ce carrefour que se rejoignent deux pulsions différentes : la nécessité d'assurer une cohérence d'ensemble au mouvement, en le structurant, en empêchant qu'il s'éparpille ; et, d'autre part, l'intention, presque clairement avouée, des dirigeants communistes de *contrôler* toute initiative de la base qui pourrait briser le cadre fragile de la politique de Front populaire. La rencontre de ces deux inclinations amène à une pratique organisationnelle très nette : les tâches permanentes, les tâches d'encadrement quotidien, sont confiées, dans un climat de quasi-unanimité, aux militants les plus expérimentés. De 1934 à 1938, ceux qui assument les fonctions dirigeantes dans les entreprises, ceux qui sont *délégués*, soit pour rencontrer le patron, soit pour représenter les camarades dans les coordinations, sont des militants qui ont fait leurs preuves au cours des années de difficultés. La promotion des jeunes à des postes de responsabilité permanente ne se fait que lentement, au fur et à mesure que les nouveaux venus ont subi une formation — très spéciale — à l'intérieur du P.C.F. Au cours et au lendemain même de la grève, sont investis de responsabilités les militants les plus anciens, à savoir ceux qui, contre vents et marées, se sont fait connaître dans les combats de la période précédente ou ceux qui ont appuyé, avec plus ou moins de distance, l'action politique et syndicale que menaient les communistes dans les entreprises avant 1936 (42). C'est donc une minorité de militants qui se trouve au confluent de la poussée des masses et des exigences de la politique défendue par Thorez.

(42) Bertrand Badie (*Les grèves du Front populaire aux usines Renault, op. cit.*), emploie, pour cette catégorie de sympathisants actifs, l'expression de « quasi syndiqués ». Il s'agit, selon lui, de travailleurs qui, bien qu'en accord

Cette situation implique d'énormes charges : la moindre décision mal venue peut mettre en cause, avec la combativité des masses, tout le rapport de force nouvellement créé, tous les résultats récemment acquis. Ceci pousse à la plus grande prudence dans les choix fondamentaux. En outre, le passé de chacun des militants communistes pèse sur son comportement politique — pour le meilleur comme pour le pire. Tous ces cadres de base ont été formés à des périodes diverses des années de jeunesse du P.C.F. Ils ont beaucoup vu et beaucoup éprouvé. La dominante fondamentale de leur idéologie est, sans nul doute, leur croyance dans le Parti. Une organisation cohérente, disciplinée, intervenant systématiquement dans les masses leur paraît indispensable. C'est moins une fidélité théorique aux principes léninistes qui leur inspire cette conviction qu'une expérience accumulée de longue date. La connaissance pratique des difficultés causées par la dureté de la répression patronale *aussi bien que par le faible niveau de conscience des travailleurs* les a acquis à la discipline collective du Parti d'avant-garde. Et ce Parti a été suffisamment difficile à construire depuis 1920 pour qu'on arrive aisément à menacer son unité, surtout lorsque des adhésions massives viennent apporter une sanction favorable aux efforts des années pénibles.

Et puis, en face, il y a la S.F.I.O., triste exemple de ce qu'il ne faut faire ni sur le plan politique ni dans le domaine organisationnel. En 1936, les souvenirs sont encore vivaces de ce que l'Union sacrée a coûté au peuple en morts et en misère. Le grand élan de refus de la guerre qui, à Tours, a contribué à pousser la majorité des militants vers la Révolution russe n'est pas mort. Il survit dans une hostilité à l'égard de la social-démocratie. Les extravagances sectaires du P.C.F. qui, au cours de la « troisième période », faisait des socialistes l'ennemi principal, n'ont pu que renforcer cette disposition. Et, il faut le souligner, toutes les pratiques des dirigeants socialistes, l'exercice du pouvoir par Léon Blum sont là pour nourrir l'antipathie des militants communistes. Ceux-ci veulent l'unité ouvrière aussi fortement que n'importe qui ; mais cette détermination est parfaitement compatible avec une méfiance systématique à l'égard de la S.F.I.O. *qu'il faut éviter à tout prix de renforcer en gênant publiquement la direction du Parti.*

avec les objectifs des communistes, ne s'engageaient pas totalement, en général par crainte de la répression patronale, que certains d'entre eux avaient connue à des périodes antérieures, avec toutes les conséquences catastrophiques qu'elle impliquait pour la vie personnelle du travailleur. Ce retrait par rapport à l'engagement militant n'impliquait pas de divergences politiques avec la ligne syndicale du P.C.F. Dès les premiers moments d'une lutte de grande ampleur, cette catégorie se trouve de plain-pied avec l'exercice des responsabilités. Badie souligne par ailleurs à quel point l'encadrement du mouvement de masse était poussé : les délégués d'atelier étaient, chez Renault, coiffés par un comité central de grève de 12 membres qui, jusqu'en 1939, se retrouveront à tous les postes de responsabilité. Tous les témoignages tendent à prouver que la situation était identique dans la plupart des entreprises.

La formation reçue à l'intérieur du P.C.F. pousse les militants à mettre un signe d'égalité entre communisme et monolithisme. Il ne faudrait pas en déduire pour autant qu'ils ont intériorisé les lignes suivies par leurs dirigeants. Respecter la discipline est une chose, conserver des réserves intérieures en est une autre. Les années d'isolement et de sectarisme ont marqué les plus conscients. Même s'ils ont accepté à l'époque les orientations du Parti, ils ont gardé le pire des souvenirs de l'isolement connu à l'époque, des manifestations minoritaires et de tout ce qui les coupait de la masse des travailleurs. Car il s'agit moins, chez eux, d'une réflexion politique globale sur les perspectives d'un souci tenace de rester liés à leur milieu d'intervention, sans être contraints à des gesticulations par quelque ordonnance venue d'en haut (43). En 1936, les syndicats commencent à exister, les cellules se multiplient, il devient clair que l'on entre dans une ère nouvelle des luttes ouvrières, les minoritaires bannis des années 20 deviennent des dirigeants de masses : ces résultats doivent être acquis et consolidés à tout prix. Ce qui veut dire que, pour effacer le passé, les militants communistes font passer avant leurs éventuelles hésitations politiques leur détermination de rester à la direction du mouvement des travailleurs dans leur secteur. Pour y parvenir il est nécessaire de rester dans le Parti, où l'on peut toujours croire que l'on pourra porter ses divergences.

Le choix des militants communistes qui encadrent le mouvement ouvrier après 1936 se présente donc sous le double aspect d'une option en faveur de la liaison avec les masses et d'une option en faveur d'une organisation politique jouant le rôle d'avant-garde. On peut parler de choix politique dans la mesure où il s'agit de la réponse de militants plus conscients que la moyenne à une mutation qui s'opère à l'échelle

---

(43) Dans ses *Souvenirs d'un condamné à mort* (Editions Sociales, 1976, p. 187), Raoul Calas, adhérent de 1924, élu au Comité central de 1945, raconte son expérience de dirigeant de la Région Nord au début des années 30. « Nous en arrivions... à considérer la social-démocratie comme le principal ennemi à combattre, alors que cet ennemi était la grande bourgeoisie extrêmement puissante dans le Nord... C'est dans ces circonstances que je fus amené à douter de la tactique classe contre classe et à l'exprimer honnêtement... Cette tactique conduisait à rendre momentanément plus difficiles les rapports entre travailleurs communistes et socialistes et l'organisation de l'action commune avec ces derniers... Je finis par me convaincre de la justesse de la tactique classe contre classe. Je comprenais mieux qu'à la faveur de celle-ci, les travailleurs qui se dressaient momentanément contre elle, se convaincraient plus tard de sa justesse, grâce aux explications du Parti et grâce aussi à leur propre expérience. » Il a fallu que le P.C.F. opère un tournant à 180° pour que les travailleurs cessent de se « dresser momentanément » contre l'orientation en question. On peut considérer le témoignage de Calas comme révélateur du malaise de certains cadres moyens du Parti, de militants de base aussi. Autre exemple, Marcel Paul fit pendant de longues années, de la Fédération C.G.T. de l'éclairage, un fief que la direction du Parti ne lui disputait pas, à condition qu'il n'exprime publiquement aucun désaccord avec sa politique. Paul, membre du Comité central, respecta le marché, mais, *en privé*, ne cacha jamais ses critiques, souvent fondamentales contre la ligne officielle.

de tout le monde du travail. Il y a concordance, à l'époque, entre le mouvement qui pousse les salariés vers les syndicats et les partis ouvriers et la fidélité des responsables de base au P.C.F. Mais ce serait s'aveugler face à la réalité de retenir que ces aspects fondamentalement positifs. En effet, le mécanisme de décision d'un militant n'est mû seulement par l'évolution générale des luttes ; il est largement conditionné aussi par les moyens d'analyse et les capacités de jugement qui créent chez lui sa formation et son expérience antérieures. De ce côté là, en France, le passif est lourd.

Il n'existe dans ce pays aucune tradition marxiste sérieuse et si la fondation du P.C.F. a profondément modifié la nature du militantisme et des systèmes d'organisation, elle n'a que très partiellement introduit une éducation communiste authentique. Un certain nombre d'idées ont été répandues mais bien souvent de façon schématique, linéaire (44). La victoire du stalinisme en Union soviétique a décuplé tous les défauts premiers en leur surajoutant les vices fondamentaux d'une politique opportuniste puis contre-révolutionnaire. L'internationalisme prolétarien ? Certes, mais de plus en plus confondu avec le soutien aveugle à l'U.R.S.S. La capacité à mener des actions d'avant-garde ? Oui, mais sans aucune liaison avec une analyse sérieuse de la société. On peut conclure, sans multiplier les exemples, que les militants communistes français n'ont eu aucune occasion d'acquérir une méthode de pensée, non plus que les éléments d'une stratégie révolutionnaire. Le seul débat important qui ait traversé le Parti a concerné les problèmes du front unique, dans les années 1922-1923 (45). Mais il a été mené dans une confusion rare, due aux faiblesses originelles du P.C.F. et, comme dans toute l'Internationale communiste, il est arrêté avant d'être parvenu à son terme, dans les temps troubles qui suivirent la mort de Lénine et accompagnèrent le triomphe de la bureaucratie. Depuis, rien, si ce n'est les commentaires mystifiants et démoralisateurs que les dirigeants proposèrent à titre d'explication des virages fréquents et des échecs permanents du mouvement communiste international.

De ce fait, les militants communistes sont relativement désarmés devant une situation de mobilisation ouvrière qui pose des problèmes politiques difficiles. Ils n'ont, d'autre part, aucune habitude de la démocratie, ni à l'intérieur du Parti, ni au sein du mouvement ouvrier. Leur sens de la discipline, né d'un très authentique désir d'efficacité prend

(44) Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à la collection des *Cahiers du bolchevisme*, revue théorique du P.C.F., à partir de 1924. Si on laisse de côté les très nombreux textes soviétiques qui y sont reproduits, on y trouve, le plus souvent, des articles sommaires, écrits dans un langage de béton armé et dont l'ambition la plus grande semble être de réduire la complexité des situations étudiées à quelques schémas éprouvés, destinés à servir de simples traits d'union entre deux citations des pères fondateurs de la doctrine.

(45) La lutte entre Staline-Boukharine et l'opposition de gauche fut connue mais sans information sérieuse. Elle fut mal suivie et pas du tout comprise par la majorité des militants.

rapidement la forme d'une soumission au caporalisme ambiant. La divergence est perçue par chacun comme une faute, dont il faut s'éviter la honte de la révélation publique en la taisant et en s'auto-convaincant de son erreur. A partir de là naît un état d'esprit de méfiance et d'exclusivisme qui facilite l'acceptation des mensonges et des calomnies stalinienne. L'antitrotskysme (et, rappelons-le, est « trotskyste » tout ce qui est à gauche du P.C.F.) devient un mode d'autodéfense contre la pensée critique. Ce désarmement politique généralisé a des conséquences graves : il fait resurgir chez les militants bien des traces du passé du mouvement ouvrier français qui reflètent son adaptation historique à la société bourgeoise. Le processus prend des formes différentes de celles qu'il adopte parmi la majorité des travailleurs. Mais il aboutit aussi à une reviviscence du chauvinisme, du gradualisme et du légalisme.

Pour conclure sur ce point capital, il reste à répéter que, malgré leurs hésitations, voire leurs oppositions à la ligne du Parti, les membres du P.C.F. qui constituent la texture de l'avant-garde ouvrière de 1936, ont fait un choix politique. Ils ont traduit les pressions des courants profonds qui agitaient les masses dans les termes de leur vision politique limitée. Ils ont décidé d'être des militants communistes de masses et accepté de devenir staliniens. Pour ceux d'entre eux qui, lorsque l'échec du Front populaire devint patent, eurent des doutes, ils étaient trop près dans le système nouvellement établi pour mener un combat d'opposition, qui ne pouvait plus d'ailleurs renverser le cours des défaites. Mais, en définitive, *les ouvriers communistes les plus conscients n'étaient pas disposés à adopter un programme révolutionnaire qui les aurait amenés à rompre avec leur Parti.*

## La révolution, dites-vous ?

Il est possible de revenir maintenant à la critique du pronostic de Trotsky : Y avait-il une situation révolutionnaire en France, à partir de la grève générale de 1936 ? Mais, tout d'abord, qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire ? Si l'on se reporte à toutes les expériences historiques, il s'agit d'une brève période, au cours de laquelle existe *la possibilité immédiate de la prise du pouvoir* par le prolétariat. Si celui-ci ne met pas à profit la chance qui lui est offerte, il ouvre la voie à une contre-révolution violente. Lénine a, dans la *Maladie infantile du communisme*, donné de la situation révolutionnaire une définition qu'il est bon de rappeler, en la détaillant. Les conditions nécessaires à une lutte directe pour le pouvoir sont au nombre de trois : crise de la domination bourgeoise, crise des classes moyennes, mobilisation des masses contre l'Etat. La classe dominante, gravement atteinte par des difficultés économiques, diplomatiques, militaires ou politiques, est divisée sur la

stratégie qu'il convient d'adopter face à la montée des travailleurs. Ses divergences sont suffisamment inconciliables pour ne plus pouvoir être exprimées dans les institutions étatiques traditionnelles ; elles envahissent la place publique, provoquant notamment un désarroi, générateur de paralysie, de l'appareil d'Etat qui se trouve, de ce fait, entravé dans l'exercice de ses fonctions d'organisation et de répression, même lorsqu'une partie de ses composantes se prépare activement à l'usage de la violence anti-ouvrière. Les différentes couches qui composent les classes moyennes, victimes au premier chef de la crise sociale, voient se rompre les liens objectifs qui, en période normale, les associent à la classe dominante ; elles cherchent fébrilement de nouvelles solutions politiques et une partie importante d'entre elles est prête à accepter l'initiative du mouvement ouvrier. Du côté des masses salariées, la mobilisation a atteint un niveau tel qu'existe, au moins potentiellement, un réseau d'organismes de base qui constituent un pouvoir opposé au pouvoir de l'Etat bourgeois ; d'autre part, la prise de conscience de la majorité des travailleurs est suffisante pour qu'aucune hésitation ne subsiste sur l'identité de l'ennemi à abattre — le pouvoir bourgeois sous toutes ses formes. Il faut enfin qu'existe une force politique organisée, pourvue d'une vision claire des objectifs à atteindre, capable de formuler des propositions d'action qui permettent d'unifier les formes variées de mobilisation ouvrière en un assaut contre l'Etat.

Le simple énoncé de ces conditions suffit à montrer *qu'en juin 36, la situation française n'était pas révolutionnaire*, tout particulièrement parce qu'au sein du mouvement ouvrier, les dirigeants ne voulaient pas se battre pour le pouvoir et la base n'était pas prête à les déborder. Mais cette constatation implique seulement que la perspective d'une prise du pouvoir immédiate était exclue. Elle n'épuise pas la question posée. Une situation révolutionnaire, par définition brève, ne surgit pas à l'improviste. Elle est l'aboutissement d'une longue période de crise politique, au cours de laquelle arrivent à maturation, dans chacune des classes en présence, les éléments du rapport de forces nouveau qui s'exprime, au moment extrême, par l'alternative : le pouvoir, ou bien à la bourgeoisie, ou bien au prolétariat. Les jours où il devient possible de renverser le pouvoir en place sont précédés par des mois, des années mêmes d'accumulation des contradictions. La situation révolutionnaire procède d'une situation pré-révolutionnaire. C'est-à-dire d'une situation où les plus larges masses, ordinairement contraintes au silence, entrent en mouvement et approfondissent par là même la crise de la société, jusqu'à l'éventuel paroxysme final. Il est certain que Trotsky, lorsqu'il parlait de la France du Front populaire, parlait d'une société soumise à une situation *pré-révolutionnaire*. Tout ce qu'il dit sur l'instabilité de la situation, l'incertitude de l'issue (fascisme ou révolution prolétarienne) va dans ce sens. La grève générale lui semble représenter un seuil, à partir duquel tous les processus s'accélèrent. Lorsqu'il écrit : « La Révolution française a commencé », il constate les possibilités nou-

velles et, tout en même temps, incite à l'action. D'où la formulation catégorique. Mais il ne croit pas pour autant à l'instantanéité de la révolution. Toutes les citations qui ont été faites montrent au contraire qu'il pense *en terme de processus*.

Mais peut-être le diagnostic de situation pré-révolutionnaire est-il déjà excessif ? Après tout, la bourgeoisie avait du ressort, comme la suite des événements l'a prouvé. Cette thèse, qui a d'innombrables défenseurs, mériterait d'être discutée en détail. On se bornera à rappeler sommairement le degré de perturbation de la domination bourgeoise en France. La journée du 6 février 1934 était une émeute, non pas une tentative de prise du pouvoir par une extrême-droite qui était fasciste par ses intentions plus que par sa réalité socio-politique. Elle n'en fut pas moins symptomatique du pourrissement de la République. Pourrissement dû, dans une large mesure, à une crise de direction au sein de la bourgeoisie. Celle-ci n'est pas unifiée autour des solutions possibles pour elle. La remarque vaut dans le domaine économique et financier, où aucune mesure capable de résoudre le déficit de la balance des paiements, d'assurer le redémarrage de la production, d'assainir la monnaie ne fait l'unanimité des camps en présence. Sur le plan international, fondamental en cette période de préparation à la guerre, pas d'unité non plus, en particulier par rapport à l'Allemagne hitlérienne. Et il en va de même en ce qui concerne la politique à suivre à l'intérieur : la classe dominante hésite entre le recours à des solutions de force et le maintien de la démocratie parlementaire, aux prix de concessions au mouvement des masses. L'extrême-droite a des sympathies nombreuses dans les milieux dirigeants du patronat mais, parmi les chefs des plus grandes entreprises, existe un courant moderniste, prêt à une politique sociale et au rapprochement avec l'U.R.S.S. (46). Les réactions face à la grève générale sont significatives des désaccords existant. Ce sont les dirigeants de la Confédération générale de la production qui sollicitent du gouvernement la réunion de Matignon. Représentants de grosses entreprises qui ont la possibilité de faire des concessions, ils cèdent beaucoup de terrain. Leur comportement provoquera une levée de boucliers de la part des dirigeants d'entreprise de moyennes dimensions — les plus nombreuses, étant donné l'arriération des structures de l'économie française. Il en résultera un bouleversement de l'organisation patronale et l'élimination de son président, René Duchemin, directeur de Kuhlman et négociateur de Matignon (47).

Dans l'appareil d'Etat, les conflits sont moins apparents. On ne voit pas encore, comme de nos jours, des corps entiers qui étaient jusque-là au nombre des assises de l'ordre social, remettre en question la légitimité de ceux qui les dirigent. Mais un conflit existe entre les

(46) C'est le cas d'Ernest Mercier, du trust de l'électricité, François Lehideux, neveu de Renault, est très attaché au compromis social de Matignon.

(47) Cf. Henry W. Ehrmann, *La politique du Patronat français, 1936-1955* (Colin, 1959) et Bernard Brizay, *Le Patronat* (Seuil, collection, 1975).

fascistes, qui ont l'initiative dans l'armée et la police, et les partisans du *statu quo*. A propos de l'usage de la force contre les travailleurs, il y a divergences et cela ne facilite pas une intervention rapide. Pour que les forces de répression et l'administration passent unanimement du côté de la droite fascisante, il faut une transformation de la situation générale. Les comploteurs en tous genres s'y emploient mais, il faudra qu'après le reflux du mouvement populaire, le régime s'effondre avec la défaite militaire, pour qu'ils atteignent leur but. Dans l'intervalle, l'appareil étatique est du côté de l'ordre mais hésite. Le développement systématique de l'organisation des masses pourrait accentuer le désarroi.

On a beaucoup parlé de la grande peur des classes moyennes. Les historiens du P.C.F. se sont fait une spécialité de l'affaire, suivant en cela Maurice Thorez qui, le 11 juin 1936, fondait notamment son appel à la reprise du travail sur la crainte d'une rupture avec cette catégorie sociale. Qu'en était-il exactement ? Une chose est certaine : la peur du désordre était grande, à la ville comme à la campagne ; et les élections de 1936 n'ont pas marqué un raz-de-marée vers la gauche ; la droite a perdu moins de 1,5 % des électeurs inscrits et donc conservé sa clientèle petite-bourgeoise et paysanne. Mais des signes existaient d'une nouvelle dynamique dans les classes moyennes : le déclin des radicaux dont une partie des électeurs commence à voter socialiste, surtout dans les régions agricoles touchées par la crise ; d'autre part, le mouvement de grève a marqué l'entrée en scène de couches telles que les employés de magasins ou le personnel de l'hôtellerie. Il s'agit là de manifestations encore limitées mais qui pouvaient être renforcées non pas en restant à mi-chemin de toute solution, comme l'ont fait les dirigeants du Front populaire, mais en organisant une liaison directe des classes moyennes et de la paysannerie avec un mouvement ouvrier en renforcement continu. Lorsque Thorez, dans son discours de juin 36, tire argument de ce que la récolte de cerises risque de pourrir du fait de la grève des transports, il omet délibérément d'envisager une solution qui n'a rien de révolutionnaire mais qui implique qu'on sorte de la légalité courante : un accord entre grévistes et petits producteurs pour le transport et la distribution de la récolte. La paysannerie peut craindre la violence ouvrière mais l'histoire a montré qu'elle ne recule pas devant des mesures qui lui apportent un avantage économique. A partir d'actions de ce genre, de nouveaux rapports peuvent être créés.

On touche ainsi à nouveau le nœud du problème. Une situation de crise pré-révolutionnaire ne peut durer éternellement, à plus forte raison, elle ne peut se développer dans une direction positive pour les travailleurs sans l'intervention d'une organisation politique. Encore une fois, la mobilisation des ouvriers naît de la crise elle-même, avec une marge certaine de spontanéité. Mais la lutte centrale contre l'Etat de classes exige une orientation consciente que ne peut acquérir spontanément le mouvement de masses le plus radical. Encore une fois, cette prise de conscience ne s'effectue pas tant au gré d'une propagande sur la nécessité

de la dictature du prolétariat mais bien plutôt d'une agitation qui, dans chaque lutte, montre le lien avec la question politique centrale, la question du pouvoir. Le rôle d'un parti communiste est de mener un tel travail. Le P.C.F. a choisi d'effectuer le travail inverse, de faire obstacle à tout progrès collectif des travailleurs vers une compréhension stratégique. Il a été un obstacle à une évolution politique de la situation pré-révolutionnaire. Et lorsque Jean Gacon (mais ce pourrait être n'importe quel autre porte-parole de la direction du P.C.F.) écrit : ... Il n'y a *situation révolutionnaire* que lorsqu'au moins une partie du mouvement ressent celui-ci comme un acte émancipateur et obtient l'adhésion de ses alliés, pour aller jusqu'au bout » (48), il met tout simplement entre parenthèses... la lutte politique. Pour lui, il n'existera *jamais* de situation révolutionnaire car il faudra, avant qu'elle soit jugée digne d'être reconnue comme telle, que le mouvement ait de lui-même franchi les étapes d'une prise de conscience qu'il ne peut parcourir seul. En abandonnant le concept de situation pré-révolutionnaire, que Lénine lui-même utilisait fréquemment, Gacon (ou tel autre : Jacques Chambaz, pour sa part, assimile révolution et pré-révolutionnaire), situe ses analyses en dehors de la réalité : la mobilisation des travailleurs n'est pas appréhendée, en fonction d'un rapport entre les classes à un moment déterminé, en fonction de sa dynamique ; elle devient une chose, arithmétique mesurable, que l'on jette dans le plateau d'une bascule de maquignon, de toute façon faussée au préalable dans le sens du rejet de la révolution.

Et lorsque Maurice Thorez tire les leçons du Front populaire en disant que les causes de son échec furent l'insuffisance ou l'absence de comités de base (49), il prononce, sans le dire, la condamnation de la ligne de son propre parti. En effet, s'il est vrai que les socialistes et les radicaux refusaient toute forme d'auto-organisation des travailleurs, par crainte de « l'aventure », il est tout aussi certain que le P.C.F. a choisi de maintenir l'alliance avec ces gens, auxquels il a multiplié les concessions de fond. L'existence de comités populaires ne pouvait dépendre dès lors de la plus ou moins grande activité des militants de base communistes. Leur développement aurait exigé des mots d'ordre et des perspectives qui assurent *une progression constante des luttes*,

(48) 1934-1938 - *Le Front populaire en France comme mouvement populaire* (Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez, n° 5, oct.-nov. 1973). Ce n'est pas le moindre paradoxe que l'on puisse opposer à la vision statique des publicistes du P.C.F. ; des citations qui, en dépit de leur lyrisme, collent plus directement à la réalité d'une situation de lutte intense : « Une situation révolutionnaire peut exister sans que les masses en aient conscience. Un pays, à un moment donné peut être comparable à un liquide en surfusion, dans lequel d'immenses potentialités existent sans être apparentes et dans lequel un petit cristal, insignifiant par lui-même, crée soudain des modifications considérables. » Ni trotskyste, ni anarchiste, guère spontanéiste, l'auteur de ces lignes s'appelle Pierre Mendès France (Cf. *Léon Blum, chef de gouvernement, op. cit.*, p. 89).

(49) Rapport au Comité central du 29 octobre 1947 (*L'Humanité*, 30 octobre 1947).

à partir du niveau atteint en juin 36. C'est à ce prix que la masse, jusque dans ses secteurs les moins avancés, éprouve le besoin de participer organiquement à l'action. Malheureusement, c'est l'inverse qui a été accompli, en grande partie grâce à Maurice Thorez et à ses amis. Ceux-ci ont justifié leur intervention démobilisatrice par la nécessité de ne pas rompre les alliances sociales et politiques. Mais, deux ans et demi plus tard, lesdites alliances se sont dissoutes dans l'amertume du reflux. Les concessions auraient-elles été inutiles ? Et l'absence d'organisation à la base qui aurait permis de résister aux capitulations n'est-elle pas due aux concessions ? Cercle vicieux de questions auxquelles on ne répond, du côté du P.C.F., que par une « dialectique » réduite à des jeux de mots.

Car, en définitive, le Front populaire, que l'on nous présente comme un joyau de réalisme politique, a été un échec. La grève de juin 36 a eu des résultats importants pour les structures du mouvement ouvrier. Elle a obtenu des réformes et des améliorations matérielles que le gouvernement a codifiées. Mais, très vite, la contre-offensive bourgeoise a remis en cause les 40 heures comme les augmentations de salaires, sans que les ministres du Front résistent efficacement. Quant au reste, de l'Espagne aux décrets-lois Daladier, mieux vaut n'en pas parler. Jacques Chambaz (et aussi, bien sûr, Jean Bruhat et d'autres encore), nous disent que le mouvement gréviste a été grandement facilité par la victoire électorale du printemps 36. C'est l'évidence même. Accordons donc que l'alliance sans principes avec les radicaux n'a pu empêcher les travailleurs de se mobiliser. Mais il est certain qu'elle a créé un état de choses responsable de la démobilisation et de la défaite qui ont suivi. Une occasion historique d'entamer un processus de lutte pour le pouvoir a été gâchée, dans une large mesure à cause de la politique du Parti communiste français. En ce qui concerne ce dernier, on peut, compte tenu de la contradiction manifeste entre son discours communiste et sa pratique réformiste, compte tenu de l'influence qu'il avait sur les masses, parler de trahison des intérêts ouvriers. Le terme choque les puristes.

Rassurons-les : la trahison du P.C.F. n'explique pas *seule* l'échec de 1936 qui a aussi des causes moins subjectives. Mais elle est l'élément déterminant de la déroute.

Dans la mesure où il concluait à l'existence d'une situation pré-révolutionnaire, Trotsky avait raison, de même qu'en s'adressant de façon propagandiste à l'ensemble de la classe ouvrière, il était justifié de mettre d'accent sur la possibilité de la révolution prolétarienne. Son erreur, qui explique, pour l'essentiel, la non-réalisation de ses pronostics, se situe au niveau des processus internes au mouvement ouvrier. *Il a largement surestimé les possibilités de radicalisation politique rapide de l'avant-garde des luttes.* En période de croissance de la combativité, les organisateurs quotidiens des luttes entrent en contradiction avec les dirigeants opportunistes, à propos des actions à mener. A partir de là s'enclanche un processus dont le terme *peut* être une

rupture totale entre cette avant-garde et les chefs réformistes. Mais entre le début et la fin de cette évolution, un certain nombre d'étapes doivent être franchies : accumulation d'une série de désaccords d'orientation, permettant aux travailleurs avancés de prendre pleinement conscience de la distance *permanente* qui les sépare de leurs directions ; déduction de conclusions politiques précises de cette situation ; passage à une opposition active ; rupture organisationnelle ; recherche d'un nouveau programme et d'une nouvelle organisation politiques. Au cours d'une crise sociale majeure, ces différents moments peuvent s'interpénétrer, leur succession peut s'effectuer très vite. Ils n'en constituent pas moins des phases nécessaires. Dans la France des années 30, compte tenu de la conjoncture internationale et malgré l'ampleur de l'ébranlement des structures, seules les premières de ces étapes pouvaient être parcourues.

L'erreur de Trotsky, les militants la renouvellent souvent. Il est donc utile d'en chercher l'origine précise. Admettons à nouveau la réalité de l'optimisme révolutionnaire qui raccourcit les rythmes. Rappelons aussi que la seule expérience socialiste victorieuse était à l'époque celle de la Révolution d'octobre. En tirer les leçons stratégiques les plus générales était obligatoire pour qui voulait penser l'avenir du prolétariat. Cela n'allait pas sans risques de considérer comme un aspect fondamental de tout processus révolutionnaire ce qui n'était que trait spécifique de la conjoncture russe au cours de la Première Guerre mondiale. A cet égard, une lecture attentive des écrits de Trotsky décèle chez lui une tendance réelle à reproduire dans ses analyses le schéma d'évolution qui a permis en quelques mois aux bolcheviks de conquérir la majorité du prolétariat et de s'emparer du pouvoir (50). Toutefois, ces raccourcis n'ont la dimension d'une erreur de pronostic que dans la mesure où ils s'accompagnaient *d'une analyse insuffisante de la situation du mouvement ouvrier, tant au niveau de la conjoncture que sur un plan plus fondamental*. Au niveau de la conjoncture : la classe ouvrière française connaît une mutation organique décisive et cela impose de strictes limites à toute initiative qui se situe à contre-courant du mouvement qui pousse les travailleurs à rejoindre en masse syndicats et partis préalablement implantés. Sur un plan plus fondamental : dans les pays capitalistes développés, où les structures de la société politique ont un long passé, les organisations ouvrières majoritaires, y compris les plus bureaucratiques, ont une capacité de durer et de s'adapter tout à fait exceptionnelle. La Troisième internationale a cru, à ses débuts au moins, à une faillite rapide des sociaux-démocrates ; la réalité a été pour le moins plus complexe. Plus tard, les partis communistes qui avaient pu s'implanter ont montré des dispositions identiques,

(50) De la même façon, sa vision de l'avenir de la Quatrième internationale est presque calquée sur le développement qui a transformé le mouvement zimmerwaldien en Internationale communiste, de la lutte contre la guerre à la lutte victorieuse pour le pouvoir en Russie.

malgré les pronostics de Trotsky. C'est en fait, tous les problèmes posés par les bureaucraties d'origine ouvrière, avant ou après leur prise du pouvoir d'Etat, qui méritent, une étude approfondie. Trotsky considérait la bureaucratie comme un phénomène qui, à l'instar de la dictature stalinienne en U.R.S.S., était vouée à une disparition relativement rapide. Là encore, les développements plus compliqués que les prévisions exigent, au lieu de la répétition de formules éprouvées, une analyse approfondie.

En effet, ce que Trotsky, dans ses écrits sur la France, a apporté à la stratégie générale du prolétariat demeure incomparable. Mais il reste encore énormément à faire dans le domaine de l'application concrète de cette stratégie aux conditions d'un mouvement ouvrier où, malgré l'affirmation d'une large avant-garde, le rapport des forces est encore défavorable aux révolutionnaires.

### Ce centrisme éternellement recommencé

Avant de conclure sur les leçons actuelles de cette expérience ancienne, il faut aborder, même rapidement, un dernier point. Trotsky ne croyait pas à l'automatisme en matière de politique révolutionnaire et il mettait en permanence l'accent sur l'organisation des militants révolutionnaires. Pas de perspectives d'avenir sans une avant-garde, rassemblée autour d'un programme sans compromis et décidée à aller aux masses. Et Trotsky accorde un temps considérable aux problèmes posés par l'activité des « bolcheviks-léninistes » français, qui constituent la section française du mouvement qui devient officiellement la Quatrième internationale en 1938.

Le mouvement trotskyste français n'a eu pratiquement aucun poids sur les luttes qui se sont déroulées. Bien plus, il n'a pas connu de développement organisationnel sérieux. Au contraire, il a vécu jusqu'à la guerre dans un état de division et de crise quasi permanentes. Beau sujet de rigolade pour beaucoup qui voient dans la confusion de nombre des débats, la preuve de l'incapacité congénitale des révolutionnaires à dépasser le stade de l'irresponsabilité groupusculaire ; et de multiplier les « explications » de cet état de chose, en faisant appel à la psychologie ou aux caractéristiques de la mentalité française. Malheureusement pour les amateurs de gaudrioles, le sujet exige un peu plus de sérieux. Après tout, les trotskystes français des années 30 comptaient un certain nombre de militants ouvriers qui ont joué individuellement un rôle important dans leurs entreprises ainsi que des cadres politiques de valeur. Aucun destin ne les vouait au fiasco (51).

(51) La capacité qu'ont eu une partie d'entre eux à reconstituer, dans les conditions terribles de l'occupation, un mouvement unifié prouve que, quelles que soient les erreurs commises à cette époque, le trotskysme français regroupait des militants sérieux.

Faut-il, dans ces conditions, chercher les traces d'un sectarisme particulièrement véhément ? A coup sûr, les trotskystes français, si l'on en juge par leurs publications, ne brillaient pas toujours par leur souplesse. Ou, plus exactement, comme tous les groupes composés d'une majorité de jeunes militants, sans rapports profonds avec le mouvement ouvrier réel, luttant dans les conditions difficiles d'une période que renforçaient encore les inconvénients d'une position minoritaire, ils avaient tendance à considérer que l'affirmation péremptoire des conclusions générales de leur analyse de la situation pouvait tenir lieu d'une politique de construction du Parti. Mais il ne faut pas non plus exagérer. Le schématisme de leur propagande qui se voulait agitation, n'empêchait pas une compréhension politique supérieure à celle de n'importe quel autre courant du mouvement ouvrier. Faire appel aux conditions objectives, qui empêchaient une progression rapide, ne saurait non plus tout expliquer. On peut aisément comprendre, en effet, que les « bolcheviks-léninistes » n'aient pu, tant à cause de leurs faiblesses propres que des limites imposées par le contexte politique, remporter de victoire décisive qui transforme en leur faveur les rapports de forces. Il est plus malaisé de cerner les raisons pour lesquelles ils ne sont pas parvenus à implanter dans le mouvement ouvrier *un courant minoritaire significatif*, sur lequel ils auraient pu fonder une avancée ultérieure, lorsque les circonstances auraient été moins hostiles.

On est donc amené à revenir aux conceptions générales qu'avaient à l'époque les trotskystes de l'évolution du mouvement ouvrier dans son ensemble, du niveau de conscience de la classe ouvrière, de la situation de l'avant-garde de lutte par rapport aux organisations implantées et, en conséquence, de leurs propres possibilités d'action. Il s'agit là d'un domaine absolument décisif pour toute politique de construction d'organisation. A ce niveau, l'action des « bolcheviks-léninistes » français dépendait directement des analyses et perspectives générales élaborées par Trotsky. Ce dernier, en effet, s'il ne peut être tenu pour responsable de l'activité quotidienne de ses partisans en France, prenait une part déterminante dans la fixation de la stratégie et des tâches centrales. *Et les insuffisances de son analyse sur le devenir du P.C.F. et des travailleurs qu'il regroupait n'ont pas manqué de contribuer à l'échec des trotskystes français.*

Sans entrer dans le détail, il faut rappeler au préalable comment, après avoir tiré les leçons de la victoire du nazisme et s'être prononcé pour la création d'une nouvelle Internationale, Trotsky a conçu la construction de nouvelles organisations révolutionnaires, tant au niveau international qu'en France. Au cours d'une première période, qui s'étend de 1933 à l'été 1936, il se fixe comme but de regrouper tous les courants qui combattent d'un point de vue révolutionnaire la social-démocratie et le stalinisme. L'accord peut se faire, même si les partenaires n'acceptent pas la totalité du programme de l'Opposition de gauche internationale : il suffit que la plateforme commune contienne une

appréciation rigoureuse de la période et des tâches à partir d'un bilan des grandes expériences accumulées pour le mouvement ouvrier (52). C'est dans ce cadre qu'est décidé, en octobre 1934, l'entrée des trotskystes français dans la S.F.I.O., tactique que suivront d'autres sections. Il s'agit de tirer les conséquences de l'impossibilité de redresser les partis de l'Internationale communiste et aussi de tenter de gagner les travailleurs qui, sous l'influence de la crise internationale, se tournent vers le Parti socialiste.

Cette tactique ne pose pas elle-même de problème fondamental. Mais il faut souligner qu'elle n'a pas été appliquée dans une totale clarté quant à ses chances de succès. Elle était conçue comme une opération de brève durée mais susceptible de bouleverser la configuration du mouvement ouvrier. Ainsi, en juillet 1934, dans un bulletin intérieur de la section française (appelée alors Ligue communiste), Trotsky écrit, en se référant à ses propres propos : « Trotsky nous a rappelé, il y a un an, une particularité de l'exemple français. Dans ce pays, en dépit de la scission des bolcheviks d'avec la Deuxième internationale, l'ensemble de la section a été gagnée à la Troisième internationale. *Nous ne connaissons pas de loi qui énonce que la répétition du congrès de Tours est impossible. Au contraire, beaucoup des conditions fondamentales de la situation parlent en faveur d'une telle possibilité* » (53). A la même époque, il affirme, face aux militants qui craignent les attaques du P.C. en cas d'adhésion à la social-démocratie : « Si (la Ligue) réussit, par son entrée dans le Parti Socialiste, *dans l'espace d'un an ou même de six mois, à rallier à son drapeau plusieurs milliers d'ouvriers*, il ne viendra à l'esprit de personne de se rappeler les campagnes des stalinien » (54). Certes, Trotsky a corrigé par la suite l'excès d'optimisme de ses propos (55). Par ailleurs, ses formulations ont pu se ressentir des circonstances de la discussion dans le rangs du mouvement trotskyste, où les oppositions à « l'entrisme » étaient vives. Il n'en reste pas moins que sa perspective ne s'est pas réalisée : le séjour dans la S.F.I.O. a permis aux « bolcheviks-léninistes » de recruter un nombre relativement important de militants mais pas « plusieurs milliers d'ouvriers ». Après leur exclusion, ils ne représentaient pas une troisième force aux côtés des deux bureaucraties dirigeantes. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. Même réduites en ampleur, les perspectives de

(52) Le 26 août 1933, cette orientation se concrétise avec la signature de la « Déclaration des Quatre », sur la nécessité et les principes d'une nouvelle internationale. Les « Quatre » étaient l'Opposition de gauche internationale, le S.A.P. (Allemagne), l'O.S.P. et le R.S.P. (tous deux des Pays-Bas).

(53) *La Ligue face à un tournant* in *Writings of Leon Trotsky, 1934-1935*.

(54) *La ligue face à un tournant décisif* (Juillet 1934, *ibid.*). (Dans les deux passages cités, c'est l'auteur qui souligne.)

(55) C'est lui qui, en 1935, met l'accent, dans ses lettres et ses articles, sur la nécessité d'un « nouveau tournant », d'une sortie de la S.F.I.O. Dans une lettre aux trotskystes belges, en date du 30 décembre 1935, il fait un bilan très précis de l'entrée.

Trotsky étaient basées sur une appréciation incorrecte de ce qu'était la S.F.I.O., de la capacité de résistance de son appareil, de l'ampleur du courant d'adhésions ouvrières qu'elle connaissait. Parallèlement, la juste constatation de l'impossibilité d'un redressement révolutionnaire du Parti communiste s'était accompagnée d'une sous-estimation de ses possibilités d'intervention dans une période de mobilisation populaire. Bref, ici encore, une analyse insuffisante de la réalité organisationnelle du mouvement ouvrier.

La lutte pour la nouvelle Internationale connaît une nouvelle étape à partir de 1936. La guerre peut éclater dans un délai très proche et il est urgent de donner une organisation mondiale cohérente aux révolutionnaires. Les courants « centristes » avec laquelle la collaboration a été tentée se refusent à aller jusqu'au bout de leurs prises de position. En fait, ils ne sont prêts à aucune démarche organisationnelle qui les couperait définitivement des partis socialiste et communiste ; et ils adaptent leur politique à cette pusillanimité pratique. Trotsky en tire les conséquences, polémique avec eux, y compris ceux qui sont les plus proches comme le R.S.A.P. hollandais et le P.O.U.M. espagnol (56) et se prononce pour la fondation immédiate de la IV<sup>e</sup> internationale, bien qu'il soit parfaitement conscient de la faiblesse de ses composantes. En France, l'entrée dans la S.F.I.O. est déjà terminée car l'appareil social-démocrate a réagi très vite au développement de l'influence trotskyste dans les jeunesses, dans la Fédération de la Seine. Les exclusions bureaucratiques se sont succédées rapidement. Les trotskystes sont donc à nouveau un groupe indépendant *qui lutte directement pour conquérir la majorité de la classe ouvrière*. Il est bien difficile d'apprécier, après coup, les conditions dans lesquelles se forment les choix organisationnels d'une tendance révolutionnaire, car il faut, pour y parvenir convenablement, reconstituer exactement la réalité du groupe, les possibilités de ses militants, la nature de leurs liens avec les différents secteurs d'intervention. Il semble évident, toutefois, que les trotskystes n'avaient plus aucune possibilité d'intervenir dans la S.F.I.O., à moins de passer sous la table. Leur départ était donc justifié mais ils n'avaient pas accompli la tâche qui leur était fixée : se lier avec des centaines, voire des milliers de travailleurs influencés par les socialistes.

La fondation de la Quatrième internationale, décision nécessaire sur le plan principal, s'accompagna d'un glissement politique qui ne répondait lui à aucune obligation. Du caractère vital d'opposer une perspective politique et organisationnelle à la faillite de l'Internationale stalinisée, on déduisit, trop souvent et trop hâtivement, l'inévitabilité d'une victoire rapide de la nouvelle internationale. Cette schématisation eut des conséquences sérieuses sur l'appréciation des rythmes de la révolution mondiale et sur l'avenir proche des partis traditionnels comme

(56) Le cas du P.O.U.M. mériterait une approche spéciale, car la constatation de sa nature centriste n'épuise pas la réalité de ce qu'il représentait.

de l'Union soviétique. Dans le mouvement trotskyste français, faiblement implanté, elle détermina (ou renforça) une certaine conception de la construction d'un nouveau parti. Conception selon laquelle une ligue générale correcte, exprimée par une propagande/agitation centrale et complétée par l'intervention directe des militants, dans les entreprises et les quartiers, suffirait, le développement des luttes aidant, à rassembler les travailleurs autour du programme révolutionnaire. On esquiva ainsi un problème fondamental : dans une période où la contre-révolution marquait des points, dans un pays où la classe ouvrière opérait une mutation organisationnelle déterminée, la prise de conscience révolutionnaire des ouvriers les plus radicalisés ne pouvait que connaître des étapes. Et la tâche des militants politiques est de trouver les médiations pratiques qui permettent d'encadrer le passage d'une étape à l'autre — ce qui n'implique aucun abandon de principes mais un effort pour être entendus par les travailleurs tels qu'ils sont conditionnés par l'ensemble des rapports sociaux et politiques qui les empêchent d'accepter immédiatement une perspective révolutionnaire.

Pour être plus concret, l'avant-garde ouvrière qu'il s'agissait de gagner se trouvait alors, très largement, dans le Parti communiste. Pour les raisons déjà exposées, ces militants trouvaient, malgré les doutes nombreux qui les assaillaient, mille obstacles à une distanciation d'avec leurs dirigeants. La logique de leur participation active aux luttes ouvrières les amenait parfois, surtout dans les années de déclin du Front populaire, à des positions très proches de celles que défendaient les révolutionnaires. Mais, pour qu'ils franchissent l'étape qui sépare la critique politique plus ou moins implicite du choix d'une orientation opposée à celle de la majorité du mouvement ouvrier, il aurait fallu que l'avant-garde politique représentât à leurs yeux une force politique suffisamment implantée pour que ses perspectives semblent avoir quelque chance de réussite, fût-ce au prix de batailles longues et difficiles. Ce n'était pas le cas en 1936 ni dans les années suivantes. Et la situation ne pouvait être transformée par le seul travail d'implantation directe que pouvaient tenter les révolutionnaires en s'adressant directement à l'ensemble de la classe ouvrière. *Au sein d'un mouvement ouvrier qui a d'anciennes traditions organisationnelles, dans une période où la majorité des travailleurs n'a pas pris conscience de la vraie nature de la politique des réformistes, il est impossible à une minorité révolutionnaire de défendre efficacement sa politique sans s'insérer dans le cadre des structures centrales du mouvement ouvrier.* C'est à ce prix que le travail entrepris à la base prendra une dimension politique globale, susceptible de dépasser la portée de chaque intervention locale, particulière. On peut, à l'encontre de cette affirmation, faire appel à la momie de Lénine et lui faire dire, plus ou moins, que la conquête de l'hégémonie sur la classe ouvrière peut naître de la simple *addition* d'actions éparpillées

dans les entreprises et les quartiers. C'est faire preuve de beaucoup de bigoterie et, surtout, fort mal traiter le Lénine vivant qui, confronté à la réalité des mouvements révolutionnaires, a toujours cherché, depuis les premières formulations de *Que Faire ?*, la voie de *batailles politiques centrales*, menées dans les termes accessibles à la majorité de la classe ouvrière concernée (57).

C'est à ce niveau que se pose le problème de ceux que les trotskystes appellent les centristes. Il s'agit de tous les courants qui s'opposent à la politique des directions du mouvement ouvrier sans aller jusqu'à une opposition conséquente. Ce type de courant rassemble le plus souvent des dirigeants politiques, jusque-là bien intégrés dans les partis traditionnels mais poussés de l'avant par l'accentuation de la crise de la société, et des militants qui franchissent les premières étapes de leur prise de conscience révolutionnaire. Cette différence détermine une démarche politique zig-zagante, contradictoire, souvent inconséquente dans ses manifestations. La polémique est de rigueur contre ces dangereuses approximations politiques (58). Mais elle ne doit pas empêcher de comprendre qu'*en raison même de leurs incertitudes qui reflètent de façon déformée l'évolution politique de militants en cours de radicalisation*, les courants centristes constituent un secteur d'intervention de première importance. Se battre pour les amener à une orientation conséquente est le moyen de mener une bataille politique centrale en direction de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Dans la France de 1936, il existait nombre de courants que l'on peut qualifier de centristes. Le plus important d'entre eux était incarné par la Gauche Révolutionnaire, animée par Marceau Pivert au sein de la S.F.I.O., avant qu'elle ne soit exclue en 1938 et constitue le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (P.S.O.P.). La Gauche révolutionnaire rassemblait de nombreux militants qui aspiraient à une politique révolutionnaire et, parmi eux, un nombre non négligeable de militants ouvriers. Elle aurait pu devenir le centre de regroupement de tous ceux qui combattaient, sur la gauche, la politique des dirigeants du Front

(57) Les batailles menées par Lénine pour la reconnaissance du rôle des soviets en 1905, pour le mot d'ordre « *tout le pouvoir aux soviets* » (dominés par les socialistes révolutionnaires et les mencheviks) entre février et octobre 1917, et l'ensemble de l'argumentation de la *Maladie infantile du communisme* n'ont pas d'autre signification.

(58) Encore qu'elle doive être menée non contre le centrisme en général, mais contre les formes précises qu'il revêt à un moment donné, dans un pays donné. Comme la révolution prolétarienne, le centrisme est un concept général de la pensée marxiste. Comme elle, il ne devient opérant qu'au prix d'un retour aux conditions concrètes. On ne critique pas le P.S.U. français de 1976 dans les termes où Trotsky fustigeait l'*Independent Labour Party* britannique de 1936, même si l'on constate certaines similitudes entre eux. L'art de la politique révolutionnaire consiste à saisir les différences d'une situation à l'autre pour les transformer en armes offensives. Tant pis pour les friands de citations.

populaire. Lorsque Trotsky avait imposé aux trotskystes français d'entrer dans la S.F.I.O. pour y gagner « des milliers d'ouvriers », il visait à coup sûr les travailleurs qui se reconnurent par la suite dans le « piver-tisme ». Pour toute une série de raisons, l'entrisme des trotskystes ne permit pas d'effectuer une liaison durable avec ce courant. Une fois devenu obligatoire le départ de la S.F.I.O., le problème posé lors de l'entrée ne pouvait plus connaître de solution organisationnelle rapide : il était impensable de constituer un seul mouvement avec ceux qui, comme Marceau Pivert, se payaient le luxe de déclarer que « tout est possible » tout en participant activement au gouvernement Blum. Mais il importait de savoir que la clé d'une bataille pour constituer un courant de masses passait par une politique d'unité d'action systématique avec le courant pivertiste, dans la perspective de la constitution d'une organisation unique, basée sur un programme clair. Il ne semble pas que les trotskystes français, inspirés par Trotsky, l'aient nettement compris. Persuadés d'une possibilité de succès à court terme, ils conçurent leurs rapports avec la Gauche révolutionnaire comme un rapport de dirigeants révolutionnaires avertis à militants-confus-mais-susceptibles-d'être-éclairés. Ils alternèrent les dénonciations virulentes et les propositions d'unité d'action, voire de fusion organique. L'une et l'autre des attitudes étaient légitimées, à cela près qu'elles n'étaient pas reliées entre elles par une politique systématique, inspirée par la conscience de ce que *la capacité des révolutionnaires à rassembler les militants des courants centristes est l'expression politique de leur capacité à mener un véritable travail de masses.*

Dans ces conditions, lorsque les groupes trotskystes rejoignirent le P.S.O.P., à la fin de 1938, il était trop tard. Le nouveau parti s'était constitué trop tard lui aussi pour mener une bataille efficace contre le reflux du mouvement des masses et même pour regrouper tous les militants d'avant-garde qu'il aurait été possible de regrouper deux ans auparavant. Le P.S.O.P. était voué à la débâcle qu'il connut dès l'éclatement de la guerre. Malheureusement, les trotskystes ne le rejoignirent qu'au moment où eux-mêmes atteignaient le fond de l'impuissance.

Une occasion fut manquée. Certainement pas d'empêcher le renforcement du P.C.F. et la défaite concomitante du mouvement des masses : les conditions générales du mouvement ouvrier ne permettaient pas, contrairement aux prévisions de Trotsky, de bouleverser les rapports de forces au sein des masses. Mais il était possible, sans doute, d'asseoir une organisation vivante, liée aux secteurs les plus combatifs de la classe, capable de contrebalancer, dans les années ultérieures, l'hégémonie du stalinisme sur le prolétariat français. Peu de choses auraient peut-être été changées dans l'immédiat. Mais le développement des luttes de classes en France aurait connu un cours sensiblement différent.

## Et aujourd'hui ?

Que de commentaires sur des événements vieux de quarante ans ! « Du passé faisons table rase », comme le dit la chanson. Malheureusement, on ne secoue pas si facilement ses semelles sur le seuil de l'histoire à faire. De 1936, il subsiste aujourd'hui des souvenirs collectifs, qui ne sont pas tous mythiques, et surtout cette trace organisationnelle majeure qui a nom Parti communiste français. Nous vivons encore des legs divers du Front populaire, à tel point que ceux qui s'en défendent le plus, au nom du modernisme et de la prospective, nous proposent des schémas d'avenir qui reflètent, très directement, même inconsciemment, la vision qu'ils se font des luttes de 1936 (et aussi de la Libération). Pour tous ceux qui ne pensent pas que l'application du Programme commun entraîne une nouvelle logique d'évolution dont le terme obligatoire serait le socialisme aux couleurs de la France, une double question se pose. L'Union de la gauche, si elle parvient au gouvernement, échouera-t-elle aussi radicalement que le gouvernement Blum, en entraînant dans son naufrage le mouvement des masses ? Les forces d'avant-garde, qui ont acquis depuis 1968 une assise réelle quoique limitée, pourront-elles éviter l'impuissance des révolutionnaires de 1936 ?

Il ne suffit pas de dire que les conditions objectives ne sont plus les mêmes pour être quitte de ces interrogations. Il faut encore déterminer *précisément* quels obstacles ont disparu, lesquels subsistent, lesquels sont apparus. Que le rapport des forces internationales soit différent, les victoires du Vietnam et la libération des colonies portugaises en sont des preuves récentes. De même, le masque socialiste du stalinisme est plus que lézardé, ce qui mure bien des voies de garage dans lesquelles s'est engouffrée la classe ouvrière depuis cinquante ans. De dures crises de régime ébranlent *simultanément* plusieurs pays de l'Europe capitaliste. On aurait tort d'en conclure à un développement foudroyant de la vague révolutionnaire : les situations pré-révolutionnaires qui existent ou pourront exister dans cette zone ne se mueront pas automatiquement en situations révolutionnaires ; la puissance des classes dominantes et le retard politique de la classe ouvrière sont encore suffisants l'un et l'autre pour imposer un cours plus lent et plus sinueux. Mais il demeure qu'à la différence des années 30, notre époque n'est pas marquée par une succession de défaites que ne contrebalancent aucune victoire. Les échecs très durs que connaît le mouvement des masses de par le monde, en Amérique latine ou au Proche-Orient, par exemple, n'empêchent pas, au plan mondial, un renforcement continu de la force de frappe des exploités. Ces reculs, pour graves qu'ils soient, n'ont pas sur le cours des luttes internationales la portée fatidique qu'eurent, en leur temps, les défaites d'Allemagne, d'Espagne, de France. Une conséquence importante en est que, dans les pays

capitalistes avancés au moins, chaque bourgeoisie nationale éprouve de grandes difficultés à user de solutions contre-révolutionnaires violentes. L'ère des partis fascistes de masses, des marches sur Rome et des incendies du Reichstag appartient au passé. Elle a peu de chance de revenir facilement à la vie. De ce fait, bien des problèmes ont disparu, qui faisaient obstacles à l'adoption d'une stratégie révolutionnaire par le prolétariat.

Dans le cas précis de la France, le nouveau rapport des forces prend une forme bien précise. La république parlementaire, petite bourgeoise, radicale, franc-maçonne, si tentaculaire encore en 1936, est morte en 1958, dans la médiocrité de ses contradictions. Il est à peu près exclu qu'aucun régime bourgeois revienne jamais sur l'essentiel des transformations que de Gaulle a fait subir à l'Etat. Tout au plus au présidentialisme bâtard succédera un présidentialisme consacré. Mais la V<sup>e</sup> République, trop hâtivement baptisée « Etat fort », n'a pas été en mesure de construire une nouvelle alliance de classes qui serve d'assise permanente au nouveau régime. Ni la classe ouvrière, ni les classes moyennes traditionnelles, ni la petite bourgeoisie nouvelle n'ont pu être intégrées par le pouvoir. Les travailleurs poursuivent leur lutte tandis que, selon leurs moyens, paysans, commerçants, techniciens, fonctionnaires s'opposent à l'Etat qui les a mis hors-circuit. Crise de direction au sein de la classe dominante, crise multiforme de fonctionnement de l'appareil d'Etat, crise d'identité des couches moyennes : la dégradation est continue et crée des conditions propices à une offensive du mouvement ouvrier.

Les chappes de plomb qui, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, entravaient la radicalisation des travailleurs ont, dans une large mesure, disparu. Toutefois, du côté du mouvement ouvrier, la situation semble n'avoir guère changé. Le Parti communiste français, malgré sa longue fidélité au stalinisme, malgré ses responsabilités dans les échecs accumulés depuis quarante ans, conserve la confiance de la majorité des travailleurs. Pour qui découperait l'histoire en tranches, une impression d'immuabilité se dégagerait du rapprochement de 1936 et de 1976. Mais c'est l'évolution globale qu'il faut appréhender. La naissance du P.C.F. en tant que parti de masses a résulté en 1936 du *développement combiné* d'un retard général du mouvement ouvrier français sur le plan de l'organisation et d'une conjoncture de luttes d'un niveau particulièrement élevé. La place qu'a conquise, dans ces conditions, le parti de Maurice Thorez ne pouvait lui être disputée sans que soient rassemblées des conditions de crise sociale profonde qui fassent naître dans la classe ouvrière des exigences politiques et organisationnelles nouvelles. Pour des raisons historiques multiples, ce ne fut pas le cas pendant de nombreuses années. Au contraire, le P.C.F. a pu, jusqu'aux premiers temps du gaullisme, apparaître à la fois comme l'organisateur des masses les plus larges et les plus soumises à l'idéologie dominante et comme le seul lien où les militants d'avant-garde trouvaient

un lien avec la classe ouvrière. Durant toute cette période, la contradiction très réelle qui existait entre sa volonté de s'intégrer à la nation française et son attachement à la politique internationale de l'U.R.S.S., loin de le desservir lui permettait de montrer en même temps un visage réformiste et une face internationaliste.

Depuis, l'accumulation des crises, que ce soit celle de l'impérialisme ou celle du stalinisme mondial, a fait mûrir la contradiction. Le Parti communiste cherche à s'adapter en prenant ses distances avec l'Union soviétique, en se voulant démocratique : c'est le sens de la politique du XXII<sup>e</sup> Congrès. Mais sa réponse, même si elle a une certaine efficacité, n'est pas à la hauteur du choix devant lequel se trouve placée la classe ouvrière : ou bien poursuivre une adaptation à l'Etat existant, qui ira dans le sens d'une social-démocratisation ; ou bien trouver, à partir du développement des luttes dans toute l'Europe, les formes d'une organisation et d'une orientation anticapitalistes véritables. Les problèmes ne sont plus posés dans les termes de 1936 — passer de l'inorganisation relative à l'organisation massive. A des besoins nouveaux correspond une *recomposition* du mouvement ouvrier qui, schématiquement résumée, s'exprime, sur la droite par la remontée en flèche d'un Parti socialiste conséquent dans son réformisme moderne, sur la gauche par l'apparition d'une avant-garde de lutte qui, ayant fait depuis 1968 des expériences d'auto-organisation, entend diriger elle-même ses propres combats.

Ces deux tendances, de signification et de dynamique opposées, ont en commun un résultat : *la fin du monopole du Parti communiste français sur la classe ouvrière*. Les expériences les plus avancées des luttes ouvrières à venir se dérouleront dans un contexte profondément différent de celui de 1936 : elles n'iront pas à contre-courant de l'évolution de la majorité de la classe ouvrière.

## Vouloir et pouvoir

Nous vivons toutefois dans une société où certaines formes de pensée magique ne sont plus opérantes. La modification des conditions qui ont empêché, il y a quarante ans, l'affirmation politique des révolutionnaires ne signifie pas que ceux-ci sont destinés à une victoire facile. On ne peut effacer les difficultés du présent en conjurant le passé douloureux par l'évocation d'un avenir qui en soit l'exact opposé. Il reste de nombreuses barrières sur la voie d'une *recomposition révolutionnaire* du mouvement ouvrier — et donc sur la voie de la révolution socialiste en France.

En premier lieu, nous devons nous persuader que l'hégémonie exercée par le P.C.F. sur la classe ouvrière n'a pas été sans laisser des traces profondes dont la disparition ne peut s'effectuer rapidement.

L'orientation suivie par la direction communiste a mené, en 1936, en 1945, en 1953, en 1958, en 1968 à une série de défaites. Jamais le mouvement ouvrier n'a été durablement brisé, comme ce fut le cas en Allemagne après la victoire nazie. Mais les reculs, les grandes luttes conclues par des échecs ont semé une confusion réelle, tant parmi les larges masses que chez les militants les plus conscients. En particulier, la faillite de la « Libération » puis des grèves de 1947-1948 ont laissé la classe ouvrière désarmée face à la période de prospérité capitaliste des années 50. Il en est résulté une certaine régression de la compréhension politique, une méconnaissance des modes de domination politique de la bourgeoisie, une adaptation à l'ordre existant qui a pris les formes d'innombrables illusions légalistes. La victoire du gaullisme a révélé et accentué cette tendance dans les couches les moins conscientes du prolétariat. Au niveau des militants d'avant-garde, le sens politique de classe est demeuré vivant mais toute la pratique nationaliste et parlementariste du Parti communiste a brouillé bien des notions, rendant surtout moins claire que jamais l'intelligence de la nature de l'Etat, de la nécessité de sa destruction et des méthodes efficaces de lutte pour instaurer le pouvoir des travailleurs.

Au demeurant, les modifications structurelles qui commencent à s'opérer dans le mouvement ouvrier n'ont pas que des aspects positifs et elles révèlent fort bien les incertitudes de nombreux travailleurs. On peut expliquer la progression du Parti socialiste de bien des manières : rejet de la politique stalinienne après de nombreuses expériences négatives, entrée en politique de nouvelles couches salariées qui se retrouvent plus aisément dans le nouveau parti, alliance de celui-ci avec la C.F.D.T. qui regroupe une partie importante de l'avant-garde de lutte, présence dans ses rangs d'une aile gauche combative qui semble offrir des garanties d'avenir, etc. Tous ces arguments valent mais ne peuvent faire oublier une autre réalité du socialisme français : l'existence d'une direction regroupée autour d'un Mitterrand qui non seulement se proclame fidèle à Léon Blum (à notre époque, cela pourrait passer pour une simple manifestation d'esthétisme retro) mais se pose en homme d'Etat capable d'unir les Français mieux que ne le fait Giscard. Adhérer à un parti, c'est sans doute choisir un outil que l'on croit efficace, même si l'on n'en apprécie pas toutes les formes. Se rassembler à l'intérieur ou autour de *ce parti-là* révèle chez les travailleurs, de toutes catégories et de tous horizons, qui le font, une confiance persistante dans les règles traditionnelles de la vie parlementaire française. On objectera qu'il s'agit là de subsistances du passé. Aujourd'hui, et plus encore demain, la crise des sociétés capitalistes européennes peut renverser les vieux murs lézardés, y compris ceux qui étayaient les organisations ouvrières. C'est vrai, d'autant qu'a toujours subsisté, *parallèlement*, aux illusions légalistes, une tradition vivante d'action ouvrière autonome, décuplée dans ses manifestations depuis 1968. Mais c'est ce parallélisme

dont il faut tenir compte. L'instabilité des régimes bourgeois donnera la priorité aux luttes de masses et toutes les institutions les plus immuables en apparence seront prises dans un maelström. Mais, *en même temps*, les travailleurs conserveront tout un temps leurs attaches, non seulement avec les partis et syndicats majoritaires mais aussi avec une partie de l'idéologie que ceux-ci diffusent. Cela n'empêchera pas la constitution de nouveaux organismes de lutte à la base mais pourra *retarder l'éclatement des contradictions* entre l'avancée de la classe ouvrière et les directions réformistes (59).

Le sens général de l'évolution d'une société dominée par la crise va vers une radicalisation rapide des travailleurs. Le poids acquis par les organisations implantées est un facteur de ralentissement du rythme de cette radicalisation. Les deux phénomènes ne se situent pas au même niveau et n'ont pas la même importance. Cependant, si les perspectives politiques doivent être fixées en fonction des grandes tendances d'évolution, il faut partir du rythme de maturation de la conscience de classe pour déterminer la pratique courante. Les révolutionnaires ne devraient pas l'oublier pas plus qu'ils ne peuvent croire être les seuls à connaître cette vérité fondamentale. Le « monopole ouvrier » du Parti communiste français est attaqué de toute part et, plus encore, menacé par les développements futurs de la situation. Cette constatation n'implique nullement que la courbe de son déclin doit être linéaire. La direction du Parti réagit des quatre fers aux circonstances nouvelles. Plus ou moins consciente de l'inéluctabilité de la montée électorale des socialistes, elle veut se donner l'atout d'une organisation plus nombreuse, plus cohérente, plus liée aux travailleurs que celle de ses rivaux. Et, elle y réussit dans une certaine mesure : il existe à l'heure actuelle un important courant d'adhésions au P.C.F., alors que le P.S. piétine plus ou moins depuis deux ans. Tous les moyens sont bons à Georges Marchais et son équipe pour atteindre le but qu'ils se sont fixés. Pour ne parler que des méthodes politiques, notons que les critiques de l'U.R.S.S. et les professions de foi démocratiques visent à donner au Parti communiste l'apparence d'une organisation où l'on peut discuter de tout à l'intérieur. Que la démocratie réelle n'en soit guère renforcée, il suffit de se reporter à la préparation du XXII<sup>e</sup> Congrès pour en être convaincu. Mais l'opération consistant à transformer le P.C.F. en un parti « attrape-tout » sur la gauche du P.S. peut permettre d'éviter un temps que des oppositions à la politique d'en haut ne se cristallisent sous une forme politique claire. Tentative bien précaire mais qui contribue à obscurcir les données de la situation pour un grand nombre de travailleurs. *La*

(59) Il n'est pas inutile de rappeler qu'en Allemagne, après la chute de Guillaume II, les conseils ouvriers ont été dominés par les partis traditionnels, social-démocrates et socialistes indépendants. Le courant révolutionnaire y était extrêmement minoritaire, bien que la constitution des conseils aille dans le sens direct de sa politique.

*capacité d'adaptation du P.C.F. à une situation mouvante ne doit pas être sous-estimée, même si elle n'est pas de nature à bloquer la radicalisation ouvrière, comme en 1936.*

Autre différence d'avec l'ère des fronts populaires, il existe, dans la classe ouvrière, *une avant-garde qui a déjà acquis une autonomie relative par rapport aux directions traditionnelles.* En 1936, ceux qui avaient dirigé le mouvement de grève et avaient sur certains points critiqué la pratique des dirigeants étaient, dans leur très grande majorité, membres du Parti communiste. Et ce ne fut pas sans entraver leur maturation politique. Aujourd'hui, c'est à la C.G.T. et au P.C.F. que se trouvent le *plus grand nombre* de travailleurs qui, assurant aujourd'hui l'encadrement quotidien du mouvement ouvrier, se retrouveront en pointe dans les luttes de demain. Mais il existe une couche de militants qui, à partir de leur expérience personnelle des grèves des dernières années, ont réfléchi sur l'expérience globale du mouvement ouvrier français. Ils sont parvenus à un ensemble de conclusions très pratiques quant au déroulement des combats de classes à venir : plus de blanc-seing délivré aux directions ; la plus large démocratie à la base pour la détermination des revendications, des formes et de la durée des luttes. Ce sont ces militants que l'on a retrouvé dans toutes les luttes importantes, du Joint Français à Lip. La diversité de leurs origines détermine une très grande variété de niveaux dans leur expression politique. Mais on ne peut omettre le fait que l'existence de la C.F.D.T. dans le domaine syndical, de courants comme celui du P.S.U. sur le plan politique (c'est-à-dire d'organisations qui, quelles que soient leurs faiblesses et leurs contradictions, contestent de fait le monopole du P.C.F.) renforce les possibilités d'expression et d'évolution de l'actuelle avant-garde ouvrière, dans la mesure où elle leur offre une référence et un appui, intégrés aux structures générales du mouvement ouvrier. Il s'agit là d'une très grande nouveauté, aux conséquences fondamentalement positives.

Mais il faut procéder à propos de cet avant-garde comme pour toutes les autres composantes du mouvement ouvrier : il ne suffit pas de constater son existence ni de découvrir la logique générale de son évolution ; il faut, pour être en mesure d'influer sur son devenir, apprécier exactement à quel niveau politique elle se situe, quels rapports elle entretient avec le gros de la classe ouvrière et les organisations majoritaires. Force est alors de constater que sa détermination dans la conduite des luttes et sa méfiance à l'égard des dirigeants installés ne s'accompagne pas d'une prise de position politique cohérente sur les problèmes de la lutte pour le pouvoir. Les militants qui la constituent ne croient pas, dans leur majorité, que la victoire de l'Union de la gauche suffise en soi à amorcer une transition vers le socialisme ; ils savent qu'il faudra se battre, contre vents et marées, pour dépasser les solutions réformistes. Ils sont prêts à ce combat mais pour le lendemain d'une victoire aux élections car *ils croient que la constitution d'un gouvernement de gauche est une étape nécessaire*, la condition même du déblo-

quage de la situation. Cette conviction, qui n'est pas sans refléter la confusion électoraliste qui règne en France, est renforcée par *l'absence de toute autre perspective crédible*. Un militant ouvrier conscient peut accepter de mener une bataille minoritaire, à condition qu'elle ait des chances de succès, à plus ou moins long terme. La garantie demandée en l'occurrence est que les forces qui proposent cette lutte soient suffisamment cohérentes, suffisamment implantées, suffisamment crédibles dans leurs propositions pour être acceptée par les travailleurs, même s'ils ne la soutiennent pas d'emblée. Les éléments constitutifs de l'actuelle avant-garde ouvrière se caractérisent en premier lieu par leur volonté de ne pas se couper de la masse des travailleurs. Et, aujourd'hui, l'extrême-gauche n'est pas globalement en mesure d'entreprendre une activité suivie qui réponde à ce souci. Aussi, l'évolution de l'avant-garde vers une radicalisation pleinement politique est-elle prudente, parfois contradictoire. Les progrès de la crise de la société peuvent l'accélérer mais sans balayer d'un coup tous les obstacles.

## Grandir

La seule conclusion qu'il est raisonnable de tirer de cette rapide revue de la situation actuelle est que l'apparition de conditions générales plus favorables qu'en 1936 au succès des révolutionnaires *renforce les responsabilités de ceux-ci*. Oui, la Révolution française peut connaître sa première étape dans les temps qui viennent. Les conditions objectives en sont réunies et il existe, au sein du mouvement ouvrier, les bases de départ d'un courant révolutionnaire de masses. Mais l'enjeu de la partie dépend de la capacité des militants politiquement conscients à se lier à l'avant-garde ouvrière *telle qu'elle est*.

C'est toute une stratégie qui est en cause et il ne peut être question, bien évidemment, que de mettre ici en exergue quelques-uns de ses éléments. Un des premiers a trait à la définition d'une perspective générale pour les années à venir. Il est indispensable de montrer l'ampleur de la crise européenne et la richesse des possibilités qu'elle ouvre. Il serait plus que dangereux de croire au développement automatique du processus révolutionnaire et à la relative facilité de la victoire. Ce défaut, auquel le mouvement trotskyste a souvent succombé y compris du vivant de Trotsky, prend les dimensions d'une tare dans une période de grande tension sociale. Car il amène à brûler les étapes en pensée, à définir des tâches prématurées qui, parce qu'elles ne sont pas réalisables, amène une coupure entre les militants révolutionnaires et les travailleurs d'avant-garde. Dans cet ordre d'idée, il faut se garder de croire qu'une éventuelle victoire de l'Union de la gauche conduirait à l'exacte reproduction de la situation de 1936 : il n'est pas certain que la consti-

tution d'un nouveau gouvernement serait suivie, à très brève échéance, d'une montée ouvrière comparable en ampleur aux grèves de juin ; le développement de la combativité peut prendre des formes au départ plus dispersées. De la même façon, si l'on peut être certain que toute mobilisation massive fera apparaître à la base des organismes de lutte du type conseil, il ne faut pas penser que ces embryons de dualité de pouvoir se mueront aisément en une force coordonnée à l'échelle nationale et capable de constituer la base d'un futur pouvoir ouvrier. Quelle que soit sa spécificité, l'exemple du Portugal a montré la difficulté du passage du comité de masses au conseil révolutionnaire. Le débordement des réformistes n'est pas une formalité que l'on remplit en passant.

Une des plus grandes difficultés réside dans le passage de la lutte à l'intérieur du système à la lutte contre l'Etat. L'avant-garde ouvrière est prête à franchir ce seuil lorsqu'elle est décidée à la rupture politique et organisationnelle avec les directions réformistes. Il y a étroite imbrication entre les tâches de préparation à la lutte pour le pouvoir et les tâches de construction d'une nouvelle organisation. Cela signifie que l'action des militants révolutionnaires doit tendre à être une *éducation de l'avant-garde ouvrière sur la question du pouvoir*. Education implique d'abord propagande intelligemment menée. Mais, aussi et surtout, agitation. Celle-ci n'est possible que si elle est formulée en des termes qui correspondent aux préoccupations courantes des travailleurs, et si elle équivaut à une préparation à l'ensemble des tâches qu'impose la conquête révolutionnaire du pouvoir. Autrement dit, la lutte à mener ne saurait se limiter à exiger des dirigeants du P.S. et du P.C.F. qu'ils prennent la responsabilité d'engager immédiatement le processus de formation d'un nouveau gouvernement. Cette « mise au pied du mur » n'a qu'une valeur démonstrative restreinte car les travailleurs d'avant-garde, objectif prioritaire de l'intervention des révolutionnaires, admettent, plus ou moins à leur corps défendant, les échéances électorales et constatent qu'à leur niveau les comités directeurs de la gauche s'y préparent. Le vrai problème pour les militants de masses les plus radicalisés est de préparer l'après-78, les lendemains des élections, qu'elles soient victorieuses ou non pour la gauche.

Le principal effort de l'extrême-gauche doit être de prouver que l'après-78 se prépare dès maintenant : en engageant au plus tôt une lutte d'ensemble dont le terme, exprimable en mot d'ordre compréhensible, est le renversement de Giscard ; en insistant sur le fait que l'espoir de transformation sociale qui habite les masses ne peut se réaliser par un simple changement de gouvernement mais doit se concrétiser sous la forme de l'auto-organisation des travailleurs. Et celle-ci n'est pas un objectif vague (l'an prochain, les soviets...) mais une perspective concrète qui se prépare au présent. Par exemple, en opposant aux divers plans de la bourgeoisie, le contrôle ouvrier qui peut avoir des applications immédiates, en matière de contrôle des prix, de fiscalité, etc. La combinaison de mots d'ordre précis poussant à l'auto-organisation dans la

perspective de chute de Giscard peut avoir un écho réel dans le mouvement ouvrier qu'elle préparera à une progression sur la compréhension des problèmes du pouvoir beaucoup plus réellement que la répétition de formules dont l'abstraction renvoie à l'algèbre beaucoup plus qu'à la dialectique.

Et si, en 1978, la gauche unie l'emporte, l'avenir dépendra beaucoup du degré de mobilisation réelle qu'auront atteint au préalable les travailleurs. La situation alors sera telle qu'une partie de ceux qui auront été élus par les masses populaires mettront tout en œuvre pour *ne pas* appliquer le Programme commun, au nom du réalisme de l'exercice du pouvoir. Du côté de Mitterrand, les intentions sont presque ouvertement déclarées. Des conflits surgiront à l'intérieur des grandes organisations, du P.C.F. en particulier, entre les dirigeants « responsables » et ceux des militants qui croient en la validité de l'autogestion ou en la nécessité d'une expropriation rapide des monopoles. Ces contradictions peuvent revêtir une dimension politique décisive, pourvu qu'elles ne restent pas confinées dans le cadre des organisations en question, qui ont la possibilité d'atténuer et de dévier bien des débats. Il faut qu'elles soient relayées par les actions d'une classe ouvrière prête à se battre pour le contrôle ou la gestion des entreprises. C'est à cette condition que, par exemple, la lutte des militants communistes qui voudront voir appliquer immédiatement les nationalisations prévues par le Programme commun, et qui chercheront à entraîner les travailleurs afin d'en réclamer un plus grand nombre, pourra prendre toute sa signification de classe et contribuer au développement du mouvement des masses.

Constituer une force efficace même minoritaire, est à l'ordre du jour de l'extrême-gauche révolutionnaire. Cet effort doit être accompli dans une perspective d'unité d'action généralisée : unité d'action des révolutionnaires pour entraîner l'avant-garde ouvrière à lutter pour des mots d'ordre capables de mobiliser tous les travailleurs contre l'Etat de la bourgeoisie. Le combat sera rude ; il exige une politique unitaire de tous les instants. Il implique aussi une organisation des révolutionnaires qui, dans toutes les luttes de l'avant-garde, fasse preuve, par la qualité de ses interventions, qu'elle est digne de crédit. Une telle organisation n'existe à l'heure actuelle que de façon embryonnaire. Pour lui donner l'implantation et l'audience indispensables, il faut être convaincu que le parti d'avant-garde qui reste à créer naîtra de fusions et de regroupements entre divers courants, existant aujourd'hui ou qui se dégageront demain. Il ne pourra s'agir d'un mariage dans la confusion : aucun mouvement politique sérieux ne peut naître sans une plateforme politique précise. Mais il faut savoir aussi distinguer ce qui est immédiatement essentiel de ce qui peut naître de la collaboration au sein d'une même organisation. L'essentiel étant une vision commune des tâches à accomplir pour briser l'Etat bourgeois, une conception commune des rapports à entretenir avec le mouvement ouvrier organisé, une analyse commune du rapport des forces internationales. Sur cette

base peut naître un authentique parti révolutionnaire, même s'il n'en-globe pas dans son programme initial tous les aspects du programme des marxistes révolutionnaires.

Ces considérations peuvent sembler bien éloignées de la situation actuelle, tant les révolutionnaires semblent faibles, divisés et isolés. Mais, en fait, l'extrême-gauche n'a jamais connu, même en 1968, une conjoncture qui lui réserve tant de perspectives durables. La stabilité dans l'instabilité qui caractérise la période pré-électorale favorise les grandes organisations, car elle retarde l'éclatement de leurs contradictions internes ; du même coup, l'avant-garde politique piétine quelque peu. Mais l'accentuation de la crise du régime — qui est inscrite dans l'ordre des faits — agira de façon inverse, fournissant aux révolutionnaires l'occasion d'être en prise sur les luttes. En s'élevant à la hauteur des circonstances, ils pourront profiter de cette faveur qu'ils n'ont que rarement connue.

Qui peut dire où en sera la France dans dix ans ? Il ne me semble pas être exagérément optimiste en affirmant qu'au minimum existera un parti ouvrier révolutionnaire qui, même s'il a encore en face de lui des organisations réformistes puissantes, sera suffisamment implanté pour leur disputer la direction du mouvement ouvrier. Ce changement n'aura pu s'opérer qu'au travers de luttes de grande envergure. Il témoignera de l'approfondissement inouï de la crise du régime bourgeois, auquel il offrira une issue positive pour les exploités.

On peut donc se répéter. *Oui, dans les prochaines années, la révolution française pourra connaître ses premières victoires.*

Denis BERGER.

(Octobre 1976.)

(1) *Où va la France ?* (Paris, numéro spécial de la revue *Quatrième Internationale*, février 1969, p. 17). Ce recueil contient les articles les plus significatifs que Trotsky a consacrés à la France du Front populaire. On trouvera aussi des textes d'un grand intérêt dans *Le mouvement communiste en France* (présenté par Pierre Broué, Ed. Minuit, 1967).

(2) Jean-Pierre Rioux (*Révolutionnaires du Front populaire*, Coll. 10/18, 1976), Pierre Broué et Nicole Dorey (*Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire*, dans le *Mouvement social*, n° 54, janvier-mars 1966) ont fait le tableau des diverses tendances de l'extrême-gauche de l'époque. Daniel Guérin (*Front populaire, révolution manquée*, Maspero, 2<sup>e</sup> édit., 1975) fait un récit vivant des espoirs et des batailles de la période, tels qu'il les a vécus au sein de la gauche révolutionnaire de la S.F.I.O.

DES ÉCOLES, DES CRÈCHES  
DES EMPLOIS, DES ESPACES VERTS  
DES LOGEMENTS, TOUT ÇA  
Ç'EST DÉPASSÉ... MOI  
JE VOUS PROMET  
LE BONHEUR...





## Le PSU et l'action révolutionnaire

Le PSU est souvent l'objet de jugements péremptoires que l'événement dément très vite. Il a maintenant seize ans d'existence, bien qu'on ait prédit à plusieurs reprises sa disparition, et il ne semble pas se porter plus mal aujourd'hui qu'il y a dix ans, malgré les nombreuses crises qu'il a connues dans son existence. Il a fourni des militants à presque tous les groupes de l'extrême gauche révolutionnaire, mais celle-ci n'a jamais pu l'ébranler sérieusement. Les dénonciations les plus virulentes, les appels les plus pressants à l'unité ne paraissent pas avoir d'effets notables sur lui, alors qu'au contraire, il reflète directement ou indirectement à peu près toutes les modes idéologiques qui traversent la gauche du mouvement ouvrier.

Faut-il considérer, comme le font beaucoup de ses militants, que le PSU est une organisation d'exception, destinée à transcender les vieilles divisions et à donner naissance dans un avenir plus ou moins lointain à une organisation de type vraiment nouveau ? Il y a là un pas que les ballotements du PSU dans les différents épisodes de la lutte des classes, ses hésitations devant les choix politiques les plus importants ne permettent pas de franchir. A ce compte, il suffirait d'avoir adopté successivement les positions les plus contradictoires du « contre-plan », cher à Michel Rocard, à l'autogestion, pour apporter une contribution positive au renouvellement de la pensée et de l'action révolutionnaires. Il reste pourtant qu'il est difficile de juger ou d'analyser le PSU en fonction d'une norme révolutionnaire préétablie,

détachée de tout contexte historique. On peut à juste titre le caractériser comme une organisation centrisme, oscillant entre la réforme et la révolution, mais cette caractérisation générale peut être trompeuse si on ne cherche pas à la concrétiser. Au cours des années trente, le centrisme dénoncé par les marxistes-révolutionnaires traduisait très largement la démoralisation progressive des secteurs révolutionnaires du mouvement ouvrier devant les coups portés par le fascisme et le stalinisme à la perspective socialiste (1). Le centrisme aiguillait très souvent les ouvriers avancés qu'il pouvait influencer vers des impasses, et à plus ou moins long terme, les poussait à réintégrer les organisations traditionnelles. Il constituait en ce sens un obstacle considérable à l'affirmation d'une politique révolutionnaire.

Les choses se présentent de façon sensiblement différente aujourd'hui. Les crises parallèles de l'impérialisme et du stalinisme renforcent sans cesse les courants en rupture avec les différentes variétés du réformisme, même si les organisations traditionnelles restent prédominantes. Dans ce contexte, le centrisme n'est plus pour l'essentiel une voie de passage vers la résignation ou le ralliement à l'opportunisme le plus plat. Il exprime au contraire une aspiration encore confuse à un renouvellement global des méthodes et des pratiques du mouvement ouvrier. Le centrisme ou plus exactement les centrismes se montrent sensibles à toutes les manifestations de la crise de la société capitaliste (crise des rapports de travail, révolte des femmes et des jeunes) et s'efforcent de leur donner une expression, et s'ils tombent souvent dans l'ultra-gauchisme ou le populisme apolitique, c'est parce qu'il leur est difficile de renouer avec les traditions positives de la politique révolutionnaire (en particulier de la III<sup>e</sup> Internationale). Pendant des décennies, le stalinisme a empêché tout retour en arrière tant soit peu critique, tout bilan sérieux des actions et des formes d'organisation. Il a comme oblitéré la mémoire collective des travailleurs en rendant plus difficile l'élaboration de l'expérience acquise dans les grandes batailles de classe (gagnées ou perdues). Sa présence massive, sa cristallisation en une bureaucratie ouvrière contrôlant des secteurs décisifs du prolétariat ont largement rendu le communisme, en tant qu'expression du mouvement ouvrier, problématique. En conséquence, la rupture avec l'opportunisme s'affirme souvent comme une répudiation du passé, de la continuité tour-

*1) On peut rappeler qu'avant de dénoncer l'évolution rétrograde des organisations centristes européennes, particulièrement à partir de 1935-36, Trotsky s'est efforcé de les gagner à la construction d'une nouvelle internationale. Il serait donc faux d'affirmer qu'il les a toujours considérées comme des obstacles majeurs à la construction du parti révolutionnaire. Bien au contraire, il discernait dans leurs orientations vers 1933 comme un écho de la radicalisation d'une partie de la classe ouvrière sous l'impact de la crise économique mondiale et de la victoire menaçante du nazisme. Voir à ce sujet Writings of Leon Trotsky (1933-34), Pathfinder Press, New York, 1972.*

mentée du combat prolétarien ou comme une fuite vers la recherche d'une histoire mythique transfigurant les réalités gênantes du passé et du présent (du stalinisme idéal de certaines sectes maoïstes au communisme des conseils sous sa forme la plus éthérée). Si l'on ajoute à cela que le marxisme révolutionnaire a connu des difficultés considérables, que la IV<sup>e</sup> Internationale, toujours dans sa phase de construction, a dû surmonter des crises très graves avant de reprendre son élaboration stratégique, on comprendra que les soubresauts politiques et idéologiques accompagneront encore pour toute une période la construction du parti révolutionnaire. Les marxistes-révolutionnaires devront assumer la double tâche de la reconstruction de la politique révolutionnaire et de la confrontation avec les errements centristes contre lesquels ils ne sont pas eux-mêmes immunisés.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut saisir le PSU. Sa fondation est, certes, antérieure à la radicalisation de la deuxième moitié des années soixante, mais elle est marquée par la guerre d'Algérie et par la révolte de nombreux jeunes contre le chauvinisme de la social-démocratie molletiste et du PCF. Au départ, le PSU dans son programme, dans son expression politique, ne va pas au-delà d'un réformisme de gauche d'une assez grande modération. Les partisans d'une social-démocratie « honnête » y occupent le devant de la scène, conjointement avec Pierre Mendès-France, dont la conversion au « socialisme » est célébrée par la presse. Mais cette prédominance des éléments classiquement social-démocrates n'est qu'apparente. Face à la guerre coloniale, la majorité de l'organisation refuse les positions les plus droitières (Savary, Verdier) pour affirmer le droit à l'indépendance du peuple algérien, une forte minorité se prononçant d'ailleurs pour le soutien à l'insoumission. Le phénomène est important, parce qu'à la faveur de cette bataille, les vieux cadres formés par la SFIO vont peu à peu être éliminés par les militants venant de l'Union de la gauche socialiste (UGS). Au congrès de Clichy (1961), ce sont les anciens de l'UGS qui donnent le ton aux débats et imposent des thèses politiques un peu plus radicales que celles du congrès d'unification. Le parti se prononce pour un « nouveau type d'Etat assurant l'hégémonie du prolétariat », dit sa volonté d'élaborer un programme de transition au socialisme et préconise un front socialiste, front uni des partis ouvriers dont il serait lui-même l'aiguillon. Tout cela place le PSU nettement à gauche du PCF et lui permettra de bénéficier d'un courant continu d'adhésions au cours des années soixante, mais les bases de cette orientation à gauche sont très instables et équivoques. Les cadres issus de l'UGS reflètent à leur façon les longues années de recul et de défaites que vient de connaître le mouvement ouvrier. Chez beaucoup d'entre eux venus du mouvement ouvrier catholique, le refus du réformisme de la SFIO et du stalinisme du PCF est très peu élaboré. Ce qui les caractérise essentiellement, c'est un activisme populiste, très peu soucieux des problèmes de

stratégie et de tactique. Il y a bien sûr un certain nombre de militants qui ont eu une éducation marxiste et une expérience politique acquise dans la gauche de la SFIO de l'immédiat après-guerre (1946-47) ou dans le PCF, mais ils conservent presque tous la hantise du long isolement qu'ils ont dû subir au plus fort de la guerre froide et sont à l'affût des mouvements « larges ». Les militants trotskystes ou d'origine trotskyste, peu nombreux, se heurtent dans ce cadre à de très grandes difficultés. On les soupçonne facilement de vouloir transformer l'organisation en une secte marginale, à l'image des organisations trotskystes qui végètent à la même époque en se dénonçant féroce­ment. Ils tenteront évidemment de surmonter ce handicap en montrant leur capacité à répondre aux questions que se posent les militants les plus actifs et les plus décidés, mais eux aussi ont du mal à résoudre les problèmes d'orientation. Ils peuvent déceler les concessions opportunistes, les glissements idéologiques par rapport à l'acquis révolutionnaire, ils sont beaucoup plus désarmés quand il s'agit d'analyser concrètement l'évolution de la formation sociale française et les modifications qui interviennent dans les rapports de force entre les classes. En bref, ils ont à opérer un dur travail sur eux-mêmes pour surmonter la crise que traverse le marxisme révolutionnaire.

Après la fin de la guerre d'Algérie, le PSU est confronté à une situation déroutante pour ses militants. La ligne de partage très claire que constituait la solidarité avec la lutte du peuple algérien disparue, il lui faut s'insérer dans des combats de classes aux contours bien plus flous, dans des débats idéologiques confus et marqués par les succès économiques du capitalisme. Au printemps 1962, un conseil national consacré au programme fait apparaître des divisions très profondes qui témoignent moins de divergences politiques et idéologiques explicites que d'un très grand embarras devant la pratique politique à mettre en œuvre. Les regroupements se font largement en fonction des affiliations passées, des préoccupations locales et des expériences les plus immédiates. La direction de l'organisation donne elle-même l'exemple de la désorientation et de l'opportunisme en montrant de l'indulgence pour des propositions de gouvernement intérimaire avancées par Mendès-France.

Le congrès d'Alfortville à l'automne confirme et amplifie ce désarroi ; sept textes d'orientation (2), où les divergences ne sont pas tou-

2) Nommées d'après les lettres de l'alphabet. Les plus importantes sont :

— La tendance A, qui regroupe les anciens sociaux-démocrates venus de la SFIO, dont Michel Rocard.

— La tendance B, qui rassemble l'essentiel de l'ancien appareil de l'UGS et les sociaux-démocrates les plus ouverts comme E. Depreux.

— La tendance C qui se veut le défenseur de l'orthodoxie marxiste et de l'unité d'action du mouvement ouvrier.

— La tendance E, ou « socialiste-révolutionnaire », qui reprend une grande partie de l'héritage trotskiste.

jours apparentes, s'affrontent dans une mêlée particulièrement obscure pour la majorité des militants. Même si un examen un peu plus approfondi permet de distinguer des lignes de force relativement nettes, le phénomène est important parce qu'il est à l'origine d'une tradition particulièrement négative dans le PSU : un certain scepticisme devant les débats d'orientation généraux, une tendance à ne prendre au sérieux que leurs incidences les plus immédiates, c'est-à-dire influant directement la vie de l'organisation et son insertion tactique. Toutes les luttes de tendances se trouveront ainsi hypothéquées par des réactions localistes et praticistes, complétées le plus souvent par des appels démagogiques au bon sens de la base contre les querelles des intellectuels parisiens. La simplification des affrontements quelque temps après ne traduit aucune clarification idéologique véritable. Les socialistes révolutionnaires et l'ancien courant C du congrès d'Alfortville se sont entendus avec quelques débris du courant social-démocrate (dit A) pour former le courant unitaire sous la houlette de Jean Poperen. Ensemble, ils dénoncent vigoureusement le révisionnisme de l'ancien courant B qui théorise, bien avant Garaudy, le rôle des « couches nouvelles » et préconise l'occupation progressive des centres de décision extra-parlementaires (des entreprises aux organismes de planification). Leur lutte à ce niveau n'est pas sans importance, car elle s'attaque à un modernisme qui tend à nier le rôle révolutionnaire du prolétariat et à réduire l'action pour le socialisme à une action pour la démocratie économique. On ne peut toutefois ignorer les équivoques de leur politique antirévionniste. Placée sous le signe du « contrat d'unité », elle est grosse de deux orientations opposées : l'une qui préfigure l'actuelle unité de la gauche et sera défendue par J. Poperen, l'autre qui reprend les thèmes classiques du front unique de la classe ouvrière. Il est donc inévitable que nombre de militants sincèrement de gauche ne se retrouvent pas dans ce combat douteux qui occulte à peu près complètement les problèmes de la recomposition révolutionnaire du mouvement ouvrier. La victoire du courant B au congrès de la Grange-aux-Belles, à la fin de 1963, ne résout d'ailleurs rien, car elle exprime surtout la lassitude du parti devant les batailles de fractions. En aucun cas, elle ne donne de blanc-seing à la direction réunie autour de Gilles Martinet.

C'est dire que le PSU va être atteint par la nouvelle vague de radicalisation dans des conditions tout à fait particulières. Sa pratique comme sa théorie ne lui permettent pas de comprendre les changements souterrains qui affectent les relations entre les classes. En même temps, les implications réformistes de la ligne majoritaire ne sont pas véritablement assumées par les militants qui l'interprètent à leur façon, la plupart du temps avec la volonté de maintenir l'autonomie du parti. Le PSU pourra ainsi être un des canaux par lesquels s'exprimera confusément le changement de l'atmosphère politique

dans le mouvement ouvrier et dans les milieux étudiants, mais sans lui donner de caractère offensif. A la fin de 1965, une forte minorité, 25 % environ, se prononce pour une candidature PSU aux élections présidentielles et combat vigoureusement celle de François Mitterrand. Le reste du parti se divise entre une majorité qui accepte une consigne de vote en faveur de Mitterrand tout en refusant la campagne commune, et une minorité qui veut s'insérer dans la « dynamique unitaire ». Les anciens clivages sur les « couches nouvelles » et le « contrat d'unité » se trouvent par-là même dépassés, car, en réalité, il s'agit de savoir comment se situer dans les nouveaux processus de recomposition du mouvement ouvrier. La plupart des dirigeants des anciennes tendances B et C, de J. Poperen à G. Martinet, se tournent de concert vers la social-démocratie, parce qu'ils escomptent à juste titre son renouvellement sur la base des faits nouveaux introduits par l'élection présidentielle et l'enterrement des politiques dites de troisième force (refus de l'alliance avec les communistes). La majorité du parti, au contraire, perçoit que le climat politique est dorénavant plus favorable à une action de classe indépendante et se prononce catégoriquement contre toute association avec la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) au printemps de 1967. Mais la clarification obtenue par le départ d'une grande partie des anciennes équipes dirigeantes n'est que très partielle. Le nouveau secrétaire national du parti, Michel Rocard, ne défend l'indépendance du PSU que très conditionnellement et se déclare très ouvertement partisan d'un grand parti socialiste (incluant la social-démocratie). La condamnation qu'il porte contre la FGDS est en réalité tout à fait tactique ; il pense l'opération peu sérieuse et mal engagée. La plupart des militants du parti n'ont pas les mêmes arrière-pensées dans leur volonté d'autonomie, mais ils n'ont pas d'orientation positive à proposer et ils acceptent de ce fait que subsistent beaucoup de zones d'ombre. La gauche, en particulier, n'a aucune perspective concrète de construction du parti révolutionnaire, elle essaie simplement d'attendre des circonstances plus favorables pour faire avancer ses idées. Le déplacement des rapports de forces dans le parti se manifeste, par conséquent, plus par de fortes tendances à l'activisme que par une transformation radicale de l'intervention politique. Au cours de cette période, le travail dans les entreprises reprend sur des bases beaucoup plus systématiques et la direction pousse à des investissements beaucoup plus significatifs dans les comités Vietnam (rattachés au comité Vietnam national) et dans le mouvement étudiant (en particulier l'UNEF). En mars 1968, un conseil national sur les luttes sociales montre un parti mieux armé, plus décidé aussi à intervenir dans les combats de classe, prêt en somme à accueillir la secousse de mai 1968 sans lui résister.

Seul, parmi les organisations à peu près « respectables », le PSU apporte effectivement un soutien sans réticence au mouvement étu-

diant. Il participe aux premières manifestations du mois de mai et appelle à la fameuse nuit des barricades, deux jours avant que les syndicats et le mouvement ouvrier officiel se décident eux-mêmes à manifester massivement (le 13 mai). Le PSU est en quelque sorte une organisation du « mouvement » grâce à ses antennes chez les étudiants, en même temps qu'il reflète des transformations profondes dans certains secteurs de la classe ouvrière, tant chez ceux qu'on appelle les techniciens de production que chez les OS d'extraction paysanne récente. Le slogan « *Pouvoir ouvrier, pouvoir paysan, pouvoir étudiant* », lancé par le bureau national du PSU le 16 mai, résume bien dans son radicalisme et dans ses équivoques les tendances profondes de l'organisation au cours des mois de mai et juin 1968. Elle veut dépasser le conservatisme des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier et faire la preuve de son intérêt pour les processus qui trouvent leur origine à la base simultanément, elle minimise les obstacles à lever pour poser sans faux-fuyants les problèmes du pouvoir. Dans les dernières semaines de mai, la direction du parti essaye de résoudre la quadrature du cercle en cherchant à mettre sur pied un gouvernement de transition vers le socialisme, basé sur la démocratie en action du mouvement (comités d'action, comités de grève, etc.), mais dont la cheville ouvrière serait Pierre Mendès-France, connu pour son attachement à la légalité. Elle joue ainsi sur deux illusions parfaitement complémentaires, celle du débordement du PCF et de la CGT par les éléments actifs du mouvement ouvrier et celle de l'effondrement du pouvoir d'Etat. Il s'agit bien sûr d'une politique-fiction, ayant surtout une portée symbolique et incantatoire de simulation révolutionnaire, mais ses effets ne sont pas négligeables sur les militants et les sympathisants de l'organisation. Pendant de longs mois, le PSU vit à l'heure de mai-juin 1968, il répudie une grande partie de son passé et, pour racheter ses propres erreurs opportunistes, sacrifie à un populisme sans mesure. Il se veut l'organisation de mai-juin 1968, au delà de tous les débats groupusculaires, et conçoit sa présentation massive aux élections de juin 1968 (plus de trois cents candidats sur un peu plus de quatre cents circonscriptions) comme une bataille pour faire connaître le mouvement de mai auprès des plus larges masses. Il n'est plus question des marchés assez sordides passés avec le Parti socialiste en 1967, mais de candidatures de principe opposées à tous les autres partis. Le PSU ne veut plus être le courtier de l'unité, il se veut le principal instrument du renouvellement révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Comme on peut s'en douter, ce « gauchisme » n'est évidemment pas exempt d'équivoques. Pour une partie de la direction — Rocard en particulier — la radicalisation du vocabulaire n'est pas exclusive d'une grande volonté de « réalisme », même si les thèses sur le « grand parti socialiste » n'apparaissent plus actuelles. Il s'agit surtout de faire valoir la marque du PSU contre les autres marques de

fabrication et de poser avec plus ou moins de force sa candidature au pouvoir (dans le cadre d'une coalition qui reste à déterminer). De ce point de vue, la campagne de Michel Rocard pour les élections présidentielles de 1969 est tout à fait caractéristique. Elle ne pose aucun des problèmes fondamentaux de la reconstruction du mouvement ouvrier, mais dose de façon très habile les thèmes autogestionnaires et les thèmes de technocratie sur la bonne façon d'aborder les problèmes économiques. Elle joue ainsi sur les appels à la base et sur les croyances très répandues dans les nouvelles couches salariées en la neutralité du progrès technique et de la compétence des experts. Les militants de l'organisation ne sont évidemment pas sur cette longueur d'onde, mais ils laissent faire les choses, parce qu'il leur semble que le discours rocardien est une simple traduction, en langue accessible, des mots d'ordre révolutionnaires. Ils n'ignorent pas, sans doute, que le traducteur est infidèle et infléchit considérablement le sens de ce qu'il doit exprimer, mais ils veulent croire que, derrière ces « petites » trahisons, il n'y a pas le développement systématique d'une ligne réformiste. Malgré des protestations occasionnelles, la gauche du parti adopte une attitude comparable. Elle se rend, bien sûr, compte que, par l'intermédiaire de Rocard, la droite du parti essaye d'imposer une politique de renouvellement du réformisme, mais elle pense que la radicalisation progressive du parti balayera toutes les tentatives de retour en arrière. Pour elle, faire avancer les choses, c'est moins produire une nouvelle réflexion stratégique ou établir de nouveaux rapports avec la classe ouvrière que faire adopter progressivement un langage plus révolutionnaire, proclamant l'actualité du socialisme. Quoiqu'elle ait acquis un poids non négligeable au niveau de la direction, elle introduit, en fait, peu de changements dans les pratiques de l'organisation : un peu plus d'audace et de fermeté dans les rapports avec les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, une certaine ouverture vers les groupes d'extrême gauche révolutionnaire (en particulier dans la lutte contre la répression de Marcellin). Dans les entreprises et dans le mouvement syndical, rien de fondamental n'est changé, car il y a peu ou pas de coordination entre les militants. A ce niveau, le seul travail véritablement positif est un travail de remise au point des mots d'ordre de l'action revendicative : augmentations unitaires pour tous, assemblées générales du personnel pour discuter et diriger les luttes, batailles contre la hiérarchie des grades et des qualifications. Le PSU, dans ce domaine, ne fait souvent qu'anticiper sur l'évolution, d'un secteur non négligeable de la classe ouvrière, organisé pour l'essentiel dans la CFDT, sans pour autant lui frayer véritablement la voie vers une politique révolutionnaire.

Toutes ces équivoques de la radicalisation de l'après-Mai se manifestent avec une force particulière lorsque, sous la pression d'une partie impatiente de la base, la majorité de bureau national se décida à entamer la lutte contre Michel Rocard et ce qu'il représente. La

gauche de la direction, elle-même composite sur le plan idéologique, préconise une alliance œcuménique (moïsants, trotskysants et autres courants de gauche) en gommant les divergences au détriment de la clarté politique. En même temps, elle limite le plus souvent les débats à des affrontements d'appareil feutrés, à des escarmouches qui ne sont pas toujours perceptibles et comprises. Bien évidemment, une telle politique mécontente à peu près tout le monde. Elle ne satisfait pas les maoïstes en train de s'organiser en tendance, la « Gauche révolutionnaire », sur la base d'un populisme effréné ; elle indispose beaucoup d'éléments de la base qui recherchent, eux, un peu plus de clarté dans la définition des objectifs et des pratiques, en particulier en matière syndicale. Elle n'empêche pas, enfin, la droite de se préparer à la bataille et d'utiliser toutes les erreurs « ultra-gauchistes » commises par la gauche maoïste et maoïsante. Aussi, après des succès initiaux, le conseil national de Rouen, en 1970, l'adoption d'un programme d'action de contenu révolutionnaire en janvier 1971, la gauche subit-elle une défaite au congrès de Lille au printemps de la même année, perdant ainsi la direction de l'organisation. Mais contrairement à ce que pense la majorité du courant « marxiste révolutionnaire » qui se forme à ce moment, cet épisode n'amorce pas une évolution irrésistible vers la social-démocratie rénovée (celle de Mitterrand et du congrès d'Épinay). La position de Michel Rocard devient sans doute de plus en plus claire, mais sa victoire dans le parti ne s'est pas faite sur la base d'une politique de fusion (pour lui, de réconciliation) avec le PS. Le glissement vers la droite ne peut donc être que très graduel, malgré le départ d'une partie importante des militants de la gauche (surtout après le conseil national de Juvisy, en juin 1972). Au congrès de Toulouse, en décembre 1972, rien ne vient modifier les assises fondamentales du parti. Il devient sans doute de plus en plus évident que le PSU prend ses distances avec l'extrême gauche, mais il ne se rapproche pas véritablement des partis traditionnels et cherche à élaborer une ligne « autogestionnaire » qui le lie encore un peu plus aux secteurs en mouvement dans la CFDT.

Dans l'esprit de la direction rocardienne, cette ligne, réaffirmant l'originalité du parti, a surtout pour but de surmonter la crise grave suscitée par sa propre prise du pouvoir. Mais pour la grande majorité de l'organisation, il ne s'agit pas d'une manœuvre à court terme. Comme l'affaire Lip le montre quelque temps après, une partie importante du PSU croit, sans arrière-pensée, à l'auto-organisation de la classe ouvrière et dans la foulée veut se faire le porte-voix des aspirations à l'autogestion sur le plan politique en dénonçant simultanément le double jeu du PS dans ce domaine. L'élection présidentielle de 1974 semble de nouveau bouleverser les cartes : la majorité rocardienne impose très facilement une consigne de vote en faveur de Mitterrand, malgré la campagne menée en faveur du principal dirigeant

de la section PSU de Lip, Piaget. A cette occasion, on observe de nouveau la répugnance de très nombreux cadres du parti à soutenir des options politiques immédiates des secteurs combattifs de la classe ouvrière. Pourtant, en interprétant trop vite ce vote comme l'indice d'un rapprochement avec la social-démocratie, Rocard et ses amis dévoilent imprudemment leurs batteries — la participation à la troisième composante du PS aux côtés d'une partie de la direction de la CFDT — et au cours du reste de l'année 1974 se voient infliger une série de défaites cuisantes rappelant celles subies par Martinet et Poporen, en 1967. Le PSU est ainsi débarrassé de sa composante rocardienne, mais doté d'une nouvelle direction qui ne sait pas très bien comment se situer sur l'échiquier politique (3). Rien ne la prépare à mener une politique hardie d'unité des forces essentielles de l'extrême gauche, rien ne la prépare non plus à favoriser la formation d'un véritable courant de gauche dans la CFDT et dans le mouvement syndical en général. Le départ de Michel Rocard et de ses partisans ne marque donc pas la fin des hésitations du PSU. Dans la mesure, au contraire, où la nouvelle direction n'a pas comme Michel Rocard, de stratégie à mettre en œuvre, elles s'accroissent, et malgré l'élaboration progressive du discours sur l'autogestion, donnent à l'orientation du PSU un caractère très oscillant. Le PSU accepte d'abord l'unité d'action avec la LCR, il la pratique assez systématiquement lors de l'affaire des comités de soldats, pour la refuser quand elle tend à devenir plus étroite et concerne des objectifs à plus long terme (l'attitude à adopter face à la crise rampante du régime Giscard et face aux élections). Il se dit prêt au dialogue avec les organisations révolutionnaires, en particulier sur sa conception de l'autogestion, mais il ne veut plus rien en savoir lorsqu'il s'agit de passer aux actes. A l'égard du PCF, l'attitude est aussi peu conséquente. D'un côté, le PSU critique (de moins en moins, il est vrai) le Programme commun de la gauche unie et son légalisme dans la lutte contre le pouvoir actuel, d'un autre côté, il recherche avec les partenaires de la coalition de gauche, particulièrement avec le PCF, des accommodements qui gomment les divergences politiques et laissent la porte ouverte à des accords tout à fait électoralistes. Sans doute, ne s'agit-il pas d'un ralliement inconditionnel. La direction du PSU souligne pour qui veut l'entendre le caractère tactique des démarches qu'elle entreprend dans ce sens. Son objectif avoué est d'éviter une trop grande minorisation lors des prochaines consultations électorales.

*3) La direction actuelle du PSU est composite. Elle regroupe des militants chevronnés venant du catholicisme de gauche comme M. Mousel, voire comme P. Régnier et les recrues de plus fraîche date comme V. Leduc et tout un groupe de militants issus du PCF. Sa caractéristique principale semble être un esprit de gestionnaire prudent et la crainte des orientations « aventurées » ou des dispositions programmatiques trop poussées.*

Certes, il serait erroné de considérer simplement le secteur réformiste du mouvement ouvrier comme un poids mort et de renoncer à l'avance à toute intervention sur son évolution. Une politique révolutionnaire authentique suppose au contraire qu'on pèse sur ses contradictions et qu'on fasse tout pour arracher à son influence des secteurs significatifs de la classe ouvrière. C'est pourquoi on ne peut écarter a priori des accords d'unité d'action et des ententes moins circonstanciées portant sur des objectifs bien définis, mais cela ne doit pas se faire bien sûr, aux dépens de la clarté et de l'explication des divergences les plus fondamentales. Autrement dit, le rapport qu'il faut entretenir avec les courants réformistes est à la fois un rapport d'unité et de contestation, qui exige parallèlement des efforts constants pour renforcer et clarifier la « gauche révolutionnaire » pour donner le maximum de crédibilité à son action autonome. Or, il apparaît que la direction du PSU veut se persuader qu'il est possible de faire l'économie du renforcement progressif et de la clarification politique de l'extrême gauche et qu'il est possible en même temps de traiter sur des bases ambiguës avec le PCF, sans mettre en danger la progression dans les masses du « courant autogestionnaire ». Quoiqu'elle en dise, elle fait par conséquent confiance au mouvement spontané des masses pour balayer les résistances qu'elle n'entend pas affronter directement elle-même. Ce comportement typiquement opportuniste n'annonce pas, il faut le redire, un complet retournement du PSU et une victoire à retardement de la politique rocardienne — l'organisation est trop hostile à la social-démocratie —, mais il montre que le parti est plus sensible qu'il ne veut bien le dire à la montée présente du réformisme et au recul concomitant de l'extrême gauche (voir les dernières élections partielles). Comme souvent dans son histoire, le PSU essaye dans le contexte actuel de biaiser et d'échapper à certains choix douloureux — par exemple affronter la politique de la direction de la CFDT ou tenter, à propos des municipales, une bataille pour imposer un front des révolutionnaires — en attendant que la conjoncture devienne plus favorable à la propagation des idées révolutionnaires et autogestionnaires.

Ce dernier épisode qui suscite des remous et des polémiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du PSU, confirme s'il en était besoin les tendances de celui-ci à s'adapter passivement aux changements d'humeur qui se manifestent dans les milieux radicalisés qu'il représente et influence : ouvriers d'avant-garde de la CFDT, jeunes catholiques en rupture de ban avec leurs familles traditionalistes, etc. Jusqu'à présent, cela signifie qu'il ne s'est jamais donné les tâches d'une organisation d'avant-garde, c'est-à-dire anticiper sur l'évolution et la radicalisation des secteurs du mouvement ouvrier qu'il organise, combattre les influences bourgeoises et petites-bourgeoises dans les rangs de la classe ouvrière. Bien entendu, cela ne veut pas dire que le PSU véhicule inconsciemment les influences négatives des différentes

variantes du réformisme. A sa façon, il peut même les combattre en refusant, comme il l'a fait à plusieurs reprises, de s'associer aux opérations de rénovation politique et organisationnelle de la social-démocratie. Mais force est de constater qu'au-delà de ces actes de refus, en eux-mêmes positifs, du réformisme, et malgré un lent déplacement vers la gauche de sa doctrine et de ses affirmations idéologiques, le parti ne présente en matière stratégique et tactique que des élaborations particulièrement pauvres. La plupart du temps, les références à la stratégie autogestionnaire, au programme de transition qui serait nécessaire, ne sont que des substituts verbaux aux thèmes programmatiques, à la ligne d'action qui font défaut. Comment affronter l'Etat contemporain, à partir de quelles analyses et de quelles interventions ? Quelles sont les racines idéologiques et pratiques du réformisme, quels sont les moyens effectifs de le combattre, au-delà des dénonciations et des incantations rituelles ? Quelles rapports, la classe ouvrière française entretient-elle avec ses organisations actuelles ? Dans quel sens peut et doit se développer la crise présente des formes d'organisation du mouvement ouvrier sur le plan politique ou syndical ? Comment construire l'organisation révolutionnaire qui permettra aux secteurs les plus avancés du prolétariat de s'orienter dans les batailles politiques à venir ? Autant de questions qui ne trouvent pas de réponses du côté du PSU ou des réponses ambiguës : dans les affrontements les plus immédiats, ses militants en sont réduits à des comportements empiriques et instinctifs, c'est-à-dire sont réduits en définitive, à adopter des comportements largement inspirés par le désir de préserver ou de renforcer leur organisation en évitant de heurter les sentiments apparents des travailleurs les moins liés au réformisme organisé. Le PSU n'a pas de ligne cohérente à moyen et à long terme, et en suivant cette ligne de moindre résistance, il est tantôt l'expression des aspirations d'une avant-garde ouvrière à une authentique pratique révolutionnaire, tantôt la manifestation de toutes les résistances accumulées par de longues années de défaites contre un renouvellement de l'orientation révolutionnaire. On peut même aller plus loin et dire que tous les glissements successifs du parti vers la droite ou vers l'ultra-gauche sont comme le témoignage de l'absence d'une orientation révolutionnaire ou plus exactement de l'absence d'un travail systématique — pratique et théorique — pour mettre au point une orientation révolutionnaire. Depuis quelque temps, il est vrai, le PSU se propose de devenir un intellectuel collectif au service de la classe ouvrière, mais pour lui cela signifie moins rechercher une ligne politique (révolutionnaire et globale) que rassembler les idées qui sont dans l'air et en donner une expression compréhensible. C'est sans doute ce qui explique la sensibilité particulière du parti à des mouvements qui ébranlent en profondeur notre société : crise de la sexualité et des rôles féminins, crise de l'éthique productiviste et des rapports de travail, crise des idéologies de la

croissance et montée des mouvements écologiques, crise de l'individualité bourgeoise et mise en question du mode de vie capitaliste, etc. Faut-il le rappeler, le PSU, dans les années soixante, a été la première organisation à poser les problèmes dits du « cadre de vie », et ses sections ont souvent accumulé une très riche expérience dans ce domaine, à travers leurs activités locales. Le revers de la médaille, c'est évidemment que la mise en forme de toutes ces poussées contre l'ordre capitaliste est défectueuse, très souvent superficielle, c'est-à-dire reste souvent à un stade infrapolitique sans atteindre toute la charge offensive qui serait possible, permettant par-là même une facile récupération par la social-démocratie rénovée.

Le PSU est ainsi profondément caractérisé par l'amorphisme de son radicalisme, mais c'est précisément ce qui fait sa force relative dans le contexte politique et social français. En tant qu'organisation, il reflète assez fidèlement la nature sinueuse, contrastée, souvent peu politique du processus de radicalisation qui se fait jour depuis une dizaine d'années. Ses formes d'organisation relativement lâches, son idéologie souple, ses tactiques changeantes, correspondent dans une large mesure à ce qu'attendent beaucoup de jeunes militants qui, dans le stalinisme, rejettent surtout le dogmatisme, le bureaucratisme sans comprendre ses racines politiques et sociales. Avec son démocratisme affiché, le manque de révérence dont il fait preuve à l'égard de ses directions successives, il attire aussi beaucoup de ceux qui refusent le paternalisme et le double langage du réformisme français classique. On peut certes noter que le PSU a beaucoup de mal à garder les militants qu'il gagne. Nombreux sont ceux qui rompent avec lui, sur la droite ou sur la gauche, parce qu'ils ne trouvent pas dans sa pratique (interne et externe) un minimum de clarification politique. Mais cette faiblesse ne tarit pas pour autant un courant étonnamment régulier de recrutement. Le PSU, en ce sens, est un lieu géométrique où convergent de façon massive beaucoup de révoltes et de mises en question des relations sociales bourgeoises. On vient au PSU, moins parce qu'on partage sa « ligne » — elle change tellement — et ses options tactiques — elles sont suffisamment floues et indéterminées pour satisfaire des nostalgies très diverses — que pour son indétermination (à propos de toute une série de problèmes). On lui est reconnaissant de ne point imposer de théories et d'idéologies rigides et de laisser coexister dans son sein des attitudes et des orientations contradictoires à bien des égards. De ce point de vue, son indétermination est l'un de ses principaux atouts.

On voit par là que la lutte contre le « centrisme » de ce parti multiforme ne peut se résumer dans un rappel aux principes et dans des condamnations globales de l'opportunisme. Sur ces seules bases, on a peu de chances de convaincre beaucoup de militants, la majorité d'entre eux étant persuadée que les erreurs de leur organisation sur le plan tactique peuvent toujours être redressées. En réalité, la confron-

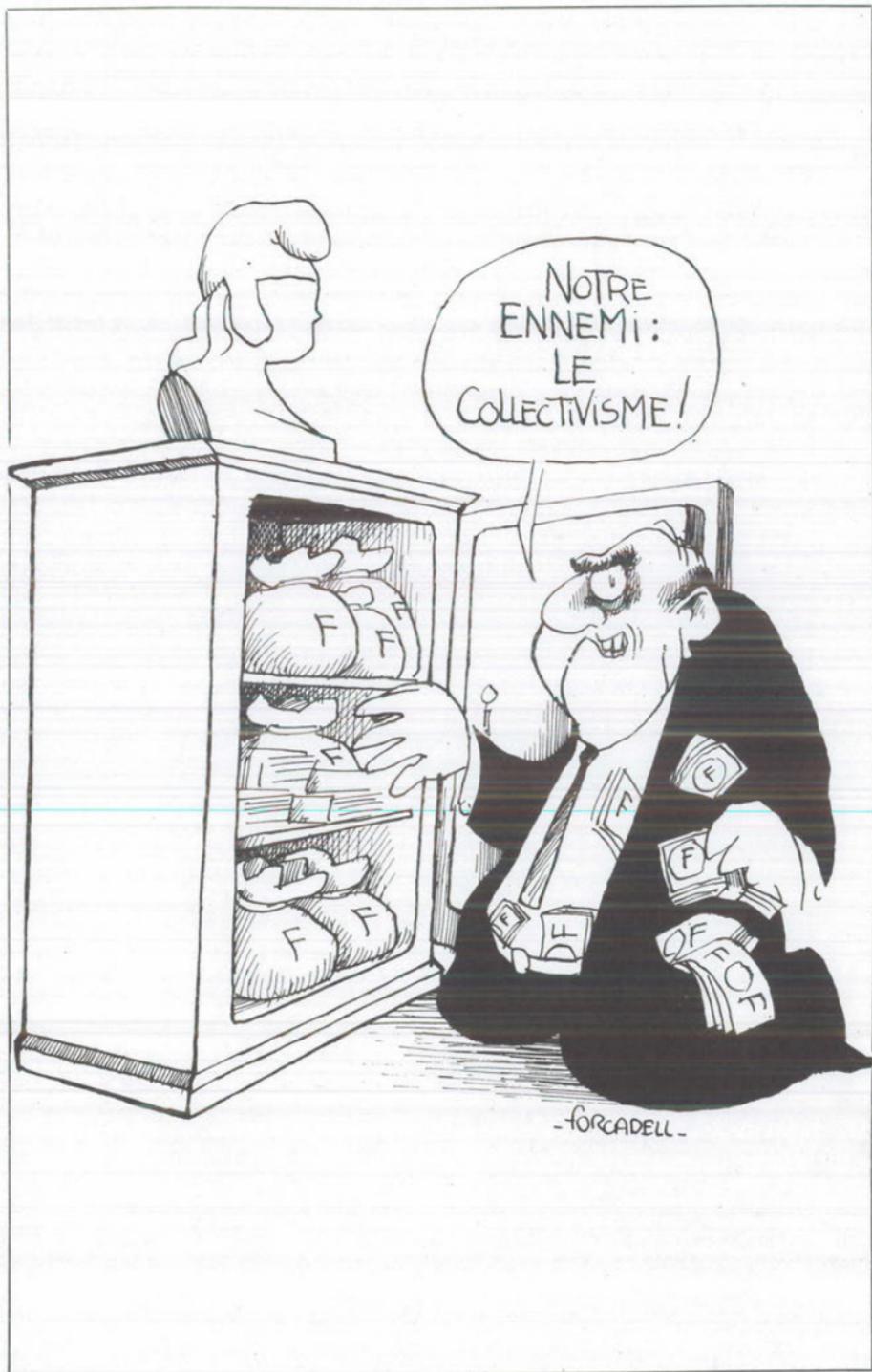
tation doit être beaucoup plus dynamique et beaucoup plus profonde, elle doit en particulier porter sur la façon d'exprimer et de prolonger la radicalisation des travailleurs et des jeunes dans la période présente. Il s'agit, entre autres, de montrer aux militants et aux sympathisants du PSU qu'il ne suffit pas de donner la parole à ceux qui contestent et de se faire l'écho de leurs aspirations à un monde différent, mais qu'il est absolument nécessaire de récupérer une dimension politique refoulée depuis des décennies sous l'impact du stalinisme et de la « prospérité » capitaliste des années cinquante et soixante. Il s'agit, en quelque sorte, de redécouvrir que l'auto-organisation des travailleurs c'est-à-dire la reconstruction consciente du rapport social de production, ne peut s'opérer sans un travail systématique de désagrégation-destruction de la politique bourgeoise, sans la mise au point d'une pratique révolutionnaire qui transcende les manifestations les plus immédiates de malaise et de révolte. C'est dire qu'il faut dépasser l'indifférence aux problèmes de stratégie et la tendance fâcheuse à postuler la révolution socialiste sans chercher à déterminer les cheminements qui sont nécessaires aujourd'hui ou les formes d'organisation indispensables pour concentrer et féconder les énergies. Il y a maintenant une couche relativement nombreuse de militants d'avant-garde (organisés ou non sur le plan politique), mais il faut bien constater que, faute d'un parti révolutionnaire implanté, ils oscillent entre la condamnation sectaire et le suivisme politique, à quoi s'ajoutent les démoralisations temporaires qui peuvent se produire dans leurs rangs, lorsque l'indifférence politique semble l'emporter dans les couches particulièrement combattives de la classe ouvrière. Dans la conjoncture actuelle, caractérisée à la fois par une usure rapide du régime Giscard et par une atonie apparente de la contestation politique, ces dangers sont particulièrement pressants. On peut donc s'attendre à une pression considérable de cette démoralisation relative sur le PSU. Mais la plus insuffisante réponse à donner à ces hésitations et interrogations du PSU et de sa sphère d'influence serait de se contenter de rappels constants aux principes.

Lorsqu'on veut lutter contre les tentations opportunistes, il faut effectivement affronter des problèmes dont les données ne se laissent pas ramener purement et simplement aux données connues et analysées, il y a trente ou quarante ans. C'est ainsi que l'hégémonie du réformisme sur le mouvement ouvrier ne peut plus être saisie comme une déviation temporaire par rapport à un cours rectiligne du processus révolutionnaire. Elle est trop liée à des formes d'organisation et à des idéologies qui ont encore aujourd'hui des racines profondes dans la classe ouvrière, pour avoir imprégné sa vie pendant des décennies. Elle ne peut donc être ébranlée seulement par des regroupements et des réalignements politiques dans les sommets ou les superstructures du mouvement ouvrier, mais bien par des processus de réorganisation en profondeur de la classe ouvrière. De



ce point de vue, il est par conséquent capital de bien comprendre la nature de la crise sociale présente et surtout de bien mesurer quelles sont ses modalités d'expression au niveau de l'Etat (par exemple, difficultés de l'Etat-providence dans ses fonctions de gestion et de prévoyance sociales). Toute la perspective du double pouvoir dépend en effet des processus qui se passent plus ou moins souterrainement à ce niveau, et les rythmes de développement de la crise révolutionnaire à venir sont également liés à ces modes de décomposition des rapports bourgeois. Les désordres, les dysfonctionnements s'accumulent, mais la marche vers la crise révolutionnaire reste lente et sinueuse comme on le voit en Italie, le pays où les luttes sont les plus avancées en Europe. Il est bien sûr fort probable qu'on assistera au bout d'un certain temps à une accélération des affrontements de classe, mais ce qu'il faut maîtriser pour le moment, c'est une conjoncture où les instruments de la classe dominante s'émeussent de plus en plus, mais où les affirmations des travailleurs sont encore très largement inarticulées. La recomposition du mouvement ouvrier, par suite, ne peut être que lente et difficile. Dans l'immédiat, elle ne peut passer par des ruptures éclatantes dans les organisations réformistes ou dans leurs zones d'influence, elle passe au contraire par le dur apprentissage de la politique pour l'extrême gauche révolutionnaire. Il s'agit de susciter peu à peu des différenciations dans les organisations réformistes et de faire apparaître toute la distance qui sépare leurs pratiques réelles des exigences de la situation. C'est cette bataille pour desserrer l'étreinte du conservatisme réformiste qu'il faut proposer au PSU, elle est plus exaltante qu'une activité parasitaire de flanc-gauche de l'Union de la gauche.







## Crise du système et stratégie ouvrière en Italie : Bilan d'une décennie

● La caractérisation de la situation italienne, surtout après les élections du 20 juin, a été objet d'une discussion très vive dans le mouvement ouvrier et notamment parmi les militants de l'extrême gauche. Penses-tu qu'au cours des dernières huit ou dix années, il y a eu en Italie des situations préévolutionnaires ? Quelle appréciation portes-tu sur l'ensemble de la période ?

— Je crois qu'il est possible de faire une distinction entre la caractérisation globale de la période et des caractérisations plus spécifiques. Les marxistes-révolutionnaires estiment que 1968 a marqué l'irruption d'une crise d'ensemble du système qui ne peut être comparée qu'avec deux autres crises majeures dans l'histoire de l'Italie capitaliste : celle de 1918-1920 et celle de 1943-1947. Or, la crise du commencement des années vingt ne dura que deux ou trois années (en octobre 1922, le fascisme prit le pouvoir, mais le repli commença déjà en automne 1920) et la crise de la fin de la Deuxième Guerre mondiale s'acheva par une stabilisation relative du système déjà à partir de 1947-1948. La crise actuelle est ouverte depuis neuf ans, certes, avec des oscillations conjoncturelles, mais, en tout cas, sans une stabilisation, ne fut-ce que relative, du type par exemple de celle qui a suivi Mai 1968 en France, sans replis de la classe ouvrière, par exemple, comme celui de la classe ouvrière britannique, à partir de la moitié de 1975 environ. Ces comparaisons, par elles-mêmes, mettent suffisamment en relief le caractère exceptionnel de l'expérience italienne.

On pourrait dire qu'au Portugal, la crise de l'appareil d'Etat bourgeois a pris des formes plus spectaculaires et que les organes de démocratie révolutionnaire, embryons d'une dualité de pouvoir, ont surgi sur une échelle sensiblement plus ample qu'en Italie. Toutefois, la flambée portugaise a été beaucoup plus limitée dans le temps ; après le 25 novembre, toutes les limites objectives et subjectives, qui n'avaient pesé que partiellement dans la phase la plus explosive de la crise, ont commencé à jouer de plus en plus, en facilitant le reflux actuel. C'est en Espagne que le mouvement de masses a aujourd'hui les potentialités les plus grandes ; il est en train de faire des expériences exaltantes et s'affronte à une classe dirigeante qui n'a pas encore résolu le problème de la transition d'une dictature fasciste à l'institutionnalisation d'une démocratie bourgeoise. Mais la crise remonte à une période plus récente et il est, en tout cas, trop tôt pour tirer des conclusions d'ensemble.

C'est donc en Italie que, jusqu'ici, la crise des années soixante-dix a été la plus profonde, la plus durable et la plus généralisée. Cette appréciation doit être précisée en disant qu'en 1969-1970 et en 1975-1976, s'est esquissée une situation pré-révolutionnaire.

● Si cela est vrai, il me paraît nécessaire de saisir les éléments spécifiques qui sont à la base d'un tel développement. Quelle est ton opinion à ce sujet ?

— Cette question a été largement débattue en Italie, sous plusieurs angles. En gros, surtout à partir de la phase d'incubation du centre gauche, tout un courant d'économistes et de sociologues a défendu l'idée que la société italienne était encore un pays arriéré, non homogène par rapport aux autres pays de l'Europe capitaliste, marqué par une expérience trop courte de la vie démocratique, peu mûr du point de vue technique et culturel. Ils en tiraient la conclusion qu'il fallait mettre à l'ordre du jour une « rationalisation » et une démocratisation du régime, son assimilation aux « modèles » des pays les plus « avancés » d'Europe occidentale. Ces idées ont été exprimées de la façon la plus claire, dans un essai d'un économiste très connu, Paolo Sylos Labini, auquel j'ai cherché à donner une réponse dans un petit livre sur la dynamique des classes sociales en Italie. Il faut dire qu'une telle conception n'était pas loin des conceptions défendues dans tout l'après-guerre par le PCI, qui, justement, sur des analyses de telle nature, a fondé sa stratégie de « démocratie progressive » en 1944-1947 et de « nouvelle étape de la révolution démocratique et antifasciste » maintenant.

Depuis trente ans, les marxistes-révolutionnaires ont polémique avec de telles analyses, peu fondées déjà en 1944-45 et absolument indéfendables aujourd'hui, après l'évolution que la société italienne a connu pendant les années cinquante et soixante. Mais la constatation que l'Italie est un pays capitaliste moderne à plein titre n'implique pas une négation ou une sous-estimation des facteurs spécifiques d'arriération qui ont opéré et qui opèrent.

Tout d'abord, dans aucun pays du Marché commun, l'existence de zones sous-développées pèse si lourdement. Il s'agit de toute une partie du pays où se combinent des éléments d'arriération historique (cela est spécifique à l'Italie) et des freins au développement propres aux déséquilibres actuels du capitalisme (une telle tendance existe dans d'autres pays aussi mais, à la suite de la jonction que nous avons mentionnée, en Italie, le problème se présente sous des formes beaucoup plus aiguës). Quant aux campagnes en particulier, il faut rappeler que le pourcentage de la population active dans l'agriculture, malgré l'exode rural, reste

plus élevé que dans les autres pays développés de l'Europe capitaliste, France y comprise. La croissance du tertiaire elle-même se compose de deux éléments différents, à savoir une modernisation réelle de la structure économique et la persistance de débouchés précaires pour une main-d'œuvre que l'agriculture expulse et que l'industrie n'est pas en condition d'absorber (1).

En deuxième lieu, la période du boom prolongé a été caractérisée par un véritable brassage des forces de travail, par des mouvements de population importants. Dans les quinze dernières années, à partir de 1951, l'exode rural a intéressé quatre millions de personnes. Dans la même période, les émigrations internes dans leur ensemble ont concerné chaque année plus de 100 000 personnes environ et les émigrations à l'étranger ont plus ou moins les mêmes dimensions.

A plusieurs reprises, depuis la fin de la guerre, la classe dominante a été obligée d'esquisser des opérations de rationalisation réformatrice.

La première de ces opérations, stimulée par l'explosion de mouvements des paysans sans terre, a été réalisée au commencement des années cinquante, lorsque le « centrisme » de De Gasperi a amorcé une réforme agraire qui, malgré ses limites graves, a frappé durement la grande propriété foncière, notamment dans le Midi. La deuxième a été menée à partir de 1962, lorsque le « centrisme » fut remplacé par le centre gauche, dont le projet ambitieux était d'éliminer ou de réduire une série de déséquilibres persistants du système, de co-intéresser, dans une opération de stabilisation à long terme, une partie de la classe ouvrière, représentée politiquement par le PSI, d'isoler et d'affaiblir sensiblement le Parti communiste. Le bilan est clair. Les deux opérations ont fait faillite aussi bien du point de vue de la « rationalisation » que, encore plus, de celui de la stabilisation sociale et politique. Malgré des défaites partielles (1947-1948) et la stagnation relative des luttes dans la deuxième moitié des années 1950, la classe ouvrière italienne a conservé sa vitalité et n'a pas subi de défaites majeures, comparables à celle que la classe ouvrière française a essuyé en 1958. Je voudrais attirer spécialement l'attention sur une difficulté objective sérieuse qui a empêché la bourgeoisie d'exploiter à fond les succès politiques remportés à plusieurs reprises entre 1947 et 1955. Justement, au moment, où la classe ouvrière était acculée à la défensive et perdait du terrain politiquement, les syndicats recevaient des coups durs dans les principales entreprises, des opérations de division par la création de syndicats-maison donnaient quelques résultats et l'unité d'action entre le PCI et PSI était brisée à l'initiative de Nenni. Justement à cette époque, la classe ouvrière commençait à accroître son poids spécifique social, à la suite aussi bien de son développement numérique et de sa plus grande concentration que de la diminution, à la suite de l'émigration, du poids de « l'armée industrielle de réserve ».

(1) L'évolution des pourcentages de la population active a été la suivante (d'après un rapport de la CEE en 1975) : pour l'agriculture : 1955 : 42 % ; 1968 : 22 % ; 1974 : 17 % ; pour l'industrie : 1955 : 32 % ; 1968 : 41 % ; 1974 : % ; pour les services : 1955 : 26 % , 1968 : 37 % ; 1974 : 39 % . En France, les pourcentages étaient, en 1955, de 27 % pour l'agriculture, 36 % pour l'industrie, et de 37 % pour les services et en 1975, respectivement de 12 % , 39 % et 49 % .

## Le rôle du prolétariat et les dimensions multiples de la crise sociale et politique.

● Peux-tu mieux préciser quelle a été l'évolution de la classe ouvrière du point de vue social et comment cela a joué dans l'explosion de 1968-69 ?

— J'ajouterai quelques données sur les transformations sociales. Entre 1951 et 1971, le pourcentage de la classe ouvrière dans la population active est passé de 41,2% à 47,8%. Dans la même période les ouvriers industriels ont augmenté d'un million et demi environ et les ouvriers du bâtiment, d'un million à peu près. En même temps, ont surgi ou se sont renforcées quantitativement et qualitativement des grandes concentrations industrielles qui jouaient un rôle énorme dans la dynamique socio-politique d'ensemble. Deux autres phénomènes qui ne sont pas exclusivement italiens mais qui, en Italie, se sont produits sous une forme plus concentrée : la classe ouvrière devenait de plus en plus homogène à la suite du dépérissement des vieilles professions et catégories et des conditions plus uniformes de la reproduction de la main-d'œuvre ; elle subissait un renouvellement très grand, à cause aussi bien du *turn over* des générations que de l'afflux massif de main-d'œuvre nouvelle. Tout cela est à la base de la montée de 1968 et de sa durée...

● Mais la crise italienne a été le résultat de l'intervention d'autres forces sociales aussi...

— C'est juste. Le phénomène de la radicalisation de la petite bourgeoisie a acquis des dimensions très considérables et des formes parfois spectaculaires. A vrai dire, des contradictions déchirantes ont éclaté pratiquement à tous les niveaux sociaux et politiques. Sans la radicalisation de la petite bourgeoisie et la crise très profonde de l'idéologie dominante, la crise de l'appareil d'Etat, entre autres, n'aurait pas été si sérieuse. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que les mutations sociales ont bouleversé les classes moyennes aussi. En gros, ces classes ont enregistré, toujours entre 1951 et 1971, un déclin aussi bien absolu que relatif. Cela est, toutefois, le résultat de deux mouvements opposés : le déclin des classes moyennes, dites traditionnelles (qui ont diminué de presque la moitié en perdant plus de 4 millions d'unités) et l'expansion des classes moyennes « nouvelles » accrues d'un million 400 000 unités (exemple particulier : les enseignants étaient 325 000 en 1951, 600 000 en 1971 et ils dépassent les 700 000 aujourd'hui).

Toutefois, le rôle central de la classe ouvrière dans la crise du système — ce rôle que tant de « théoriciens » avaient mis en question avant Mai 1968 — est apparu rarement d'une façon aussi claire qu'en Italie dans la dernière décennie. Il est vrai que les premières ruptures des équilibres préexistants se sont produites sur des terrains « périphériques » et notamment le mouvement des étudiants a eu un rôle avant-coureur. Mais l'explosion ouvrière a suivi assez rapidement — un décalage de quelques mois — et ce sont incontestablement les grandes luttes ouvrières de 1969 qui ont ébranlé le pays en créant une situation pré-révolutionnaire. Ce sont les vagues de mobilisation du prolétariat des années suivantes qui ont provoqué l'échec des tentatives de stabilisation relative, comme celle de 1971-1972, tentée par Andreotti, et celle de 1973-74, par Fanfani. Ajour-

tons une autre considération. A l'époque de l'émeute de Reggio Calabria et au moment où ils avaient réussi à se renforcer relativement, les fascistes s'étaient fixé l'objectif de créer une situation à la Reggio Calabria à Naples, ville d'une importance stratégique centrale. Si ce projet a fait faillite, lamentablement, (entre autres, le PCI a eu 40% de voix le 20 juin 1976 !), cela doit être attribué au rôle joué par les couches ouvrières concentrées dans la ville et les zones environnantes, qui ont été les protagonistes, à plusieurs reprises, de luttes très combatives et de manifestations imposantes. En outre, si en Italie le mouvement étudiant a tenu pendant une période plus longue, en jouant comme facteur de déséquilibre politique pendant des années, cela est dû à la convergence, plus grande que dans d'autres pays, avec les luttes ouvrières et à la durée de ces luttes. Finalement, c'est toujours le poids de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier organisé qui a évité que les mouvements « rebelles » ou « plébéiens » divers acquièrent un caractère fascisant ou poujadiste, les a aidés à assimiler des conceptions et des méthodes de lutte analogues à celles du prolétariat, à se polariser politiquement, lors des élections de 1975 et 1976, autour des partis ouvriers.

● Il y a eu des discussions, notamment dans l'extrême gauche, sur la caractérisation de la situation à partir du commencement de 1975. Quelle est ton opinion à ce sujet ?

— La discussion peut être synthétisée dans les termes suivants : est-ce qu'on pouvait parler de nouveau, comme en 1969, d'une situation prérévolutionnaire ? Personnellement, je crois que oui. Mais de toute façon, ce qui est plus important, c'est de comprendre que la crise ouverte en 1968 n'a pas été surmontée jusqu'ici.

J'estime que notre mouvement international a utilisé parfois sans trop de précision, avec approximation, des notions telles que « situation révolutionnaire », « situation prérévolutionnaire », « montée révolutionnaire », « situation potentiellement révolutionnaire », « saut qualitatif qui pourrait permettre la maturation d'une crise révolutionnaire », etc. Nous avons eu une discussion là-dessus dans *Bandiera Rossa*, organe de la section italienne, l'année passée. Je ne peux pas aborder le sujet maintenant. En gros, je pense qu'une difficulté découle du fait, qu'aussi bien chez Lénine que chez Trotsky, la caractérisation d'une situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire est le plus souvent descriptive (dans une des citations les plus connues de Lénine, rappelée dans le dernier numéro de *Critique communiste*, on parle de « symptômes d'une situation révolutionnaire »). En plus, Lénine et Trotsky ont appliqué leurs critères avec une certaine latitude. Par exemple, Lénine a parlé de situations révolutionnaires en 1860 en Allemagne, en 1879-80 en Russie. Trotsky a parlé d'une situation prérévolutionnaire en 1931, non seulement en Espagne, mais aussi en Allemagne et en Angleterre. Par analogie, on pourrait dire qu'en Italie, la situation a été prérévolutionnaire de 1968-1969 jusqu'ici. Mais une caractérisation si générale aurait une valeur opérationnelle très douteuse... De toute façon, on peut dire, en synthétisant, qu'une situation révolutionnaire se produit lorsque les contradictions inhérentes au système, aux différents niveaux des structures socio-économiques et politiques, ne restent plus à l'état de potentiel mais éclatent sous une forme directe en brisant les équilibres préexistants, sans que la possibilité existe d'établir des équilibres nouveaux à une échéance rapprochée. Dans un tel contexte, les classes dominantes sont incapables d'exercer leur hégémonie comme auparavant, le prolétariat n'est plus disposé à subir l'ancienne exploitation et les classes

moyennes elles-mêmes cherchent fiévreusement une issue. Lorsqu'une telle situation se généralise et se concentre dans un laps de temps délimité et aboutit à des mouvements qui, en fait, posent le problème du pouvoir, il y a une situation révolutionnaire. Lorsque de tels phénomènes n'émergent que sous une forme initiale ou partielle, lorsque la dynamique d'une confrontation générale pour le pouvoir ne s'est pas encore précisée, il y a une situation prérévolutionnaire. Dans une situation prérévolutionnaire, il est nécessaire de mettre l'accent sur des objectifs de transition et exploiter toutes les occasions pour stimuler la formation d'organismes de démocratie prolétarienne, éléments potentiels d'une dualité de pouvoirs. Dans une situation révolutionnaire, il faut poser dans une perspective concrète et rapprochée, le problème du pouvoir et, comme précondition, il faut s'efforcer de généraliser et d'unifier, politiquement et organisationnellement, les organes de démocratie prolétarienne exprimant déjà une dualité de pouvoirs. Les problèmes de l'autodéfense et de l'armement du prolétariat doivent être posés aussi dans des termes immédiats, comme une nécessité préemptoire. En réalité, l'expérience de l'époque qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale a démontré — aujourd'hui, dans des pays d'Europe capitaliste, pendant les années 1950 et 1960, dans quelques pays d'Amérique latine — que des crises prolongées, y compris avec des formes embryonnaires ou larvées de dualité de pouvoirs, sont possibles, alors qu'auparavant des crises analogues étaient surmontées beaucoup plus rapidement.

L'analyse de la période 1975-1976 est développée dans les thèses pour le congrès de la section italienne, publiées intégralement dans *Bandiera Rossa*. La constatation centrale est qu'à partir de la première moitié de 1974, la crise du système est devenue encore plus profonde qu'en 1969. Cela surtout à cause d'une synchronisation exceptionnelle, presque sans précédent, de crise sociale, crise économique et crise politique, qui a déterminé une convergence de mouvements sociaux, mouvements démocratiques et luttes cruciales de la classe ouvrière dans un mouvement politique d'ensemble à dynamique anticapitaliste.

C'est en particulier la crise économique qui a imposé objectivement la nécessité et subjectivement la compréhension de la nécessité de cette issue politique globale. Le succès électoral du PCI, le 15 juin 1975, et sa nouvelle avancée, le 20 juin 1976, sont, en dernière analyse, le reflet d'une telle situation. Dans ce contexte, d'autre part, la crise de la Démocratie chrétienne a pris des formes de plus en plus déchirantes en tant que manifestation du processus de désagrégation du bloc politico-social qui s'était affirmé, il y a trente ans. La grande bourgeoisie industrielle, frappée par la chute des profits et par la récession, est moins disposée qu'auparavant à partager le butin avec d'autres secteurs de la classe dominante, découvre le « parasitisme » et ouvre le feu contre les dysfonctionnements de l'appareil politique, en dénonçant l'incapacité du gouvernement à faire des choix économiques cohérents.

La bourgeoisie technocratique et bureaucratique se sent menacée dans son système de clientèle et refuse son sacrifice sur l'autel de la lutte contre le « parasitisme » et l'inefficacité. La bourgeoisie financière et spéculatrice, loin de se résigner au rôle de bouc émissaire, s'oppose à toute rationalisation, à toute tentative de se discipliner un tant soit peu et exploite au maximum les marges de manœuvre que lui assurent l'inflation et la crise monétaire internationale. Les classes moyennes aisées n'ont aucune intention de renoncer aux positions de privilèges acquises à l'époque du boom prolongé et entravent toute mesure, même vaguement réformiste. La petite bourgeoisie rurale, de plus en plus laminée par les

mécanismes du marché internes et internationaux, commence à contester les structures et les orientations politiques qu'elle avait soutenues des décennies durant. Les couches moyennes urbaines, pénalisées par l'inflation et menacées dans leur niveau de vie, cessent, à leur tour, d'avoir le comportement des défenseurs du statu quo. Les couches de l'intelligentsia, de professions libérales, etc., souffrant de la démystification des rôles sur lesquels se fondait leur prestige social, expriment de plus en plus la crise de l'idéologie et des valeurs traditionnelles.

● Pourrais-tu donner des exemples de la crise idéologique de la classe dominante ? A quelle niveau cette crise se situe-t-elle ?

— Je donnerai trois exemples. Le premier concerne la grande presse dite d'information. A la faveur d'une crise financière grave, un processus de concentration se développe en Italie aussi : quelques groupes puissants se sont emparés de presque tous les quotidiens les plus importants. Toute fois, les droits et les pouvoirs arrachés par les journalistes, les typographes, etc., limitent sérieusement la liberté de manœuvre des patrons qui, parfois, n'ont pas réussi à imposer à leurs propres journaux les orientations conservatrices qu'ils prônent. La crise des valeurs traditionnelles est d'ailleurs, si généralisée que, souvent, des journalistes et des écrivains ne sont pas disposés à jouer les défenseurs du régime et du gouvernement. Le cas du *Corriere della Sera* est éloquent en la matière. Depuis quelques années, ce journal qui vient de célébrer son centième anniversaire et qui représente une tradition nettement conservatrice, voire réactionnaire, a subi une transformation très grande. Du point de vue journalistique, il est désormais à un niveau qui n'est pas du tout inférieur à celui du *Times*, du *Guardian* ou du *Frankfurter Allgemeine*, même s'il reste encore au-dessous du *Monde*. Ce qui plus est, il met tout en discussion, il développe des polémiques agressives et systématiques contre le régime, les pratiques de gouvernement, les mœurs de la classe dirigeante, les mystifications idéologiques et la rhétorique traditionnelle. Pendant le comité national de la DC de l'été 1975 et son congrès de mars 1976, le *Corriere* a publié des articles au vitriol, pièces magistrales de satire politique. Des tribunes libres sont ouvertes à tous les courants politiques et idéologiques, extrême gauche comprise.

Deuxième exemple : la magistrature, rempart traditionnel du conservatisme et de la réaction, n'a pas échappé à l'orage. Elle s'est divisée assez profondément et ouvertement, elle compte désormais dans ses rangs des partisans nombreux des partis ouvriers et même des organisations d'extrême gauche, qui dénoncent dans des termes explicites et belliqueux le rôle de classe de la justice (le jeune juge Marrane, incriminé comme auteur d'une de ces dénonciations, vient d'être acquitté...). L'une des conséquences les plus importantes de ce changement est que, contrairement au passé, de nombreux procès sur des problèmes du travail (surtout licenciements par représailles, absentéisme, etc.) s'achèvent par la réintégration des militants et la condamnation du patronat. Dans un cas, un juge est allé jusqu'à caractériser le licenciement de quelques ouvriers d'Alfa Romeo comme illégal, en tant que manœuvre de division de la classe ouvrière...

Enfin, la crise de l'Eglise catholique. C'est un phénomène mondial dont les racines sont connues. Il est toutefois important que cette crise ait frappé très profondément même l'Italie, siège du Vatican, où l'Eglise joua un rôle essentiel dans la période de reconstruction capitaliste de l'après-guerre. La défaite de l'Eglise et

de la DC au référendum sur le divorce en 1974 a été la manifestation la plus éclatante de cette crise qui s'exprime sous des formes innombrables. Lors des dernières élections, une série d'intellectuels catholiques très connus ont été inclus dans les listes du PCI et certains ont été élus. Les cas de prêtres défiant l'autorité de la hiérarchie et du pape (en partant de position diamétralement opposées à celles de Mgr Lefebvre...) sont très nombreux, celui de don Franzoni n'est que le plus connu. Il y a eu aussi des épisodes sensationnels : des prêtres qui ont annoncé dans leur serment du dimanche qu'ils s'en allaient pour rejoindre le PCI...

● **Les résultats des élections du 20 juin ont-ils remis en question ces appréciations ? Malgré tout, la DC a récupéré et il n'y a pas eu de majorité de gauche.**

— Le 20 juin a représenté, ne fut-ce que dans des proportions modestes, un déplacement ultérieur en faveur du mouvement ouvrier considéré dans son ensemble. Après le bond du 15 juin 1975, sans précédent dans l'histoire électorale italienne, un autre bond de la même portée était improbable, même si les 51 % à la gauche ne pouvaient être exclus. Est-ce que cela signifie que nous avons surestimé la profondeur de la crise ? Je ne crois pas. Je ne pense pas, d'ailleurs, que la conquête de la majorité électorale ou parlementaire soit nécessairement une condition d'une lutte victorieuse du prolétariat pour le pouvoir ; même dans une crise profonde, les mécanismes du système servent à quelque chose. N'oublions pas que les bolcheviks furent minoritaires aux élections pour l'Assemblée constituante, quelques semaines après la prise du pouvoir...

Il est vrai que la conquête de la majorité par les partis ouvriers, dans le contexte donné, aurait aggravé sensiblement la crise politique de la bourgeoisie et stimulé davantage la combativité et la maturation politique des masses. La reprise partielle de la DC, le fait que le PCI n'est pas devenu le parti de la majorité relative, comme ses militants l'espéraient, tendent à agir dans la direction opposée, car les masses n'ont pas vu se concrétiser ce qui apparaissait à leurs yeux comme une perspective crédible, une issue politique globale.

● **La formation du gouvernement Andreotti a marqué un tournant : le PCI a cessé d'être, pour la première fois depuis 1947, un parti d'opposition. Quelle est la dynamique et quels sont les dangers de cette nouvelle situation ?**

— L'impasse des élections a débouché sur une première évolution négative qu'il serait dangereux de sous-estimer. La décision du PCI de permettre la formation du gouvernement Andreotti a déjà eu des conséquences concrètes, défavorables au développement des luttes ouvrières. La même chose vaut pour l'attitude des directions syndicales qui s'efforcent d'éviter une confrontation majeure avec le gouvernement et le patronat. Or, la bourgeoisie veut une épreuve de force dans le sens qu'elle veut, pour la première fois depuis dix ans, frapper durement le niveau de vie des masses, arracher à celles-ci certaines conquêtes précieuses. Elle a déjà marqué quelques points sur ce terrain. Le problème est donc de savoir si le patronat et le gouvernement réussiront à imposer leur projet sans se heurter à l'opposition des masses, sans rencontrer une résistance sérieuse ou s'il y aura une nouvelle vague de luttes, précondition d'une contre-attaque de la classe ouvrière. Les grèves, les manifestations, les mobilisations dans les entreprises et dans la rue, pendant la première moitié d'octobre, ont démontré que le potentiel combatif n'est pas épuisé et que des avant-gardes peuvent jouer un rôle décisif dans l'orga-

nisation de la riposte de masse au gouvernement et au patronat. Mais, sans rectification de l'attitude actuelle de passivité et d'attente des organisations traditionnelles, sans un tournant, au moins partiel, des directions syndicales, des mouvements généralisés de portée nationale pourront très difficilement se développer avec succès alors que des mouvements à l'échelle locale et sectorielle n'auraient aucune possibilité de bloquer l'offensive de l'adversaire. Cela veut dire que la bourgeoisie a quelques chances de gagner une bataille importante à une échéance rapprochée, d'infliger, pour la première fois depuis 1966, un coup sévère à la classe ouvrière et de créer, ainsi, les conditions d'un reflux. Il est probable que même dans ce cas, on ne reviendrait pas à la situation d'avant 1967, à une stabilisation, mais évidemment, il ne serait plus question de situation prérévolutionnaire et la classe dominante et ses appareils politiques disposeraient à nouveau de marges de manœuvres considérables.

J'ajouterai que quelques symptômes inquiétants se sont dessinés sur d'autres terrains. Le mouvement des étudiants, qui a connu une phase difficile déjà l'année passée, n'a pas été relancé jusqu'ici. Il a subi l'impact négatif de l'impasse de la problématique traditionnelle et de la difficulté de fixer des perspectives de mobilisation à court terme avec une convergence réelle — non purement propagandiste ou abstraite — avec les luttes ouvrières. Des phénomènes de démoralisation et de véritable désagrégation sociale se produisent dans la jeunesse avec des tendances à renoncer à la politique active, à mettre l'accent sur l'« autoconscience », à célébrer la primauté du « privé » et du « personnel ». Je ne peux pas aborder ici le grand sujet du mouvement des femmes qui, sous certains aspects, connaît en Italie son 1968, avec une renaissance de courants spontanéistes, avec toute une charge émotionnelle et morale très riche, mais aussi avec une grande partie de la mythologie de cette année célèbre. Il est préoccupant que, justement, dans cette conjoncture cruciale, des tendances centrifuges s'accroissent, en affaiblissant notamment l'extrême gauche, et que le mouvement des femmes n'a pas été capable jusqu'ici de se mobiliser sur une base unitaire autour des grands thèmes politiques à l'ordre du jour, dont l'avortement.

● **Je voudrais revenir en arrière pour poser une question que beaucoup de militants se posent : comment peut-on expliquer qu'après une énorme vague de luttes, pendant une dizaine d'années et dans un contexte de crise globale du système, l'hégémonie du réformisme, loin d'être en déclin, a atteint des nouveaux sommets ?**

— Ce problème a déjà été posé, en perspective, déjà en 1968-1969. Dans les noyaux et les courants qui donnèrent plus tard naissance aux formations d'extrême gauche, l'opinion presque unanime était que le PCI était condamné à une usure irréversible et qu'il avait loupé le coche. Notre appréciation était beaucoup plus sobre, mais, nous aussi, nous avons sous-estimé la capacité de récupération des directions bureaucratiques et la possibilité d'un nouvel essor de l'influence du PCI. Nous avons eu une conception trop mécaniste et immédiatiste des conséquences de la contradiction où le PCI se trouvait, la contradiction découlant du fait qu'il voulait imposer une stratégie réformiste dans une phase de crise du système où s'était esquissée une situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire.

## Spécificités du PCI et racines de son hégémonie

● On a parlé beaucoup des spécificités du PCI dans le cadre des discussions sur les spécificités italiennes. Qu'est-ce que tu en penses ?

— Les traits spécifiques de l'histoire du PCI, de son groupe dirigeant et de la formation de ses cadres expliquent sa force, sans équivalence dans le mouvement communiste des pays capitalistes. Il faudrait même remonter plus en arrière et rappeler que la classe ouvrière italienne, avant et pendant la Première Guerre mondiale, a eu un Parti socialiste très fort, ne s'identifiant pas avec les positions de la social-démocratie traditionnelle. Mais, pour nous référer à une époque plus récente, le degré plus limité de stalinisation par rapport, par exemple, au PCF, la forme de centrisme bureaucratique *suis generis* (tentatives d'estomper des traits particulièrement repoussants du stalinisme, utilisation de Gramsci pour contrebalancer Jdanov, acceptation d'une certaine dialectique dans le groupe dirigeant pendant certaines périodes, etc.) représenté par le « togliattisme », la solidité des racines « nationales », la flexibilité théorique et politique, voilà autant de facteurs qui ont joué et que les marxistes-révolutionnaires italiens ont analysés à maintes reprises. La clairvoyance, de son point de vue — avec laquelle Togliatti a abordé le tournant de la « déstalinisation », très en avance sur le PCF et aussi le PCE — a permis au PCI de mieux s'adapter aux exigences « nationales » et en même temps de couper l'herbe sous les pieds aux socialistes. En 1956, Nenni avait espéré profiter de la crise du stalinisme pour mettre sérieusement en difficulté le PCI et pour renverser en faveur de son parti le rapport de forces dans le mouvement ouvrier (le rapprochement avec Saragat aussi était fait dans but). Mais ce projet a fait faillite, alors qu'en France, l'opération de relance de la SFIO par Mitterrand a connu un succès spectaculaire. Je pense que le retard du PCF à opérer le tournant « italien », son manque de doigté, le type différent de son cadre traditionnel, la misère démagogique de certains de ses dirigeants ont contribué beaucoup à une évolution très différente du mouvement ouvrier organisé en France et en Italie.

Toutes les spécificités mentionnées ont joué, je le répète. Mais ce n'est pas l'essentiel. Encore une fois, il faut revenir à la dialectique des conquêtes partielles pour expliquer ce qui a étonné et démoralisé pas mal de militants de l'extrême gauche.

Le bilan de la période entre 1968 et 1976 peut être tiré en partant de deux angles différents. En partant des potentialités existantes, des possibilités créées par une crise sans précédent, il faut constater que toutes ces potentialités n'ont pas été exploitées et que le problème du pouvoir n'a pas même été posé dans des termes d'actualité. C'est l'angle du jugement non seulement des marxistes-révolutionnaires, mais aussi d'une très large partie de l'extrême gauche et des couches les plus mûres de l'avant-garde sociale. Mais, on peut se demander, d'autre part, si la classe ouvrière, à la suite des luttes de ces années, a arraché concrètement quelque chose, si elle a réalisé des conquêtes, tout en ne brisant pas le cadre du système. C'est le critère qui prévaut parmi les masses, notamment parmi les travailleurs qui se sont politisés au cours de la dernière décennie.

● Alors, quel est le bilan d'après ce critère ?

— Depuis 1969, la classe ouvrière a réussi à surmonter des conditions d'inégalité préexistantes (par l'élimination des différences salariales selon les zones, par la pratique des augmentations égales pour tous) ; elle a arraché des augmentations de salaire considérables et amélioré le mécanisme de l'échelle mobile, elle a obtenu une réduction généralisée des heures de travail ; en d'autres termes, elle a imposé une certaine redistribution du revenu en sa faveur. En ce qui concerne les catégories principales, les augmentations de salaires ont été obtenues aussi bien par les contrats nationaux que par les contrats intégratifs d'entreprise. Selon un chiffre publié en janvier 1977 par le ministère du Travail, l'évolution des salaires dans la période 1970-1975 (à savoir, sans prendre en considération 1969, années d'augmentations assez sensibles, par exemple, pour les métallos) a été la suivante : agriculture de 100 à 221, industrie de 100 à 231, transports de 100 à 202 (il s'agit du salaire horaire minimum). Par effet de l'inflation, qui a opéré surtout à la fin de la période considérée, les prix à la consommation sont passés de 100 à 170. En ce qui concerne l'échelle mobile, le dernier accord a impliqué l'unification du point avec un avantage pour les catégories importantes de 40 h et même un peu moins dans certains secteurs. Elle a déterminé par ses luttes une situation nouvelle dans les entreprises en brisant le despotisme patronal ; elle a conquis des pouvoirs de contrôle réel (sur les cadences, les conditions de travail, les effectifs, etc.) et exercé une espèce de droit de veto sur les licenciements aussi bien de nature économique que de nature politique ; elle a obtenu par le *statut des travailleurs*, que certains droits arrachés *de facto* aient une sanction légale. En même temps, les mobilisations de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie radicalisée, du mouvement des étudiants, du mouvement des femmes ont réalisé des conquêtes démocratiques telles que le divorce et la révision en cours de vieilles lois contre l'avortement ; elles ont balayé dans une large mesure les restrictions autoritaires et antidémocratiques imposées par le régime Démocrate-chrétien, depuis 1943, en imposant le fonctionnement d'une démocratie bourgeoise parmi les plus avancées. Dans les écoles et les universités, les traditions réactionnaires ont été largement brisées, les mécanismes autoritaires sont en panne. Des changements très profonds se sont produits dans la mentalité, dans les comportements, dans les mœurs d'une très grande partie des gens. Les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier se sont considérablement renforcées.

Tout cela est à la base des rapports entre les masses et les organisations réformistes. Aux yeux des larges masses, le PCI et les organisations syndicales elles-mêmes n'apparaissent pas comme les fossoyeurs d'une révolution possible, mais comme les instruments qui ont permis d'arracher des conquêtes partielles importantes.

● Est-ce qu'un tel bilan ne remet pas en question toutes les appréciations que nous avons faites sur le rétrécissement des marges objectives d'une politique réformiste ?

— La question des marges d'une politique réformiste ne peut pas être posée dans des termes absolus, sous une forme « objectiviste ». Dans le cas concret, comme il est arrivé ailleurs et à d'autres époques, les conquêtes partielles ont été, beaucoup plus que la réalisation d'un projet réformiste d'ensemble, un sous-pro-

duit de luttes de masse à dynamique anticapitaliste et potentiellement révolutionnaires. En fait, entre 1968 et 1976, la classe ouvrière a arraché des conquêtes, des « réformes », plus importantes que dans n'importe quelle autre période de l'histoire de l'Italie contemporaine. Même dans la période de Giolitti, dans la première décennie du siècle, considérée par les historiens comme l'apogée du réformisme, le mouvement des réformes avait eu des résultats plus modestes et une durée plus limitée. Une dernière considération : de même que la dialectique crise économique-luttes ouvrières, la dialectique réformes-luttes ouvrières ne saurait être ramenée à un schéma rigide, unidimensionnel. Une crise peut provoquer, selon les circonstances concrètes, soit une stagnation, soit une relance des luttes. Des réformes peuvent contribuer à une stabilisation, ouvrir des luttes. Des réformes peuvent contribuer à une stabilisation, ouvrir la porte à une « contre-révolution démocratique ». Dans d'autres conditions, elles peuvent, au contraire, aggraver les déséquilibres du système, augmenter la confiance des masses en elles-mêmes, stimuler de nouvelles mobilisations avec des objectifs plus avancés. C'est la deuxième variante qui s'est concrétisée en Italie.

● **Est-ce que tu penses que le PCI a la possibilité de maintenir, sans grands problèmes, son hégémonie sur la classe ouvrière dans la période qui s'annonce ?**

— Tout d'abord, une précision. Lorsque nous constatons la persistance de l'hégémonie du PCI, nous n'ignorons pas que pendant une vingtaine d'années, il y a eu une évolution dans les rapports entre direction bureaucratique et militants, entre parti en tant que tel et avant-gardes sociales et entre parti et masses. Au lendemain du renversement du fascisme, aux yeux de la très grande majorité de ses militants et aussi de ses électeurs, le PCI était le parti qui, au-delà des oscillations tactiques, préparait la révolution et était intégré dans un système communiste mondial idéologiquement et politiquement cohérent. Cela déterminait des rapports de confiance sans réserve. Aujourd'hui, la situation est radicalement changée. Aux larges masses et à des secteurs de l'avant-garde sociale, le PCI apparaît comme le seul instrument politique dont ils puissent se servir à défaut d'une alternative crédible. Parmi ceux qui soutiennent le PCI, seulement une minorité pense que le parti a une stratégie valable pour la transition au socialisme et pourra la traduire dans la pratique. Dans ce contexte, il arrive que des choix politiques du parti rencontrent de fortes résistances, voire une opposition plus ou moins explicite. Des tels phénomènes se sont produits dans les derniers mois, à la suite de la décision du PCI de donner le feu vert à Andreotti et à sa politique d'austérité. Des nombreux cadres et militants du PCI ont participé activement à des grèves spontanées, à des initiatives extra-syndicales, etc. Il est arrivé aussi que des militants du PCI aient défendu la ligne de leur parti dans des assemblées d'entreprises et après aient dit à nos camarades : « Il ne faut pas nous mettre en difficulté dans les assemblées. Nous sommes d'accord avec vous, dans le parti, nous avons dit les mêmes choses... ».

● **Que va-t-il va se passer à la prochaine étape ?**

— C'est une vérité première pour nous que la crise dans les rapports entre groupe dirigeant du PCI et militants, entre PCI et masses, ne pourra donner des résultats concrets que dans la mesure où se dessinera une alternative crédible.

Cette condition ne s'est réalisée jusqu'ici qu'à l'occasion de luttes partielles, d'entreprises ou au niveau de mouvements de masse « périphériques ».

En ce qui concerne la période qui s'ouvre, la possibilité pour le PCI de maintenir son influence plus ou moins intacte dépend dans une large mesure de sa capacité de contribuer à la défense des conquêtes arrachées par la classe ouvrière et de réaliser éventuellement d'autres objectifs partiels. Ce sera difficile, très difficile, surtout si PCI et directions syndicales persistent dans leurs orientations politiques et tactiques actuelles. Mais il ne faut pas oublier une autre considération. Le PCI justifie sa politique par l'argument : s'il n'y a pas l'austérité, s'il y a une crise de gouvernement prolongée, il y aura l'inflation à des rythmes incontrôlables, il y aura une crise sociale et politique destructrice, qui pourra marquer la fin du régime démocratique. Or, les révolutionnaires n'ignorent absolument pas que si, dans le contexte donné, le gouvernement et le patronat ne réussissent pas à imposer leur ligne, si la classe ouvrière remporte des succès contre la politique d'austérité, la situation économique risque de se détériorer davantage avec des conséquences politiques inévitables. Mais ce n'est pas une raison pour inciter la classe ouvrière à la passivité. Au contraire, c'est une raison supplémentaire pour expliquer que des succès partiels ne sont pas suffisants, qu'ils ne doivent être considérés que comme la précondition d'une nouvelle offensive ouvrière qui pourra déboucher sur des épreuves de forces majeures et poser, en dernière analyse, le problème d'une direction politique alternative, le problème du pouvoir. Les réformistes refusent une telle optique, ils ne veulent pas avancer leur candidature à la direction politique du pays, en alternative aux partis bourgeois, ils ne conçoivent la « transition au socialisme » que sous forme d'élargissement et de transformation graduels du régime démocratique bourgeois. De ce point de vue, leur attitude actuelle a une logique, la logique du moindre mal, qui n'est pas nouvelle, mais qui, comme l'expérience l'a démontré, ne manque pas de force de persuasion. Le problème, répétons-le, est de créer une alternative révolutionnaire crédible ; mais, en l'absence d'une telle alternative, le raisonnement de Berlinguer a du poids.

● Est-ce qu'il est possible que la situation actuelle débouche sur le « compromis historique », sous forme d'une participation du PCI au gouvernement ?

— Si le gouvernement Andreotti ou un autre de la même orientation réussit à mener à bien l'opération esquissée et en voie de réalisation, à savoir frapper durement les masses dans leur niveau de vie et déterminer une usure du PCI et encore plus des organisations syndicales, la bourgeoisie pourrait tirer la conclusion que le compromis historique comme solution de dernière instance n'est plus nécessaire. En tout cas, si le PCI entrait au gouvernement dans un contexte d'usure ou de recul du mouvement des masses, la dynamique du compromis historique serait différente de celle qui se développerait, dans l'hypothèse d'une nouvelle flambée des luttes : la « contre-révolution démocratique » en serait facilitée.

## La transition au socialisme, Gramsci, le PCI et la social-démocratisation

● Le PCI a élaboré une conception stratégique d'ensemble qui exerce une force d'attraction indiscutable dans le mouvement communiste international et qui, d'après ses dirigeants, a eu une vérification positive pratique, dans la mesure où le parti s'est renforcé et joue un rôle central dans l'arène politique italienne. Ce qu'on appelle aujourd'hui l'eurocommunisme n'existerait pas sans les efforts théoriques et politiques du groupe dirigeant togliattien et post-togliattien. Quels sont d'après toi, les idées forces et les contradictions d'une telle stratégie ?

— Il n'est pas difficile de saisir les analogies entre les conceptions du PCI et les conceptions de la social-démocratie classique sur la transition au socialisme. Il s'agit d'une conception gradualiste qui s'exprime souvent non seulement par des notions, mais aussi par des termes analogues à ceux des réformistes de la vieille école. Mais on ne saurait se limiter à un tel rappel.

Les généralisations « classiques » de la social-démocratie ont précédé la Première Guerre mondiale. Elles se fondaient donc sur une expérience historique, somme toute limitée dans le temps (quelques décennies) et dans l'espace (quelques pays d'Europe occidentale) et sur une connaissance partielle et en partie falsifiée des textes de Marx et d'Engels. Dans ses élaborations, le PCI a dû tenir compte, à sa manière, de l'expérience extraordinaire accumulée par le mouvement ouvrier à l'échelle mondiale, des expériences de révolutions victorieuses en Europe et hors d'Europe, de toutes les vicissitudes de la dégénérescence des Etats ouvriers et de la III<sup>e</sup> Internationale. Il a pu, toujours à sa manière, tirer le bilan de la nouvelle période et de la nouvelle puissante montée de luttes ouvrières en Italie et en Europe. Il peut se vanter d'une certaine continuité historique. En effet, toute tentative de glisser sur la stalinisation du PCI et, par exemple, sur son acceptation des aberrations de la troisième période, relève de l'apologétique. Toutefois, certaines conceptions actuelles peuvent être rattachées avec un minimum de légitimité au boukharinisme originel de Togliatti et, en tout cas, un fil rouge relie effectivement les conceptions de l'époque des fronts populaires au projet de compromis historique.

En même temps, les théorisations actuelles du PCI sont l'expression d'un parti qui jouit d'une très large hégémonie sur la classe ouvrière et d'autres couches exploitées, dans un pays où la classe ouvrière a mené de grandes luttes politiques, pendant quatre-vingts années, en atteignant un haut niveau de maturité. N'oublions pas non plus que dans cet après-guerre, le marxisme a eu un impact énorme et croissant, imprégnant la formation de milliers et même de dizaines de milliers d'intellectuels qui se sont rangés du côté du mouvement ouvrier. Je suis convaincu, que lorsqu'on écrira l'histoire du mouvement ouvrier de notre siècle, on enregistrera les dernières vingt années en Italie comme une période d'une très grande floraison marxiste ou marxisante. Il est vrai qu'il n'y a pas eu d'apports originaux, par exemple, comme *Passage from Antiquity to Feudalism* et *Lineages of Absolutist State*, par Perry Anderson, ou *Der Spätkapitalismus* par Ernest Mandel. Mais, même en faisant abstraction de la mise en valeur de la contribution magistrale de Gramsci au marxisme, il y a eu un travail très large et en profondeur sur toute une série de terrains, une assimilation de conceptions et de méthodes d'analyse matérialistes par un nombre

considérable d'intellectuels et de militants. Une ambiance culturelle s'est créée, qui a représenté le pendant idéologique des luttes qui ont bouleversé la société dans son ensemble. Le PCI ne pouvait pas ne pas jouer un rôle dans tout cela, malgré son action de frein par rapport aux contributions critiques les plus iconoclastes, et son effort d'esquiver certaines problématiques. Une manifestation très concrète est la publication d'un hebdomadaire comme *Rinascita*, presque unique dans son genre, qui combine l'analyse politique et le débat théorique et culturel à un niveau élevé. Le fait qu'une telle revue ait chaque semaine 100 000 lecteurs est une indication éloquente aussi bien des capacités d'hégémonie du PCI que de la maturité du mouvement ouvrier italien.

### ● Comment pourrait-on résumer les grandes lignes des conceptions théoriques et stratégiques du PCI ?

— Il s'agit d'un cadre cohérent qui a une logique interne de plus en plus rigoureuse. Cela n'apparaît pas toujours dans les textes officiels ou les exposés de Berlinguer, qui opèrent des médiations tactiques et se préoccupent de ne pas ouvrir des brèches à des critiques, en Italie et ailleurs. Ce sont souvent des franc-tireurs qui, tout en étant un peu hétérodoxes, expriment le mieux la logique des positions d'ensemble, la *Weltanschauung* du parti.

Considérons la dimension historique : le PCI, qui a tiré assez rapidement la leçon du XX<sup>e</sup> Congrès, ne pouvait pas se limiter aux critiques timorées et aux approximations de 1956. Il a dû se poser carrément le problème du stalinisme. Ce n'est pas le parti en tant que tel qui l'a fait sur le terrain historique, mais c'est l'un de ses intellectuels et militants les plus connus qui s'en est chargé. Giuseppe Boffa a écrit un livre sur l'histoire de l'URSS qui est une critique drastique de la période stalinienne et s'efforce de tracer une hypothèse alternative. Cette « hypothèse », selon Boffa, aurait été esquissée par Boukharine. Ainsi le modérantisme gradualiste du Boukharine de « l'enrichissez-vous », adversaire de la collectivisation forcée, se relierait à la conception gradualiste et pluraliste de la transition au socialisme sans déchirements majeurs, propre du PCI.

Considérons un autre aspect : quelle est la conception socio-économique de ce prélude à la transition qui pourrait s'ouvrir à court ou moyen terme en Italie ? Un député du PCI, qui n'est pas membre du parti, mais qui jouit d'une autorité très grande, Claudio Napoleoni, a esquissé la conception d'un « capitalisme orienté » (l'expression n'est pas de Napoleoni, mais elle correspond à la substance). « Cette crise — écrit le député — ne contient pas encore les conditions suffisantes pour le passage immédiat à une forme sociale supérieure, qui reste pourtant l'objectif de fond du mouvement des travailleurs... Dans une telle situation, les problèmes de relance économique (qu'il faudra résoudre, sous peine d'une dégradation non seulement économique mais aussi politique) ne peuvent se poser que dans une perspective de transition, où le marché et l'efficacité capitalistes doivent coexister avec des éléments importants d'orientation politique du processus économique. » La précondition d'un tel processus réside dans le fait qu'en Italie, « les changements intervenus dans le marché du travail..., surtout à la suite des luttes syndicales... se sont avérés irréversibles. Mais puisque le marché du travail, comme Marx nous l'a appris, n'est pas un marché quelconque, mais représente la condition même de l'existence de tous les autres marchés, les changements qui ont lieu sur le marché du travail sont des changements dans le fonctionnement du système. » Encore plus clairement, Napoleoni explique que

nous nous trouvons déjà dans « une situation objective de dualité » et qu' « il s'agit d'infléchir cette dualité dans un sens favorable aux travailleurs, sans qu'il soit possible ou qu'on doive, pour l'instant, en sortir... Le patronat n'est pas en mesure de refuser les plate-formes politiques que les forces populaires peuvent lui offrir. Certes, le marxisme n'avait pas prévu une telle situation ; mais c'est la situation à laquelle, à mon avis, nous devons faire face. » (*Rinascita* n° 45.) Napolitano, l'un des plus proches collaborateurs de Berlinguer, a avalisé explicitement la thèse de Napoleoni, tout en prenant ses distances avec une terminologie évidemment peu utilisable dans l'agitation de masse...

Je n'insiste pas sur les aspects politico-institutionnels de la conception du PCI qui sont plus connus. En partant des conquêtes démocratiques effectivement arrachées par la classe ouvrière à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et au cours des dernières dix années, une série de dirigeants politiques et d'intellectuels, de Ingrao à Cerroni, ont théorisé un type spécifique de démocratie « avancée », dont la Constitution de 1947 fixerait le cadre. Cette démocratie serait caractérisée par une symbiose d'organismes parlementaires et d'organismes de démocratie directe (dont les conseils ouvriers), d'organismes centraux et locaux, d'organismes de débat et de décision politique d'ensemble et d'organismes représentatifs des forces sociales et économiques en tant que telles (tel que le CNEL, Conseil national de l'économie et du travail, révisé, revitalisé). Voilà le tableau d'une société « pluraliste » où coexisteraient non seulement des partis différents, mais aussi des classes sociales antagonistes. Dans ce cadre, se réaliserait la transition graduelle vers le socialisme par l'introduction progressive d' « éléments de socialisme » — ici l'analogie avec la terminologie réformiste classique est frappante. Une telle conception, dont les idées sur l'unité de l'Europe et sur la démocratisation du Marché commun sont la projection internationale, est, d'ailleurs, opposée de plus en plus explicitement à la conception léniniste.

● **Le problème ne peut pas être résolu par un simple rappel de la stratégie léniniste.** Après tout, déjà Gramsci, qui n'a jamais accepté une conception réformiste-gradualiste, avait souligné que les sociétés d'Europe occidentale étaient très différentes de la Russie tsariste, et qu'il fallait élaborer une stratégie différente de lutte pour le pouvoir.

— Un passage célèbre de Gramsci, qui a été exploité par les togliattiens depuis la publication des *Cahiers*, est considéré comme fondamental aussi par des intellectuels militants qui ne sont pas partisans d'une stratégie réformiste. Entre autres, Perry Anderson l'a rappelé dans ses études. Dans un essai récent, il est revenu en particulier sur la nécessité de donner une dimension théorique nouvelle au problème des formes de transition au socialisme dans des pays d'Europe occidentale. Selon lui, jusqu'ici le marxisme n'aurait pas même élaboré une théorie sur la nature et la structure de la démocratie bourgeoise. Les théorisations de Lénine, reprises par la III<sup>e</sup> Internationale, auraient une valeur limitée du fait que la Russie tsariste était un Etat féodal, malgré la prédominance dans la société russe du mode de production capitaliste. Il est évident que, en partant de ces considérations, des conceptions fondamentales du léninisme pourraient être remises en question. Pas mal de gens pensent que Gramsci a donné à ce sujet des indications valables.

● **Quel est ton évaluation de l'apport de Gramsci ?**

— Je ne peux répondre d'une façon sommaire à une question d'une telle portée. Je me limite à souligner que les œuvres de Gramsci ont été et sont l'objet de mystifications multiples. Avant le déstalinisation, le PCI avait intérêt de ne pas se présenter exclusivement avec les traits répugnants du dogmatisme stalinien et du djanovisme : Gramsci était utilisé pour donner une autre image de marque. En deuxième lieu, une série de formulations gramsciennes étaient extrapolées et tirées par les cheveux pour en faire le fondement de la voie italienne au socialisme ... Je voudrais rappeler, ici, que Gramsci n'est pas seulement le théoricien lucide des *Cahiers*, mais aussi celui de l'*Ordine Nuovo*, qui avait défendu l'idée des conseils ouvriers, et des *Thèses du Congrès de Lyon*, où la nature socialiste de la révolution à l'ordre du jour en Italie et la validité de la méthode léninienne étaient réaffirmées sans ambiguïté aucune (pourtant, les *Thèses de Lyon* remontent à 1926, à savoir quelques années après l'adoption par l'Internationale communiste des textes sur le front unique et à un moment où n'existait pas la perspective à court terme d'une révolution en Occident.)

Si nous en venons au passage fameux sur la nature de la société en Occident, il faut dire, avant tout, que la référence critique à Trotsky qui n'aurait pas compris le tournant du front unique prôné par Lénine non seulement est sans fondement dans la mesure où Trotsky, comme tout le monde le sait, se trouva du même côté que Lénine dans la bataille pour le front unique, mais elle est aussi inexplicable car Gramsci écrivait après la grande campagne de Trotsky sur le front unique à la veille de l'avènement d'Hitler au pouvoir. Qui plus est, dans un autre passage sur le même problème, Gramsci reconnaît à Trotsky « une tentative de commencer une révision des méthodes tactiques » et la compréhension du fait que, en Occident, la révolution serait plus difficile et l'édification du socialisme après la conquête du pouvoir plus facile qu'en Russie. De toute façon, aucune passage de Gramsci ne révèle l'intention de réviser l'idée de la nécessité de la rupture révolutionnaire, de la nécessité de briser l'appareil d'Etat bourgeois.

Gramsci avait très bien compris pourquoi cette rupture révolutionnaire pouvait se produire plus rapidement dans des pays arriérés du point de vue des structures de la « société civile » et il a écrit des pages admirables sur la problème de l'hégémonie. Mais le problème n'est pas seulement de comprendre la farce des lignes de défense dans les pays occidentaux, la multiplicité des circuits de sécurité. L'essentiel est de comprendre que certaines institutions, malgré leur fonction intrinsèquement conservatrice, peuvent à certaines conditions faciliter ou garantir des conquêtes partielles de la classe ouvrière, et que leur démystification est donc plus difficile. En d'autres termes, les classes opprimées cherchent à utiliser les institutions bourgeoises qu'elles ne voient pas une alternative concrète.

● Est-ce que tu penses que la classe ouvrière italienne a encore des illusions parlementaires ?

— La maturité politique de la classe ouvrière italienne découle, entre autres, d'une combinaison spécifique de l'expérience de vingt années de dictature fasciste et de trente années de démocratie bourgeoise après le fascisme. Je ne crois pas que la majorité des ouvriers politisés soient convaincus qu'il est possible d'imposer la transition au socialisme par la voie parlementaire et constitutionnelle ; le prestige des institutions existantes est à leurs yeux très bas, pour ne pas dire nul. Mais ils pensent qu'aussi longtemps qu'il y a des élections, il faut utiliser dans la mesure du possible les assemblées parlementaires. Ils n'hésiteraient pas à jeter

déclarer que l'OTAN non seulement ne serait pas dénoncée par un gouvernement à participation communiste, mais elle pourrait même être considérée comme une garantie contre une éventuelle intervention soviétique...

● **La différence fondamentale entre le PCI et un parti social-démocrate aurait-elle donc disparu ?**

— La dynamique actuelle est dans cette direction. Mais une différence subsiste. En effet, le PCI considère encore que l'existence de l'URSS et d'autres « pays socialistes » représente une avancée historique et un élément de force de sa propre lutte. Plus concrètement, contrairement aux grands partis sociaux-démocrates, il s'est toujours rangé par rapport à l'impérialisme, du côté opposé de la barricade lors de confrontations cruciales comme la guerre du Vietnam.

## La crise de l'extrême-gauche après le 20 juin

● **Dans le contexte de crise du système et de la montée des masses, la ligne réformiste du PCI a été l'objet de critiques virulentes et ont surgi des organisations d'extrême gauche assez importantes. Mais, comme le 20 juin l'a confirmé, ces organisations n'apparaissent pas à la classe ouvrière comme une alternative crédible. Pourquoi ?**

— Certaines autocritiques consécutives au 20 juin et frisant l'autoflagellation ne doivent pas faire perdre de vue ce que l'extrême gauche a représenté. Elle a été une expression des nouvelles avant-gardes sociales qui ont joué un rôle important dans les luttes ouvrières. Elle a détenu l'hégémonie pendant des années dans le mouvement étudiant, a contribué à la radicalisation de couches petites-bourgeoises importantes, a inspiré des mouvements sociaux (par exemple, sur la question des logements, des prix, etc.), a animé une série d'initiatives du mouvement des soldats, a stimulé la formation du mouvement de libération des femmes (sur ce terrain, elle souffre maintenant une crise très grave) ; elle a imposé sa présence au parlement et dans un certain nombre des conseils régionaux et municipaux. Toutefois, elle n'a pas été capable aux échéances cruciales, d'exploiter les potentialités existantes. Je souligne : **potentialités existantes**. Je nie que les limites des résultats effectivement atteints étaient déterminés en avance par les facteurs objectifs, par un rapport de forces donné dans le mouvement ouvrier.

Comme je l'ai déjà rappelé, des avant-gardes ouvrières nouvelles, liées au mouvement des masses et en condition de l'influencer, et partiellement de le diriger, sont apparues depuis dix ans en Italie, plus que dans n'importe quel autre pays. L'extrême gauche a établi des liens avec ces avant-gardes, les a influencées ; elle est même apparue comme une alternative stratégique, à un projet de construction du parti révolutionnaire. C'est pourquoi une partie importante de cette avant-garde reste dans le PCI ou son influence et même il y a eu un retour vers le PCI de militants auparavant sous l'influence de l'extrême gauche, qui tout en ne partageant pas toute la stratégie du PCI, considèrent celui-ci comme le seul instrument tant soit peu valable. J'ajouterai que l'extrême gauche n'a même pas réussi à organiser les avant-gardes dans une bataille commune à l'occasion des

luttres ouvrières. Les luttres pour les renouvellements des contrats nationaux des grandes catégories, qui ont une portée politique en tant que confrontations entre les classes, étant donnée la forme assez spécifique où elles se déroulent en Italie, ont démontré à plusieurs reprises que des potentialités énormes ont été criminellement gaspillées. Les assemblées préparatoires, le déroulement des luttres, les assemblées finales de bilan ont révélé l'existence d'une opposition assez importante — voire majoritaire dans certaines grandes entreprises — aux orientations et aux méthodes de la bureaucratie syndicale. Dans une première phase — jusqu'à 1972 à peu près — l'extrême gauche a compromis ses chances par ses attitudes spontanéistes infantiles (qui l'amenaient à rejeter ou ignorer le mouvement des délégués et des conseils au nom de l'« autonomie ouvrière ») et sa ligne sectaire vers les syndicats (dont le *Manifesto* théorisa même le dépérissement historique...). Ensuite, ces attitudes étaient progressivement abandonnées, mais sans les remplacer par d'autres orientations claires et systématiques. Le résultat a été que l'extrême gauche a oscillé entre le suivisme face aux bureaucraties syndicales par l'acceptation, par exemple, des plates-formes mystificatrices de la soi-disant gauche de l'appareil déjà dans la phase d'élaboration des plates-formes, et la formulation, tout au plus, de critiques partielles ou de méthodes) et des nouvelles flambées d'ultra-gauchisme sectaire.

● Est-ce que l'extrême gauche s'est posé le problème de la construction d'une tendance syndicale ? Est-ce que les marxistes révolutionnaires l'ont fait ?

— C'est justement sur ce terrain qu'on peut le mieux saisir la faiblesse de l'extrême gauche. En fait, des nombreux militants ont œuvré dans une logique qui impliquait comme aboutissement la construction d'une tendance antibureaucratique, classiste au sein du mouvement ouvrier de masse. Mais leurs organisations ont toujours rejeté une telle perspective, pour des raisons différentes, voire opposées, mais aux effets identiques. Certains (Lotta Continua) refusent le travail de tendance parce qu'ils considèrent le syndicat comme un terrain de chasse (il faut y être pour provoquer des ruptures, par des actions ponctuelles). D'autres ne veulent pas lancer un défi à une bureaucratie qui peut être obligée d'accepter des critiques pour des opposants inorganisés, mais n'avalerait pas la coulœuvre d'une tendance d'opposition... C'est le cas notamment de toute une aile du PDUP qui ne veut pas risquer les postes que certains de ses membres occupent dans l'appareil, y compris au sommet.

● Ce jugement sur le PDUP n'est-t-il pas un tantinet sectaire ?

— Je ne mets pas tous les militants syndicalistes du PDUP dans le même sac. Mais je pourrais donner l'exemple de membres de ce parti faisant des rapports aux noms des directions bureaucratiques dans des assemblées d'entreprises ou d'autres appuyant des exclusions bureaucratiques de militants révolutionnaires dont nos propres camarades (par exemple, à Tarente, où, d'ailleurs, les exclusions ont été ensuite annulées sous pression de la base). Encore plus significatif un incident tragi-comique qui est arrivé chez Alfa Roméo à Milan : lors d'une irruption dans le bureau du directeur, des ouvriers ont découvert dans les toilettes, parmi d'autres bureaucrates, Lettieri, dirigeant des métallos et membre de la « gauche » du PDUP. Les infortunés s'étaient cachés car ils étaient en train de négocier derrière le dos des ouvriers...

● Est-ce qu'il y a eu des cas où se sont formées des tendances syndicales ?

— En fait, une espèce de tendance s'est formée dans le débat pour le congrès du syndicat CGIL-Ecole (enseignants, personnel technique, etc.). L'extrême gauche s'est regroupée autour d'une motion présentée par un membre du comité directeur sortant, proche d'Avanguardia Operaia. Mais elle n'a pas voulu reconnaître cette réalité et elle préféra utiliser le mot « agrégation » au lieu du mot « tendance ». Ce qui est pire, dès que la lutte devint âpre, à la suite des attaques des bureaucrates, les militants du PDUP passèrent de l'autre côté de la barricade et ceux de AO commencèrent à reculer. A la fin, même dans leur citadelle milanaise ils renonçaient à présenter la motion au congrès provincial. Ce sont nos camarades, une partie des militants de Lotta Continua, des indépendants, etc., qui ont mené la bataille d'une façon conséquente. Pourtant, l'influence de l'extrême gauche dans le syndicat en question était de l'ordre de 20 %.

● Est-ce de notre part aussi que l'erreur a été commise de mettre l'accent sur des actions et des instrument extra-syndicaux, dans une logique de contournement du mouvement ouvrier tel qu'il existe ?

— Il est possible que parfois nous ayons commis des erreurs dans ce sens et que nous n'ayons pas exploité toutes les possibilités d'un travail pour la construction d'une tendance syndicale. Mais cette construction reste pour nous un objectif central et toute notre activité dans les luttes pour les contrats allait, en dernière analyse, dans cette direction. Précisons que les « coordinamenti » qui ont surgi à plusieurs reprises dans quelques grandes entreprises et dans certaines villes et auxquels nous avons donné une contribution réelle, étaient et sont conçus par nous comme des instrument d'organisation de l'avant-garde ayant pour but d'organiser et de mobiliser cette avant-garde dans la lutte parmi les masses, dans les conseils et dans les structures syndicales et non pas comme des organismes alternatifs aux conseils et aux syndicats. Nous avons agi dans cet esprit dès 1969, lorsque nous ne comptions pour ce travail que sur quelques militants et nous étions dans l'isolement le plus complet.

Cela étant dit, il serait erroné d'avoir une conception trop « institutionnelle » de l'intervention dans le mouvement de masses. Etant donnée la politique des directions syndicales, des initiatives en dehors du cadre « institutionnel » des syndicats sont non seulement légitimes, mais absolument nécessaires : à condition, cela va de soi, de ne pas perdre la vision du cadre d'ensemble et de maintenir la perspective d'une recomposition unitaire à un niveau plus élevé, le plus rapidement possible.

Trois exemples. Le premier devrait être connu *urbi et orbi* : Au printemps de 1969 et jusqu'à la fin de juillet, les objectifs des augmentations égales pour tous et des 40 h, l'axe central des célèbres batailles d'automne, étaient avancés *contre* les bureaucrates syndicaux de tous niveaux et de toutes nuances et même en dehors des instances syndicales, par des ouvriers, qui assez souvent n'étaient pas membres des syndicats, et pas des comités de base de nature hétérogène et précaire. Quant à nous, nous avons fait des efforts pour mener cette bataille dans les instances syndicales aussi. Moi-même, j'ai participé comme délégué d'un petit syndicat au congrès provincial des syndicats de Rome et j'ai eu droit aux attaques les plus virulentes des bureaucrates lorsque j'ai avancé le mot d'ordre des augmentations égales pour tous et souligné que des phénomènes de débordement

étaient inévitables. En tout cas, ce sont ces initiatives « extra-institutionnelles » qui ont stimulé la mobilisation des masses avec des objectifs d'une très grande portée et finalement obligé les bureaucrates à prendre le tournant, en chevauchant le tigre.

Le deuxième exemple est beaucoup plus récent. Dans la première moitié d'octobre, face à la passivité des appareils syndicaux, des militants d'entreprise dont Fiat, Alfa-Romeo, Italsider, ont pris des initiatives de lutte contre les mesures d'austérité du gouvernement Andreotti. Le mouvement n'a pas pu être généralisé, mais il a eu un certain impact, en obligeant certains dirigeants syndicaux à des rectifications ne fut-ce que timorées. En tout cas, sans cette réaction, le gouvernement serait déjà allé de l'avant avec beaucoup plus d'audace et des résultats effectifs. Une défaite ouvrière sérieuse se serait déjà produite.

Le troisième exemple concerne le cas de militants d'avant-garde licenciés au cours de la dernière année sous différents prétextes par Alfa Romeo et par OM à Milan. Au début, les bureaucrates syndicaux avaient donné feu vert aux patrons car il s'agissait d'« aventuristes gauchistes ». Mais des initiatives étaient prises en dehors des structures officielles par des « coordinamenti » (1) ou par des militants et des groupes politiques. Les répercussions dans les entreprises étaient telles que même certains bureaucrates et délégués « conservateurs » reculaient et étaient obligés de prendre la défense des licenciés, qui finalement étaient réintégrés.

● Revenons à l'extrême gauche. Comment expliques-tu ses attitudes que tu as critiquées, son incapacité à avancer une alternative crédible ?

— L'extrême gauche a souffert, avant tout, d'une déformation, pour ainsi dire, sociale. Elle a été conditionnée dans une très large mesure par le fait d'être née ou d'avoir acquis une influence de masse dans le mouvement étudiant et dans les couches de la petite bourgeoisie. Pour toute une période elle a exprimé beaucoup plus la radicalisation de la petite bourgeoisie que la politisation et la radicalisation de la classe ouvrière. Dans la mesure où elle s'est taillée une base prolétarienne, elle a influencé plus souvent des ouvriers « rebelles », capables de jouer un rôle dans des explosions spontanées ou partiellement spontanées, que des ouvriers révolutionnaires, capables d'être des organisateurs de la classe et de développer un travail de longue haleine.

Sur le plan des conceptions théoriques et politiques elle a été marquée par l'adhésion aux conceptions maoïstes, notamment en ce qui concerne les problèmes de la transition au socialisme, la caractérisation de la réalité mondiale et la façon de concevoir la rapport entre organisations politiques et mouvements de masses. Elle a ignoré et ignore toujours la catégorie essentielle de bureaucratie et, en partant d'une certaine interprétation du maoïsme de la révolution culturelle (dans les meilleurs des cas, à la Bettelheim), elle a en fait remis en question des critères de base de la méthode matérialiste marxiste et du léninisme. Il faut rendre à *Sofri* cette justice : il a exprimé cette tendance de la façon la plus explicite au dernier congrès de Lotta Continua en « soulignant » le caractère subjectif prépondérant du maoïsme qui est non seulement aux antipodes de l'économisme stalinien, mais loin aussi du réalisme objectif de la théorie léniniste de la crise et de la révolution ». Sur des problèmes capitaux — le rapport entre avant-garde et

(1) Coordination de délégués, généralement d'extrême gauche.

masses, le rôle des syndicats et des soviets, etc. — l'extrême gauche n'a donné, en général, que des réponses vagues, sinon carrément fausses, dans la meilleure des hypothèses, imprégnées d'empirisme et d'impressionisme. Dans la pratique elle a alterné les bains dans les « mouvements » conçus comme expression suprême de l'« Autonomie ouvrière » et les procédés de manipulation, qui ont contribué beaucoup par exemple au déclin du mouvement étudiant et à la poussée du PCI sur ce terrain aussi.

● **Quelle est l'orientation que les marxistes-révolutionnaires italiens proposent à cette étape ? Quel est, pour utiliser une expression courante en Italie, comme en France, leur projet politique ?**

— Tout en courant le risque d'être classés comme paléo-léninistes, nous restons convaincus qu'une stratégie révolutionnaire, à savoir une stratégie de lutte à dynamique anticapitaliste qui débouche sur le problème du pouvoir, ne peut être esquissée sans utiliser des catégories comme « crise révolutionnaire », « dualité de pouvoirs », « conquête du pouvoir par un saut qualitatif révolutionnaire » qui sont à la base de la conception marxiste et léniniste de la révolution. La conception de la IV<sup>e</sup> Internationale sur ces problèmes a été réaffirmée assez clairement dans les thèses sur l'Europe du X<sup>e</sup> Congrès mondial (complétées en partie par le projet pour le prochain congrès). Elle a été reprise pour des aspects essentiels dans l'interview d'Ernest Mandel publiée par *Critique communiste*. Je n'y insiste donc pas. Je me limiterai à dire que la stratégie léniniste et trotskyste, qui implique la lutte pour la formation des structures de démocratie prolétarienne de type soviétique et pour la construction d'un parti révolutionnaire, fondé sur le centralisme démocratique et lié intrinsèquement à la classe ouvrière, loin d'être un schéma valable uniquement pour des pays coloniaux et néo-coloniaux, est encore plus impérative pour les pays plus développés où il faut opérer davantage, pour reprendre l'expression de Gramsci, au niveau de toute la « société civile », à savoir mobiliser dans leur ensemble des forces sociales consistantes et différenciées et assurer dès le début des organismes en condition d'accomplir les fonctions qui dans la société capitaliste sont accomplies par des institutions et des structures multiples produit d'une longue trajectoire historique. J'ajouterai que, là où la classe ouvrière et d'autres forces sociales exploitées ou non capitalistes (paysans pauvres, classes moyennes nouvelles, etc.) correspondent aux deux tiers de la population active et même plus, où la classe ouvrière a atteint un niveau considérable d'homogénéité sociale et de maturité politique, un niveau culturel incomparablement supérieur à celui des ouvriers russes de 1917, il existe des conditions beaucoup plus propices pour traduire en pratique un « modèle » de société de transition qui en Russie n'a été esquissé que pendant les mois cruciaux de la crise révolutionnaire et très partiellement pendant quelques années. Il est, entre autres, significatif, en ce qui concerne plus particulièrement l'Italie, que des expériences de conseils ouvriers, susceptibles d'une évolution soviétique, ont marqué les étapes de lutte et de maturation politique les plus avancées.

Je dirais, en conclusion, que justement à cause de sa spécificité, le cas italien est réellement typique. Puisque les spécificités ont opéré de façon à faire éclater davantage les contradictions spéciales, à aggraver les goulets d'étranglement économiques, à multiplier et dramatiser les tensions entre ce qui mûrissait dans la « société civile » et le caractère figé des superstructures politiques et idéologiques ; puisque elles ont permis que la classe ouvrière joue son rôle plus systé-

matiquement et puissamment, grâce à une homogénéité plus grande et à une plus longue tradition de radicalisation politique, par des mobilisations plus amples et plus durables, et que des mouvements d'autres forces sociales se développent sur une large échelle, dans une dynamique de déchirement du système ; c'est justement pourquoi les contradictions fondamentales du capitalisme, les potentialités des forces antagonistes à ce système et même des indications anticipatrices sur les modes de la transition du capitalisme au socialisme ont émergé plus qu'ailleurs, plus nettement qu'ailleurs.

● La définition d'une stratégie révolutionnaire dans le contexte actuel ne saurait faire abstraction du fait que les réformistes restent très largement hégémoniques et que la polarisation à la gauche du PCI s'est réalisée jusqu'ici autour des formations centristes. Comment les marxistes-révolutionnaires italiens, dont l'organisation reste extrêmement faible, envisagent ce problème ?

— Il est évident pour nous que le mouvement ouvrier arrivera en Italie à d'autres échéances cruciales avant que le rapport de forces dans son sein n'évolue radicalement. C'est pourquoi le problème de l'attitude face aux masses influencées par le réformisme et face aux organisations politiques et syndicales traditionnelles reste vital : il n'est pas possible de l'esquiver par des fuites en avant ou des tentatives illusoire de contournement, ni de le résoudre par des adaptations suivistes. La problématique du front unique et du gouvernement ouvrier s'impose d'une façon péremptoire.

Je ne crois pas que les critères de base puissent être différents en Italie qu'en France ou en Espagne. Toute conception qui réduit ce problème à des dénonciations et des mises au pied du mur des directions bureaucratiques est sectaire et, au mieux, propagandiste. Une telle conception n'était pas celle de Lénine et de Trotsky, même si dans des textes de la III<sup>e</sup> Internationale et, qui plus est, dans la pratique de l'époque, elle n'était pas absente. Je suis également convaincu qu'il est erroné de subordonner la nécessité du front unique, qui a des racines objectives dans la mesure où il présuppose une convergence d'intérêts réelle, au rapport de forces entre bureaucrates et révolutionnaires.

Dans l'extrême gauche italienne, l'idée de front unique a rencontré toujours des résistances très fortes, voire des oppositions radicales. Cela est dû, aussi bien, à des erreurs théoriques qu'à des craintes sectaires. Certains refusent l'hypothèse du front unique car ils considèrent le PCI comme un parti bourgeois ; d'autres craignent que le front unique ne soit un front populaire impliquant une alliance avec des forces bourgeoises. Je ne crois pas que nous pourrions vaincre ces résistances si nous nous limitons à invoquer un peu rituellement la nécessité du front unique, comme les organisations trostkystes l'ont souvent fait avant 1968 ; le problème est plutôt comment peut-on faire des pas concrets, même modestes, dans chaque contexte donné.

Le problème du front unique ne saurait être avancé de la même manière et par les mêmes formules, pour prendre des exemples extrêmes, lorsque le mouvement ouvrier subit une attaque violente, économique et politique, de l'adversaire et lorsqu'il existe une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire. A la base, il y a la même exigence : il faut réaliser le maximum d'unité de la classe ouvrière, et autour de la classe ouvrière, des autres couches exploitées, car l'unité représente l'une des conditions du succès. Toutefois, dans le premier cas, même les

bureaucrates peuvent avoir objectivement intérêt à gagner la bataille et il est donc plus facile que la convergence se réalise. Dans le deuxième, les termes du problème ne sont pas exactement les mêmes parce que les bureaucrates ne sont pas intéressés à stimuler le mouvement de masse dans sa dynamique anticapitaliste et en fait s'efforcent de le bloquer ou de le dévier. Dans le premier cas, les chances de réaliser le front unique dans toute sa portée, à savoir avec des accords non seulement à la base ou sectoriels, mais aussi au niveau des directions centrales, sont beaucoup plus grandes que dans le deuxième. Trotsky a parlé d'une application de la politique de front unique en 1917 au moment de la tentative contre-révolutionnaire de Kornilov, il n'en a pas parlé à propos des semaines d'Octobre. Pour prendre un exemple récent : est-ce qu'aurait eu beaucoup de crédibilité une proposition de front unique à la direction du PS en juillet-août 1975, lorsque Soares était le principal instrument de la « contre révolution démocratique » ? En conclusion, dans une situation où la classe ouvrière est sous l'attaque de l'ennemi de classe, menacée dans ses conquêtes, etc., il faut miser sur le front unique au sens propre : l'unité de la classe ouvrière peut et doit être atteinte y compris par des accords au sommet. Dans des situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires, au contraire, il faut comprendre que l'unité est réalisable surtout sur des objectifs ponctuels, sur des revendications de transition, et le cadre organisationnel privilégié de la recomposition de la classe ouvrière doit et peut être représenté par les organismes de démocratie révolutionnaire, embryons de la dualité de pouvoirs.

Dans le contexte italien actuel, il est possible, même sans un changement du rapport de forces global, d'obliger les directions réformistes à des actions de front unique, à des fronts uniques de fait. La condition est toutefois qu'une convergence se réalise de la part de toute l'extrême gauche ou de sa large majorité, évidemment sur des objectifs correspondant aux besoins et aux aspirations des masses. Dans une telle éventualité, il serait difficile pour les bureaucrates de s'opposer à des initiatives unitaires, du moins sans payer un prix politique élevé. Dans ce sens, unité de l'extrême gauche et unité du mouvement ouvrier ne s'opposent pas, comme certains le craignent et d'autres le prétendent, mais elles sont complémentaires. L'expérience italienne a démontré, d'ailleurs, par exemple, dans la pratique du mouvement étudiant, qu'une conception de l'unité excluant *a priori* les réformistes, a un effet de boomerang et, en dernière analyse, compromet l'unité de l'extrême gauche elle-même.

● **Comment avez-vous posé le problème du gouvernement ouvrier ? Comment le problème se pose après le 20 juin et la formation du gouvernement Andreotti ?**

— Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier a été avancé en partant de notre analyse d'une situation où, surtout après l'éclatement de la crise économique, il fallait se battre pour une alternative politique d'ensemble. Nous avons insisté sur le contenu de classe de cette formule, qui exclut toute participation de partis bourgeois et toute collaboration de classes (donc aussi cette forme spécifique de collaboration de classes qu'est le compromis historique). Le jugement sur la formule « gouvernement des gauches » — avancée par Démocratie prolétarienne — dépendait évidemment de l'interprétation qu'on lui donnait. Dans certains cas, le PDUP et même AO et LC ont laissé la porte ouverte à la possibilité d'inclure dans le gouvernement des gauches des partis bourgeois autres que la DC, notamment le PRI de la Malfa. C'est une position à rejeter.

De même qu'en France, la question se pose de savoir s'il faut se limiter à parler de gouvernement ouvrier ou concrétiser cette formule dans des termes politiques. Sur ce terrain, on peut discuter beaucoup. Mais je crois que, du point de vue des critères, la question est relativement simple. Lorsque la situation oblige à avancer le mot d'ordre, surtout sur le terrain de la propagande, il est préférable d'utiliser la formule la plus générale qui exprime la nature de classe du gouvernement qu'il faut imposer et les contenus essentiels de son programme. Lorsqu'il faut se placer sur le terrain de l'agitation, le gouvernement ouvrier est considéré comme objectivement réalisable à une échéance rapprochée, il est indispensable d'être précis sur sa composition politique. C'est pourquoi, il était juste en Italie d'utiliser pendant des années la formule « gouvernement ouvrier » et, à partir de la moitié de 1975, par contre, de se battre pour un gouvernement PCI-PSI. Dans la conjoncture actuelle, il faudra réexaminer le problème très concrètement. Mais, en général, il faut se battre contre la tendance à laisser tomber toute formule de gouvernement, ce qui aurait comme conséquence de ne pas donner une perspective politique d'ensemble à la lutte contre le gouvernement Andreotti.

● Est-ce qu'il est juste d'envisager le front unique sous l'angle de la lutte pour le renversement du gouvernement Andreotti qui, en fait, est soutenu par le PCI et le PSI ?

— Nous ne pouvons avaliser sous aucune forme un gouvernement qui, non seulement, est un gouvernement bourgeois, mais qui mène l'attaque la plus dure contre la classe ouvrière depuis quinze années. Il faut préparer une mobilisation de masse qui le renverse en empêchant en même temps, par sa force, qu'il soit remplacé par un gouvernement de la même orientation ou même plus conservateur. Toutefois, il faut tenir compte du fait que tu soulignes, que le PCI et le PSI ne veulent pas le faire tomber, ce qui crée des problèmes dans le rapport avec les masses influencées par ces partis. Ceux qui disent qu'une convergence unitaire présuppose un accord sur la nécessité de renverser Andreotti adoptent à mon avis une position ultimatisante (encore pis, on en fait une précondition de tout accord éventuel à l'occasion des élections des délégués dans l'entreprise, comme l'ont prétendu des camarades de LC). Il faut dire : luttons contre les mesures prises par Andreotti, qui provoquent des réactions vigoureuses parmi les masses, y compris les masses influencés par le PCI et le PSI. Si l'unité se réalise sur cette base et un mouvement suffisamment fort se développe, Andreotti, fort probablement, tombera.

● Avant le 20 juin, l'extrême gauche a débattu de l'attitude à prendre face à un gouvernement des partis ouvriers. Quelle était votre position ?

— Une majorité des partis ouvriers aux élections et la formation d'un gouvernement par eux auraient aggravé la crise de la direction de la bourgeoisie et les déséquilibres structurels du système. Dans cette optique, il fallait mener une campagne avec le mot d'ordre central : « Pour un gouvernement PCI-PSI. » Il est évident, toutefois, que la formation d'un tel gouvernement ne pouvait être confondue avec la prise du pouvoir par le prolétariat. Les révolutionnaires n'auraient dû dans aucun cas s'identifier avec un gouvernement des partis réformistes ni réduire leur rôle à celui d'un instrument de pression. Ils auraient dû se situer tou-

jours du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, de la nécessité de la construction et du renforcement du mouvement de masse, de son organisation démocratique révolutionnaire. Cela n'exclut pas — il va de soi — un appui critique à des mesures frappant des intérêts capitalistes et représentant des acquis pour la classe ouvrière, ni la défense du gouvernement des partis réformistes contre toute attaque réactionnaire.

## 35 heures et échelle mobile

● Pendant les dernières luttes pour les renouvellements des contrats, les marxistes-révolutionnaires ont avancé les mots d'ordre des 35 heures et de 50 000 livres d'augmentation de salaire pour tous. Ces mots d'ordre n'ont été repris que par Lotta Continua. De plus, les derniers mois, même dans Lotta Continua, des voix se sont élevées contre un tel axe qui aurait impliqué, selon les critiques, une déformation économiste et n'aurait pas eu d'écho parmi les masses.

— Tout d'abord, les 35 heures étaient à nos yeux plus importantes que les 50 000 livres que, pourtant, il était juste d'avancer dans une bataille qui ne pouvait pas faire abstraction des revendications salariales. Je ne crois pas que le mot d'ordre des 35 heures n'ait pas d'écho parmi les masses. Les bureaucrates, par leurs mystifications manipulatrices, peuvent démontrer, à la limite, que la majorité des ouvriers n'était pas favorable. Mais, là où des militants d'avant-garde ont lutté sur ce terrain, les résultats ont été très positifs. Cela s'est produit dans un nombre considérable d'assemblées dans les entreprises et dans des manifestations de masse en novembre et décembre 1975 à Turin, Milan et Naples. Vérification supplémentaire : dans les assemblées de bilan, des voix contre les nouveaux contrats ont été sensiblement plus nombreuses que dans le passé.

Nous ne pouvons pas, toutefois, nous limiter à une telle vérification empirique. Dans le contexte de la crise économique, le problème du niveau de l'emploi était capital. La seule alternative aux solutions mystifiées, illusoire des réformistes — d'abord, les investissements dans le Midi, ensuite, le soi-disant contrôle sur les investissements (en réalité, dans le meilleur des cas, un droit d'information — était la réduction des heures de travail sans réduction de salaire : les 35 heures n'étaient que la concrétisation d'un tel choix. Dans le contexte donné, ce mot d'ordre avait une dynamique de mot d'ordre de transition, car sa réalisation éventuelle aurait remis en question toutes les décisions économiques de la bourgeoisie au niveau national et ouvert des brèches dans le fonctionnement concret du système, en provoquant une aggravation supplémentaire de la crise. Si on n'oublie pas que ce mot d'ordre était avancé dans le cadre d'une bataille mobilisant les gros bataillons de la classe ouvrière et ayant une portée politique reconnue par tout le monde, il est simplement stupide de parler d'économisme.

● Dans le débat de LC, tu te serais, donc, rangé du côté de ceux qui ont défendu les 35 heures ?

— Pas nécessairement. Je ferai à LC deux critiques. La première est que la campagne pour les 35 heures n'a pas été menée systématiquement, sans mentionner qu'elle a été commencée avec un retard considérable. En deuxième lieu, les 35 heures ont été avancées parfois dans une logique d'objectif de transition, mais en même temps, elles ont été présentées comme une espèce d'avant-goût du communisme ou assorties d'un esprit maximaliste. Il est normal que maintenant des réactions négatives se produisent dans l'organisation.

D'après nous, la base pour la réduction de l'horaire de travail ou de l'échelle mobile des heures de travail reste centrale, elle doit se concrétiser dans le mot d'ordre des 35 heures ou dans un autre analogue. Certains préfèrent mettre l'accent sur la bataille contre les restructurations. Il serait absurde de minimiser ce problème. Mais, concrètement, puisque, en dernière analyse, par les restructurations en cours, les patrons veulent produire au niveau actuel ou davantage en réduisant la main-d'œuvre, le problème de l'emploi se pose même sous cet angle. Il est possible et nécessaire d'articuler la lutte, par exemple, sous forme de lutte contre les heures supplémentaires, contre la réduction des effectifs, contre les cadences infernales, contre les déplacements décidés unilatéralement, etc. Mais, si on reste exclusivement sur ce terrain, on est acculé à une bataille purement défensive qui, à la limite, pourrait avoir des relents luddistes. La bataille, peut être crédible et donner des résultats dans la mesure où l'objectif de la défense de l'emploi et du refus de la surexploitation est poursuivi en luttant pour la réduction d'horaire — dont l'introduction de techniques nouvelles pourrait, en principe, faciliter la réalisation — et le contrôle ouvrier sur les cadences, les effectifs, les conditions de travail, etc.

● Penses-tu, donc, que les batailles des prochains mois doivent être menées sur une telle orientations ?

— Oui, mais je veux faire une précision. Sur un terrain plus strictement conjoncturel, il faut mettre l'accent sur la défense intransigeante de l'échelle mobile. L'attaque contre l'échelle mobile est devenue le *delenda Carthago* du gouvernement et du patronat ; il est donc nécessaire de riposter prioritairement sur ce terrain.

● Tu as parlé de l'échec de l'extrême gauche dans la construction d'une alternative politique et organisationnelle aux partis réformistes. Mais nous ne pouvons pas ignorer la faiblesse des marxistes-révolutionnaires, donc, nos propres responsabilités. Comment pourrait-on envisager un changement de la situation ? On a beaucoup parlé de l'unité de l'extrême gauche, et le cartel électoral auquel les marxistes-révolutionnaires italiens ont participé, semblait ouvrir la voie dans cette direction. Mais maintenant, on a l'impression que le processus d'unification se trouve dans une impasse et la crise de l'extrême gauche a éclaté sous des formes différentes.

— Disons-le nettement : non seulement le parti révolutionnaire ne s'est pas formé, mais il n'existe même pas d'organisation qui représente le cadre valable pour la construction de ce parti. Cela vaut pour les organisations centristes les plus importantes, et à plus forte raison pour la faune maoïste orthodoxe. Mais cela vaut évidemment aussi pour nous.

### ● Une autocritique de notre part s'impose...

— Nous avons fait notre autocritique à plusieurs reprises et le problème est à l'ordre du jour du prochain congrès de notre organisation.

En synthétisant, notre responsabilité la plus grave réside dans le fait que nous n'avons pas compris à temps les implications du changement de situation qui s'était esquissé depuis 1966-67. Plus concrètement, nous n'avons pas saisi à temps que des forces relativement importantes existaient désormais en dehors des organisations traditionnelles, notamment du PCI, et qu'il était possible et nécessaire de prendre des initiatives indépendantes aussi bien pour mobiliser et polariser ces forces que pour stimuler des fermentations critiques parmi ceux qui restaient dans le giron des partis traditionnels. D'autres ont opéré avant nous sur ce terrain, avec beaucoup plus d'audace, et ils en ont tiré les bénéfices. Par la suite, nous avons perdu encore un temps précieux avant d'esquisser une nouvelle hypothèse de construction du parti révolutionnaire après l'abandon de l'orientation entriste et nous avons tardé à définir l'axe central de la reconstruction de notre organisation. Même lorsque nous l'avons fait, en définissant nos priorités, dans la pratique ces priorités n'ont été respectées que très partiellement. L'activité de l'organisation a été sérieusement marquée par le sectorialisme, le localisme, l'empirisme. Je laisse de côté ici d'autres faiblesses de nature plus proprement organisationnelles, concernant les méthodes de direction, etc.

### Construction du parti révolutionnaire et unité de l'extrême gauche

● Quelle est la tactique de construction du parti révolutionnaire que vous avez adopté après le tournant de 1968-1969 ? Il semble qu'en ce domaine, les choses ne soient pas très claires. D'autres part, les camarades italiens semblent avoir eu parfois des réflexes sectaires vis-à-vis des organisations centristes, condamnées d'une façon sommaire, avec une forte tendance à mettre certaines d'entre elles dans le même sac que les réformistes...

— Effectivement, il y a eu des attitudes sectaires qui sont allées de pair avec des incompréhensions de la dynamique et des possibilités de certaines organisations. Ce n'est que dans les deux dernières années que nous avons rectifié le tir en adoptant une tactique plus précise et plus souple.

A partir des congrès nationaux de 1970 et 1971, nous avons formulé une hypothèse de construction du parti révolutionnaire comme l'aboutissement d'un triple « mouvement » : aggrégation de groupes d'avant-garde sur les plateformes dans la même direction d'avant-gardes ouvrières et estudiantines ; la maturation antibureaucratique et antiréformiste de secteurs ouvriers sous l'influence des partis traditionnels. Ce n'est qu'en 1973 que nous avons défini systématiquement la priorité de l'intervention ouvrière, son rôle central. Malheureusement, même après, le respect pratique de cette priorité n'a pas été rigoureux, même dans le cas de villes importantes.

Notre attitude sur le problème de l'unité de l'extrême gauche découle de l'hypothèse que nous avons avancée et de la constatation que, malgré tout, des milliers, voire des dizaines de milliers de cadres et de militants ont acquis une expérience politique très riche et se posent toute une série de problèmes théoriques et stratégiques vitaux. Le grand débat sur l'unité électorale d'avril-mai 1976 a été significatif en la matière. La défaite du 20 juin a provoqué une crise très grave dont

l'issue est tout à fait incertaine. Nous considérons comme très important de sauvegarder un minimum de cadre unitaire et restons en faveur d'une discussion sur les problèmes politiques et théoriques qui se posent, de même que d'une pratique unitaire dans l'action, dans le but de vérifier dans quelle mesure une unification organisationnelle serait possible. Malheureusement les développements les plus récents ne sont pas encourageants. LC semble revenir à des orientations largement spontanéistes, marquées par le sectarisme envers le PCI et même les syndicats. L'unification PDUP-AO est constamment remise en question et, si elle se réalise, ce sera sur la base du centrisme le plus confus.

### ● Qu'est-ce que sont devenus les collectifs de Democrazia proletaria ?

— Personne n'a fait jusqu'ici l'inventaire et il est difficile d'avoir un tableau d'ensemble. Il est certain de toute manière que le même nom recouvre des réalités assez différentes allant de collectifs d'entreprises analogues aux « coordinamenti » d'ouvriers d'avant-garde à des collectifs du type cercles culturels assez ouverts. Dans certains cas, par exemple à Padoue, les collectifs sont une espèce de structures d'accueil de l'extrême gauche échappant au contrôle d'organisations comme le PDUP et AO, qui voudraient en faire l'instrument de leur propre unification. Nous croyons que certaines expériences sont positives et nos militants y participent.

### ● De quelques appréciations de cet interview on pourrait tirer des conclusions assez pessimistes sur la situation actuelle en Italie...

— Brièvement, la situation reste ouverte, des potentialités de lutte de la classe ouvrière considérables subsistent, les avant-gardes sont encore disposées à se battre. Mais nous en sommes arrivés à une étape très délicate, où un tournant négatif pourrait s'amorcer même à court terme. Un succès du patronat et du gouvernement dans la bataille en cours pour l'austérité pourrait impliquer pour la première fois depuis dix ans un recul de la classe ouvrière. Des phénomènes d'usure et de démoralisation pourraient s'ensuivre. La bourgeoisie aurait des chances d'esquisser une « contre révolution démocratique ». Je n'ai pas besoin d'attirer l'attention sur les implications que cela aurait pour le mouvement ouvrier de toute l'Europe capitaliste.

Si on comprend le danger, il faut en tirer la conclusion qu'il est impératif de s'engager davantage dans la lutte et dans l'effort de réflexion critique. Après tout, même dans l'hypothèse que les luttes actuelles se soldent par un échec, il sera important d'avoir accumulé des expériences et des forces susceptibles d'assurer une base de départ plus large lors de la prochaine vague. Il sera important que les leçons exceptionnelles de la dernière décennie soient tirées correctement. Si ces conditions se réalisent, on pourra de toute façon éviter que le processus difficile de construction du parti révolutionnaire soit rejeté très en arrière et que sur le plan théorique se produisent des retombées de conceptions révisionnistes et crépusculaires qui avaient sévi à l'époque du boom prolongé et de stagnation relative des luttes ouvrières. Il est possible que cela n'intéresse pas beaucoup ceux qui sont obsédés par un immédiatisme un peu catastrophiste, mais le contraire est vrai si on ne perd pas de vue les dimensions historiques des batailles qui se déroulent.

7 décembre 1976

**Sommaire N° 6**

- Antoine Arthous, Daniel Bensaid** - • Que faire ? • (1903) et la création de la Ligue Communiste (1969)  
**Henri Weber** - Stalinisme et métaphysique.  
**Pierre Rousset** - Stalinisme, centrisme et • Communismes nationaux •.  
**Denise Avenas, Jean Nicolas** - La perversion, l'amour, la révolution.  
**Camille Scalabrino** - Que faire de la psychanalyse ? Ou pourquoi la publier ?  
**Denis Berger** - Cours, militant, le surréalisme est derrière toi !...  
**Alain Joxe** - La crise de l'armée française et les révolutionnaires.  
**Hector Léan** - Ennuis de scaphandre ou Badiou et la contradiction.

**Sommaire n°7**

<b>Hans Magnus Enzenberger</b> .....	
Une critique de l'écologie politique .....	5
<b>A.T. sur un livre de H. Rothmann</b> :	
Pollution : meurtrière providence .....	43
<b>Jean-Paul Deléage</b> :	
La nature : un paradigme introuvable .....	55
<b>Jean-Marie Dumont</b> :	
Environnement et luttes urbaines .....	101
<b>Michel Lequenne</b> :	
Continuité et discontinuité du « lambertisme » .....	120
Contribution à l'histoire d'une dégénérescence .....	126

**SOMMAIRE N° 8/9**

<b>Henry Weber</b>	
Transition au socialisme :	
sur quelques points de clivage dans le débat en cours .....	1
L'extrême-gauche italienne entre	
l'« autonomie ouvrière » et le PCI .....	61
<b>Jacques Julliard</b>	
Réponses à la Ligue Communiste .....	23
<b>Lucio Magri</b>	
Sur la stratégie révolutionnaire en Italie .....	123
<b>Ernest Mandel</b>	
Sur quelques problèmes de la stratégie	
révolutionnaire en Europe Occidentale .....	135

**SOMMAIRE n° 12-13**

<b>Antoine Arthous</b> :	
La question du léninisme .....	p. 1
<b>Denise Avenas, Alain Brossat</b> :	
Notre génération .....	p. 20
<b>Michel Lequenne</b> :	
Vie militante et vie quotidienne .....	p. 50
<b>Frédérique Vinteuil</b> :	
Militar sans mythologies .....	p. 63
<b>Hector Léans</b> :	
Mode d'existence et	
fragilité de la crise communiste .....	p. 72
<b>Jean Nicolas</b> :	
La question homosexuelle .....	p. 86
<b>Michel Lequenne</b> :	
Les questions du mode de vie selon Trotsky .....	p. 135
<b>Alain Brossat</b> :	
Les nouveaux communards .....	P. 144
<b>Michel Lequenne</b> :	
Métastase du cancer ultra-gauche .....	p 153
<b>Daniel Bensaid</b>	
Sur l'autogestion .....	p. 183

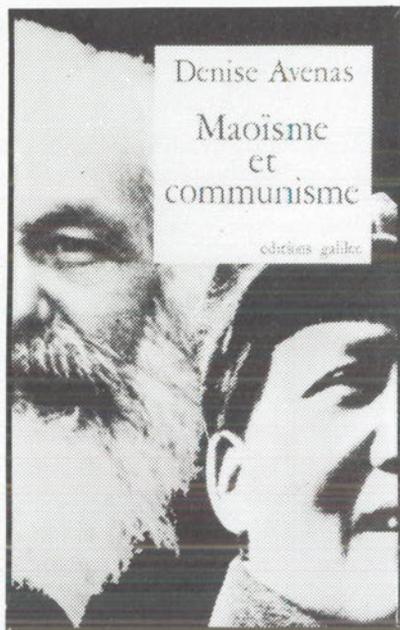
**ABONNEMENT**

Je désire recevoir 10 numéros de la revue **Critique Communiste**. Je joins à ce bulletin :  
 — la somme de 60 F (abonnement simple).  
 — la somme de soutien de 100 F (ou davantage - abonnement de soutien)

NOM .....

Prénom .....

Vient de paraître à la librairie ROUGE



Ligue communiste révolutionnaire

## MUNICIPALES 77

**Une campagne unitaire  
des révolutionnaires !**

*Pour la riposte unitaire des organisations  
ouvrières contre le plan Barre  
et le gouvernement Giscard*

*Pour la défaite électorale de la droite*

*Pour développer la mobilisation et le contrôle  
des travailleurs sur leurs conditions de vie*

février-mars 1977 2 F.

